

La nouvelle carte à mémoire va prendre son essor dans les banques

LIRE PAGE 35 L'ARTICLE DE FRANÇOIS RENARD

Le Monde

Fondateur : Hubert Beauve-Méry

Directeur : André Laurens

4F

Algérie, 2 DA ; Maroc, 4,20 dir. ; Tunisie, 200 m. ; Allemagne, 2,20 DM ; Belgique, 17 s. ; Danemark, 28 kr. ; Espagne, 160 pes. ; Grèce, 200 dr. ; Italie, 1.000 L. ; Japon, 276 ¥ ; Liban, 1.500 L. ; Norvège, 28 kr. ; Pays-Bas, 1,75 f. ; Portugal, 200 esc. ; Royaume-Uni, 2,76 sh. ; Suède, 2,76 kr. ; Suisse, 1,20 S. ; Venezuela, 120 bs.

Tarif des abonnements page 2

5, RUE DES ITALIENS
75427 PARIS CEDEX 09
Tél. : 4287 - 25 PARIS
C.C.P. 4287 - 25 PARIS
Tél. : 246-72-23

Les Danois pour l'austérité

Dans un pays où l'instabilité parlementaire, sinon gouvernementale, est chronique, nul ne s'attendait que les élections du 10 janvier puissent dégager une majorité stable. Le miracle ne s'est en effet pas produit.

Malgré le succès de son parti conservateur, dit dans une large mesure à sa popularité personnelle, le chef du gouvernement, M. Poul Schlüter, est renvoyé à la case départ. La coalition de centre-droit, le « trèfle à quatre feuilles », composée des conservateurs, des libéraux, des chrétiens populaires et du Centre démocrate, a certes augmenté de onze sièges sa représentation parlementaire, mais, avec 76 députés sur 179, elle reste loin de la majorité absolue.

Comme la gauche ne dispose pas non plus d'une majorité et que les sociaux-démocrates de l'ancien premier ministre, M. Anker Jørgensen, ont admis leur défaite, il ne reste plus à M. Schlüter, qui entend bien demeurer au pouvoir, qu'à négocier l'appoint des petits partis. L'épreuve de vérité ne tardera pas. Le gouvernement va devoir présenter au nouveau Parlement le budget d'austérité dont le rejet avait provoqué la convocation d'élections anticipées.

Si M. Schlüter remarque, avec raison, que les électeurs lui ont exprimé leur confiance, c'est au Parlement que son avenir se jouera. Bien que formellement dans l'opposition, les radicaux votent le budget, mais leur soutien ne suffira pas. Les sociaux-démocrates, qui avaient approuvé un budget de rigueur pour 1983, mais qui n'ont pas renouvelé leur geste cette année, peuvent difficilement se déjoindre. Paradoxalement, c'est le Parti du progrès de l'avocat en prison Glistrup, le parti anti-tout-anti-impôts, anti-Etat, anti-assistance sociale, — qui fait figurer de l'arbitrage, malgré le sévère désaveu infligé par les électeurs.

M. Schlüter, qui n'était pas disposé à tailler dans les dépenses sociales héritées de la gestion social-démocrate, négociera-t-il avec un parti qu'il jugeait récemment encore inébranlable ? Au Danemark, rien n'oblige un gouvernement mis en minorité à donner sa démission, mais un Etat ne peut pas vivre longtemps sans loi de finances. La casse-tête reste donc entier.

La menace d'une crise politique continuera d'autant plus à peser sur le petit royaume nordique que les alliés du « trèfle à quatre feuilles » sur les problèmes économiques sont d'un avis totalement opposé sur la politique étrangère. Les radicaux refusent, par exemple, le déploiement des missiles américains en Europe occidentale. Hémissement pour M. Schlüter, le Danemark, bien que membre de l'OTAN, n'a pas été invité à en accueillir sur son sol, et le sujet n'a tenu qu'une place secondaire dans le débat électoral.

Ce qui était d'abord en question, c'était la politique d'austérité menée depuis septembre 1982, avec ses résultats certes positifs sur le taux d'inflation, la dette extérieure et les exportations, mais négatifs sur le chômage et le niveau de vie. Les champions d'une stratégie courageuse et rigoureuse ont en la faveur des électeurs.

Cette leçon ne vaut pas pour le seul Danemark.

(Lire nos informations page 13.)

La réforme de l'assurance-chômage

Le projet d'accord conclu entre la C.G.C., la C.F.T.C., F.O. et le patronat instaure un double système d'indemnisation, dont une partie sera financée par les partenaires sociaux et l'autre par l'Etat

Après quinze heures de discussions et d'innombrables suspensions de séance, dans la nuit du 10 au 11 janvier, la négociation sur le futur système d'assurance-chômage, engagée depuis le 21 octobre 1983, a débouché enfin sur un accord de principe, à l'issue de la dixième réunion.

A 6 heures du matin, trois organisations syndicales — F.O., C.F.T.C. et C.G.C. — signaient avec le C.N.P.F. et la C.G.P.M.E. un protocole et non un accord définitif. Les trois confédérations confirmeront leur engagement dès que de nouvelles négociations, engagées cette fois avec le gouvernement, auront permis de définir l'autre volet du dispositif, qui relève de la solidarité nationale et qui sera pris en charge financièrement par l'Etat. La C.G.T. et la C.F.D.T., qui considèrent que les deux systèmes de solidarité et d'assurance-chômage forment un ensemble, préfèrent réserver leur attitude.

Il faudra donc attendre l'issue de ces nouvelles réunions, qui devraient intervenir très prochainement, pour connaître le sort final qui sera réservé à l'ancienne UNEDIC (1), dont la convention cesse d'exister au 31 janvier.

D'ores et déjà, les résultats des négociations entre le patronat et les syndicats permettent toutefois de savoir à quoi ressemblera le système d'assurance-chômage, puisque celui-ci, en tout état de cause, ne relève que des partenaires sociaux.

Gérée paritairement par les représentants des employeurs et des salariés, l'assurance-chômage sera réservée aux seuls chômeurs ayant cotisé pendant une période minimale. Pendant des durées variables, selon leur âge et l'importance des droits ouverts, ils seront indemnisés par une allocation de base, puis, en cas de prolongation du chômage, par une allocation de fin de droits. Ensuite, s'ils deviennent toujours être chômeurs, ils seraient pris en charge par le système de solidarité de l'Etat.

Ainsi définie, l'assurance-chômage, au contraire de l'actuelle UNEDIC, n'indemnise plus certaines personnes, comme les préretraités des plans F.N.E., des contrats de solidarité ou des conventions sociales, telles que celle de la sidérurgie, ou encore les jeunes et les femmes à la recherche d'un premier emploi, et les chômeurs créateurs d'entreprises, qui sont renvoyés au système de solidarité. En outre, l'assurance supprime l'allocation spéciale dont bénéficiaient jusqu'à présent les licenciés économiques.

Par rapport au système actuellement en vigueur, l'accord prévoit aussi que, si les durées maximales d'indemnisation sont sensiblement identiques, les durées initiales, c'est-à-dire la période pendant laquelle le versement d'une indemnité est garanti, sont réduites. Les prolonga-

tions, qui sont soumises à l'appréciation trimestrielle des commissions paritaires de l'emploi, entraînent aussi une baisse du niveau d'indemnisation. L'allocation minimale de base, qui est aujourd'hui de 100,10 F par jour, passera à 95 F, et le maximum d'indemnisation, jusqu'à présent fixé à 80 % du salaire antérieur, reviendra à 75 %.

D'autres économies sont encore réalisées avec la limitation des indemnités versées aux salariés occupant des emplois précaires ou travaillant sur la base de contrat à durée déterminée, qui ne peuvent justifier de plus de trois mois de

cotisation. De leur côté, les chômeurs âgés de cinquante à cinquante-cinq ans voient leurs durées d'indemnisation considérablement réduites.

En revanche, en instituant un seuil minimum d'indemnisation fixé à 60 % du salaire antérieur, qui se déclenche à 6750 F, les signataires ont voulu améliorer les prestations offertes aux titulaires des revenus les plus élevés.

ALAIN LEBLAISE.

(Lire la suite page 33.)

(1) Union nationale pour l'emploi dans l'industrie et le commerce.

ESPAGNE

La démocratie à l'âge de raison

LIRE NOTRE SUPPLÉMENT PAGES 5 A 12

ARGENTINE

Le général Bignone ancien chef de l'Etat, a été arrêté

LIRE PAGE 14 L'ARTICLE DE JACQUES DESPRÉS.

L'AFFAIRE DES « AVIONS RENIFLEURS »

Le mythe du sourcier

par PAUL FABRA

Bien des points demeureront encore longtemps obscurs dans l'affaire des « avions renifleurs ». Les protagonistes ne sont pas encore tous à fait d'accord sur l'un deux, qui, à la lecture du rapport Giquel, paraît pourtant tranché : y a-t-il eu ou non supercherie du début à la fin des relations entre le groupe ERAP et les prétendus inventeurs du procédé V.S.D. (vision sélective dirigée), qui devait tout aussi bien permettre de découvrir à moindre frais les gisements d'hydrocarbures que de détecter les sous-marins voguant en eaux profondes ?

Si l'on conclut par l'affirmative, comme invite à le faire le document de la Cour des comptes, il reste à déterminer quelles ont été les indispensables complications en dehors ou à l'intérieur du groupe pétrolier.

L'affaire n'aurait jamais pris l'ampleur qu'on lui connaît si M. Pierre Guillaumat, alors président de l'ERAP, après avoir conclu, le 28 mai 1976, avec le groupe financier représenté par M. Philippe de Weck, président à l'époque de l'Union des banques suisses (une des trois grandes banques helvétiques), un accord particulièrement favori-

able pour les inventeurs, et n'avait, quelques jours après, le 2 juin, informé de sa décision le président de la République en personne, M. Valéry Giscard d'Estaing.

Ce premier contrat, honnête à plus d'un titre, ne souleva, semble-t-il, aucune objection de la part du chef de l'Etat qui le couvrit de son autorité, ni, plus tard, de la part de M. Raymond Barre, mis au courant.

ELF-Aquitaine s'engageait à verser la somme de 200 millions de francs suisses (150 millions de francs français, au cours de l'époque où cette somme fut versée), définitivement acquise aux promoteurs de l'invention. Aucune condition n'avait été mise pour subordonner le versement de cette somme importante aux résultats à attendre des expériences. En contrepartie de quoi, ERAP recevait l'exclusivité, pendant douze mois, de l'emploi du procédé mirobolant mais sans avoir accès elle-même à l'appareillage mis en œuvre.

Il était entendu que les inventeurs garderaient la maîtrise des opéra-

La lutte contre l'analphabétisme en France

Le gouvernement prend des mesures pour favoriser l'insertion sociale des millions de personnes « qui ne maîtrisent pas la lecture ou l'écriture »

L'analphabétisme n'est pas l'apanage des pays du Sud, le triste privilège du tiers-monde. Les huit millions d'adultes de plus de quinze ans « incapables de lire et d'écrire, en le comprenant, un exposé simple et bref de faits en rapport avec la vie quotidienne » — selon la définition donnée par l'UNESCO, — ce ne sont pas seulement « les autres ». Le phénomène touche aussi la France de 1984. Jeunes, adultes, ruraux ou citadins, les illettrés sont parmi nous.

Le rapport, qui vient d'être remis à M. Pierre Mauroy et dont le conseil des ministres du mercredi 11 janvier devait s'inspirer pour arrêter des mesures, ne laisse pas de doute (1).

Si, fin 1979, la réponse française à un questionnaire adressé par la Commission européenne concernait à l'absence d'analphabètes au sein de la population adulte francophone, les pouvoirs publics ont ensuite ouvert les yeux. Dès l'année suivante, des rapports paraissaient, jetant la lumière sur le phénomène.

En juillet 1982, le ministère des affaires sociales et de la solidarité nationale était chargé de dresser. Le conseil des ministres du 26 janvier 1983 estimait que « l'analphabétisme est un obstacle important à

toute politique cohérente d'insertion sociale et économique ». Un groupe interministériel était créé. Son premier travail, diagnostic et propositions, aboutit au présent rapport.

A bien regarder, il n'est pas si difficile de rencontrer des illettrés. Ce sont ces clients d'un supermarché qui donnent leur porte-monnaie à la caissière pour qu'elle prenne elle-même la somme due qu'ils ne savent pas compter. Ce sont ces jeunes femmes d'une maison maternelle près de Bourges, décontenancées par l'édicté de composition des textes, par les graduations d'un biberon, par le thermostat d'un fer à repasser ou le mode d'emploi d'un médicament. C'est ce chômeur réduit à prendre un taxi pour se rendre à une convocation du bureau d'aide sociale parce qu'il n'a pas compris le plan de la ville et les indications concernant les transports en commun.

Les exemples abondent, repérés par des travailleurs sociaux, des associations telles que A.T.D. tiers-monde, Education et Culture, à Rouen. Action lire, écrire, compter, à Sausser, l'extrême-ouest, à Tours, l'Office régional des personnes âgées, la Confédération syndicale des familles, l'Association française pour la lecture, le restaurant de Lyon et les missions locales pour l'insertion des jeunes.

« Ensembles, au total, ces Français métropolitains démunis de moyens simples, des actes quotidiens, des démarches indispensables ? Les amateurs de chiffres trop précis seront déçus : A la différence des Etats-Unis, où des études approfondies couvraient déjà, en 1976, à vingt-trois millions d'Américains adultes « illettrés fonctionnels », la France doit, pour l'instant, s'en tenir à des estimations.

« Le taux des analphabètes complets est certainement faible, affirment les auteurs du rapport. En revanche, on peut affirmer que le nombre des personnes (en France) qui ne maîtrisent pas la lecture ou l'écriture est en croissance générale pour utiliser celles-ci doivent se compter par millions plutôt que par centaines de mille ».

CHARLES VIAL.

(Lire la suite page 32.)

(1) « Les illettrés en France ». Rapport au premier ministre par Véronique Espérandieu et Antoine Lion, avec la collaboration de Jean-Pierre Blédoon.

« PRÉNOM CARMEN », DE JEAN-LUC GODARD

Comment ça va, oncle Jean ?

LIRE PAGE 19 L'ARTICLE DE CLAIRE DEVARREUX

« TRAHISONS CONJUGALES », UN FILM D'APRÈS PINTER

Trio pour voix anglaises

Trahissons conjugales est le titre choisi pour la distribution en France du film — anglais — que David Jones a tiré d'une pièce de Pinter, *Trahissons* (Betrayal), créée il y a deux ans au Théâtre Montparnasse et reprise actuellement en tournée. Ajouter un pluriel et l'adjectif « conjugales » restreint le sens du titre, bien qu'il s'agisse du trio classique : le mari, la femme, l'amant. Mais chez Pinter, le trio ne peut pas être classique.

Le film est superbement fidèle à la pièce. Comme la pièce, il décortique avec ce calme hautain, impitoyable, qu'on appelle le flegme, les relations tendues, videntes, insaisissables, incommensurables, les relations en perpétuelle recherche entre deux hommes et une femme.

Deux hommes : Jeremy Irons (l'amant, Ben Kingsley (le mari), et Patricia Hodge (la femme). Trois acteurs prodigieux dont le moindre geste, les regards, les sourires inquiets, dont chaque silence, chaque parole s'ouvre sur des gouffres de violence, de souffrance, de force des-

tructrice et dont les armes sont l'égoïsme tranquille, une sorte d'élegance culturelle.

La caméra de David Jones saute sur eux, en eux, les marques imperceptibles de ces moments bizarres où un mot qui n'est pas à sa place — et ce n'est pas le mot qui compte, — et la place — jette une pierre dans les eaux souterraines des désirs confus et dévie le cours d'une existence. La pièce est faite de ces moments-là, dont les acteurs donnent la densité et la fragilité. On est dans le même temps fasciné par la perfection de leur art et envouté par ce qu'ils transmettent : à travers leurs personnages, de vérité, ils sont favorisés d'ailleurs par le fait de posséder de naissance la musique particulière de ce trio pour voix anglaises. L'Angleterre est une île qu'il n'est pas si simple d'abandonner.

COLETTE GODARD.

(Lire page 21 trois entretiens avec JEREMY IRONS, BEN KINGSLEY et PATRICIA HODGE.)

problèmes actuels de la psychanalyse

PSYCHOSOMATIQUE ET CANCER

JEAN GUIR

HORSEXE essai sur le transsexualisme

CATHERINE MILLOT

D'UNE LOGIQUE DE LA PSYCHOSE

GERARD POMMIER

POINT HORS LIGNE

ص:زامن الأصل

Parler français

Le décret organisant le Comité consultatif et le Commissariat général de la langue française est sur le point de paraître au Journal officiel. Il vise, comme l'explique Roger Fajardie, à donner au pays les moyens d'une véritable politique linguistique, aidant le français à assumer sa vocation d'universalité. Philippe Lalanne-Berduotico, de son côté, pense que le remède au déclin est en nous, et qu'il convient que non seulement chaque peuple européen cultive son propre mode d'expression, mais qu'il s'ouvre aux autres langues continentales.

Pour l'Europe des langues

par PHILIPPE LALANNE-BERDUOTICO (*)

AUCUNE époque n'offrit autant de facilités qu'aujourd'hui à l'impression linguistique, voire à l'occultation de l'originalité des individus et des cultures sous une chape étrangère. Il est banal de citer le rôle des médias. La vie quotidienne, les objets que nous manions chaque jour, forment autant d'instruments d'enrichissement — ou d'aliénation culturelle.

Dans une société agro-pastorale traditionnelle, le paysan, modèle de permanence, pouvait rester toute une vie entre les mêmes collines sans avoir besoin d'assimiler de termes étrangers. Aujourd'hui un monde urbanisé brasse ses éléments hétérogènes dans un même moule d'innovations technologiques et par-delà celles-ci dans une même ambiance acculturatrice — ou déculturatrice.

De cette conjonction exceptionnelle, l'univers contemporain la langue anglo-américaine au détriment de ce qui est le trait commun fondamental de l'Europe : la spécificité de chacune de ses personnes.

Certes, la culture vit d'échanges. Notre intention ne peut donc être d'engager une « guerre culturelle » avec quiconque. Nous sommes toutefois plus que fondés à souhaiter, quels que soient nos alliances ou nos intérêts politiques, la résurgence d'une Europe qui reste ou redevenue elle-même. Or l'identité culturelle de l'Europe réside avant tout dans la vitalité originale de ses langues. Vont-elles dériver une à une ?

Trois axes

Le rouleau compresseur du réductionnisme s'exerce sur trois axes. D'abord le plus quotidien, celui de la mode par l'objet. Quand les pantalons du monde entier s'inspirent de la même coupe et de la même toile baptisée *jean*, le mot *jean* s'introduit dans toutes les langues. Chaque nouveauté d'usage courant tendra de même à s'imposer dans sa langue — et à la véhiculer par son mode d'emploi quand il n'est pas traduit, au mépris des stipulations de la loi Bas-Lauriol. Aux Européens de reprendre le flambeau de l'innovation.

Second axe de l'immigration linguistique : la voie auditive et ludique. Sur les ondes françaises et européennes, le temps d'antenne de la chanson anglo-saxonne a largement dépassé les 50 %. Sa présence

(*) animateur de l'Association pour la défense du français et des langues européennes.

et ses rythmes confinent à l'hégémonie dans les disques, les cassettes, les machines à sous, les lieux de réunions de jeunes.

Lors d'une présentation de prêt-à-porter *français* à la télévision française au printemps 1983, l'accompagnement musical, n'en déplait aux incantations du ministre de la culture, fut exclusivement anglo-saxon. Si l'on songe à la variété du foisonnement musical européen durant cinq siècles, sa mise au placard apparaît proprement stupéfiante.

Héritage d'un double fiasco : d'abord celui qui aboutit en vingt ans à l'effacement de l'Europe devant le modèle socio-économique des Etats-Unis. Ensuite celui d'une réaction contemporaine de rejet, à rebours politiques, et qui, faute d'offrir de réelles valeurs de remplacement, reste purement verbale.

Surgeant malgré cette marée, la chanson francophone se défend encore. Peut-on en dire autant de la chanson allemande ou italienne ? Extinction contagieuse.

Le troisième champ d'impregnation est celui de l'information scientifique et technique, qui conditionne le développement de notre forme de civilisation. Et, par-delà, de l'information tout court par le canal d'agences qui enserment le monde dans un réseau d'anglicismes. Pierre Chauvin nous rappelle que « 64 % des publications scientifiques mondiales ont paru en anglais entre 1975 et 1980 ». Quasi-monopole qui s'accroît de son propre poids, car il vise à reléguer les non-anglophones au rang de sous-développés de la technologie. Pour être lus, ils auront tendance à publier leurs travaux en anglo-américain et à réduire d'autant le champ de créativité de leurs langues respectives.

Spirales descendantes de l'aménagement linguistique accentué dans le domaine littéraire par l'éclipse actuelle des Français, des Allemands, des Italiens.

Le mouvement est-il irréversible ? L'erreur des futurologues a toujours consisté à prolonger dans l'avenir la courbe du présent. Le poids de la langue anglo-américaine pèse-t-il aujourd'hui plus lourd sur l'ensemble de l'Europe que ne pesait celui de la langue française sur l'Allemagne du dix-huitième siècle quand ses écrivains s'indignaient que leurs contemporains ne parlent pas allemand qu'ils leurs chevaux ? Et Goethe payait.

Le poids de l'anglo-américain pèse plus lourd que ne pesait le turc sur le corps de la Grèce durant les quatre siècles d'égérie de l'hellénisme ? Athènes ressuscite.

Tout excès porte en soi les germes de sa correction. Déjà, sur le plan mondial, un phénomène de saturation de la prédominance culturelle anglo-saxonne profite, dans des pays aussi divers que l'Irak, le Mexique ou le Japon, à l'expansion de la langue française, parce que comme autre canal, comme ouverture de renouveau à la civilisation occidentale.

Le remède est en nous

Mais c'est à l'Europe qu'il appartient de se ressaisir en premier lieu si elle veut éviter la dépersonnalisation. La déchéance de ses langues signifierait une perte aussi irréparable que le serait la démolition des cathédrales françaises, l'incendie de la musique germanique, l'effacement de maîtres italiens, espagnols ou flamands.

Le remède est en nous. Etre soi-même consiste d'abord à cultiver son propre mode d'expression — et à s'ouvrir aux autres langues d'Europe continentale, toutes illustres et porteuses de valeurs dont la cause est solidaire. Par primordial que s'assie l'Association pour la défense du français et des langues européennes (1).

La France et l'Allemagne peuvent offrir le champ privilégié de tels échanges avec une meilleure connaissance du français. Cela à l'heure même où la plus inopportune des réductions de crédits menace de réduire d'un tiers les postes d'enseignants du français détachés dans les écoles maternelles allemandes !

Il reste par là la défense des langues, mère de nos esprits, à les valoriser par leur contenu. Il reste à créer. Non en termes de revendication stérile, mais en étant à la fois soi-même et plus que soi.

Dans un lumineux essai sur l'identité culturelle (2), le professeur Sélim Abou, Libanais francophone, remarque que « le langage ne reflète pas seulement l'état d'une pensée et d'une société, il est capable de les transformer ».

Puissent fleurir une littérature, une technologie francophones de l'espace ou des énergies nouvelles, une chanson allemande, une recherche scientifique grecque, un cinéma espagnol.

Puissent renaitre l'originalité de l'Europe, mosaïque de personnes cultivant chacune son génie dans le souci de l'universel.

(1) Maison de l'Europe, 35, rue des Francs-Bourgeois, 75004 - Paris.
(2) Editions Anthropos, 1981.

Les moyens d'une politique linguistique

par ROGER FAJARDIE (*)

LE gouvernement a décidé, le 24 août de l'an dernier, de donner un nouvel élan à l'action de la France pour le rayonnement de notre langue. Les organismes créés en conseil des ministres — Haut Conseil de la francophonie, Comité consultatif de la langue française, Commissariat général de la langue française — traduisent la volonté du président de la République et du gouvernement de doter notre pays de moyens efficaces pour mener une véritable politique linguistique. C'est dans cette perspective qu'une mission parlementaire m'avait été confiée. Dans le rapport que j'ai remis au premier ministre, je me suis attaché à montrer la nécessité de structures cohérentes, assurant une concertation et sans idée directrice, que les moyens mis en œuvre, quoique importants, étaient si dispersés que, bien souvent, on put s'interroger sur leur utilité. Il est dès lors permis de parler de laisser-faire, de désordre, d'inefficacité et même de démission de l'Etat : il n'y avait pas de politique linguistique de la France.

Il s'agit désormais, pour un Etat qui a conscience de ses responsabilités dans ce domaine, de créer les conditions d'une mobilisation de l'opinion publique sur le plan national, afin d'assurer la défense d'un patrimoine dont nous savons tous qu'il est menacé. Les Français doivent connaître la richesse de leur langue, réapprendre parfois à l'utiliser correctement, savoir qu'elle peut répondre à tous leurs besoins d'expression dans le monde moderne. La France a aussi une responsabilité particulière sur le plan extérieur. Elle doit contribuer, sans esprit bégémoïque, à la vie et au développement d'une communauté francophone, qui concerne trois cents millions d'hommes et de femmes à travers le monde. Cette entreprise sera naturellement menée de manière différenciée, selon les rapports de la France avec chacune des autres nations : avec les peuples ou communautés proprement francophones ; avec les pays, comme ceux d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient où le français est une sorte de seconde langue quasi officielle ; avec les peuples d'Afrique noire où le français apparaît comme un point de jonction entre un grand nombre de parlers locaux éparpillés ; avec les pays enfin où l'on apprend le français comme langue étrangère et où l'expansion de son enseignement doit être le but principal de notre action.

Un autre défi

Devant la crise des valeurs anciennes dont les conservateurs de tout genre nous rebattent les oreilles, cette affirmation française s'exprime à travers sa langue contribue à armer notre peuple dans sa recherche de valeurs nouvelles. Les implications économiques et sociales d'une telle politique linguistique ne sont pas moins importantes : chaque homme aujourd'hui que l'élevation du niveau culturel, et plus particulièrement linguistique, d'un peuple, l'accroissement important du nombre de ses diplômés d'université, constituent un puissant moteur d'expansion économique, favorisant à la fois la production et les échanges, ainsi que les conditions d'une meilleure harmonie dans les entreprises et dans la société, dont la France d'aujourd'hui a amplement besoin.

Cette politique relève aussi un autre défi de l'avenir : la société moderne évolue dans le sens d'une extension du temps libre et du loisir, qui ouvre des besoins nouveaux d'épanouissement individuel, de communication, de connaissance, et appelle des moyens également nouveaux pour les satisfaire. Dans ce contexte, qui ne mesure à la fois l'intérêt pour chacun de disposer pleinement de sa langue, moyen d'accès majeur à la culture, et l'impérieuse nécessité de contribuer activement au rayonnement de l'expression française ?

Sans doute le problème de la francophonie est-il, dans son prin-

cipe, posé depuis longtemps. Des structures avaient été mises en place il y a quelques années. De multiples organismes existaient déjà ou se sont créés. Près de cinq cents ont pu être clairement identifiés, la plupart d'entre eux recevant des subventions plus ou moins substantielles. Et, surtout, nombreux ont été les militants d'un combat auquel les gouvernements précédents n'ont pas su, ou pas voulu, donner la place qu'il méritait. Si nous essayons d'établir un bilan, nous constatons que la francophonie, à un certain niveau, était devenue l'affaire d'un petit nombre, que des actions diverses étaient menées sans cohésion et sans idée directrice, que les moyens mis en œuvre, quoique importants, étaient si dispersés que, bien souvent, on put s'interroger sur leur utilité. Il est dès lors permis de parler de laisser-faire, de désordre, d'inefficacité et même de démission de l'Etat : il n'y avait pas de politique linguistique de la France.

Il s'agit désormais, pour un Etat qui a conscience de ses responsabilités dans ce domaine, de créer les conditions d'une mobilisation de l'opinion publique sur le plan national, afin d'assurer la défense d'un patrimoine dont nous savons tous qu'il est menacé. Les Français doivent connaître la richesse de leur langue, réapprendre parfois à l'utiliser correctement, savoir qu'elle peut répondre à tous leurs besoins d'expression dans le monde moderne. La France a aussi une responsabilité particulière sur le plan extérieur. Elle doit contribuer, sans esprit bégémoïque, à la vie et au développement d'une communauté francophone, qui concerne trois cents millions d'hommes et de femmes à travers le monde. Cette entreprise sera naturellement menée de manière différenciée, selon les rapports de la France avec chacune des autres nations : avec les peuples ou communautés proprement francophones ; avec les pays, comme ceux d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient où le français est une sorte de seconde langue quasi officielle ; avec les peuples d'Afrique noire où le français apparaît comme un point de jonction entre un grand nombre de parlers locaux éparpillés ; avec les pays enfin où l'on apprend le français comme langue étrangère et où l'expansion de son enseignement doit être le but principal de notre action.

Une politique linguistique doit évidemment faire leur large place aux différentes langues de France. Elle doit aussi s'attacher à l'étude en France des langues étrangères et à l'enseignement du français dans les pays non francophones. Nous ne répéterons jamais assez qu'il est nécessaire, pour les Français, de retrouver la fierté de leur langue : langue de dialogue et de liberté, langue de la démocratie à divers moments de l'histoire et qui le reste, notamment pour un grand nombre de ceux que des régimes totalitaires persécutent en diverses parties du monde.

Réflexion et action

Les dispositions que le gouvernement a prises, et qui sont en train d'être mises en place, tendent à répondre à deux exigences : celle d'une réflexion permanente s'appuyant sur une information et une analyse objectives de l'état du français en France et dans le monde ; celle d'une action cohérente évitant la dispersion des moyens. Le Haut Conseil de la francophonie, autour du président de la République et avec des personnalités représentatives de la communauté francophone, prendra les problèmes au niveau le plus élevé : il se préoccupera du français, langue de rapprochement et d'échanges, patrimoine commun de tous ceux qui le parlent, avec leurs différences, et sans que celles-ci soient mises en cause. Le Comité consultatif de la langue française, présidé par le premier ministre, en s'inspirant des grandes orientations définies par le Haut Conseil de la francophonie, aura à imaginer des types d'intervention originaux, à conseiller le gouvernement français et à l'aider de ses suggestions sur des problèmes plus spécifiques à la France et aux actions de l'Etat dans le domaine de la francophonie. Le commissaire général de la langue française, responsable d'un service dépendant du premier ministre, sera l'agent d'exécution de la politique adop-

(*) Vice-président du Comité consultatif de la langue française, député au Parlement européen.

tée par le gouvernement. Il assurera la coordination de ce qui est fait par les différents ministères intéressés et pourra mener des actions propres. Il attachera à harmoniser l'action des associations et organismes reconnus et subventionnés par l'Etat.

Il est clair que, à travers ces structures, et avec la collaboration de toutes les bonnes volontés, un effort de clarification et de simplification va être mené pour réaliser une série de missions précises. L'une d'entre elles, et sans doute la première, est de conforter l'enseignement du français, confronté, comme les autres langues, à ces phénomènes de notre temps que sont l'enseignement de masse et la civilisation de l'image. A cet égard, une action efficace impose un effort considérable et permanent de recherche pédagogique qui fasse surgir des techniques nouvelles d'enseignement et forme des maîtres hautement qualifiés pour apprendre notre langue non seulement aux jeunes Français, mais aussi aux immigrés et aux étrangers.

Une autre mission essentielle est la « défense » et illustration de la langue française, dans l'esprit de Joachim Du Bellay, lutant au seizième siècle pour permettre au français de se dégarer de l'emprise aliénante du latin savant. Aujourd'hui, c'est évidemment contre l'envahissement du vocabulaire anglo-américain et le monopole qu'il tend à exercer sur le vocabulaire moderne, dans le domaine scientifique et technique en particulier, que nous devons principalement réagir, sans mettre en cause, bien entendu, les échanges féconds qui ont toujours existé entre les langues. Un outil de défense existe déjà partiellement, avec la loi votée à l'unanimité par le Parlement en 1975, sur l'emploi de la langue française, qui pourrait être complétée et, en tout cas, devra être appliquée pleinement.

Communiquer avec l'extérieur

Plus important encore est le travail permanent d'illustration, c'est-à-dire d'aménagement et d'enrichissement de notre langue, absolument nécessaire pour l'adapter au monde moderne sans cesse en mouvement. Déjà des commissions ministérielles sont en place, chargées de mettre à jour le langage utilisé dans leurs secteurs respectifs. Plus efficace devrait être encore la réalisation d'une banque de données terminologiques scientifiques et techniques, mise spécialement au service des entreprises, et qui ne manquera pas de développer par application de toutes les découvertes de la télématique. Il faudra associer le plus possible les Français à cette œuvre, en les incitant à reconquérir leur propre pouvoir de création et d'enrichissement de la langue et à renouer ainsi avec leurs plus anciennes traditions.

Enfin, il se pose un problème difficile de relation et de communication avec l'extérieur. Nous devons consentir un effort très important pour assurer la promotion de notre langue, en diffusant le plus largement possible, hors de nos frontières, tous les documents visuels, sonores et écrits d'expression française, qu'il s'agisse de télévision, de radio ou d'édition, en distribuant largement nos manuels scolaires, nos revues scientifiques, et en même temps pour développer la traduction des ouvrages français.

Toute initiative, dans ce domaine comme dans d'autres, sera critiquée. On dira — on l'a déjà dit — que les socialistes veulent annexer la défense du français, l'action en faveur de la francophonie. Ils entendent simplement relancer un grand combat, auquel on avait naguère plus ou moins renoncé, et appeler toutes les Françaises et tous les Français, dans leur diversité, à y participer.

Nous avons la ferme volonté d'affirmer partout la présence de notre langue : une langue française vivante, adaptée à notre temps, à une époque où la science, la technique, les technologies, comptent plus que par le passé ; la volonté aussi de soutenir, de rassembler, d'unir tous ceux qui se sentent liés à elle, dans le respect absolu du droit à la différence pour toutes les cultures et pour toutes les langues, et d'abord pour nos propres langues régionales, en tenant pour une règle essentielle le refus de tout colonialisme culturel. Quand nous exprimons aujourd'hui cette ambition, nous retrouvons pleinement, dans notre action présente, la vocation d'universalité qui reste l'un des plus riches fondements de la tradition française.

LU

« EN AVANT, MARGE ! », de Jean Sur

Aider les autres

Le projet de raconter sa vie naît en général d'un sentiment de différence. Dans cette autobiographie, on l'attribuerait plutôt à un sentiment de ressemblance, ou plus exactement de communauté, pour reprendre un de ces vieux mots que l'auteur a conservés de son passé catholique. Mais si je suis à ce point lié aux autres que « je ne veux que si nous venons », pourquoi se distinguer ainsi, pourquoi ces confessions d'un enfant de la banlieue qui n'a à révéler ni scandales ni faits d'armes ? Il me semble précisément qu'avec ce livre nous tenons l'un de ces documents véridiques qui manquent le plus à la compréhension d'une époque, car, contrairement à ce qu'annonce son titre, l'auteur n'a rien d'un marginal : il serait plutôt typique de ceux qui requièrent le choc de mai 68 d'autant plus fortement que, passé trente ans, ils restent encore dans le sillage d'une famille puritaine et d'une jeunesse pieuse. Marginal ? Mais alors est marginale la foule de ceux qui pourraient se reconnaître dans ce livre dont l'une des révélations est précisément que la marginalité est devenue majorité.

J'aime le respect, devenu si rare, avec lequel Jean Sur parle de lui et des autres. S'il concède plus qu'il ne croit à l'esprit du temps, il en récuse l'exhibitionnisme. La pudeur peut aller de pair avec la franchise : peut-être s'agit de ce savoir intime dont Heidegger nous dit qu'il est réservé et ne se partage que doucement, lentement, dans l'intimité. En quoi il me semble que l'auteur a retenu le meilleur de ces groupes « cathos » dont il fait un portrait si véridique et par moments si cruel.

L'adolescence, dont les historiens nous ont montré qu'elle était une conquête récente, semble aujourd'hui, chez beaucoup,

ne plus pouvoir finir. Il m'a semblé que chez Jean Sur, elle s'était arrêtée peu avant la cinquantaine, lorsqu'il prit la décision d'écrire son livre. Je ne rirai pas de la simplicité de cet aveu : « C'est difficile, à notre époque, de savoir ce qu'on veut ». C'est difficile, en effet, lorsque s'effondrent les idéaux et les fins. La liberté n'existe, comme réalité voulue et vécue, que dans sa privation. La relance d'étape en étape est épuisante. Lorsqu'on ne s'est pas choisi à vingt ans, on court, comme un normade, de gîte en gîte et de source en source. On y gagne de garder un certain esprit d'enfance, mais le coût est élevé.

L'histoire de son divorce est douloureuse : chacun, en effet, reste fidèle à ce qu'il appelle sa liberté, qui l'emporte sur le serment. Ainsi les « cathos » qu'a émancipés mai 68 rejoignent les enfants du siècle dans l'instabilité joyeuse et angoissante du bonheur sans normes. Comment engager une vie à une autre, ou à une cause, lorsqu'en trente ans le monde a basculé ?

Pourtant, à toutes les « libérations » résiste une vertu, vocation qui ramène à cette jeunesse dont Jean Sur déplore le reflux. Le « refus des puissances », chez lui, se conjugue maintenant avec le « goût insaisissable des autres ». L'animateur de « patro », l'ancien président du Centre Richieu devenu « formateur », s'il a rompu avec les réactionnaires et les racornes, s'il a donné congé à l'institution, reste obstinément fidèle à cette passion inépuisable qui le pousse depuis l'enfance à se dévouer pour les autres en aidant leurs libertés à grandir.

JEAN-MARIE DOMENACH.

* En avant, marge !, Editions INSEP, 4, avenue de l'Opéra, 75001 Paris, 341 p., 75 F.

Le Monde

Service des Abonnements
5, rue des Italiens
75001 PARIS CEDEX 09
C.C.P. Paris 4287-23

ABONNEMENTS
3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE
341 F 685 F 839 F 1 088 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS
PAR VOIE NORMALE
661 F 1 245 F 1 519 F 2 368 F

ÉTRANGER
(par mandat postal)

L - BELGIQUE-LUXEMBOURG
PAYS-BAS
381 F 685 F 979 F 1 240 F

II - SUISSE-TUNISIE
454 F 830 F 1 197 F 1 536 F

Par voie aérienne
Tarif sur demande.

Les mandats qui peuvent par chaque
postal (tous modes) valent bien
joindre un chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou
provisaires (deux semaines ou plus) :
nos abonnés sont invités à formuler
leur demande une semaine au moins
avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à
toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de
rédiger tous les noms propres en
capitales d'imprimerie.

DIPLOMATIE

EN DÉPIT DU DÉSACCORD PERSISTANT SUR TAIWAN

La visite de M. Zhao Ziyang à Washington
va favoriser le développement des relations bilatérales

Washington. — « Une discussion franche mais chaleureuse et utile », a déclaré, mardi soir 10 janvier, un porte-parole américain pour résumer la première journée des entretiens du premier ministre chinois à la Maison Blanche. En effet, dès son arrivée, M. Zhao Ziyang avait évoqué les points de désaccord, « les hauts et les bas » des relations sino-américaines, et regretté que les rapports bilatéraux demeurent « bien au-dessous » du niveau souhaitable. Néanmoins, les conversations de la Maison Blanche ont confirmé les milieux officiels américains dans leur conviction initiale, tirée des déclarations antérieures de M. Zhao Ziyang, que le premier ministre était désireux d'éviter un affrontement aussi bien sur le problème de Taiwan que sur d'autres points moins importants du contentieux sino-américain.

En fait, si le premier ministre chinois a tout de suite abordé le problème de Taiwan, il n'a pas demandé l'arrêt immédiat et définitif des livraisons d'armes américaines, mais s'est contenté de rappeler avec force l'engagement pris en août 1982 par les Américains de réduire progressivement ces livraisons, d'où devaient être exclues les armes les plus modernes.

La discussion se serait ainsi limitée à une réaffirmation des points de

vue respectifs. Mais on souligne, du côté américain, que les divergences ne doivent pas empêcher les deux pays de tirer le meilleur parti de leurs relations bilatérales. Plutôt que de s'attarder sur les points de désaccord, le premier ministre et le président Reagan ont préféré discuter des problèmes sur lesquels leurs vues coïncident ou sont proches, notamment leur opposition à l'« impérialisme soviétique », qui se manifeste très concrètement en Afghanistan et (par l'intermédiaire du Vietnam) au Cambodge. Aussi bien M. Shultz s'est-il félicité des progrès du « dialogue stratégique » entre Washington et Pékin, qu'il a qualifié d'« élément vital » des relations bilatérales.

Technologie
et investissements

Il est vraisemblable que la coopération dans le domaine militaire sera abordée, mais, entre les réactions des Chinois à s'engager trop loin, le président Reagan est limité par l'opposition de la droite du parti républicain et du Pentagone, hostiles à un resserrement des liens militaires avec la Chine communiste qui s'ac-

Correspondance

Aucun résultat spectaculaire n'est attendu de cette visite historique — la première d'un premier ministre chinois à Washington, sinon un renforcement de la coopération industrielle, technologique et commerciale qui se concrétisera par la signature, jeudi prochain, d'un nouvel accord. La conjoncture est propice au développement des échanges, notamment dans le domaine de la haute technologie, encouragés par l'accomplissement intervenu il y a un an des règlements américains, qui permettent maintenant à la Chine d'importer les équipements qui l'intéressent.

Les milieux d'affaires souhaitent un accroissement des échanges commerciaux, qui ont représenté l'an dernier 4 milliards de dollars (la moitié du commerce de la Chine avec le Japon), mais devraient atteindre 5 à 6 milliards de dollars cette année. D'autre part, une vingtaine d'importantes compagnies américaines — dont Occidental Petroleum, American Motor, General Electric — voudraient accroître leurs investissements en Chine, parallèlement aux efforts accomplis, de leur côté, par les Chinois pour développer leurs investissements aux Etats-Unis, au Canada et dans d'autres pays. D'où l'importance d'un ac-

cord qui définira les droits et obligations des investisseurs des deux pays.

Mais, en plus du renouvellement d'un accord culturel concernant notamment la présence de treize mille étudiants chinois aux Etats-Unis, Washington attache beaucoup d'importance à la négociation en cours sur la coopération nucléaire, qui permettrait aux compagnies américaines de vendre aux Chinois des réacteurs et la technologie dont ils ont besoin pour leur programme de développement nucléaire. L'obstacle majeur est le refus jusqu'à présent opposé par la Chine de signer le traité de non-prolifération. Les Américains veulent être assurés que la Chine contrôlera strictement ses exportations vers les Etats non nucléaires. Les entretiens de M. Zhao Ziyang à Washington doivent accélérer cette négociation, mais il est vraisemblable que l'accord ne sera signé qu'en avril à Pékin, à l'occasion de la visite du président Reagan.

Dans l'ensemble, la visite du premier ministre chinois a pris un bon départ, dans un climat favorable que les rares démonstrations d'hostilité dans les journaux et dans la rue n'ont pas altéré.

HENRI PIERRE.

AFRIQUE

Tunisie

Le président Bourguiba
a dissous la préfecture de police de Tunis

De notre correspondant

Tunis. — Les milieux gouvernementaux ont annoncé, mardi 10 janvier, qu'une commission d'enquête devait être prochainement constituée pour faire la lumière sur les défaillances des forces de police durant les émeutes qui se sont déroulées la semaine dernière en Tunisie, et plus particulièrement dans la capitale.

Composée de magistrats et de hauts fonctionnaires, cette commission aurait aussi à se prononcer sur les conditions dans lesquelles ont évolué par la suite les manifestations d'hostilité contre le premier ministre, M. Mohamed Mzali, (Le Monde daté 8-9 janvier). Mais, d'ores et déjà, le président Bourguiba a prononcé la dissolution de la préfecture de police du district de Tunis.

Depuis qu'il a été déchargé de ses fonctions samedi dernier, l'ancien ministre de l'Intérieur, M. Driss Guiga, n'a cessé d'être mis en cause devant les journalistes étrangers par l'entourage de plusieurs dirigeants. Si la presse locale n'a pas jusqu'ici fait état directement de ces accusations, elle n'en a pas moins largement publié des extraits de journaux et d'agences internationales les rapportant. Paradoxalement, alors qu'elle sert en quelque sorte de référence à certains organes d'information, la presse étrangère est prise à partie par le journal du P.S.D., l'Action, qui reprend des slogans usés qu'on croyait ne plus avoir cours en

Tunisie, pour dénoncer entre autres « les destructeurs, les vilipendeurs et les pêcheurs en eaux troubles ».

En revanche, les journaux tunisiens sont unanimes à mettre en évidence le sabotage de l'oléoduc algéro-tunisien par le commando « de quatre hommes venus de Libye » (Le Monde du 11 janvier). Le journal Le Temps écrit que ce sabotage et les événements qui viennent de connaître le pays « doivent éclairer le peuple tunisien sur le sort qui lui réserver ceux qui ne s'accommodent pas de voir la Tunisie prendre son développement économique, au progrès social et à l'ouverture politique ». Le journal met aussi l'accent sur « les appétits de ceux qui échauffent des rêves d'expansion à nos dépens ».

Le gouvernement a décidé de revoir ce mercredi matin tous les établissements scolaires et universitaires, fermés depuis le 3 janvier, nombre d'étudiants et de lycéens s'étant trouvés parmi les manifestants, il y a une semaine. Cette décision devrait servir de test à une normalisation définitive de la situation.

Les autorités semblent d'ores et déjà considérer qu'il sera positif, puisqu'elles ont annoncé à l'avance que le couvre-feu sera le soir même reporté de 20 heures à 22 heures. Mais l'état d'urgence demeure en vigueur.

MICHEL DEURÉ.

Les pays du pacte de Varsovie
proposent à l'OTAN
de bannir les armes chimiques en Europe

L'U.R.S.S. et les pays du pacte de Varsovie ont proposé, mardi 10 janvier, aux pays de l'OTAN de faire de l'Europe une zone libre de tout armement chimique. Cette proposition prévoit, selon l'agence Tass, la conclusion entre les Etats membres du pacte de Varsovie et ceux de l'OTAN d'un « accord » portant sur « la limitation, la réduction et l'élimination de l'arme chimique » en Europe.

Le texte de cette proposition a été soumis, mardi, par le ministère soviétique des affaires étrangères aux représentants des ambassades de Grande-Bretagne, de Belgique, de R.F.A., de Grèce, du Danemark, d'Islande, d'Espagne, d'Italie, du Canada, du Luxembourg, des Pays-Bas, de Norvège, du Portugal, des Etats-Unis, de l'Espagne et de France.

Dans un premier temps, indique l'agence Tass, Moscou et ses alliés proposent, pour 1984, la tenue d'une réunion préliminaire avec l'OTAN et les autres pays européens concernés. Notamment, la question des armes chimiques figure à l'ordre du jour des travaux du Comité du désarmement, à Genève, l'U.R.S.S. et ses alliés préconisent, néanmoins, des « initiatives parallèles » qui per-

mettraient, estiment-ils, de « réduire substantiellement le risque de guerre nucléaire en Europe et, par conséquent, dans le monde entier, et de commencer une réduction des armements d'armes chimiques ».

L'accord ainsi proposé aux Occidentaux pourrait, selon l'agence Tass, inclure les dispositions suivantes :

- 1) Une déclaration sur la présence ou l'absence d'armes chimiques sur les territoires des pays concernés ;
- 2) L'interdiction du déploiement des armes chimiques là où elles n'existent pas actuellement ;
- 3) Le gel des armes chimiques ;
- 4) Le retrait ou la destruction des stocks existants d'armes chimiques ;
- 5) La renonciation à leur fabrication, leur acquisition, leur introduction et leur transfert à des Etats étrangers.

A propos des mesures de vérification d'un éventuel accord, le document déclare que « les Etats intéressés peuvent, si nécessaire, mettre sur pied des formes de vérification mutuellement acceptables, qui assureraient le respect par toutes les parties des obligations endossées ».

Les auteurs de la proposition font valoir que des « mesures partielles » dans ce domaine, engageant les seuls pays européens, seraient plus faciles à réaliser que des « mesures globales ». Elles « renforceraient la sécurité européenne, aideraient à limiter la menace militaire et faciliteraient la consolidation de la confiance mutuelle et l'amélioration du climat politique général ». En outre, poursuit le texte, ces mesures « favoriseraient les efforts déployés dans le monde entier en vue de la conclusion, dans les plus brefs délais, d'une convention bannissant les armes chimiques, qui demeure l'objectif ultime des pays membres du pacte de Varsovie ».

Le conseil de l'OTAN, de son côté, s'est réuni, mardi à Bruxelles, pour préparer la Conférence sur le désarmement en Europe (C.D.E.), qui s'ouvrira le 17 janvier à Stockholm. Outre les représentants permanents des seize pays de l'alliance atlantique, des experts des Etats membres, notamment l'ambassadeur américain James Goodby, qui conduira la délégation des Etats-Unis à Stockholm, ont participé à cette réunion. — (A.F.P.)

M. WILLIAM WILSON
PREMIER AMBASSADEUR
DES ETATS-UNIS
AU VATICAN

M. William Wilson, représentant personnel du président Reagan auprès du Saint-Siège depuis février 1981, a été désigné comme premier ambassadeur des Etats-Unis au Vatican, annonce l'Agence France-Presse.

M. Wilson, âgé de soixante-neuf ans, est un homme d'affaires californien, ami du chef de l'Etat américain. Il est un fidèle d'une paroisse catholique de Los Angeles.

POUR LE 2^e CENTENAIRE DE LA NAISSANCE DES FRÈRES GRIMMCes contes qui ont fait
rêver nos aïeux sont notre
héritage.

A côté du Petit Poucet, de la Belle au Bois Dormant, de Cendrillon, du Petit Chaperon Rouge, déjà retrouvés par Charles Perrault, les frères Grimm nous restituent des dizaines d'autres histoires aussi célèbres que Blanche-Neige. Cet ouvrage est un véritable trésor. « Il était sans doute plus que temps de rédiger ces contes », écrivent les Grimm en 1812, car ceux qui en sont les



Jean de Bonnot publie en édition d'art

LES CONTES
DE GRIMM86 histoires merveilleuses issues de
la tradition populaire de l'Europe.De Cendrillon à Blanche-Neige, ces contes dont l'origine se perd
dans le passé, expriment les fantasmes séculaires des peuples.Attention :
cet ouvrage paraîtra dans 4 mois environ. Les sous-
criptions sont ouvertes. Ne pas joindre de règlement.

gardiens se font de plus en plus rares. En effet, l'œuvre de Grimm n'est pas un texte littéraire sorti tout armé de l'imagination d'un auteur. Il s'agit d'un travail de savant philologue, écrivant sous la dictée des derniers conteurs populaires de son temps dont le transcrit se garde bien de dénaturer les paroles. D'où la valeur de document de ces textes délicieux, leur parfum et leur ingénuité nous sont ainsi parvenus intacts. Il faut rendre grâce à l'honnêteté intellectuelle des frères Grimm qui n'ont pas essayé de mettre au goût du jour (qui était mauvais) ces légendes d'autrefois. Si naguère les enfants étaient les auditeurs privilégiés de ces histoires fantastiques, toute la famille cependant les écoutait étonnée quand quelque siècle les portait à la veille. C'est dire que petits et grands y ont toujours trouvé profit et enchantement. Notre édition reprend les remarquables images de Grot Johann et de Leinweber (85 précieuses illustrations dont 22 hors-texte).

« Les contes survivent aux hommes, et non les hommes aux contes ».

Cet ouvrage d'art est actuellement en impression. Il sera relié au fur et à mesure des demandes, la date de la poste faisant foi. Le tirage est limité aux seuls sous-

cripteurs. Dès aujourd'hui, vous pouvez envoyer votre bulletin, sans aucun engagement de votre part, les 1500 premiers souscripteurs recevront un exemplaire du tirage de tête.

Pour ce grand livre d'art :
Envoyez à :

Une œuvre de cette importance réclamait une édition de grand prestige. Dans ce livre, il n'y a aucune magie, seulement un soin patient apporté à chaque détail. Le papier est fabriqué lentement par une machine dite à la « forme ronde », inventée au

XVIII^e siècle. Par ce procédé, les fibres de la pâte s'entremêlent naturellement et forment un papier solide et sonnant. Aucun blanchiment chimique : les feuilles gardent leur couleur naturelle. Un filigrane que vous pouvez apercevoir en transparence garantit sa qualité. Nous utilisons toujours les anciens outils du relieur : tranche, rasoir, fer à dorer gravé à la main. Les pages sont assemblées et cousues avec du fil résistant. Les coins du cuir sont repliés à la main.

Description de l'ouvrage.

1 volume grand in-quarto (21 x 27 cm), 550 pages environ. Papier chiffon filigrané aux canons. Reliure pleine cuir d'une seule pièce. Dos à l'or fin 22 carats, plats recouverts à froid. Tranche et filets signés et dorés assortis. La reliure de ce livre a été conçue par l'artiste et réalisée par l'artiste graveur Maurice Chermier. Ici, l'artiste a réussi à traduire, par la décoration au burin, le merveilleux des Contes de Grimm. Une doubleur invisible du dos assure une résistance supplémentaire. Nos décors sont gravés à la main, 181 cm² de feuille d'or véritable, tiré 22 carats, sont utilisés pour chaque volume.

Garantie à vie.

Il vaut mieux avoir peu de livres, mais les choisir avec goût. Les beaux livres donnent à l'âme une satisfaction inépuisable. Je ne publie que des œuvres de qualité, soignées dans les plus petits détails, qui prennent de la valeur chaque année, car l'ouvrable et le cuir embellissent avec le temps. C'est pourquoi je m'engage à racheter mes ouvrages au souscripteur pour le même prix et à n'importe quel moment.

1 volume grand in-quarto 21 x 27 cm
peausserie vrai cuir.

Prêtez-moi ce livre S.V.P.

à envoyer à JEAN de BONNOT

7, Faubourg Saint-Honoré - 75392 Paris Cedex 08

Oui, envoyez-moi, pour un prêt gratuit de dix jours, « Les Contes de Grimm », en un seul volume 21 x 27 cm.

J'attendrai néanmoins le temps nécessaire pour qu'il puisse être relié (environ 4 mois).

Si ce livre ne me convient pas, je vous le renverrai dans son emballage d'origine, dans les dix jours, sans rien vous devoir.

Si je décide de le garder, je vous réglerai le prix de souscription de 295 F (+ 24,60 F de frais de port).

Nom..... Prénom.....

N°..... Rue.....

Ville..... Code postal.....

Signature..... IB.

Je déclare sur l'honneur que tant mon adresse que ma signature sont conformes.

AFRIQUE

Kenya

L'ENQUÊTE SUR LES ACTIVITÉS DE M. NJONJO

Un « traître » bien embarrassant

Nairobi. — La commission judiciaire d'enquête chargée d'établir le bien-fondé des « graves irrégularités » commises par M. Charles Njonjo, ancien ministre des affaires constitutionnelles, et homme-clé du régime kényen depuis près de vingt ans, va-t-elle, enfin, mener à son terme la mission qui lui a été confiée, fin juillet, par M. Daniel Arap Moi, chef de l'Etat ? Elle a repris ses travaux le mardi 10 janvier, après les avoir déjà interrompus deux fois sous différents prétextes.

Dieu sait pourtant si les allégations portées contre M. Njonjo sont graves et lourdes de conséquences. « Dans tout autre pays que le Kenya, elles l'auraient conduit devant un peloton d'exécution », a cru pouvoir assurer le procureur général. Ne lui est-il reproché, en effet, d'avoir porté préjudice à la sécurité de l'Etat, d'avoir été mêlé, sous couvert d'activités légales, au putsch manqué du 1^{er} août 1982, d'avoir conspiré au renversement, « par la force des armes », du gouvernement Seychelles, d'avoir entretenu des relations coupables avec le régime inhumain de l'Afrique du Sud ? Et la liste de ses méfaits n'est pas limitative...

Pour tirer au clair ces accusations, le chef de l'Etat a choisi une procédure d'enquête publique tout à fait exceptionnelle, à la mesure de l'homme auquel elle s'adressait et qui a servi son pays aux postes de commandement les plus élevés, notamment celui de procureur général pendant dix-sept ans. Il est clair, cependant, que la commission judiciaire ne peut pas s'engager en tribunal. Elle peut simplement autoriser, par ses conclusions, la mise en accusation de l'ancien ministre. Dans son dis-

De notre correspondant cours d'ouverture, le procureur général n'avait pas hésité, avec un sens assez singulier de la mesure, à comparer l'affaire Njonjo à l'affaire du Watergate, estimant que, comme aux Etats-Unis, l'enquête ne manquerait pas d'avoir « une heureuse influence sur la conduite des affaires publiques ».

De solides amitiés

M. Njonjo a été démis ou s'est démis lui-même de toutes ses activités socio-politiques, au sein du gouvernement, du parti unique et du Parlement. Il a même abandonné la présidence de l'automobile-club du Kenya et celle du Safari Rally. Pour autant, ce bon élève des Britanniques, qui porte encore trois pièces et est lié à la boutonnière et qui tient ses compatriotes africains en haute estime, n'est pas devenu un homme tout à fait ordinaire. Compagnon de route de Jomo Kenyatta, le père de l'indépendance, puis de M. Moi, son successeur, il sait un peu tout sur tout, et c'est bien là sa meilleure défense.

Plus préoccupant encore, M. Njonjo n'est pas un homme seul. Il a conservé, en dépit de ses déboires, de solides amitiés dans divers milieux politiques et socio-économiques aussi bien que dans l'opinion publique. Les décisions législatives d'octobre dernier, qui ont vu le succès de plusieurs de ses fidèles, ont prouvé qu'il fallait encore compter avec lui. Jusqu'à maintenant, tous les calculs du gouvernement ont été déjoués. M. Njonjo continue, en toute tranquillité, de narguer ses adversaires, même si, seul fait positif, sa disparition de la scène politi-

que a permis la réconciliation entre le Kenya et la Tanzanie, à laquelle il s'opposait. « Sa machinerie au sein de la classe dirigeante demeure presque intacte en dépit de quelques purges », constate l'hebdomadaire kényen *The Weekly Review*. « Plusieurs de ses proches amis dans le secteur privé, qui s'étaient opportunément éloignés du pays au début de ses tribulations, sont maintenant de retour ».

En désignant M. Njonjo à la vindicte publique, M. Moi et les siens se sont pris à leur propre piège. Ou bien la commission d'enquête va jusqu'au bout de ses investigations et conclut à la culpabilité de l'ancien ministre, dont le procès risque alors de créer un beau maelstrom politique ; ou bien cette dite commission est dans l'incapacité d'apporter des éléments susceptibles de justifier une mise en accusation du « traître », qui sortira blanchi de cette affaire, à la grande confusion de ses ennemis.

Si, malgré l'absence de preuves, le gouvernement continue de l'inquiéter, cela rassurera à « une simple chasse aux sorcières », souligne le *Weekly Review*. Aussi, d'aucuns imaginent-ils que M. Moi et Njonjo seront, tôt ou tard, condamnés, faute de mieux, à se réconcilier. « 1983 aura été l'année Njonjo. Celui-ci a dominé l'actualité kényenne pendant plus de la moitié du temps, bien que les événements l'aient placé dans l'étrange position d'une non-personne », remarque le *Weekly Review*. Et l'hebdomadaire prédit que les Kényans attendront patiemment d'être traités avec la même fermeté que celle dont le régime a usé en 1984 que l'année précédente... ».

JACQUES DE BARRIN.

Tchad

La « conférence de réconciliation » d'Addis-Abeba est toujours dans l'impasse

De notre envoyé spécial

Addis-Abeba. — La réunion de la « table ronde de réconciliation nationale tchadienne », qui devait s'ouvrir lundi 9 janvier à Addis-Abeba sous l'égide de l'Organisation de l'unité africaine, restait encore incertaine ce mercredi 11 janvier en début de matinée.

Les discussions se poursuivaient pour tenter de trouver une formule susceptible de favoriser des discussions d'une manière ou d'une autre entre les deux délégations : celle du gouvernement de N'Djamena, dirigée par le ministre de l'Intérieur M. Taher Guesasson, comprenant sept autres ministres et, au total, une vingtaine de responsables, et celle du Gouvernement d'union nationale de transition (GUNT), regroupant huit mouvements et qui comprend rien moins que cent quarante membres, dont toute l'équipe dirigeante autour de M. Goukouni Oueddei.

Visiblement, la profonde méfiance entre les deux parties est loin d'être dissipée, même si chacune fournit des « propositions » de paix. Mardi, dans un communiqué, la délégation du gouvernement tchadien a souligné que les différents contacts entrepris depuis lundi semblent conduire directement à l'organisation d'une « table ronde » entre les onze tendances — les « factions », selon l'expression du porte-parole de l'O.U.A. — de l'accord de Lagos. Cette délégation estime que ce n'est donc pas ce qui avait été convenu entre son gouvernement et les autorités de l'O.U.A.

Le président Mengistu, qui a reçu mardi l'ensemble de la délégation du gouvernement tchadien devant s'entretenir, ce mercredi, avec toutes les

composantes du GUNT, et notamment MM. Kamougue et Achéik Ibn Omar, chef du conseil démocratique de la révolution.

Les pourparlers se déroulent maintenant au niveau des chefs de tendances. Sans doute l'O.U.A. veut-elle éviter ainsi l'écueil constitué par l'absence de M. Habré. Il est vrai aussi que, au sein du GUNT, les tendances sont plus ou moins tranchées et qu'il existe entre elles de notables divergences de vues.

Les porte-parole du gouvernement de N'Djamena affirment être les seuls représentants légaux du pays, et ils se réaffirment prêts à discuter avec des « personnalités de l'opposition ».

Dans son communiqué, la délégation gouvernementale déclare qu'elle reste « disponible » et « disposée, avec la ferme volonté et l'espoir que certaines ambiguïtés seront levées, à permettre la tenue effective et le bon déroulement de ces retrouvailles tchadiennes ».

Le GUNT estime, pour sa part, avoir fait le maximum de gestes de bonne volonté en vue de la « table ronde » et a apparemment adopté une position de force, peut-être pour faire porter par M. Habré la responsabilité d'un éventuel échec. Certains membres du GUNT déclarent que la France a une part de responsabilité dans la position adoptée par N'Djamena — ce que Paris dément de diverses manières — et qu'elle devrait saisir l'occasion d'exercer son influence dans un sens favorable à la réconciliation, au lieu d'apparaître partie prenante au conflit.

GÉRARD VIRATTE.

APPEL D'URGENCE POUR LE MOZAMBIQUE

La sécheresse qui touche le sud du Mozambique a déjà fait des milliers de victimes. Suite à un appel de Madame Machel, épouse du Président de ce pays, adressé à Madame Danielle Mitterrand, plusieurs associations ont créé le Collectif Français Urgence Mozambique.

Objectif visé : réunir les fonds nécessaires à l'envoi de plusieurs camions chargés en matériel pour répondre aux besoins immédiats (vivres, médicaments, transports...), mais aussi pour la poursuite du développement.

Envoyez vos dons au CFUM - BP 8607 - 75327 Paris Cedex 07 - CCP 8 23 A Paris.

Associations membres du collectif : AFVP, AICE, AMI, As. Amies, Franco-Mozambicaine, Ase, 21 juin, CCFD, CINADE, CFCF, CRILAA, FAM, FMV, Feras des Hommes, Médécine sans frontières, Peuples solidaires, SCI, Solidarité Intern., Terre des Hommes France.

APPEL D'URGENCE POUR LE MOZAMBIQUE

PROCHE-ORIENT

Jordanie

L'équipe gouvernementale a été presque entièrement renouvelée

Amman. — Le nouveau gouvernement jordanien a été presque entièrement renouvelé, mardi 10 janvier, à l'hôpital où le roi Hussein avait été admis la veille pour le traitement d'une ulcère à l'estomac, compliqué d'une hémorragie. L'annonce de l'hospitalisation du souverain jordanien, qui a suivi de près celle du remaniement ministériel, a ajouté une touche quelque peu dramatique à l'événement. Le bulletin de santé diffusé mardi soir précisait que le souverain était en voie de rétablissement, mais qu'il devrait rester quelques jours à l'hôpital pour poursuivre son traitement. On ignorait encore ce mercredi matin s'il serait en mesure d'inaugurer comme prévu, jeudi, la session ordinaire du Parlement jordanien qu'un amendement à la Constitution vient de restaurer dans ses fonctions.

La coïncidence entre l'hospitalisation du souverain et le changement de gouvernement est évidemment fortuite. Mais si l'on en croit certains observateurs jordanais, le roi Hussein, soumis ces dernières années à d'énormes pressions, serait désireux de se décharger quelque peu sur ses collaborateurs du fardeau qu'il a supporté seul jusqu'à présent. C'est peut-être le sens qu'il faut d'abord donner à l'arrivée au pouvoir d'une équipe presque entièrement renouvelée.

C'est un homme de quarante-six ans, M. Ahmad Obeidat, ministre de l'Intérieur dans le gouvernement démissionnaire, qui succède au premier ministre sortant, M. Moudar Badrane. Il conserve également le portefeuille de la défense.

Sur les vingt personnalités qui composent le nouveau cabinet, six seulement étaient déjà dans celui de M. Badrane, onze autres n'ont jamais été ministres. C'est le cas notamment de M^{lle} Leila Sharaf, épouse du premier ministre Abdel Hamid Sharaf, décédé en 1980, et seule femme du gouvernement. Sa nomination au ministère de l'Information pourrait être le signe d'une certaine décapitation de la politique intérieure jordanienne, augurée par le rétablissement du Parlement, dont M^{lle} Sharaf, également connue pour ses prises de position en faveur d'une libéralisation du régime, était l'un des avocats les plus actifs.

Autre fait significatif dans la perspective d'une reprise des pourparlers entre les dirigeants jordanais et le chef de l'O.L.P. M. Yasser Arafat : M. Obeidat est assisté par un ministre des affaires étrangères palestiniens originaire de Naplouse (Cisjordanie), M. Taher Masri, quarante-deux ans, qui fut ambassadeur de Jordanie à Londres. A ce propos, dans une lettre adressée à M. Obeidat, le roi Hussein réaffirme que « le problème palestinien reste la préoccupation majeure de la Jordanie » et qu'Amman poursuivra le dialogue avec l'O.L.P. « afin d'élaborer une approche com-

Correspondance mune ». Le nombre des ministres d'origine palestinienne (sept) demeure cependant le même que dans le cabinet sortant.

Une situation économique difficile

On note enfin la nomination de deux hommes particulièrement expérimentés aux postes-clés des finances (M. Hanna Odeh, qui était président du Conseil national de planification depuis 1974) et de l'industrie, du commerce et du tourisme (M. Jawad Anani, qui fut successivement ministre de l'approvisionnement et ministre du travail).

M. Ahmad Obeidat hérite, en effet, d'une situation économique difficile. La Jordanie connaît depuis deux ans un ralentissement de sa croissance économique et des difficultés financières dues notamment à la diminution de l'aide des pays arabes. Cette aide, initialement fixée lors du sommet de Bagdad (1978) à 1,25 milliard de dollars, est tombée à environ 600 millions de

dollars en 1983 et pourrait à peine atteindre 500 millions cette année. Les pays du Golfe ont, en effet, de plus en plus de mal à tenir leurs engagements en raison de la baisse de leurs recettes pétrolières et de leur soutien à l'effort de guerre de Bagdad dans le conflit irano-iraquien.

Le bilan du gouvernement de M. Badrane, qui était en place depuis pratiquement sept ans et demi, si l'on excepte le bref intermède du cabinet Abdel Hamid Sharaf en 1980, est loin d'être négatif. La Jordanie a joui tout au long de cette période d'une grande stabilité, et l'arrivée de M. Badrane au pouvoir a coïncidé avec le début d'un développement rapide du pays et le lancement des deux premiers plans quinquennaux jordanais.

Le premier ministre sortant a été avant tout un bon gestionnaire et un fidèle exécutant de la politique royale. Les difficultés économiques du pays à partir de 1982 et une certaine usure du pouvoir ont suscité cependant dans l'opinion publique le besoin d'un renouveau.

EMMANUEL JARRY.

M. OBEIDAT nouveau premier ministre

Issu d'une grande famille du nord de la Jordanie, M. Ahmad Obeidat est né en 1938 à Irbid, ville proche de la frontière jordanosyrienne. Musulman, marié et père de famille, il est diplômé en droit de l'université de Bagdad. Après un an d'enseignement (1957) et un bref passage dans l'administration des douanes, il a fait l'essentiel de sa carrière dans les services de renseignements dont il fut également le directeur de 1968 à 1970. Cette année-là, il commença une nouvelle carrière au palais royal, puis dans différents gouvernements, notamment en tant que ministre de l'Éducation de 1974 à 1976. Travailleur acharné, étudiant tous les détails jusqu'à dans les moindres détails, réputé pour son honnêteté, M. Badrane est sans doute l'un des hommes de confiance du roi Hussein, dont il a été un fidèle exécutant. Il n'était cependant pas populaire auprès de l'opinion publique, qui critiquait notamment sa conception très étroite de la sécurité intérieure du Royaume. — E. J.

Liban

Jean-Paul II met en garde des députés chrétiens contre le « danger d'accepter n'importe quelle solution politique »

Le pape Jean-Paul II a mis en garde, mardi 10 janvier, les Libanais contre le « danger » de « se résigner à accepter n'importe quelle solution politique, pourvu que soit mis un terme aux luttes qui détruisent le pays ».

Le pape, qui s'adressait à six députés maronites libanais en visite à Rome, a invité toutes les parties impliquées dans le conflit à « consentir des sacrifices, à renoncer à quelque chose, pour que le bien commun soit victorieux ».

Il a ajouté que le Saint-Siège n'épargne « aucun effort » pour que « soient assurées au plus vite la paix sur le terrain et une vie nationale répondant aux aspirations d'un peuple qui a trop longtemps souffert de l'actrice déchirante de passions et de conflits internes ou imposés de l'extérieur ».

« Ce faisant », a déclaré le pape, le siège apostolique soutient résolument tout effort pour la reconnaissance de l'existence et des droits des communautés chrétiennes. Il ne s'agit pas de réclamer des privilèges, mais simplement que soient garantis, dans la justice, la présence, l'activité et le développement de ces communautés ».

« En ce début d'année », a affirmé Jean-Paul II, il n'y a pas de meilleur souhait à formuler pour le Liban que celui-ci : que tous les citoyens de cette nation éprouvée, réunis autour des légitimes aspirations, trouvent la volonté et la force pour faire renaitre, dans un dialogue lucide et sincère, ces valeurs indispensables à la survie du Liban que sont la solidarité et l'unité ».

M. Jomblatt et le « plan de sécurité »

A Beyrouth, en dépit de difficultés de dernière heure, le gouvernement libanais espérait, encore mardi soir, pouvoir annoncer ce mercredi la mise en œuvre de son « plan

de sécurité » pour Beyrouth et la montagne au sud de la capitale, dont quelques « détails » doivent encore être réglés. A cet effet, les autorités ont mis en état d'alerte, mardi au fin d'après-midi, trois cent cinquante membres des Forces de sécurité intérieure (F.S.I., gendarmerie) et deux mille à trois mille soldats.

Toutefois, à Damas, le chef du parti socialiste progressiste et de la communauté druze, M. Walid Joublatt, a écrit mardi soir que le plan entre en vigueur dans les prochains jours car, à-t-il dit, « certains points controversés » n'ont pas encore fait l'objet d'un accord.

Il a notamment évoqué la démarcation des zones tampons dans les secteurs de Chahar et Kharroub, dans le Chouf, et le sort des officiers druzes de l'armée régulière qui se sont refusés à combattre leurs coreligionnaires en septembre dernier, lors de la bataille du Chouf.

M. Joublatt a ajouté : « Nous nous en tenons à notre exigence que soient déployés des observateurs neutres qui servent pour nous la garantie que l'accord de sécurité sera appliqué, car nous ne faisons pas confiance à l'armée ».

Des tirs d'armes automatiques et de roquettes ont été dirigés, mardi soir, à l'encontre de Beyrouth contre l'ambassade de France. Les parachutistes ont aussitôt riposté, et on ne déplore aucune victime du côté français.

An même moment, quatre roquettes antichars de type R.P.G. étaient tirées contre une position tenue conjointement par l'armée française et l'armée libanaise dans le secteur de la tour Murr, et un échange de tirs a immédiatement suivi cette attaque. L'armée libanaise a aussitôt bouclé le secteur. Enfin, ce mercredi matin, des positions de l'armée libanaise sur la route littorale, à 10 kilomètres au sud de Beyrouth, ont été bombardées. — (A.F.P., Reuters).

MAILLAS • SOMMIERS • ENSEMBLES

TRÉCA ÉPÉDA SIMMONS

EXPOSITION ET CENTRE D'ESSAI

CAPÉLOU

DISTRIBUTEUR

27 Av. de la République - PARIS 11
Métro Parmentier • Parking assuré
Tél. 357.46.35

LIVRAISON GRATUITE TRÈS RAPIDE
DANS TOUTE LA FRANCE

ANGLAIS

WALL STREET INSTITUTE

LA PLUS GRANDE INVENTION DEPUIS LE PROF D'ANGLAIS.

STAGES A PARTIR DE 150 F.

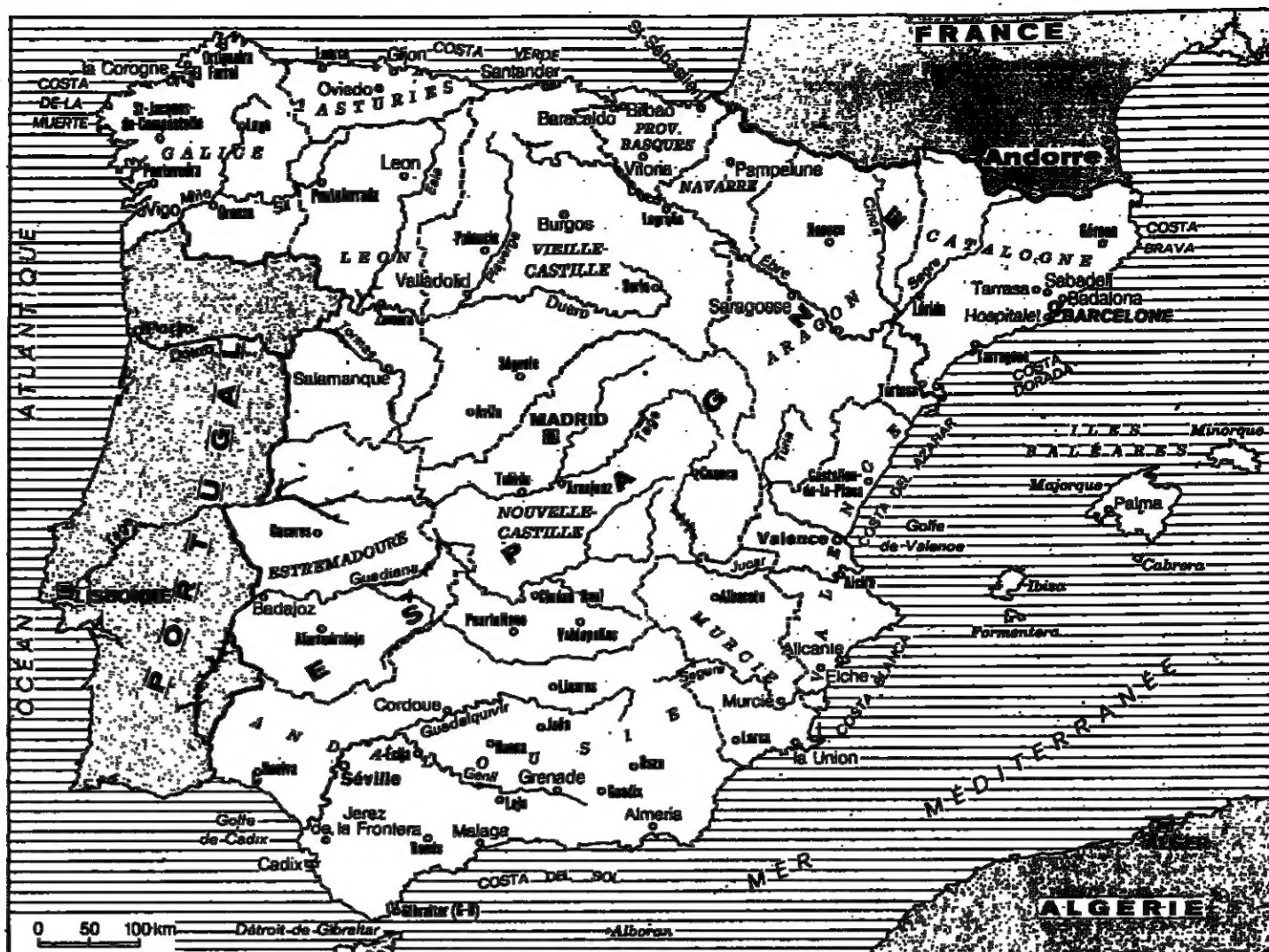
- Nouvelle méthode d'enseignement : professeur assisté d'un mini-ordinateur, le Testron.
- Possibilité de travailler chez soi avec le Testron.
- Programme spécial pour les 14 ans et + : les mercredis et samedis.

Ecrivez 18 rue du Fg du Temple, 75011 Paris.
Ou téléphonez au

807.07.05

مركز من الاموال

Espagne : la démocratie à l'âge de raison



De la nostalgie à l'espoir

FRANCO est mort en novembre 1975. Adolfo Suarez, un presque inconnu surgi du sérail franquiste mais choisi par le roi Juan Carlos, a formé son premier gouvernement en juillet 1976. « Une équipe pour l'été... », disaient les sceptiques. Erreur. En juin 1977, les premières élections générales de l'après-franquisme consacraient l'avènement de la démocratie.

Il y a sept ans : pour les hommes comme pour les sociétés c'est, dit-on, l'âge de raison. La démocratie espagnole, que l'on dépeint volontiers fragile et menacée, a donc déjà cet âge. Ce n'est pas si mal. Surtout si l'on considère que la transition d'un régime autoritaire à une monarchie parlementaire de type européen s'est effectuée sans violence et avec la bonne volonté de presque tous.

De l'armée, qui n'a sans doute pas fini de grogner, mais qui a accepté que Juan Carlos soit l'héritier du Caudillo. De l'Eglise, devenue largement libérale après avoir participé à la « croisade » franquiste, et qui a donné son aval à un « changement » qu'elle ne prévoyait probablement pas si brutal. De la droite classique qui s'est autoproclamée « civilisée » pour se mettre au goût du temps et qui préconise une alternance « libéraux-conservateurs » de style très britannique mais aux antipodes d'un tempérament espagnol plutôt enclin à la chicane et à la division. Des communistes qui ont jeté leur dévolu marxiste aux orbes, se sont faits agneaux et se déchirent aujourd'hui comme des loups en s'apercevant qu'ils sont les grands perdants du consensus. Des socialistes, enfin, qui ont largement prouvé, depuis leur triomphe aux élections générales d'octobre 1982 qu'ils avaient le sens de l'Etat et un goût prononcé pour le réalisme. Les amis de Felipe Gonzalez sont décidément très raisonnables.

Le cauchemar basque

L'inflation, le chômage, les troubles sociaux graves liés en partie à la nécessaire reconversion économique : l'Espagne, dixième puissance industrielle de la planète, a les mêmes « maladies » que les autres pays développés. Elle affronte aussi le terrorisme d'extrême droite et d'extrême gauche, l'explosion de toutes les libertés et, parfois, du libéralisme dans une société encore conformiste, une adaptation délicate au processus de régionalisation et d'autonomie locale pour un Etat traditionnellement centraliste. Mais le seul, et vrai, problème grave est le cancer basque. Il use les énergies, lisse les patiences, aiguise les antagonismes, n'offre à court terme d'autre alternative que le renoncement ou la répression et menace dangereusement les institutions démocratiques. Tant il est vrai que l'armée, mais pas seulement l'armée, peut à tout moment peser de toutes ses forces

sur le pouvoir central pour exiger le maximum de rigueur contre les terroristes et leurs complices.

L'affaire basque reste le cauchemar de l'Espagne de 1984. Et l'on comprend bien, vu de Madrid, que les autorités s'exaspèrent de ne pouvoir compter sur la collaboration active de tous leurs amis, de l'intérieur comme de l'extérieur.

La France est, en outre, considérée comme le pays le plus hostile à l'adhésion de l'Espagne au Marché commun. Socialiste ou giscardien, la France n'a pas bonne presse outre-Pyrénées. Celle-ci a même rarement été aussi mauvaise. Un sondage récent indique que 74 % des Espagnols ont une image franchement « négative » de la France. C'est un record. Il est superbement ignoré de ce côté-ci de l'Adour, car l'opinion française reste largement ignorante ou indifférente à l'égard des affaires espagnoles.

Le contraire n'est pas vrai. Si la France a pu adopter sans trop de dommages, depuis plus d'un siècle, une certaine attitude suffisante et condescendante, il n'en va pas de même de l'Espagne qui a été contrainte de regarder sans cesse au nord des Pyrénées. Napoléon, le siège de Saragosse, les fusillés de la Moncloa : c'est un passé lointain, mais qui a marqué profondément et continue de marquer la conscience espagnole. Nos voisins du Sud ont eu, depuis, d'autres motifs pour nourrir un ressentiment prompt à s'exprimer.

Pendant la guerre civile, la France du Front populaire s'est empêtrée dans ses contradictions et ses hésitations. Elle a compris, trop tard, que la guerre d'Espagne n'était que le prologue de la deuxième guerre mondiale. Une première occasion de stopper la conflagration mondiale menaçante a été perdue sur le Rhin au moment de la réoccupation de la Rhénanie par les troupes allemandes. Une seconde l'a été en 1936, lorsque les puissances de l'Axe ont utilisé l'Espagne comme un terrain de manœuvres et en ont fait un test de la capacité de résistance de la France et de la Grande-Bretagne.

La France de Pétain a collaboré avec Franco, vainqueur impitoyable à l'intérieur et prudent à l'extérieur. Et le dirigeant catalan Lluís Companys, livré aux franquistes et fusillé à Montjuich, a payé de sa vie cette « amitié ». Une tache sanglante dans le livre de la France « terre d'asile ». Les soldats républicains vaincus de 1939 n'ont pas trouvé, c'est le moins qu'on puisse dire, un accueil très chaleureux dans les « camps » du sud de la France, et ceux qui se sont engagés ultérieurement dans la lutte clandestine contre l'occupant allemand aux côtés de la Résistance n'ont pas, sauf exceptions, été considérés comme ils le méritaient. Des milliers d'Espagnols ont préféré,

l'amertume au cœur, prendre le chemin de l'exil, en particulier au Mexique.

C'est pourtant, tout naturellement, vers la France que les Espagnols libéraux et hostiles au totalitarisme se sont de nouveau tournés, en Espagne et hors d'Espagne, après 1944. Nouvelles déceptions. L'Espagne officielle, franquiste, a été certes ignorée, puis passablement caricaturée, mais l'Espagne de l'ombre n'a trouvé que des soutiens timides ou carrément orientés. De grands coups d'émotion passagère ont secoué l'Hexagone lors de l'extinction à Madrid du dirigeant communiste Grimaud, pendant le procès de Burgos ou encore après la condamnation à mort de cinq militants basques à la veille de la disparition de Franco. Mais l'évolution spectaculaire et positive de l'Espagne a été généralement méconnue.

La caricature et l'oubli

De 1958 à 1975, l'Espagne, ce fut aussi la libéralisation économique qui allait permettre le boom des années 60, la transformation radicale d'une société jusqu'alors figée, un art de vivre entre soi, une certaine dignité, une « camaraderie » à l'espagnole qui permettait des relations parfois directes entre adversaires politiques en dépit des séquelles d'une épouvantable guerre civile, la formation difficile de syndicats démocratiques à moitié clandestins et à moitié tolérés, la renaissance d'une gauche de l'intérieur moderne, un consensus de fait entre libéraux franquistes et anti-franquistes : en bref, un ensemble de signes indiquant que l'Espagne réelle disposait, bien avant 1975, et à tous les niveaux, de toutes les structures nécessaires au passage sans heurts à un régime démocratique.

L'Espagne de Prosper Mérimée est bien morte, mais celle de Lorca, d'une certaine manière, vit encore. Car c'est toute la nation, identifiée et réconciliée dans la reconnaissance de ses valeurs universelles, qui a accueilli avec émotion et fierté le *Guerinca* de Picasso à Madrid. Elle a aussi fait un triomphe à quelques-uns de ses meilleurs intellectuels rentrés au pays après un si long exil. Et la passion de savoir, de connaître la face cachée de l'Espagne dite « rouge », dont la complexité avait été dissimulée pendant si longtemps, est illustrée par le succès exceptionnel, surtout auprès de la jeunesse, des ouvrages sur la « guerre », celle de 1936-1939.

N'en déplaise à Gironella, qui a bien du mérite, un grand roman sur ce combat fratricide reste pourtant à écrire par un Espagnol. Les commentateurs étrangers sur le 1984 de George Orwell ont généralement négligé, sinon simplement ignoré, cet admirable *Hommage à la Catalogne*.

MARCEL NIEDERGANG.
(Lire la suite page 12.)

Quinze jours avec la France à Madrid

Organisée par la mairie de Madrid et l'Institut français de la capitale espagnole, une quinzaine culturelle a lieu dans cette ville du 12 au 28 janvier : conférences, débats, colloques, concerts, festival de cinéma, spectacles, ballets. Dans le cadre de ces « Quinze jours avec la France à Madrid », *Le Monde* participe, le jeudi 12 janvier, au centre Colon, à un colloque de presse avec des représentants des principaux quotidiens et périodiques espagnols et propose à ses lecteurs une esquisse de bilan des relations franco-espagnoles et de l'action culturelle du gouvernement de M. Felipe Gonzalez. M^{me} Mitterrand, en présence de ce dernier, inaugurera cette quinzaine et remettra aux autorités espagnoles un manuscrit du grand écrivain Perez Galdos.

Paris-Madrid à poings fermés.



Vous partez en famille en Espagne ? Avec le Madrid Talgo, la SNCF vous y emmène en une nuit, tranquillement, en voiture-lit 2^e classe. Aller : Paris 20 H 00 - Madrid 8 H 55, retour : Madrid 19 H 40 - Paris 8 H 48, pour 1230 F* par personne.

petits déjeuners compris. La SNCF s'occupe des formalités de douane et vous arrivez en pleine forme. L'Espagne en train, c'est voyager à poings fermés. * prix en 1984.



LE TRAIN DU BON TEMPS A BON PRIX.

Revenez d'Espagne avec autre chose qu'un bronzage.



Emportez avec vous un sac de voyage vide. Vous allez rapporter chez vous plus de choses que vous n'aviez prévu. Des choses extraordinaires auxquelles vous n'avez pu résister.

Par exemple, nos céramiques allant des "pièces de musée" aux objets plus simples et sympathiques que vous utiliserez quotidiennement, une cruche à vin pittoresque que vous paierez moins cher que le prix du vin qu'elle contient. L'artisanat se trouve partout en Espagne à des prix incroyables.

Les métaux de Tolède, finement ciselés, incrustés d'or et d'argent sont aux mêmes prix que des bijoux de série, boîtes et plateaux fabriqués dans les pays nordiques.

Laissez une petite place dans votre sac de voyage pour

quelques tissages fait main et pour une ou deux bouteilles de ce Sherry si rare. Votre sac est-il plein? Achetez-en un autre en cuir souple espagnol.

Bien sûr, vous rapporterez en plus des photos prises sur le vif qui ressembleront à des photos de rêve. Peut-être une vue de Tolède qui rappelle un tableau du "Greco" prise de la fenêtre de votre chambre du "Parador" qui surplombe la cité historique.

Vous vous souviendrez également que les plages et le soleil que vous êtes venus chercher sont encore mieux que ce que vous espériez simplement parce c'était là, en Espagne.

Parce que l'Espagne, ce n'est pas seulement un endroit où aller, on en rapporte un peu avec soi.



L'Espagne. Tout sous le soleil.

« TRAHISONS CONJUGALES » Un film de David Jones



JEREMY IRONS :

Attentif à ses rêves

Schlendorff me demande. Il m'a dit, et c'est vrai, que Swann était un être à part dans ce milieu. Quand il s'agit de Pinter, l'essentiel est d'étudier minutieusement le texte. Il donne la partie visible de l'iceberg, l'acteur doit déterminer la forme de ce qui est sous l'eau. Un travail de détective.

Je suis assez instinctif, je laisse une part à l'improvisation, c'est-à-dire que j'arrive devant la caméra en état de semi-préparation, je m'accorde un espace de liberté. Tout dépend du metteur en scène.

Acteur ou plombier

David Jones connaît mon travail, avec lui j'ai pu expérimenter plusieurs interprétations d'une prise à l'autre. Meryl Streep joue une scène, et elle voit la première fois les moments réussis. Elle les laisse de côté et ensuite s'occupe des autres. Elle dit que le devoir de l'acteur, au cinéma, est d'offrir au réalisateur un matériel brut. Personnellement, je pense que je dois lui offrir un maximum de choix dans les limites du personnage.

Qu'est-ce que vous attendez d'un rôle ?

J'attends qu'il me procure du bon temps, et ce n'est pas si courant. J'attends d'être meilleur quand j'ai terminé. J'attends d'être vu par un maximum de spectateurs. Je préfère ne pas jouer que ne pas plaire. Comment savoir... Le choix participe de l'instinct, dépend de ce que je suis en train de vivre, d'une sensation qui fait vibrer la colonne vertébrale, comme certains parfums. Le choix dépend aussi du metteur en scène. Si je ne le connais pas, je me renseigne auprès d'amis qui ont travaillé avec lui. Je ne choisis pas seul, mon agent lit et trie. Quand j'ai des

doctes, j'en parle avec des amis et avec ma femme.

Il m'est arrivé d'être déçu par un rôle, ou. Dans ce cas, mieux vaut se montrer positif, faire taire la petite voix qui dit : « Tu n'es pas aussi bien que tu crois », puisque, de toute façon, il est trop tard. Je me dis : « Tu aurais mieux fait d'être plombier », je me débrouille très bien avec la plomberie. Je ne panique pas, ce n'est pas dans ma nature, je me mets plutôt en colère, ça débouche la situation.

Quelle importance donnez-vous à la célébrité ?

J'ai conscience de me trouver à un moment charnière. Jusqu'à présent, les films auxquels j'ai participé ont eu une audience extrêmement qualitative, et j'en suis fier. Mais ils n'ont pas touché le plus vaste public. Le cinéma est une industrie dont les produits doivent être vus par le plus grand nombre. La ligne de démarcation entre la qualité rentable et celle qui vous limite est hasardeuse. Je ne vais pas me prostituer, mais c'est un fait qu'obtenir une chose exige des renoncements. Moi, ce que je veux, c'est être premier au box-office international, car c'est le seul moyen pour qu'on vous propose les meilleurs rôles. C'est tout ce que j'ai à faire : choisir parmi les meilleurs rôles. Un jour, quelqu'un m'a dit : « Sois attentif à tes rêves, ils deviendront réalité ».

Qu'est-ce que c'est, pour vous, l'humour anglais ?

Je ne vais pas ce que vous voulez dire.

(1) Équivalent londonien de Broadway.

(2) Maison de production pour la télévision.

(3) Grande série télévisée qui a remporté un immense succès.

PATRICIA HODGE :

Une femme anglaise

Il est rare de trouver chez un homme la connaissance que Pinter a des femmes, de certaines femmes, dit Patricia Hodge. D'une femme anglaise. Emma m'intéresse parce qu'elle est fragile et se trompe. On imagine très bien son existence tranquille, qui aurait pu se poursuivre sur le chemin tracé. Elle s'est mariée avant d'être mère et elle est très heureuse. La déclaration de Jerry est la dernière chose à laquelle elle aurait pensé. D'abord, elle n'y croit pas. Elle est abasourdie, elle a tellement peur de le croire qu'elle essaie de rationaliser. Robert entre, et elle lui dit : « Ton meilleur ami est ivre ». Et ça aurait pu s'arrêter là, mais intervient le geste qui bouleverse son existence, Jerry prend sa main. Là est la première des trahisons.

On peut imaginer un autre processus, mais c'est celui que nous avons décidé ensemble, avec Jeremy Irons et Ben Kingsley. À partir de là, elle qui n'est pas une menteuse trouve le courage de mentir, de ne pas dire pendant des années ce qui est.

C'est quelque chose d'anglais, la crainte de parler de soi. De laisser deviner ses sentiments. Nous sommes élevés de cette manière. Enfin, c'est moins une question d'éducation que de mentalité. En particu-

lier, dans la petite-bourgeoisie, soi-disant éclairée, à laquelle les trois personnages appartiennent. De toute façon, il s'agit seulement d'une donnée. Pinter va plus loin. Il montre l'engagement des petites trahisons quotidiennes. Chacun se trahit soi-même et trahit les deux autres dans le même temps. C'est une sorte de lâcheté, une façon de ne pas voir le problème qu'ils n'ont pas le courage de résoudre.

« Ah! Well... »

Quant, à Venise, Emma avoue que Jerry est son amant, elle pourrait se taire. Inventer n'importe quoi pour justifier la lettre que Robert a trouvée, et qu'il n'a pas ouverte. Mais, encore une fois, elle n'est pas une menteuse, elle en a assez. Elle se débarrasse sur Robert de sa culpabilité. Lui pourrait la jeter par la fenêtre. Manifestement, c'est ce qu'il a envie de faire, mais il ne fait rien, renferme en lui toute cette violence. Et puis, peut-être, ont-ils besoin l'un et l'autre de retrouver une complicité, de se dire qu'ils ont encore ça en commun. Elle sait qu'il la connaît parfaitement.

Pinter est tellement précis qu'il oblige les acteurs à se poser une

Les secrètes clartés d'Harold Pinter

ombres, et par opposition soulignent le blanc du vide, l'espace de décalage entre la conscience et les désirs, ce passage piégé, connu et refusé, cet obsédant placard plein de cadavres. Et chaque scène raconte comment un cadavre après l'autre y est enfoncé.

Chaque scène montre ce qui pourrait se passer, mais ne se passe pas, ce qui ne se dit pas et reste en suspens dans le *no man's land* de la pensée. Chaque réplique traîne des siècles de contrainte, une manière de paraître. L'écriture coule, fluide, glaciale à brûler. Elle s'inscrit dans la respiration naturelle des trois comédiens. Elle leur appartient, même quand ils ne parlent pas de Pinter, mais d'eux-mêmes. Ils appartiennent au monde de Pinter, ils sont anglais. — C. G.



BEN KINGSLEY :

Le conteur de la tribu

PINTER est fasciné par les rencontres, dit Ben Kingsley, les rencontres d'individus à qui il laisse toute liberté de comportement et d'expression. Chacun suit sa logique propre, mais le résultat de leur confrontation n'est pas forcément rationnel. La vie est ainsi. Et au théâtre, il s'agit de stimuler l'imagination des spectateurs, de les faire juger. Pour moi, une scène est réussie quand deux personnes, face à une même situation, réagissent différemment, selon ce qu'elles sont, ce que chacune sait, et qui n'est pas ce que l'autre sait.

Malheureusement, on donne à Pinter une image déformée. Les professeurs américains aiment subjugués leurs élèves en déformant les « obscurités » de son écriture. Moi, sur scène, je n'ai pas à faire le rapport clinique d'une autopsie après un accident. Je représente un personnage vivant, entier. Mais pas intellectuel. Un personnage à découvrir, avec des parties évidentes, et des ombres.

Et des silences

C'est encore une déformation. On a inventé l'adjectif « pinterien » pour définir un certain mystère, c'est faux. C'est comme « shakespearien », « brechtien », comme « tchékovien » pour dire quelque chose de langoureux et mélancolique, que dans Tchekov est plein de vitalité. Les silences ! Mais laisser une phrase, une action, en suspens est absolument naturel, on le fait tous les jours, à chaque instant.

Pinter écrit les silences. Il écrit ce qu'il ne dit pas, ce qu'il ne pense pas, ce qu'il ne voit pas. Il a écrit une pièce, c'est comme les trouver seul, en soi-même. Ils ne sont pas vides, ils indiquent parfois

une fuite, jamais une absence. Ils sont lourds, comme les pierres d'une construction, qui doivent être mises là, juste à leur place. On trouve des silences semblables chez Athol Fugard, ou chez Beckett. Mais le son n'est pas le même. Beckett et Pinter n'ont pas la même vision. C'est comme Braque et Picasso.

Ils n'ont pas le même type d'humour non plus

L'humour de Pinter se tient sur une ligne étroite. Il est toujours privé. Il est le secret de chacun. Si on le joue trop, on le divulgue, on suggère une complicité sur un point qui n'est pas exact et ce n'est plus la vérité de la scène.

Défis de la vie

L'écriture de Pinter est simple, simple comme la poésie. Les personnages ne se sont pas choisis, ils sont ambigus. Il faut en approcher au plus près la vérité. On ne peut pas jouer les informations. Les personnages ne s'expliquent pas, ne sont pas conscients de tout ce qui se passe en eux, ne cherchent pas à l'être. Si l'on joue la clarté de l'écriture, la poésie et l'ambiguïté viennent d'elles-mêmes.

Les personnages de Pinter marchent au bord d'un gouffre, sans le voir. Ils continuent allègrement, fient sans cesse la chute sans s'en rendre compte, entre le drame et le burlesque.

La situation est perverse, c'est ce qui retient l'attention du public. Mais les personnages ne le sont pas. Pinter ne l'est pas, il n'est pas suffisant en tout cas. Il est très attaché à la sensibilité de ses héros, à leur vul-

néralité. Bien sûr, il en montre les côtés mesquins, et la violence. Le *Roi Lear* est certainement l'œuvre la plus violente du théâtre, pourtant elle permet de comprendre l'homme, dans sa cruauté et sa détresse. J'admire le travail de Brook, aux Bouffes du Nord, parce que chacun de ses spectacles est une célébration de l'être humain. Chez Pinter, il en va de même. Brook vise à l'utopie de l'homme réconcilié. Pinter souligne ses fractures, mais au fond le but, la philosophie, sont proches. La protection des vies humaines est un sujet énorme, et actuel.

Pour moi, je refuse absolument la philosophie du désespoir et de l'éphémère. C'est une attitude de paresse. Une manière de fuir les défis de la vie. Pinter est quelqu'un qui lutte, c'est pourquoi il lui arrive de frapper là où ça fait mal.

Vous êtes un humaniste

Peut-être. Je n'ai pas suffisamment approfondi ce que je suis pour l'exprimer clairement. Je sais que je me battrais toujours contre la fatalité et pour la dignité. Mais je ne suis pas un politicien. Je suis un acteur, le conteur de la tribu. C'est mon rôle, ma fonction aussi, de représenter, sans porter de jugement moral, des individus monstrueux, qui existent. Chaque spectateur a son code moral. Pinter a le sien et il ne l'impose pas. Qui, dans ses pièces, dans *Trahisons* entre autres, qui est bourreau, qui est victime ? Vous pouvez penser que c'est Robert, Jerry, Emma... En Angleterre, la plupart des journalistes hommes ont jugé Emma coupable et sont allés jusqu'à s'en prendre à Patricia Hodge. Elle a subi leur agression. Sûre d'être parce qu'elle a touché juste, et alors, bravo Pinter. Même si les gens ne changent pas pour autant, il a réussi à provoquer des réactions profondes.

Le destin de Robert

— Pour vous, qui est la victime ?

Je suis trop engagé dans le personnage de Robert pour être objectif. Pourtant, je n'ai pas ce caractère introverti. J'ai connu des gens comme ça, incapables de manifester leurs sentiments. Mon frère, par exemple. Exprimer si peu ce qui se vit son affectivité est pour lui un mur à casser, un acte de courage. Moi, je suis expansif, et je pense que Robert ne s'en sortira pas. Jerry survivra, s'adaptara. Il sortira complètement de l'existence d'Emma, et elle aura du mal avec ses deux enfants, mais elle possèdera suffisamment d'énergie et de volonté pour se trouver une passion. Pas forcément un homme. Si je pense à Robert, deux ans après la fin de son mariage, je le vois détruit par la solitude, de plus en plus accroché au whisky. Je ne dis pas qu'il est une victime... Il deviendra peut-être le vieux clochard alcoolique de *No man's land*...

Propos recueillis
par COLETTE GODARD



FORMES

Rimbert

En dépit de l'étiquette accrochée depuis un demi-siècle aux basques de cet ancien postier, René Rimbert n'a rien d'un peintre naïf. « Naïf malgré lui », dira Marie-Christine Hugonot. Son célèbre *bonhomme*, le *douanier Rousseau monté vers la gloire et entrant dans la postérité* (1926), aggrave l'équivoque. Autodidacte, bien sûr, et Pierre Gaudibert avait saisi la nuance. Ajoutons qu'il est un pur, et restituons en sa faveur au mot « naïf » sa vieille définition du XVII^e siècle : « Qui représente bien la chose telle qu'elle est ». Car Rimbert peint comme il voit, comme les maîtres qu'il a étudiés, voire copiés, dans les musées lui ont appris à voir. La *fenêtre ouverte* est d'ailleurs un hommage à Vermeer, avec la « citation » de la *jeune fille au turban*. Cette admirable toile est datée de 1929. Elle permet, comme les précédentes, comme déjà la *Nature morte* à la louche de 1920, de constater une surprenante stabilité dans l'œuvre de Rimbert, dont les toiles plus récentes, telles la *Rue Férou* et les *toiles de Saint-Sulpice* (1981) ou la *Porte cochère* (1982), n'accroissent nullement.

Dès ses débuts, il atteint la perfection, en suivant les leçons des « peintres de la réalité » de l'école du cubisme, s'il faut en croire Max Jacob, qui poursuivait : « (...) et le stoïcisme cubiste va bien à votre nature si profondément méditative et solitaire ». Son amour des formes géométriques, en effet, éclate partout, notamment dans la *Rue Pape-Carpentier* (1930) qui, grâce à la charpente de l'échafaudage de droite, est un chef-d'œuvre d'équilibre architectural (1).

Theimer

Non, les sculptures, les peintures, les œuvres sur papier d'Ivan Theimer ne sont pas des pastiches. Elles évacuent seulement un énorme bagage culturel, qui va des ruines antiques, des fresques pompéiennes au romantisme visionnaire de Caspar David Friedrich (Jean-Jacques Lerrant l'a fort bien vu). Cet acquis, Theimer l'a amalgamé avec bonheur. Synthèse en quelque sorte du néo-classicisme et du baroque, assez bien illustrée par certaines sculptures : sur des socles ou des obélisques (auxquels s'incorporent parfois des tableaux) a pris racine

une végétation exubérante - des rameaux et brindilles de thym d'abord pétrifiés et bronzés. Le tout exécuté d'après nature. Les esquisses aquatiques qui complètent l'exposition sont sans doute les premiers jets des paysages transposés sur la toile. La transposition est plus poussée, donc plus convaincante, dans les œuvres récentes que dans celles qui remontent à une dizaine d'années, par exemple les deux versions de *Saint-Hubert*. La seconde appartient au domaine du rêve, comme, entre autres, la vallée de la Lèze ou la métamorphose de la cité de Matern, en Italie méridionale, reconstruite sous divers angles, incroyablement prolifération de maisons étagées, tirées au cordeau. La couleur neutre, aux reflets de métal, rend ces visions irréelles à force de réalité, comme baignées d'une lumière venue d'ailleurs (2).

Tobiasse

L'humour juif teinté de noirceur - on comprend trop pourquoi - circule de bout en bout dans l'œuvre de Théobald Tobiasse. Mais est-ce vraiment de l'humour ? Devant sa vitalité débordante, on est tenté d'y voir de la joie, et de la partager, même aux pires moments qu'évoque le *Train du 16 juillet* (1942), ce train que le petit Théo a manqué et qui aurait dû l'emporter à Auschwitz. Une œuvre inspirée de la Bible - *Josué et le Soleil immobile*, la *Reine Esther* et le *Cheval de papier*... - hantée par une destinée errante - *Quand cessons-nous d'être de passage ?*, *J'emporte Israël comme une poignée de sable au creux de ma main*... Elle est dominée, cette œuvre, par l'image de la Femme, la *Femme énorme et androïde*, avec ses larges fesses, ses cuisses opulentes, sa chevelure immense et flottante.

Ah ! ces femmes « solides et folles, obscènes et pudiques » qui ont séduit Albert Memmi. C'est sans doute parce que Tobiasse, jusque-là dessinateur, a secoué son carcan, que son art naissant a fait exploser ses formes d'une gaucherie concertée, ses couleurs défilantes que l'alchimie de la lithographie n'a nullement estompées (3).

JEAN-MARIE DUNOYER.


- (1) Galerie Dina Vierny, 36, rue Jacob.
- (2) Galerie Albert-Löb, 12, rue des Beaux-Arts.
- (3) Galerie Saphir, 84, boulevard Saint-Germain.

PORTE MAILLOT
19^e BROCANTE
DE PARIS
12/22
JANVIER
On y chine
on y mange
on y boit
TJ, 11 h - 19 h
Sam-Dim.
10 h - 19 h
Nocturne jeudi 12 jusqu'à 22 h.

GALERIE LA RUINE
14, rue de l'Abbaye
75006 PARIS - 325-54-06
PIZA
GRAVURES EN COULEURS
12 janvier - 14 février 1984

MUSÉE RODIN
77, rue de Varenne (7^e, M. Varenne)
DESSINS
de
RODIN
Dante et Virgile aux enfers
T.J. (sauf mardi) 10 h - 17 h 15
23 NOVEMBRE - 27 FÉVRIER

EXPOSITIONS
DU 13 JANVIER AU 26 FÉVRIER
Organisée par les Archives publiques du Canada, Paris :
REVES D'EMPIRE - LE CANADA AVANT 1700
280 reproductions de plans, d'archives - Vues aériennes de groupes sur demande
Organisée par les Amis des Franco-Canadiens :
COURTÉPOTES ACADIENNES
Concours de la 1^{re} et 2^e années, 10 heures - 19 heures
Tous les jours (sauf lundi), 10 heures - 19 heures
CENTRE CULTUREL CANADIEN, 5, rue de Constantin (7^e - 551-35-78 - Métro Invalides - Entrée libre)

EXPOSITION-VENTE
DAVID HAMILTON
15 décembre 1983 - 24 janvier 1984

18, av. Marignan Paris 8^e 266 60 30
ouvert de 10 h 30 à 19 h
fermé dimanche et lundi matin

CINÉMA

Festival des musiques du monde

Du Cameroun au Mozambique, de la Guadeloupe à la Papouasie, des Etats-Unis à l'Inde, à Bali, au Canada... Le 1^{er} Festival du film des musiques du monde a rassemblé, avec l'aide du Musée de l'Homme, de la Cinémathèque française et d'autres institutions européennes, une cinquantaine de documents autour du thème « Le musicien et son milieu ». Une semaine et deux lieux pour les voir (la Maison des cultures du monde et le Musée de l'Homme), une confrontation d'approches (du sensible au scientifique), des origines (cinéma, télévision, instituts de recherche).

ET AUSSI : *Et sous la navire*, de Federico Fellini (l'œuvre cinématographique, d'Ariane Mancini (la vie d'un homme) ; *Le Bal*, d'Enrico Scola (les archives d'un dancing) ; *La vie est belle*, de Frank Capra (un ange passe) ; *A nos amours*, de Maurice Pialat (le cercle de famille).

THÉÂTRE

« Albatros » à la Tempête

Comme dans son précédent spectacle, *l'Etranger dans la maison*, Richard Demarcy compose une fable féerique et comique autour de situations sociales réelles, de points sensibles de notre histoire. Et c'est encore l'arrivée d'un étranger, un immigré, dans une famille de bourgeoisiers dont la fille projette à longueur de journées des films sur les bêtes sauvages. La beauté des films, la richesse poétique

du texte font parfois oublier les insuffisances de l'interprétation.

ET AUSSI : Jean-Paul Ferré, au Carré Silvia Monfort (les dévies d'un dormeur de piano) ; *Sally Mara*, au Lucernaire (Stéphane Lott chez Oue-neau) ; *Vincent et Margot*, à la Renaissance (Scotto et ses chansons) ; *Cyrano de Bergerac*, à Mogador (comédie vaillante) ; *L'Oiseau vert*, au TEP (la fée et la fable).

MUSIQUE

Divas

Huit jours avec les grandes cantatrices à Paris : Teresa Berganza, en récitation aux Champs-Élysées (le 12), chantera Falia avec l'Orchestre de Paris, sous la direction de Philippe Bender (Pleyel, les 12 et 13). La grande Léonie Ryssnek reprendra en concert le rôle de Chrysothemis d'*Elektra*, de Strauss, entourée d'Ute Vinzing, Maureen Forrester et Horst Hiestermann, avec l'Orchestre national (Champs-Élysées, le 14 à 20 heures). Lundi 16, jour hebdomadaire des tournées vocales, s'affrontent Margaret Price (Châtelet) et Margaret Price (Châtelet). Cependant à Bruxelles, commence un *Pelléas et Mélisande* très prometteur, dans une mise en scène d'André Delvaux, avec l'extraordinaire soprano néo-brésilien Brin-Marie Arabin, Anthony Rolfe-Johnson et Jean-Philippe Lafont (les 17, 20, 22, 24, 26 et 29).

ET AUSSI : Beaux-Arts Trio (Caveau, les 12, 13, 14) ; Musique vivante : Apeghia, Berio, Malherbe, Portal Unit (Châtelet, le 13) ; Louise (Nîmes, les 13, 15, 17, 19) ; Tchaklovitch, par l'Ensemble orchestral de Paris, A. Noras, B. Rigutto et J.

SÉLECTION

P. Waller (Pleyel, le 14) ; Schubert et Janacek, par le quatuor Talich (Théâtre du Rond-Point, le 15, à 11 heures) ; le violoniste soviétique V. Spivakov (Caveau, le 16) ; Brahms, par le NOP, dir. M. Janowski, avec E.L. Gelber (Champs-Élysées, le 17) ; Charpentier, par les Arts Florissants, dir. W. Christie, pour le vingt-cinquième anniversaire d'Harmonia Mundi (Saint-Germain-l'Auxerrois, le 18 janvier).

VARIÉTÉS

Renaud au Zénith

Inauguration jeudi 12 janvier de la nouvelle salle de La Villette, le Zénith, par M. François Mitterrand. A partir du 17 janvier, Renaud occupera la scène avec ses chansons en argot, en verlan, avec sa gouaille et ses coups de gueule. Avec aussi sa tendresse et son amour de la mer.

ET AUSSI : Toto Bissonnette au Palais des glaces ; Malika au Phil'One les 13 et 14 janvier ; Pierre Desproges au Théâtre Fontaine ; Font et Val au Théâtre du Gymnase ; Jacques Higelin au Casino de Paris jusqu'au 14.

JAZZ

Un drame musical instantané

Constitué en 1976 autour de trois personnalités (Jean-Jacques Birgé, Francis Corpey et Bernard Vitet), « Un drame musical instantané » multiplie les expériences inattendues. Avec

quatre musiciens, du 11 au 14 janvier à Déjazet (21 heures), ils jouent en direct sur le film de Driga Versov : *L'Homme à la caméra*.

DANSE

Ariadone au Théâtre de Paris

Le tuto au féminin. L'itinéraire d'une femme de la naissance à la mort, sous forme d'un rituel blanc dansé par Charlotte Ikeda.

Le mois du Théâtre de la Ville

Le petit monde de Régine Chopinot pour le mois de la danse. Quatre États amoureux sur le mode burlesque, entre la bande dessinée et la vidéo.

EXPOSITIONS

Turner au Grand Palais

On a jusqu'au 16 janvier pour aller voir la rétrospective du grand Anglais, qui a beaucoup navigué entre la réalité de la lumière et l'oubli de la réalité, de quoi du nord en quoi du sud, de bord de mer en bord de mer, de la limite des eaux et de la terre, des montagnes et des nuages, là où les phénomènes atmosphériques se font denser.

ET AUSSI : Raphaël et son amour de Raphaël, au Louvre et au Grand Palais ; Balbus, au Centre Georges Pompidou ; Saint-Sébastien, au Musée des arts et traditions populaires ; Rodin et les maîtres, au musée Rodin.

GALERIE NIKOLSKO
220, bd Saint-Germain - 7^e
548.20.82
ICÔNES
RUSSES ET GREQUES
du 19^e au 19^e siècle

Grand Palais
Avenue Winston-Churchill
FIGURATION CRITIQUE 84
de 11 à 19 heures
jusqu'au 5 février

18 THÉÂTRE / 226.47.47
16, Rue Georges Agutte - 18^e
MÉMOIRES D'ISLES
récits antillais
THÉÂTRE DU CAMPAGNOL

CAVEAU FRANÇOIS VILLON
84, RUE DE L'ARCHEVÊQUE (1^{er}) 238-10-82
Dans ses caves du XIV^e
Magret de céramique aux parois d'argile
Escalier de marbre noir à l'orange
Châtaignier rôt
Soirée animée par
le troubadour CL. SERVAJEAN
Fermé dimanche et lundi


William Doyle GALLERIES
Mercredi 25 janvier 1984, à 10 heures
Meubles et objets de valeur anglais et continentaux du XVII^e et du XVIII^e siècle
notamment des peintures de maîtres anciens, de l'argenterie de l'époque de George V, de la porcelaine fine, des tapisseries et des tapis
Présentation des biens appartenant à Rudolph von Fleugge, éminent homme de finances et collectionneur d'objets d'art, ainsi que la collection Neugass de porcelaine ancienne de Meissen, faisant partie des biens de Carolyn Neugass.
Ensemble rare et inhabituel de deux armoires Louis XVI en bois de violette et chrysothèque signé J.H. Riesener.

Lors de cette vente, il sera également présenté une remarquable sélection de meubles Louis XV et Louis XVI de David Roentgen, J.H. Riesener, J.-B. Le Large, Jean-Baptiste Tilliard, S. Oeben, Hubert Hansen, Etienne Avril ; des pendules Louis XV et Louis XVI de Buzoi, Jacques Boucher, Lepaute, Louis-Pierre Bisson, Ridel, Robin.
On y trouvera aussi de belles décorations de meubles italiens, allemands et anglais, ainsi que de l'argenterie de Paul Storr, Daniel Smith, Robert Sharp et John S. Hunt.
Les peintures comportent des œuvres de François Boucher, Giovanni-Francesco Briglia, Cornelis Jacobz. Dellf, spécialiste des portraits de femmes en buste, Hendrik Mommers, George Morland, August Querfurt, John Vanderbank, Hendrik van Balen & Jan Bruegel le Jeune, Franz Pourbus, Egbert van Heemskerck, Hubert Robert.
On y trouvera aussi la collection Neugass de porcelaine de Meissen du XVIII^e siècle, dont la fabrication originale remonte aux années 1710-1755. Les quelques soixante-quinze pièces seront notamment constituées de tasses de Böttger ainsi que de Herold et Reinicke.

Exposition du samedi au mardi précédant la date de la vente
175 East 87th Street - New York, New York 10128
Telephone (212) 427-2730

U.G.C. ERMITAGE - REX - U.G.C. BOULEVARD
LES MONTPARNOS (écran géant) - FORUM LES HALLES - QUINTETTTE PATHE
LES IMAGES - U.G.C. GARE DE LYON - MISTRAL - LES 3 SECRETAIRES
Flamenco BARCELLES - Carrefour PANTIN - ARTAL MARINE - ARTAL VILLENEUVE
Rex SAVIGNY - A.R.C. SARTROUVILLE - ARGENTEUR
4 Temps LA DÉFENSE - Ulla ORSAY - Rex MELUN - Le Palais COMPIÈGNE
Club LES MUREAUX

2019
APRES LA CHUTE DE NEW YORK
MICHAEL SOKOL, VALENTIN MONNIER, ANNA KANYAN, ROMAN BEER, VINCENT SCALONDO, JACQUES GEORGES EASTMAN
www.martin-delman.com

Conseil Pasteur-Weizmann

SALON NAUTIQUE INTERNATIONAL
Sous la présidence du Professeur André LWOFF
Prix Nobel de Médecine
SOIRÉE INAUGURALE
DU SALON NAUTIQUE INTERNATIONAL
au profit des recherches sur le cancer
Parrainée par la Ligue Nationale Française Contre le Cancer
au CNIT - La Défense
le vendredi 13 janvier 1984 à 20 h 30
Avec la présence exceptionnelle de l'équipage du bateau **AUSTRALIA II**
(vainqueur de la Coupe America)
et des champions du milieu nautique
Prix d'entrée : 100 Francs
Cartes à retirer chez : OIP-SODITEC
82, rue de Miromesnil - 75008 PARIS - Tél. : 562.84.58
ou sur place le vendredi 13 janvier à partir de 20 heures

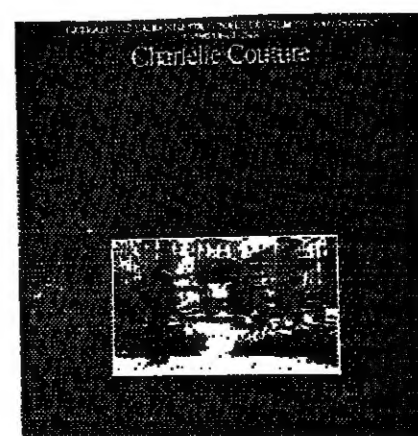
هفتاد و نهم

PECTACLE

NSE

POSITIONS

*J'ai composé la musique
de "Tchao Pantin"*
Charlélie Couture



DERNIERE LE 12 FÉV.

LE COYRE
874-42-52 et 47-36
MERCREDI, JEUDI, VENDREDI : 20 h 30
SAMEDI : 22 h, DIMANCHE : 14 h 30
PRIX PLAISIR DU THEATRE
DELPHINE GEORGES
SEYRIG WILSON
SARAH
LUNDI, MARDI : 20 h 30
SAMEDI : 19 h 30, DIMANCHE : 14 h 30
PRIX DU BRIGADIER
RAYMOND GEROME
L'EXTRAVAGANT MISTER WILDE

A PARTIR DU 10 JANVIER
En raison de son énorme succès prolongation au
THEATRE FONTAINE
BATAILLES
de Jean-Michel RIBES
et Roland TOPOR
22 h
JEAN-PIERRE BACRI,
PHILIPPE KHORSAND,
TONIE MARSHALL
Une seule échappatoire, le fou rife. On s'y jette à corps perdus. P. MARCABRU
Location 874.74.40 et Agences

ATHENES SALLE LOUIS JOUVET
JEAN RACINE
ANDROMAQUE BÉRENICE PHEDRE
COMPAGNIE ANNE DEL BEC
LOCATION 742.67.27 FNAC-AGENCES

Compagnie Théâtre de la Satire
LE PASSEPORT
DE PIERRE BOURGEADE
MISE EN SCÈNE BRUNO CARLUCCI
LEONORE HIRT ET ALAIN MOTTET
LOC. 742.67.27 FNAC-AGENCES

EXPOSITIONS

Centre Pompidou

Entrée principale rue Saint-Martin (277-12-33). Informations téléphoniques : 277-11-12.
Sauf mardi, de 12 h à 22 h : sam. et dim. de 10 h à 22 h. Entrée libre le dimanche et le mercredi.
Animation gratuite, sauf mardi et dimanche, à 16 h et 19 h : le samedi, à 11 h, entrée du musée (voir ci-dessus) ; lundi et jeudi, 17 h, galeries contemporaines.
BALTHUS. Jusqu'au 23 janvier.
HANS BELLMER, photographie. Jusqu'au 27 février.
NOUVELLES ACQUISITIONS. Photographies. Jusqu'au 29 janvier.
MARC LE MEINE. Jusqu'au 12 février.
ARGUMENTS. Jusqu'au 23 janvier.
LE CINEMA EN POLOGNE. Jusqu'au 6 février.
IMAGE-IMAGIQUE. Cense de la collection Imagique. Bibliothèque des enfants, place. Jusqu'au 6 février.
C.C.I.
LE C.C.I. EDITE. Jusqu'au 20 février.

Musées

AUTOUR DE RAPHAËL. Dessins et sculptures du Louvre. Jusqu'au 15 février.
NOUVELLES ACQUISITIONS du département des peintures 1980-1982. Jusqu'au 24 avril. Musée du Louvre, pavillon de Flore, entrée porte Jouard (260-39-26). Sauf mardi, de 9 h à 17 h. Entrée : 12 F (gratuite le dimanche).
RAPHAËL et l'art français. RAPHAËL dans les collections françaises. Grand Palais, entrée place Clémenceau (261-54-10). Sauf mardi, de 10 h à 20 h ; mercredi jusqu'à 22 h. Billet jumelé : 19 F ; samedi : 13 F. Jusqu'au 13 février.
J.M.W. TURNER, 1776-1851. Grand Palais, entrée avenue du Général Eisenhower (voir ci-dessus). Entrée : 13 F ; samedi : 12 F. Jusqu'au 16 janvier.
INVENTAIRE DU CANTON DES COURROLES (Arlon). Grand Palais, espace 404. Sauf mardi, de 10 h à 18 h. Entrée libre. Jusqu'au 7 février.
DONATION J.-H. LARTIGUE. Femmes de son enfance et de son enfance. Grand Palais, avenue Winston Churchill (256-37-11). Sauf lundi et mardi, de 12 h à 19 h. Entrée : 8 F. Jusqu'au 15 janvier.
SALON FIGURATION CRITIQUE. Grand Palais (915-25-55). Tous les jours, de 10 h à 19 h. Entrée : 20 F. Du 12 janvier au 6 février.
ELECTRA. L'Électroclit et l'Électroclit. Musée d'art que dans l'art au XIX^e siècle. Musée d'art moderne de la ville de Paris, 11, avenue du Président-Wilson (723-00-01). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 30 ; mercredi jusqu'à 20 h 30. Entrée : 9 F. Jusqu'au 5 février.
GERARD COLLIN-THIEBAUT - JAMES TURRELL - BILL VIOLA. ARC au Musée d'art moderne de la ville de Paris (723-01-27) (voir ci-dessus). Jusqu'au 29 janvier.
LE PRINCE EN TERRE D'ISLAM. CHAPITEAUX ROMAINS. NOUVELLES ACQUISITIONS. Palais de Tokyo (voir ci-dessus). Jusqu'au 25 janvier.
STENDHAL ET L'EUROPE. Bibliothèque nationale, 58, rue de Richelieu (261-82-23). Tous les jours, de 10 h à 18 h. Entrée : 8 F. Jusqu'au 25 janvier.
FEL-MASSEAU. Affiches 1928-1983. Bibliothèque nationale (voir ci-dessus). Jusqu'au 15 janvier.
VILEM KRIZ. Photographies. Bibliothèque nationale (voir ci-dessus). Jusqu'au 15 janvier.
TADANORI YOKO. Jusqu'au 6 février.
LE SPECTACLE EN SUÈDE. Archives de la collection Paul Léopold. Fiches de la collection. Palais de Tokyo (723-01-27). Jusqu'au 20 janvier. Musée de la Publicité, 18, rue de Paradis (246-13-09). Sauf mardi, de 12 h à 18 h.
L'ART CELTIQUE EN GAULE. Collections des musées de province. Musée de Luxembourg, 19, rue de Valenciennes (234-25-25). Sauf lundi, de 11 h à 18 h ; jeudi, jusqu'à 22 h. Entrée : 11 F ; le samedi : 8 F. Jusqu'au 29 janvier.
SAINT-SEBASTIEN. Rituels et figures. Musée national des arts et traditions populaires, 6, avenue du Mahatma-Gandhi, bois de Boulogne (747-48-80). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 15. Entrée : 9 F ; samedi : 5 F (gratuite le 12 mars). Jusqu'au 16 avril.
DANTE ET VIRGILE AUX ENFERS. Musée Rodin, 77, rue de Varenne (705-01-34). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 15. Entrée : 9 F. Jusqu'au 27 février.
TRESORS DE L'ART SERIE MEDIEVAL. XII-XV^e siècles. Pavillon des arts, 101, rue de Valenciennes (233-82-30). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 30. Jusqu'au 5 février.
DESSINS DE PEINTURES FRANÇAIS AU XIX^e SIÈCLE. Musée de la Ville de Paris, 47, rue de Valenciennes (224-56-38). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 40. Jusqu'au 21 janvier.
PARIS 1979-1982. Photographies de Jean Mouton. Musée de la Ville de Paris, 23, rue de Valenciennes (272-21-13). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 40. Jusqu'au 22 janvier.
INDISPENSABLES ACCESSOIRES. Musée de la mode et du costume, 10, avenue Pierre-I^{er} de Serbie (720-45-46). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 40. Jusqu'au 23 avril.
PREMIERE DE LA POSTE ET DU TIMBRE. Musée de la Poste, 34, boulevard de Valenciennes (820-15-30). Sauf dimanche et fêtes, de 10 h à 17 h. Jusqu'au 21 janvier.
MAURICE BLANCHARD (1903-1969), peintre de la bête. COLLECTION DU VIEUX-MONTMARTRE. Musée de la Ville de Paris, 12, rue de Valenciennes (606-61-11). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 30 ; dim. de 11 h à 17 h 30. Jusqu'au 31 janvier.
VAUBAN REFORMATEUR (1633-1680). Musée de la marine, palais de Chaillot (723-35-74). Sauf mardi, de 9 h à 17 h 15. Entrée : 9 F. Dim. 4,50 F. Jusqu'au 27 février.
LE MASQUE AU LONG COURS. Océan. Musée de la marine, palais de Chaillot (723-35-74). Sauf mardi, de 9 h à 17 h 15. Entrée : 9 F. Dim. 4,50 F. Jusqu'au 27 février.
POUPÉE JOUET, POUPÉE RE-LET. Musée de l'homme, palais de Chaillot (553-70-60). Sauf mardi, de 9 h à 17 h 15. Entrée : 12 F. Jusqu'au 31 janvier.
L'EUROPE ET LA FLUME. Musée en haut de la colline, boulevard de Valenciennes (747-47-66). Tous les jours, de 14 h à 18 h. Entrée : 10 F. Jusqu'au 15 avril.

Churchill (256-37-11). Sauf lundi et mardi, de 12 h à 19 h. Entrée : 8 F. Jusqu'au 15 janvier.
SALON FIGURATION CRITIQUE. Grand Palais (915-25-55). Tous les jours, de 10 h à 19 h. Entrée : 20 F. Du 12 janvier au 6 février.
ELECTRA. L'Électroclit et l'Électroclit. Musée d'art que dans l'art au XIX^e siècle. Musée d'art moderne de la ville de Paris, 11, avenue du Président-Wilson (723-00-01). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 30 ; mercredi jusqu'à 20 h 30. Entrée : 9 F. Jusqu'au 5 février.
GERARD COLLIN-THIEBAUT - JAMES TURRELL - BILL VIOLA. ARC au Musée d'art moderne de la ville de Paris (723-01-27) (voir ci-dessus). Jusqu'au 29 janvier.
LE PRINCE EN TERRE D'ISLAM. CHAPITEAUX ROMAINS. NOUVELLES ACQUISITIONS. Palais de Tokyo (voir ci-dessus). Jusqu'au 25 janvier.
STENDHAL ET L'EUROPE. Bibliothèque nationale, 58, rue de Richelieu (261-82-23). Tous les jours, de 10 h à 18 h. Entrée : 8 F. Jusqu'au 25 janvier.
FEL-MASSEAU. Affiches 1928-1983. Bibliothèque nationale (voir ci-dessus). Jusqu'au 15 janvier.
VILEM KRIZ. Photographies. Bibliothèque nationale (voir ci-dessus). Jusqu'au 15 janvier.
TADANORI YOKO. Jusqu'au 6 février.
LE SPECTACLE EN SUÈDE. Archives de la collection. Palais de Tokyo (723-01-27). Jusqu'au 20 janvier. Musée de la Publicité, 18, rue de Paradis (246-13-09). Sauf mardi, de 12 h à 18 h.
L'ART CELTIQUE EN GAULE. Collections des musées de province. Musée de Luxembourg, 19, rue de Valenciennes (234-25-25). Sauf lundi, de 11 h à 18 h ; jeudi, jusqu'à 22 h. Entrée : 11 F ; le samedi : 8 F. Jusqu'au 29 janvier.
SAINT-SEBASTIEN. Rituels et figures. Musée national des arts et traditions populaires, 6, avenue du Mahatma-Gandhi, bois de Boulogne (747-48-80). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 15. Entrée : 9 F ; samedi : 5 F (gratuite le 12 mars). Jusqu'au 16 avril.
DANTE ET VIRGILE AUX ENFERS. Musée Rodin, 77, rue de Varenne (705-01-34). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 15. Entrée : 9 F. Jusqu'au 27 février.
TRESORS DE L'ART SERIE MEDIEVAL. XII-XV^e siècles. Pavillon des arts, 101, rue de Valenciennes (233-82-30). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 30. Jusqu'au 5 février.
DESSINS DE PEINTURES FRANÇAIS AU XIX^e SIÈCLE. Musée de la Ville de Paris, 47, rue de Valenciennes (224-56-38). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 40. Jusqu'au 21 janvier.
PARIS 1979-1982. Photographies de Jean Mouton. Musée de la Ville de Paris, 23, rue de Valenciennes (272-21-13). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 40. Jusqu'au 22 janvier.
INDISPENSABLES ACCESSOIRES. Musée de la mode et du costume, 10, avenue Pierre-I^{er} de Serbie (720-45-46). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 40. Jusqu'au 23 avril.
PREMIERE DE LA POSTE ET DU TIMBRE. Musée de la Poste, 34, boulevard de Valenciennes (820-15-30). Sauf dimanche et fêtes, de 10 h à 17 h. Jusqu'au 21 janvier.
MAURICE BLANCHARD (1903-1969), peintre de la bête. COLLECTION DU VIEUX-MONTMARTRE. Musée de la Ville de Paris, 12, rue de Valenciennes (606-61-11). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 30 ; dim. de 11 h à 17 h 30. Jusqu'au 31 janvier.
VAUBAN REFORMATEUR (1633-1680). Musée de la marine, palais de Chaillot (723-35-74). Sauf mardi, de 9 h à 17 h 15. Entrée : 9 F. Dim. 4,50 F. Jusqu'au 27 février.
LE MASQUE AU LONG COURS. Océan. Musée de la marine, palais de Chaillot (723-35-74). Sauf mardi, de 9 h à 17 h 15. Entrée : 9 F. Dim. 4,50 F. Jusqu'au 27 février.
POUPÉE JOUET, POUPÉE RE-LET. Musée de l'homme, palais de Chaillot (553-70-60). Sauf mardi, de 9 h à 17 h 15. Entrée : 12 F. Jusqu'au 31 janvier.
L'EUROPE ET LA FLUME. Musée en haut de la colline, boulevard de Valenciennes (747-47-66). Tous les jours, de 14 h à 18 h. Entrée : 10 F. Jusqu'au 15 avril.

(364-68-13). De 15 h à 21 h : dim. de 15 h à 18 h. Du 12 au 31 janvier.
LA COULEUR DANS L'ART GRAPHIQUE POLONAIS. Institut Polonais, 31, rue Jean-Goujon (325-10-57). Sauf sam. et dim. de 9 h à 17 h : ven. de 9 h à 16 h 30. Jusqu'au 31 janvier.
REINARD, RAFF, SUBY, RAH-MANI, VOOT. Peintures, dessins, gravures. Cité internationale des arts, 18, rue de l'Hôtel-de-Ville (278-71-72). De 13 h à 19 h. Jusqu'au 16 janvier.
WAGNER ET LA FRANCE. Théâtre national de l'Opéra (266-50-22). Entrée libre de l'Opéra. De 11 h à 17 h. Entrée : 15 F. Jusqu'au 26 janvier.
HOLLYWOOD AU MARAIS. L'art des photographes parisiens des stars de Hollywood (1925-1950). Centre culturel du Marais, 20-22, rue des Francs-Bourgeois (272-73-52). De 12 h à 19 h. Entrée : 18 F. Jusqu'au 30 janvier.
TROIS SIÈCLES DE CRÉATION A LA COMÉDIE-FRANÇAISE. R.E.R. Châtelet-Les Halles. Salle des Échanges. Jusqu'au 15 janvier.
LE NOUVEAU OPÉRA DE PARIS. 756 projets d'opéra. Palais de Tokyo (voir ci-dessus). Jusqu'au 25 janvier.
STENDHAL ET L'EUROPE. Bibliothèque nationale, 58, rue de Richelieu (261-82-23). Tous les jours, de 10 h à 18 h. Entrée : 8 F. Jusqu'au 25 janvier.
FEL-MASSEAU. Affiches 1928-1983. Bibliothèque nationale (voir ci-dessus). Jusqu'au 15 janvier.

Galleries

TEL PEINTRE... QUELS MAJESTÉS ? Galerie ABCD, 30, rue de Liège (565-52-42). Jusqu'au 28 janvier.
LE THOMAS-LEL AUTOUR DU XVII^e SIÈCLE. Galerie H. Oudry, 85 bis, rue de Valenciennes (261-38-79). Jusqu'au 17 mars.
GURKIN. MERKAL. J. MARKOWSKY. Galerie Jean Brancas, 23-25, rue Guénégaud (326-85-51). Jusqu'au 21 janvier.
PATRICE CADIOU, MARTINE DUBREUIL, DANIEL PONTORREAU, CORNELIUS ROGGE. Galerie Site-art présent, 10, rue de Valenciennes (308-58-99). Jusqu'au 11 février.
GEORGES NOËL, PUCI DE ROSSI. Espace Alternatif Creadis, 30, rue de Valenciennes (887-28-56). Jusqu'au 28 janvier.
BERNARD COCTEAU-PICASSO. Peintures, gravures, maquettes, émaux. Galerie Lucie Weill, 6, rue Bonaparte (354-71-95). Jusqu'au 11 février.
CHAPEL D'ARTISTES. Galerie Horizon, 21, rue de Valenciennes (553-58-27). Jusqu'au 27 février.
PIERRE MAUDUIT, O. et R. HERRELL, KOLLER, RILLON, LE SOULIER, STEIN. Dessins, gravures et sculptures. Galerie de la Faïence, 93, rue de Valenciennes (887-75-83). Jusqu'au 4 février.
LI SHUANG. Peinture : périodes préhistoriques - JEAN-LUC PARANT. Sculptures - JEAN-LUC PARANT. Sculptures (700-10-94). Jusqu'au 4 février.
PETER FISCHLI/DAVID WEISS. Sculptures. Galerie Crouzet-Husson, 80, rue Quincampoix (887-60-11). Jusqu'au 3 février.
PEINTURES ET ARTS DE CHINE. Galerie Jean-Schimmel, 28, bd Raspail (548-38-38). Jusqu'au 28 janvier.
LE GROUPE ALTAÏ. Galerie d'art de l'Hôtel Astra, 29, rue Cammarat (266-15-17). Jusqu'au 15 février.
PIERRES, PEINTURES ET POÈTES AUTOUR DU NOIR. Galerie M. Cachoux, 16 et 23, rue Guénégaud (334-52-15). Jusqu'au 31 janvier.
BOROK. CORDESSE, GERTMAN, MAIRING, MEUNIER, OUIZAN, RAPOFS, CASAMADA, TALCOAT. Galerie Citra, 46, rue de l'Université (296-69-57). Jusqu'au 18 février.
BALTHUS. Peintures. Galerie H. Goussé, 6, rue du Cirque (225-42-49). Jusqu'au 21 janvier.
FRANÇOIS BOISSON. Neuf Peintures. Galerie Paré-Cadot, 77, rue de Valenciennes (278-09-36). Jusqu'au 31 janvier.
MICHEL CHAPUIS. Œuvres récentes. Galeries d'art international, 12, rue Jean-Ferrandi (548-84-28). Jusqu'au 28 janvier.
PAUL CHOLLET. Galerie C-Corre, 14, rue Guénégaud (354-57-67). Jusqu'au 4 février.
CHRO. MOON-JA. Galerie Lia-Gratibler, 14, rue Dames (326-11-42). Jusqu'au 15 janvier.
JULIO CRUZ FRENDLES. Galerie C-Rand, 6, rue Bonaparte (325-16-49). Du 12 janvier au 11 février.
ROBERT FILLIOU. « Bréviaire » (277-38-87). Jusqu'au 31 janvier.
JACQUES GAUTIER. Essais et poésies. 36, rue Jacob (260-84-33). Jusqu'au 31 janvier.
ALAIN GROSJEAN. Peintures. Nans Stern, 25, avenue de Tourville (705-08-46). Jusqu'au 4 février.
GEORGES KOSKAS. Galerie Raph, 12, rue Pavée (887-80-36). Jusqu'au 5 mars.
MANESSIER. « Parcours ». Galerie P. Tignani, 4 bis, rue des Beaux-Arts (634-15-01). Jusqu'au 31 janvier. - Peintures et gravures récentes. Galerie de France, 52, rue de la Verrerie (274-35-00). Jusqu'au 5 février.
MONTELET. Boîtes-collages. La Galerie, 67, rue Saint-André-des-Arts (633-34-14). Jusqu'au 28 janvier.

ZORAN MUSIC. Œuvres récentes. Galerie C. Bernard, 9, rue des Beaux-Arts (326-97-67). Jusqu'au 27 janvier.
CHANA OKLOFF. Sculptures. Galerie Vallot, 41, rue de Seine (329-50-55). Jusqu'au 15 février.
PIZZA. Œuvres récentes. Le Huez, 14, rue de l'Abbaye (325-54-06). Du 13 janvier au 14 février.
ANNE ET PATRICK POIRIER. Galerie D-Temples, 30, rue Beaubeurg (272-14-10). Jusqu'au 21 février.
RENÉ RIMBERT. Galerie D. Verry, 36, rue Jacob (260-23-18). Jusqu'au 25 janvier.
ROMAYOUN SALIM. Galerie du Haut-Pavé, 3, quai de Montbello (354-58-79). Jusqu'au 1^{er} février.
THEIMER. Peintures, sculptures, œuvres sur papier. Galerie Albert-Loth, 12, rue des Beaux-Arts (633-06-87). Jusqu'au 24 janvier.
TOMAL. Galerie In-Brochet, 35, rue Guénégaud (334-22-40). Jusqu'au 18 février.
TSAL. Sculptures cybernétiques. Galerie D. René, 198, boulevard Saint-Germain (222-37-37). Jusqu'au 1^{er} février.
CHARLES WALCH. Toiles et gouaches. Galerie J.-P. Joubert, 2, avenue Maignon (562-07-15). Jusqu'au 28 février.
ROBERT ZELASCO. Galerie Jambou, 85, rue Rambuteau (503-51-25). Jusqu'au 4 février.

En province

ANGERS. Éventails de collection. Musée des Beaux-Arts, 10, rue du Musée (88-64-65). Jusqu'au 19 février.
ANNÉCY. « Blanc sur blanc », seize artistes contemporains, sculptures, œuvres sur papier. Galerie Albert-Loth, 12, rue des Beaux-Arts (633-06-87). Jusqu'au 28 février.
BEAUVAIS. Avari, gravures 1952-1982. Musée départemental de l'Oise, ancien palais épiscopal (445-13-60). Jusqu'au 31 janvier.
BOURGEOIS. Édouard Fignon : les Nœuds et les Beaux de la mer. Jusqu'au 29 janvier. André Agostini. Travaux sculpturaux et décoratifs. Jusqu'au 17 janvier. Maison de la culture, place André-Malraux (201-13-44).
CALAIS. J.M.W. Turner. Aquarelles des City Art Galleries de Manchester. Musée des beaux-arts et de la dentelle, 25, rue Richelieu (979-99-03). Jusqu'au 16 janvier.
CAEN. CAEN-CAMERES. « Jaz », de Maurice Maeterlinck, palais Fénéon (84-13-15). Jusqu'au 26 février.
CHALON-SUR-SAONE. Charles Vieille. Maison de la culture, 5 bis, avenue N-Nepos (48-49-22). Jusqu'au 26 janvier. Travaux photographiques bourgeois. Galerie municipale, rue du Port. Jusqu'au 29 janvier.
CHARENTAIS. Expositions de rétrospectives de la peinture française entre 1839 et 1878. Musée des beaux-arts, cloître Notre-Dame (34-41-39). Jusqu'au 30 janvier.
CHOLET. Peintures : mandalaux français du XIX^e siècle à l'impressionnisme. Musée des arts, 46, avenue Gambetta (63-21-46). Jusqu'au 27 février.
COMPIEGNE. L'Art pictural préhistorique. Musée Vivien, 2, rue d'Austerlitz (440-26-01). Jusqu'au 27 février.
FLAINE. Hervé D. Ross. Œuvres 1982-1983. Centre d'art (90-85-84). Jusqu'au 5 février.
GRENOBLE. Juxtapositions II. - Maison de la culture, 4, rue Paul-Cludel (26-05-45). Jusqu'au 2 février.
LYON-V. Bouas : L. Case ; F. Martin. Espace lyonnais d'art contemporain (642-27-39). Jusqu'au 29 janvier.
MARSEILLE. Jean Cocteau magicien du spectacle. Musée Borely, place Cardinale (73-21-60). Jusqu'en février.
MONTAUBAN. Peinture en Occident. Musée Ingres, 19, rue de l'Hôtel-de-Ville (63-18-04). Jusqu'au 12 février.
NEVERES. Le voyage en quatre états : Blacker, Bourget, Friedmann, Lindow. Maison de la culture, boulevard Pierre-de-Coubertin (36-13-94). Jusqu'au 22 janvier.
NICE. Sacha Sosno. Musée des beaux-arts Jules-Chéret, 33, avenue des Baumettes (44-56-72). Jusqu'au 31 janvier.
REIMS. Vues et défilés. - Maison de la culture André Malraux, chaussée Boqueron (40-23-26). Jusqu'au 29 janvier.
RENNES. R. Binet-A. Catherine. Collections de photographies. - Musée de Bretagne, 20, quai Emile-Zola (30-83-87). Jusqu'au 31 janvier.
ROCHEFORT-SUR-MER. Pierre Loti. Dernier voyage et voyages. Musée des beaux-arts, 61, avenue de Gaulle (99-83-99). Jusqu'au 10 mars.
SAINT-ETIENNE. Max G. Kramsky. Maison de la culture. - Musée de l'histoire (1890-1936). Musée historique, Pont du Corbeau (35-47-27). Jusqu'au 19 février.
VERNON. Toul Unger. Musée A.G. Poulain, 12, rue de la Post (21-28-09). Du 13 janvier au 26 février.

VOTRE TABLE CE SOIR

• Ambiance musicale • Orchestre - P.M.R. : prix moyen du repas - J. H. : ouvert jusqu'à... heures

DINERS

RIVE DROITE

LE JARDIN DU LOUVRE 261-16-00
2, pl. Palais-Royal, 1^{er} F/dim., lundi

LE POTAGER DES HALLES
15, rue du Cygne, 1^{er} T.L.J.

VISHNOU 297-56-54
Angle rue Volney et rue Vauvion, 2^e

LE CÉLADON 15, rue Daubou, 2^e
261-57-46 F/sam., dim.

CHEZ DIEP 256-23-96
22, rue de Pontbasse, 8^e Ouv. l.j.j.

LES TROIS LIMOUSINS 562-35-97
8, rue de Berry, 8^e T.L.J.

AUB. DE RIQUENHOF 770-62-39
12, rue du Fg-Montmartre, 9^e Ts.l.j.s.

AUBERGE DES TEMPLES 874-84-41
25, rue de Dunkerque, 9^e M^e Anvers

AU PETIT RICHE 770-68-50
7, rue de Valenciennes, 9^e F/dim.

PALAIS DU TROCADERO 727-05-02
7, avenue d'Eylau, 16^e Tous les jours

LE GUILLAUME TEL 622-28-72
111, av. de Villiers, 17^e F/sam. midi, dim.

IN DE NOI 226-43-81
156, rue Cardinale, 17^e F/dim.

LE SAINT-SIMON 380-88-68
116, bd Perrine, 17^e F/sam. midi, dim.

CHEZ GEORGES 574-31-00
273, bd Perrine 17^e Porte Maillot

EL PICADOR 387-28-87
80, bd des Batignolles, 17^e F/lundi, mardi

L'ORÉE DU BOIS 747-92-50
Porte Maillot, Bois de Boulogne T.L.J.

RIVE GAUCHE

LE MAHARAJAH 325-12-84
15, rue J.-Chaplain, 6^e F/dimanche

TAN DINH 544-04-84
60, rue de Valenciennes, 7^e F/dim. soir et lundi

CHEZ FRANÇOISE 551-87-20/705-49-03
Aldre des Invalides, 7^e F/dim. soir et lundi

ABÉLARD 325-16-46
1, rue Gds-Degrés, 5^e, quai Montbello

Déj. Diners, soupers jusqu'à 0 h 30. Le Spectacle, les Célébrités reviennent. CUISINE DE FÊTE ET LÉGÈRE. VOITURIER.

Dans un décor 1930, bar américain, salon et bar au 1^{er} étage. Cuisine traditionnelle. Ouvert de 12 h à 2 h du matin. Ambiance musicale.

GASTRONOMIE INDIVIDUELLE La cuisine des Maharajahs à Paris dans un décor authentique. AGRÉÉ par le MINISTÈRE DU TOURISME (P.M.R. 128). Salle pour réception, cocktail, mariage. Fermé le dimanche.

CUISINES raffinées de Jean-Claude L'HONNEUR, jeune chef imaginaire, disciple de Rubicon. Tourte canard, salade champignons, rôti agneau en crepine. Menu 160 F.

Nouvelles spécialités thaïlandaises, dans le quartier des Champs-Élysées. Gastronomie chinoise, vietnamienne. P.M.R. : 90 F.

Dans un cadre nouveau, **GRANDE CARTE DES VIANDES DE FÊTE**. Menu 1 s.e.c. Ouvert après les spectacles. **SALLE CLIMATISÉE**. P.M.R. 192/212 F.s.c.

De 12 h à 2 h du matin. **SPECIALITÉS ALSACIENNES**. Vins d'Alsace. Sa CARTE DES DESSERTS. Salons de 20 à 80 couverts. **SON BANC D'HUITRES**.

Tous les jours. Restaurant cambodgien unique à Paris. Spécialités chinoises, japonaises, thaïlandaises et vietnamiennes.

Soirée d'été. **MENU à 100 F** service compris. Vins de Loire. Décor centenaire. Salons 50 personnes. **Déj., Diners-Soupers de 19 h à 0 h 15**. Parking Drouot.

Gastronomie chinoise raffinée et traditionnelle, dans un décor feutré. Cuisine faite patron. Plus à emporter. Service et livraison à domicile. Air conditionné.

BANC D'HUITRES. Spéc. POISSONS, CRUSTACÉS, BOULLABAISSE. **BOURDIEUX**. Carte crédit. Parking assuré, 210, rue de Courcelles.

Jusqu'à 1 h du matin. **SPECIALITÉS CORSES** : charcuterie, courgettes et saumon au BROCCU. **CABRI, FROMAGES, GUITARE ET CHANTS**.

Spécialités de poissons. **MENU à 110 F s.e.c. et CARTE**. Propriétaire et cuisinier B. FERRAGU. Parking, 210, rue de Courcelles.

Maison chinoise authentique. Accueil jusqu'à 23 h 30. Ses plats cuisinés à l'ancienne et servis devant vous. Gigot, train de côtes et ses vins de province. **OUVERT TOUTS LES JOURS, MEME LE SAMEDI**.

Déj., dîner, 22 h. **SPÉC. ESPAGNOLES ET FRANÇAISES** : zarzuela, gambas, calamars d'été. P.M.R. 120 F. 2 form. : 62 F.s.c., 75 F.s.c. av. spéc. **SALONS**.

Déj., dîner. Menu 160 F. **Diners-spectacle** dansant, jeudi, vendredi, samedi, menu Orch. Jessi SALA, Carlo NELL. Salons pour réception 10 à 800 p. Parking.

Jusqu'à 23 h 30. **CARREFOUR MONTPARNASSE-RASPAIL**, venez déguster spéc. de TANDORI. Egal. 72, bd St-Germain, 354-26-07. F/lundi. Spéc. BIR.

Restaurant vietnamien. **PRIX MARCO POLO 1979** - 60 Grands Cris 160 Pomerol. Service assuré jusqu'à 23 h 15. Parking : Bae-Montalembert.

C'est votre fête aujourd'hui. Madame, ou Monsieur ? **FRANÇOISE** vous accueillera, pour commencer votre repas, son foie gras frais maison et menu à 90 F. Vins en carafe. Exposition permanente des toiles de Y. T. Parking privé : entrée face au n° 2, rue Faber. F/dim. soir et lundi.

MENU gastronomique 250 F., et tous les jours son menu à 110 F.s.c. **Chang** propriétaires. P. et C. Pontoizeau. Vue magnifique sur Notre-Dame.

| SOUPERS APRES MINUIT | | |
|--|--|--|
| LA TOUR D'ARGENT 6, place de la Bastille, 344-32-19 Cadre élég. et confort. Tous les jours de 12 h à 1 h 15. Grill., poissons. BANC D'HUITRES | | |
| LA CLOSERIE DES LILAS 171, bd du Montparnasse 326-70-50 et 354-31-68 Au piano : Yvan MEYER | | |
| Chez HANSI 1, pl. 18-Juin-1940 Face Tour Montparnasse, 1.3 h. met. CHOUCROUTE, FRUITS DE MER. | | |
| LE BAYERN 233-48-44, 4.3 h. Choucroute - Fruits de mer ORCHESTRE BAVAROIS tous les soirs | | |
| AU PETIT RICHE 770-68-50/50 Fermé dim. Serv. ass. jusqu'à 0 h 15 Banc d'huitres, menu à 100 F s.c. | | |

ELISABETH DUJARRIC, MARC GIAL-MINEL, RIEZAN, DANIEL RIEZAN. Fondation nationale des arts graphiques et plastiques, 11, rue Bermyer (563-90-55). Sauf mardi, de 12 h à 19 h. Jusqu'au 9 février.
CHICAGO. 150 ans d'architecture 1837-1983 : Frank Lloyd et l'école des prairies. Musée-galerie de la SBITA, 12, rue Sarcouf (553-91-50). - Tondoscent Institut français d'architecture, 6, rue de Valenciennes (633-90-36). - Un passé contemporain. Paris Art Center, 36, rue Falguère (322-39-47). Jusqu'au 15 janvier.
KIEFF STRANDJEST. Peintures - EDNA ET LA. Tondoscent Centre culturel suédois, 11, rue Payenne (271-82-20). De 12 h à 18 h : Sam. et dim. de 14 h à 18 h. Jusqu'au 12 février.
GER DEJERS. Perspectives du Nord - GRAVES HOLLANDAIS DU XVII^e SIÈCLE. Institut néerlandais, 121, rue de Lille (705-85-99). Sauf lundi, de 13 h à 19 h. Jusqu'au 19 février.
FRANCE SONORE - ESPACE SILENCIEUX : Eberhard Blum. Goethe Institut, 31, rue de Condé (326-09-21). Sauf samedi et dimanche, de 13 h à 19 h. Du 13 janvier au 16 février.
LES PRESQUES SERRES MÉDIEVALES (copies). Centre culturel de la R.S.F. de Yougoslavie (272-50-50). 123, rue Saint-Martin. Sauf lundi, de 11 h à 18 h. Jusqu'au 15 février.
LE CHRIST, LES APOTRES ET LES SAINTS dans l'art de la métallurgie à la Monnaie de Paris. Crypte de la basilique du Sacre-Cœur (251-11-02). De 10 h à 18 h. Jusqu'au 8 mars.
ENFANTS DU PASSÉ. Le Louvre des antiquaires, 2, place du Palais-Royal (297-27-00). Sauf lundi, de 11 h à 19 h. Entrée : 15 F. Jusqu'au 4 mars.
ART DE L'ATELIER - ART DE LA RUE EN COLOMBE. Ecole nationale supérieure des beaux-arts, 11, quai Malaquais (260-34-57). Sauf mardi, de 12 h 30 à 20 h. Jusqu'au 15 janvier.
JEUNES PEINTRES DE LA RÉPUBLIQUE POPULAIRE DE CHINE. Théâtre du Rond-Point, avenue Franklin-Roosevelt (256-70-80). Jusqu'au 20 janvier.
JEUNE ABSTRACTION. M.I.C. Les Hauss de Belleville, 43, rue du Borgeo

ELISABETH DUJARRIC, MARC GIAL-MINEL, RIEZAN, DANIEL RIEZAN. Fondation nationale des arts graphiques et plastiques, 11, rue Bermyer (563-90-55). Sauf mardi, de 12 h à 19 h. Jusqu'au 9 février.
CHICAGO. 150 ans d'architecture 1837-1983 : Frank Lloyd et l'école des prairies. Musée-galerie de la SBITA, 12, rue Sarcouf (553-91-50). - Tondoscent Institut français d'architecture, 6, rue de Valenciennes (633-90-36). - Un passé contemporain. Paris Art Center, 36, rue Falguère (322-39-47). Jusqu'au 15 janvier.
KIEFF STRANDJEST

RONDE DE NUIT



LA PRESSE

"On nous r  gale sans compter. Eddy Mitchell: son meilleur r  le."

LE POINT

"Mise en sc  ne de choc... le couple Lanvin-Mitchell fonctionne    merveille...    c'est du polar!"

FIGARO MADAME

"Sc  ne d'ouverture epoustouflante... moments de tendresse et de pudeur... le r  alisme de la nuit d  colle vers le r  ve."

PARIS MATCH

"Acteurs remarquables d'aisance et de v  rit  . Ce film-l   est parfait en tout."

MARIE FRANCE

"Polar de race caracolant dans un Paris nocturne qui se met    ressembler parfois    Florence, puis    New-York. Faut le faire!"

COSMOPOLITAN

"Un   cran o   l'auteur vient se raconter lui-m  me, un peu    la mani  re de Fran  ois Truffaut dans Tirez sur le pianiste."

TELERAMA

"Mitchell et Lanvin se r  galent dans un polar de haute tradition. Un coup de gong: Lisette Malidor."

VSD

MUSIQUE

Les concerts

MERCREDI 11

Salle Pleyel, 20 h 30: Orchestre de Paris, dir. D. Barenboim (Bach).
Salle Gaveau, 20 h 30: Orchestre de chambre P. Michel.

JEUDI 12

Salle Pleyel, 20 h 30: voir le 11.
Th   tre des Champs-  lys  es, 20 h 30: T. Berganza, J.-L. Alvarez (Gounod, Bruch, Villa-Lobos).
Radio-France, Auditorium 106, 19 h: Ensemble de l'Institut, dir. G. Reibel (Debussy).
Salle Gaveau, 12 h 30: M. Durand-Mont, Ph. Tisserand (Beethoven), A. Gol (Pavane), M. Colson (Liszt).
Salle Rameau, 15 h 45: Triptyque (L  ben, Messiaen, Roger...).
Salle Gaveau, 20 h 30: Beethoven Trio (Beethoven).

VENDREDI 13

Salle Gaveau, 20 h 30: voir le 12.
FIAP, 20 h 30: J. D  st  ch (Vivaldi, Prokofiev, Sibelius).
Salle Gaveau, 12 h 30: A. F  r  , E. Elias (Mozart, Beethoven...).

SAMEDI 14

Salle Gaveau, 17 h: Trio Haydn (Schubert, Martin, Mendelssohn); 20 h 30: voir le 12.
Th   tre des Champs-  lys  es, 20 h: Orchestre national de France, dir. Ch. P  ric (Stravinsky).
Salle Pleyel, 20 h 30: Ensemble orchestral de Paris, dir. J.-P. Waller (Tchaikowski).
Eglise Saint-Merri, 21 h: M. G  yard, A. G  yard (Monteverdi, Carissimi, Corelli).
Eglise musicale de Montmartre, 18 h: F. Bonnet, A. Schoenfeld, M.-D. Jacquot, J. Martin (Schoenfeld, Colombatto, Tebaldini).

DIMANCHE 15

Eglise Saint-Merri, 16 h: J.-P. F  r  , D. Aubert (J.-S. et K.F.E. Bach).
Salle Pleyel, 17 h 45: Orchestre des Concerts Lamoureux, dir. J.-C. Bernad   (Mozart, Moussorgski/Ravel).
Th   tre des Champs-  lys  es, 17 h 45: Orchestre des Concerts Padeloup, dir. G. Devos (Saint-Sa  ns, Poulenc, Ravel).
Eglise Saint-Thomas-d'Aquin, 17 h 30: K. K  to (musique du XVII  ).
Eglise des B  n  dictins, 10 h: M. L  clerc (Beethoven); 17 h: Quatuor Enesco (Beethoven, Schubert).
Th   tre du Rond-Point, 11 h: Quatuor T  ch (Schubert, Liszt).
New-Dance, 17 h 45: F. R  m  r (Bach, Schumann, Messiaen).
Eglise Saint-Louis des J  r  m  s, 17 h: H. Kr  e (Bach, Mendelssohn, Franck).
Eglise Saint-Etienne, 18 h: E. Koch, C. Whitman, R. McCoy (Copland, Ives, Messiaen).
Th   tre La Bruy  re, 11 h: Ensemble instrumental La Bruy  re (Haydn, Rheinberger).
Concerts, 18 h 30: Collectif musical contemporain (Mozart, Debussy).
Mus  e de l'Assommoir, 18 h: D. Aron, P. M  r  , V. Grange (Debussy, Ravel, Poulenc...).
Mus  e Carnavalet, 18 h 15: H. Bougrat, F. Sauvageot (Schubert).

LUNDI 16

Radio-France, Grand Auditorium, 20 h 30: Ensemble instrumental de Grenoble, dir. S. Carles (Bart  k, L  vner, Grieg).
FIAP, 20 h 30: F. Chavoux (Bach, Beethoven).
Aud  t  re, 20 h 30: Dame Jeanne Baker, G. F  r   (Bach).
Salle Gaveau, 20 h 30: V. Spivakov (Bart  k, Chostakovi  , Schubert...).

MARDI 17

Th   tre des Champs-  lys  es, 20 h 30: Nouvel Orchestre philharmonique, dir. M. Janowski (Brahms).
Salle Gaveau, 20 h 30: Ensemble orchestral de Paris, dir. J.-P. Waller (Chostakovi  , Ravel, Saint-Sa  ns...).

Jazz, pop, rock, folk

ARC (72-41-27), le 12    20 h 30: Quatuor de jazz (72-41-27), le 12    20 h 30: The All Stars.

CASINO DE PARIS (72-45-22)

20 h 45: Higelin (dern. le 14).

CAVEAU DE LA HUCHETTE (72-45-22)

20 h 45: D  st  ch (dern. le 14).

CHAPPELLE DES LOMBARDS (357-24-24)

(D. L.), 22 h 30: Manigance.

CIT  A (357-99-26)

Jazz, ven., sam.

DUNOIS (344-72-00)

le 12    20 h, le 13, 14, 15: J. B  r  ; le 16: P  r   et K  r  .

L'  CUME (542-71-16)

le 15    21 h: D. L  b  re, A. Sheppard.

M  C  NE (271-33-41)

23 h: mer., jeu., Ph. Lacarr  re, F. F  r  , E. Dervin; ven., sam., dim.: D. Cr  ve, D. R  uss  , Y. T  chinsky, D. F  r  ; mar.: Ph. Ribour, J.-P. Robillard, S. N  m  .

MEMPHIS MELODY (324-60-73)

mer.: J. B  r  ; jeu.: J. B  r  ; ven.: J. B  r  ; sam.: J. B  r  ; dim.: J. B  r  .

NEW MORNING (523-51-41)

21 h, le 11: Little Big Horn; le 12, 13, 14: J.-L. Chant  me, A. C  c  r  , Y. T  r; le 15: J. B  r  .

OLYMPIA (742-25-49)

le 16    20 h 30: Golden Gate Quartet.

PHILH  NE (776-44-26)

le 13, 14    22 h: M  l  ka.

PETIT JOURNAL (326-28-59)

21 h: mer.: J. B  r  ; jeu.: J. B  r  ; ven.: J. B  r  ; sam.: J. B  r  ; dim.: J. B  r  .

PETIT OPPORTUN (236-61-36)

23 h: S. G  r  , A. F  r  , M. B  r  , J. Martin.

SAVOY (277-46-88)

21 h: le 11, 12, 13, 14: Ph. Mac  , S. L  z  r  , R. Del Fra, T. Rabouan; le 16, 17: A. Harv  , P. G  r  , M. B  r  .

SLOW CLUB (233-84-30)

(D. L.), 21 h 30: M. Saury (   partir du 17).

SUNSET (261-46-60)

(D. L.), 23 h: F. Lockwood, Ph. Drouillard, L. C  l  re, F. S  ard (dern. le 14). (   partir du 17): J.-M. C  f  n, G. H  man, M. P  r, T. Rabouan.

TWENTY ONE (268-40-51)

(D. L.), 21 h: Trio Greg Hunter (dern. le 15).

TH   TRE DE LA VILLE, F  r   (280-09-30)

le 11    18 h 30: D. Val, M. F  r  , A. Arvanitis, P. B  r  , Quartet de X. C  r  .

VIENNE HEURE (321-33-01)

le 12    20 h: B  r  , C  r   b  n.

Le music-hall

BOH  NO (322-74-84)

(D. L.), 20 h 45, Dim., 16 h: A. M  t  r.

COM  DIE DE PARIS (281-00-11)

(D. L.), 21 h: L  cho-n  i les cloportes.

L'  CUME (542-71-16)

le 11, 12, 13, 14, 20 h 30: L. O  r  , J.-P. R  m  , J. R  p  r  ; le 16, 22 h: J.-P. R  m  ; le 17, 20 h 30: D. Devos, 22 h: J.-P. Caron, G. T  ch.

FONTAINE (874-82-34)

(D. L.), 20 h 15, Dim., 17 h: P. Desproges.

GYMNASE (246-79-79)

(D. L.), 21 h, Dim., 18 h 30: Val.

LUC  NAIRE (544-57-34)

(D. L.), 21 h: Ch. B  r  ; le 16, 17, 18    45: V. D  r  .

OLYMPIA (742-25-49)

(D. L.), 20 h 30, Dim., 17 h: Y. D  r  .

PALAIS DES CONGR  S (758-13-73)

(D. L.), 21 h, Dim., 16 h: Nana Mouskouri.

PALAIS DES GLACES (607-49-93)

(D. L.), 20 h 30, Dim., 17 h: Toto Biscath  .

SALLE GAVEAU (543-26-30)

le 12    20 h 30: C. Delap  re, J. Dup  r, F. R  d  , F. C  stant.

SOLEIL D'OR (543-30-12)

le 14, 20 h 45: Musique du nord de l'Inde.

STUDIO BERTRAND (753-64-60)

Dim., Lun., 20 h 30: Marilyn, le 14, 20 h 30: T. B  r  .

TAT-TLE D'ESSAI (278-10-79)

le 14, 15 h: A. T  b  r.

TROIS TOIRES DE BUENOS-AIRES (260-44-41)

(D. L.), 22 h: R  d  , Daniel, W. R  s, Ven., Sam., 24 h: M. L  ben.

Z  NITH, par de La Villet   (501-00-12)

(D. L.), 20 h 30, Dim., 16 h: R  m   (   partir du 17).

La danse

CIT   INTERNATIONALE, Grand Th   tre (588-38-69)

les 11, 12, 13, 14, 20 h 30: D  m   d'Asie.

LIEU D'IMMAG   (208-52-36)

les 14, 15, 21 h: M. M  r  , A. R  man.

LES PERRAY (280-09-30)

(D. L.), 20 h 30, Dim., 15 h: D  m  .

Les cirques

CIRQUE GR  SS (245-85-85)

Mer., Sam., 14 h, Dim., 14 h et 17 h, le 11, 13, 14, 20 h 30: Festival mondial du cirque de demain.

CIRQUE D'HYVER (700-12-25)

le 11, 13 h 30, le 14, 21 h, le 15    14 h et 17 h, le 18,    16 h 30, le 21,    15 h et 21 h.

CINEMA

Les films marqu  s (*) sont interdits aux moins de treize ans, (**) aux moins de dix-huit ans.

La Cin  math  que

CHAILLOT (704-24-24)

MERCREDI 11 JANVIER

15 h: Robert Aldrich (1918-1983): Aleria    Singapour; 19 h: Festival de Rotterdam: Naughty boys, de E. Kuyper; 21 h: L'  ge d'or, de L. B  r  .

JEUDI 12 JANVIER

15 h: Fay Spain: Al Capone, de R. Wilson; 19 h: Festival de Rotterdam: Impass  , de M. Rappaport; 21 h: Cin  ma japonais (1900-1970): Le Ch  teau sous le vent et les nuages, de T. Yamazaki.

VENDREDI 13 JANVIER

15 h: Charles G. Clarke: Terrain et compagnie, de C. Gibbons et J. Conway; 19 h: Festival de Rotterdam: La P  ce r  v  l  e, de F. van de Stok; 21 h: Cin  ma japonais: La Ville de l'ann  e, de T. T  suka.

SAMEDI 14 JANVIER

15 h: Serge de Poligny: la France des t  n  bres; 17 h: Lotte Eisner: Les Longues Vacances de Lotte Eisner, de S. Stein; 19 h: Festival de Rotterdam: Outside in, de S. D  v  n; 21 h: Cin  ma japonais: Les Quatre-Sept R  m  s, de S. Makino.

LUNDI 16 JANVIER

20 h 30: Cin  ma am  ricain (cours m  trage).

MARDI 17 JANVIER

15 h: T  o T  o: le Ch  teau de l'  d  , de A. Hupfer; 19 h: Festival de Rotterdam: Colin et Plat  n  , de J. Scott; 21 h: Cin  ma japonais: le March   de Tokyo, de K. Mizoguchi.

JEANNE D'ARC (776-35-57)

MERCREDI 11 JANVIER

15 h: le Vainqueur tragique, de V. S  r  ; 17 h: Pleine de vie, de R. Qu  r  ; 19 h: Cin  ma polonais: C  rdillon de naissance, de S. Rozwicz.

JEUDI 12 JANVIER

15 h: Festival Films des musiques du monde 1984: le l  ch et la v  ille chez les T  la du Tib  t, de M. Brandly; Musique de la savane et de la for  t, de J.-P. Schiano; 17 h: Kama Wesi, de Les McLaren; N  m  ka, de Les McLaren; 19 h: Cin  ma polonais: C  rdillon, de A. Wajda.

VENDREDI 13 JANVIER

15 h: Festival Films des musiques du monde 1984: Sal   music, de J. M  r  ; Tango, de J. C  dr  s; 17 h: Amir Khan, de S.N.S. Sastry; Ustad alla rakha, de D. Zargar; 19 h: Cin  ma polonais: G. L  man; 19 h, Cin  ma polonais: C  rdillon, de A. Wajda.

SAMEDI 14 JANVIER

15 h: Club fran  ais des cin  astes: P. S  r  ; P. P  r  ; A. M  m  ; A. Sal  n; D. Couqui; J.-C. Carmona; 17 h: L. O  r  ; J.-P. R  m  ; Z  g  r; B. Dub  que; B. Fran  k V  n; Y. M  ng   et J. Maug  ; A. Paris M  rie; Y. B  r  ; 19 h: Cin  ma polonais: Ouvriers 80, de A. Z  dzinski; ven., 21 h: P  r  , de S. Rozwicz.

DIMANCHE 15 JANVIER

15 h: Club fran  ais des cin  astes: M. B  r  ; J.-P. Lambert et Ph. S  v  tre; C. M  n  ve; A. V  r  ; M. V  r  ; J. B  r  ; J. M  r  ; 17 h: M. B  r   et D. Zargar; P. S  v  tre; P. M. E. Str  ben; M.G.J. J  r  ; R. T  suka; 19 h: Cin  ma polonais: le Chef d'orchestre, de A. Wajda; 21 h: le Bois de boules, de A. Wajda.

LUNDI 16 JANVIER

15 h: Festival Films des musiques du monde: Drum Fight Song; Women's Drum, Drum song, de Jensen, Beng. Olsen; 17 h: N  d  o Y  v  s  wa, de G. Z  dzinski; C  r  n   n   n  , Adj  n  wa a c  r  n, de J. C  r  n; 19 h: Cin  ma polonais: le Concert, de K. Z  dzinski.

MARDI 17 JANVIER

R  l  che.

Les exclusivit  s

ADIEU FOULARDS (Fr.): Maxville, 9

(770-72-86).

  AMIE (All. v.): Studio de la Harpe,

17 (778-24-24).

ANDRO  E (A., v.): G  t   Boulevard,

9 (233-67-06).

LES ANGES DU BOULEVARD (Cal. v.):

Olympie, 14 (545-35-38).

ANOS AMO  RS (Fr.): Gaumont Halles

14 (297-49-70); Imp  rial, 2 (742-72-52); Gaumont Halles, 12 (343-79-38); Elys  e Lincoln, 9 (359-36-14); P  r  s, 14 (329-83-11).

AU NOM DE TOUS LES MIENS (Fr.):

Parasol Op  ra 9 (742-56-31); P  r  s, 14 (329-83-11); P  r  s, 14 (329-83-11).

LES AVENTURIERS DE L'ARCHE PERDUE (A., v.): Capri, 2 (508-11-69).

LE BAL (Fr.-A.): Gaumont Halles, 14

(297-49-70); V  r  s, 2 (742-97-52); Studio de la Harpe, 9 (634-25-32); Hausf  lle, 6 (633-79-38); P  r  s, 7 (705-12-15); Gaumont Champs-  lys  es, 9 (359-04-67); 14 Juillet Basille, 11 (357-90-81); Olympie, 14 (545-35-38); Montparnasse Path  , 14 (320-12-06); P.L.M. Saint-Jacques, 14 (589-48-42); Bl  venche Montparnasse, 15 (544-29-02); Gaumont Convention, 15 (828-42-27); 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (575-79-79).

LA BALLADE DE NARAYAMA (Jap. v.):

هكذا من الاميل

REPRODUCTION INTERDITE

| | la semaine | la semaine T.T.C. |
|---------------------|------------|-------------------|
| OFFRES D'EMPLOI | 83,00 | 98,44 |
| DEMANDES D'EMPLOI | 25,00 | 29,85 |
| IMMOBILIER | 56,00 | 66,42 |
| AUTOMOBILES | 56,00 | 66,42 |
| AGENDA | 56,00 | 66,42 |
| PROP. COMM. CAPITAL | 164,00 | 194,50 |

ANNONCES CLASSEES

| | la semaine | la semaine T.T.C. |
|--------------------|------------|-------------------|
| ANNONCES ENCADREES | 47,00 | 55,74 |
| OFFRES D'EMPLOI | 14,00 | 16,60 |
| DEMANDES D'EMPLOI | 36,00 | 42,70 |
| IMMOBILIER | 36,00 | 42,70 |
| AUTOMOBILES | 36,00 | 42,70 |
| AGENDA | 36,00 | 42,70 |

* Dégressifs selon surface ou nombre de parutions.

DIRECTIONS . DIRECTIONS

Fonctions Nationales et Internationales

emploi international

(et départements d'Outre Mer)

DIRECTEUR GENERAL FONDERIES

Rattachées à Eclair Prestil Industries, nos usines de fonderie (Région Parisienne et Haute-Normandie) fabriquent des pièces de précision en zamac. Autonomes sur le plan de la gestion, du marketing et de la technique (conception et fabrication de moules et de pièces, développement, traitement de surfaces...), elles bénéficient de l'appui du groupe.

Nous confierons ce poste à un candidat pouvant assurer pleinement la direction et la gestion de ces deux établissements (CA : 45 MF, effectif : 300). Le développement des ventes par la recherche de nouvelles applications est un objectif prioritaire. Des moyens importants sont disponibles pour cette activité et son expansion.

Nous étudierons avec un intérêt particulier les candidatures d'ingénieurs Grandes Ecoles (Centrale...). Elles-ci seront traitées avec la plus grande discrétion.

Merci d'envoyer C.V. complet à :

Direction des Relations Humaines, Eclair Prestil Industries,
95, boulevard Charles-de-Gaulle, 78140 Petit Quevilly.

DIRECTEUR GENERAL

Une société exploitant des produits touristiques et de loisirs recherche un directeur général qui devra assumer l'ensemble des responsabilités inhérentes à sa fonction: marketing, administration, gestion et finances.

Placé sous l'autorité du Président de la société, il devra gérer d'importants projets de développement dont la réalisation s'étendra sur plusieurs années.

Ce poste de haut niveau sera confié à un cadre supérieur confirmé, de formation H.E.C. ou similaire, ayant déjà occupé une fonction de direction.

Le poste est situé dans une agréable ville de Haute-Savoie. La société a une antenne à Paris.

Si vous estimez avoir le profil correspondant à ce poste, transmettez votre dossier de candidature (C.V. avec photo et indiquez votre rémunération actuelle) qui sera examiné avec toute la discrétion souhaitable, sous la référence: PR-1282 à :

ROLAND DERKUM CONSEILS
48 rue de Marguilles
69642 Caluire cedex

Ingénieur assurance produit

en habilité, assurance de qualité
Formation Grande Ecole, branche électronique ou techniques aérospatiales. Possédant une expérience professionnelle d'au moins 5 ans, si possible dans le secteur spatial.

Anglais courant exigé. Allemand apprécié.

Le candidat retenu sera affecté à MUNICH (RFA) au sein de l'équipe PROJET TV SAT-TDF1, puis rejoindra fin 85 le Centre Spatial de Toulouse.

Adressez CV détaillé et prétentions à la Division du Personnel C.N.E.S.
18 avenue Edouard Belin 31055 Toulouse Cedex.

emplois régionaux

OFFRES D'EMPLOIS

Chef de service ordonnancement et logistique

Participer au démarrage et à l'animation d'une unité de production moderne.

UN GROUPE INDUSTRIEL FRANÇAIS DE TOUT PREMIER PLAN démarre sur le marché très porteur et en collaboration avec de grands pays étrangers, la réalisation en grande série de produits grand public impliquant la mise en œuvre de techniques sophistiquées (mécanique de haute précision et électronique). Pour compléter une équipe jeune et performante chargée de cette mission, un poste intéressant et évolutif est offert à un Chef de Service Ordonnancement et Logistique.

Il s'agit de mettre en place et d'animer la gestion de production (approvisionnement, ordonnancement, lancement, gestion des stocks, magasins) en réalisant les procédures existantes et en développant la mise en œuvre de la micro-informatique.

Ce poste conviendrait à un candidat diplômé d'une grande école (ingénieur en gestion) ayant 3 ou 4 ans d'expérience en gestion de production dans le domaine de fabrication de grande série.

Connaissance de l'anglais nécessaire.

Ce poste implique des qualités de créativité et d'organisation ainsi qu'un sens marqué du travail en équipe. Il est évolutif.

Poste : ville Bourgogne.

Ecrire sous réf. OE 197 AM

4, rue Massenet 75016 Paris

DES ETUDES... AU MARKETING PRODUIT

Nous sommes l'un des principaux fabricants européens de semi-conducteurs. Pour mieux faire face à la compétition mondiale, nous cherchons des

product marketing engineers

Ils viennent renforcer la nouvelle équipe marketing d'une de nos divisions: ils sont responsables, pour une gamme de produits, en France et à l'étranger, de la pénétration de leurs produits sur le marché et de leur rentabilité.

Ils réalisent des études prospectives, définissent une stratégie commerciale, conseillent les forces de vente dans l'attaque du marché, etc.

Nous souhaitons rencontrer des ingénieurs diplômés en électronique et électrotechnique, français ou étrangers, ayant travaillé pendant 3 à 4 ans dans un laboratoire d'études et d'applications de composants actifs. L'anglais parlé couramment est indispensable. Une bonne compréhension du français est souhaitable.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature à Jeanne FAIVRE d'ARCIER, sous la réf. 328 LM.

Jacques tixier s.a.
7 rue de logelbach, 75017 paris

Banque Internationale

recherche un

Exploitant Confirmé C.I.V.II

Bilingue Anglais pour développer le Fonds de Commerce de son Agence Londonienne. Après 4 ans de séjour au Royaume-Uni, possibilité de retour au Siège (PARIS) ou choix d'autres affectations à l'Etranger. Nombreux avantages liés à l'expatriation. Plan de carrière personnalisé.

Adressez C.V. détaillé sous réf. 2544/JR à :

Monsieur CHASSERY
110, rue du Colonel-Fabien
92160 ANTONY

AGENTS AGENTS-TECHNO-COMMERCIAUX

pour des grands secteurs dans le Nord, l'Est, le Centre et la Normandie. Activité commerciale à toutes les échelles, parfaite éducation et solide instruction, capables d'évoluer avec aisance dans les milieux multilingues.

Ecrire avec C.V., photo et prétentions s/réf. 917 A :

STRABOT
138, av. Charles-de-Gaulle
92222 NEUILLY-S-SEINE.

Sol d'attribution, recherche pour la province, un

INSPECTEUR GENERAL

Expérience régionale, réseau d'attribution et commercial. Env. C.V. sous réf. 917 M. REGIE-PRESSE
95 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

De NAVIGATION MARITIME CENTRE recherche urgent

ASSISTANT(E) TECHNIQUE D'INGENIEUR

2 ou 3 ans d'exp. aéronautique. Poste sédentaire.

Adressez lettre, manuscrite, C.V. et photo à SURF, S.P., 45, 13382 Marnand Cedex 07.

NICE Ecole de français pour adultes étrangers recherche

PROFESSEUR

exp. pratique V.I.P. et D.V.V. anglais, parfait bien anglais, plein temps, poste permanent. Ecrire sous le n° 43.787 M. REGIE-PRESSE
95 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

Sté d'entreprises Comptables Bourgogne, recrute

ASSIST. PRINCIPAL (CHEF DE MISSION)

Ecrire avec C.V. et photo sous le n° T 043.505 M. REGIE-PRESSE
95 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

VILLE DE LAON (AINE) 30.000 habitants recherche d'urgence

UN SECRETAIRE GENERAL ADJOINT

Salon conditions statutaires. Exp. communales indispensables.

Adressez une demande manuscrite, et C.V. avec photo à : M. le Maire - Hôtel de Ville 02011 LAON CEDEX

Rens. auprès du Secrétaire Général. Tél. (23) 23-22-06.

Association de Tourisme, recherche pour selon

ANIMATEURS

Séances + activités aér. Exp. en animation indispensables. Envoyez C.V. et photo à :

OCCEJ ANIMATEURS 95, rue d'Amsterdam 75008 PARIS. Tél. : 536-21-21.

INGENIEUR ELECTRICIEN

pour acides électriques et la machine

Fonction : Conduite du service entretien

Compétence exigée : Courants forts, courants et automatismes.

Situation d'avoir Poste à pourvoir en région parisienne.

Répondre par écrit avec C.V. sous n° T 043.583 M à Régie-Press, 85 bis, rue Réaumur, Paris.

UN RESPONSABLE DU S.A.V. REGION PARIS

PROFIL : responsable devant la Direction Générale de l'organisation et de la gestion d'un atelier de 8 personnes

Le candidat devra être un technicien confirmé en hydraulique et en électricité et devra pouvoir justifier d'une expérience de direction d'un service d'après-vente dans le domaine de matériel de travaux publics.

Adressez C.V. manuscrite, photo et prétentions sous référence 1.262 à :

SIETAM
42/48, avenue du Pt-Kennedy
91170 VIRY-CHATILLON.

SURVEILLANT D'INTERNAT

pour le 15 JUILLET

Tél. : 438-23-85.

Le Centre d'Information Financière organise un stage pour recruter des

CONSEILLERS COMMERCIAUX (H.F.)

Bonne présence, goût des contacts à haut niveau, sens des responsabilités.

Formation assurée, rémunération motivante, possibilités de promotion.

Tél. : 900-24-05, p. 43.

Société entreprise commerciale et commerciale aux comptes recherche

ASSISTANTS OU STAGIAIRES

Expérience cabinet souhaitée. Ecrire avec C.V., réf. SODEP, 80, rue de Valenciennes, 12.

BANQUE PRIVEE

(rattachée à un important groupe bancaire) recherche

pour son siège, Centre de PARIS

CADE COMMERCE

pour exploiter et développer, sous l'autorité du Directeur de l'Exploitation, une clientèle d'entreprises de toute dimension.

PROFIL :

- Niveau Classe V (poste évolutif) ;
- expérience de 1 à 2 ans dans fonction similaire ;
- diplômes d'études supérieures ou techniques ;
- anglais commercial.

Ecrire avec C.V. s/réf. 7342 à Monde Pub., service ANNONCES CLASSEES 5, rue des Battons, 75009 Paris.

CADE COMPTABLE

R.T.B. comptabilité ou équivalent (Débutant accepté)

Envoyer lettre manuscrite + C.V. + photo + pré. à :

S.A. PONS et Cie
Frais 277-94592 BLINCE Cedex.

INGENIEURS GRANDES ECOLES UNIVERSITAIRES

Ecrire ou téléphoner au : 78-80, avenue Gallieni, Tour Gallieni 1 93174 BAGNOLET CEDEX 360-13-54/55/56.

Ch. professeur de gestion financière pour 2 h. par semaine. Téléphone : 793-70-11.

POUR APPLICATIONS EN

CALCUL DES STRUCTURES

- Statistique, dynamique, thermique ;
- Domestique : nucléaire, défense, aéronautique ;
- Travaux classiques et avancés.

Société de Services recherche

INGENIEURS EXPERIMENTES

- Au moins 2 ans d'expérience industrielle ;
- Grande Ecole ;
- Si possible connaissances codés A.S.M.E. ou R.C.C.M. ;
- Lieu de travail : banlieue Sud de Paris.

Téléph. : 687-25-72 (p. 139) pour informations réciproques complémentaires.

BUREAU DE COURAGE INTERNATIONAL PRODUITS AGRICOLES recherche

JEUNE TRADER

Ayant première exp. dans marché des huiles et oléagineux. Anglais indispensable.

Envoyer C.V. et prétentions sous le n° T 043.592 M. REGIE-PRESSE
95 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

Agence de Publicité Paris recherche

RESPONSABLE RECOUVREMENT

(H. ou F.) Sachant aller diplomate et ferme, il ou elle saura utiliser la technique du téléphone et devra se déplacer dans toute la France. Contact à durée déterminée de 6 mois. Disponibilité immédiate. Tél. pour R.V. à Fabienne Savonin au 633-22-80.

CABINET D'EXPERTISE COMPTABLE - B

recherche

COLLABORATEUR

Niveau D.E.C.S. Exp. cabinet indispensable. Téléphone : 288-40-06.

Organisme recherche pour banlieue Sud

PROFESSEUR DE FRANCAIS

langues étrangères, 77007 MELUN Cedex. Téléphone : 288-14-24.

secrétaires

Pour S. & M. reg. Guignes recherche

SECRETAIRE DIRECTION

Maintenance qualifiée et expérimentée. Sténodactylo, anglais écrit, parfait indésensibles. Allemand souhaité.

Salaires en conséquence. Env. C.V. sous n° 653 HAVAS 77007 MELUN Cedex.

représentation offres

Société de transit et TRANSPORTS AERIENS ROISSY cherche

AGENT COMMERCIAL

portefeuille clientèle touchée. Ecrire avec C.V. et prétentions s/réf. 7.258 ANEP FA 37, rue du Général-Foy 75008 PARIS.

propositions diverses

L'Eclat offre des emplois stables, bien rémunérés à toutes les échelles avec ou sans diplôme. Demandez une documentation sur notre réseau spécialisé.

FRANCE-CARRIERES (C 18) S.P. 402.05 PARIS.

Les possibilités d'emplois à l'ETRANGER sont nombreuses et variées. Demandez une documentation sur la revue spécialisée MIGRATIONS (LM) S.P. 291.05 PARIS.

travail a domicile

J.F., 27 ans, excellente dactylo, très bonne réd., tape des documents littéraires, ou scient., thèses, romans, décrets respectés, travail impeccable. Tél. : 358-78-37.

Tape rapidement la documentation manuscrite (thèses, devis, romans, scénarios, etc.) en français, anglais, allemand. Tél. : 348-18-18.

media-system

Groupe Publicis

Souhaite une bonne année 1984 à la communication pour l'emploi.

| | | |
|----------------------|--------|--------|
| OFFRES D'EMPLOI | 55,00 | 55,44 |
| DEMANDES D'EMPLOI | 25,00 | 25,42 |
| IMMOBILIER | 55,00 | 55,42 |
| AUTOMOBILES | 55,00 | 55,42 |
| AGENDA | 55,00 | 55,42 |
| PROP. COMM. CAPITAUX | 164,00 | 164,50 |

ANNONCES CLASSEES

| | | |
|--------------------|-------|-------|
| ANNONCES ENCADRÉES | 14,00 | 14,72 |
| OFFRES D'EMPLOI | 47,00 | 55,74 |
| DEMANDES D'EMPLOI | 14,00 | 14,72 |
| IMMOBILIER | 36,00 | 42,70 |
| AUTOMOBILES | 36,00 | 42,70 |
| AGENDA | 36,00 | 42,70 |

L'immobilier

appartements ventes

2^e arrdt
OPERA
2 p., cuis., bain, W.C. à rénover. 330 000 F. - 52-99-04.

3^e arrdt
MARAI
Studio rénové, cuis., équipée, s. de bain, poutres, calme, charme. 2^e ét. P. intéressant. 20, rue Croix, jeudi, vendredi, 14 h 30/17 h.

4^e arrdt
CEUR MARAIS
Dans GD HOTEL PARTIC. Nombreuses surfaces à rénover. Téléphone : 535-83-82.

5^e arrdt
RUE SAINT-JACQUES
Imm. pierre de taille, asc. beau 3 pièces, entré, cuisine, bain. A saisir. Tél. : 634-13-16.

VAL DE GRACE - 327-82-40 en cours rénovation 2 pièces confort. Prix 570 000 F. Tél. : 828-72-71 (soir).

RUE L'HOMOND, p. de taille, 12 pièces, 2 ch., 2 b., 2 s., 2 w.c., sans ascenseur. 1.180 000 F. DORESSAY, 824-83-33.

ST-JERMAIN CLUNY Soliel **JARDIN D'HIVER**
110 m² verrou. 354-95-10.

6^e arrdt
6^e STUDIO 35 m²
environ 120 m² s.p. jeudi 16 à 18 h. 45, RUE BONAPARTE, TREVAL - 277-82-83.

DUPLEX - 2 PIECES
RÉNOVATION DE PRESTIGE de jour et de nuit 14-17 h. : 24, place St-André-Arta.

VAUVIN - 327-82-40
3 pièces, 2 ch., 2 b., 2 s., 2 w.c., 840 000 F. - 528-72-71 (soir).

8^e arrdt
PLACE des SAUSSAIES
Bégnier 5 pièces + service cuis., équipée, soliel, ascenseur. Prix 2 100 000 F. - 523-41-11.

9^e arrdt
RICHIEUX-DROUOT
GD STUDIO, cuis., bain, poutres, rénové, soliel, asc. 350 000 F. - 526-88-04.

10^e arrdt
PRÈS QUAI VALMY
GD studio, cuis., bain, W.C., p. asc., soliel, asc. 350 000 F. - 526-88-04.

11^e arrdt
OBERKAMPF
3^e ét. 2 p., 2 b., 2 s., 2 w.c., ch. ch. indépendante 18 m² Prix 70 000 F. - 557-70-08.

12^e arrdt
XIV 450 m² LIBRES
(best immobilier gd standing) divisi. poss. indépendante 18 m² VERNEL - 526-88-04.

GARE LYON 5/6 P.
180 m² dans petit hôtel part. stand. except. 1.850 000 F. VERNEL - 526-88-04.

14^e arrdt
CHARMANTE MAISON
5 p., 2 ch., 2 b., 2 s., 2 w.c., CALINE - SOLIEL - 526-88-04.

15^e arrdt
M^e BALARD Imm. pierre de t. inv. + chambre, cuis., bain, chauffage central. A rénover. URGENT - Tél. : 534-13-16.

STUDIO STANDING
De IMM. récent, 120 m² Prox. M^e Bonne expo. 250 000 F. PARIMOND - 554-70-73.

17^e arrdt
65, AVENUE NIEL
GD stand., très beau 250 m² + serv. Prox. 1.800 000 F. Tél. : 505-10-08.

94 Val-de-Marne
Vincennes, RER, de imm. rénové, duplex 8/6 p., de caractère, 135 m², dom. sécur. 50 m², s. de ds, 2 w.c., expo est-ouest, charges modérées. Chauffage individuel, 285-20-60 ou 285-27-66.

BRY-SUR-MARNE, bords de Marne, part. 285 m² + cal. 5 m² + 90^e, vue panor. sans vis-à-vis, clair. P. 1.500 000 F. Tél. : 583-16-77.

Province
SUPER GRAND-BORNAND
Au pied des pentes Particulier vend 3 ch. chambre, séjour, s. de ds, W.C. Tél. (18) 50 27-00-88 (h. repas).

apartements achats
AGENCE DE L'ETOILE
Département International, achat, location, gestion, 300-26-08 - 267-06-05.

18^e arrdt
SUPERBE 2 P.
Caractère, poutres apparentes, meublé. Prix : 350 000 F. Immo Marcelet - 262-01-82.

20^e arrdt
M^e GAMBETTA
grand 2 pièces, avec terrasse, imm. standing. Prix 360 000 F. LERMS - 355-58-88.

92 Hauts-de-Seine
NEUILLY
Part. vend à part. coquet apt 2 pièces, 45 m², imm. très bon standing, 480 000 F. Tél. : 787-06-40 et 384-44-88.

CLAMART PRÈS BOIS
600 000 F. 4/5 p. 840 000 F. Matin 955-81-58.

BOULOGNE
PRÈS BOIS ET MÉTRO
100 m² A AMÉNAGER PRIX 565 000 F. ÉTUDE BOISNET - 706-06-78.

immeubles
Je recherche URGENT 15 immeubles Paris, compt. BARRIEN - 553-91-45.

pavillons
A vendre PAVILLON NEUF (1982) sous-sol, tout 110 m², hab., sur 450 m² terrain R.D.C. : Cuisine équipée, salle à manger, salon, ch., W.C. 1^{er} ét. : 3 ch., s. de ds, W.C. Possibilité reprise not. conv. Prix 590 000 F. Tél. : 405-81-87 (après 18 h).

PAVILLONS
JUSQU'À 120 KM DE PARIS SÉLECTION GRATUITE PAR ORDINATEUR Appel ou écrit : Centre d'information PNAIM de Paris Ile-de-France LA MAISON DE L'IMMOBILIER 75017 PARIS. T. 227-44-44.

CHARENTAIS
Part. vend pavillon sur 600 m² env., 2 chambres, séjour double, s. de ds, cuisine, W.C., cuisine équipée, sur sous-sol total, avec bureau, atelier, garage, chauff. centr. est. Prix : 580 000 F. Tél. : 020-21-54.

CLAMART 6 P.
105 m² et 288 m² terrain, gar. 300 F le m², terre 16, Grand 180 m² 550 000 F. 544-70-00.

CLAMART 6 P.
105 m² et 288 m² terrain, gar. 300 F le m², terre 16, Grand 180 m² 550 000 F. 544-70-00.

CLAMART 6 P.
105 m² et 288 m² terrain, gar. 300 F le m², terre 16, Grand 180 m² 550 000 F. 544-70-00.

CLAMART 6 P.
105 m² et 288 m² terrain, gar. 300 F le m², terre 16, Grand 180 m² 550 000 F. 544-70-00.

CLAMART 6 P.
105 m² et 288 m² terrain, gar. 300 F le m², terre 16, Grand 180 m² 550 000 F. 544-70-00.

CLAMART 6 P.
105 m² et 288 m² terrain, gar. 300 F le m², terre 16, Grand 180 m² 550 000 F. 544-70-00.

CLAMART 6 P.
105 m² et 288 m² terrain, gar. 300 F le m², terre 16, Grand 180 m² 550 000 F. 544-70-00.

CLAMART 6 P.
105 m² et 288 m² terrain, gar. 300 F le m², terre 16, Grand 180 m² 550 000 F. 544-70-00.

CLAMART 6 P.
105 m² et 288 m² terrain, gar. 300 F le m², terre 16, Grand 180 m² 550 000 F. 544-70-00.

CLAMART 6 P.
105 m² et 288 m² terrain, gar. 300 F le m², terre 16, Grand 180 m² 550 000 F. 544-70-00.

CLAMART 6 P.
105 m² et 288 m² terrain, gar. 300 F le m², terre 16, Grand 180 m² 550 000 F. 544-70-00.

CLAMART 6 P.
105 m² et 288 m² terrain, gar. 300 F le m², terre 16, Grand 180 m² 550 000 F. 544-70-00.

CLAMART 6 P.
105 m² et 288 m² terrain, gar. 300 F le m², terre 16, Grand 180 m² 550 000 F. 544-70-00.

CLAMART 6 P.
105 m² et 288 m² terrain, gar. 300 F le m², terre 16, Grand 180 m² 550 000 F. 544-70-00.

CLAMART 6 P.
105 m² et 288 m² terrain, gar. 300 F le m², terre 16, Grand 180 m² 550 000 F. 544-70-00.

CLAMART 6 P.
105 m² et 288 m² terrain, gar. 300 F le m², terre 16, Grand 180 m² 550 000 F. 544-70-00.

CLAMART 6 P.
105 m² et 288 m² terrain, gar. 300 F le m², terre 16, Grand 180 m² 550 000 F. 544-70-00.

CLAMART 6 P.
105 m² et 288 m² terrain, gar. 300 F le m², terre 16, Grand 180 m² 550 000 F. 544-70-00.

CLAMART 6 P.
105 m² et 288 m² terrain, gar. 300 F le m², terre 16, Grand 180 m² 550 000 F. 544-70-00.

CLAMART 6 P.
105 m² et 288 m² terrain, gar. 300 F le m², terre 16, Grand 180 m² 550 000 F. 544-70-00.

CLAMART 6 P.
105 m² et 288 m² terrain, gar. 300 F le m², terre 16, Grand 180 m² 550 000 F. 544-70-00.

CLAMART 6 P.
105 m² et 288 m² terrain, gar. 300 F le m², terre 16, Grand 180 m² 550 000 F. 544-70-00.

CLAMART 6 P.
105 m² et 288 m² terrain, gar. 300 F le m², terre 16, Grand 180 m² 550 000 F. 544-70-00.

l'agenda du Monde

Particuliers

(offres)

A VENDRE
• Table ovale en verre fumé, pied chromé, long. 150x110.
• 5 chaises chromées, tissu marron.
Le tout : 1.000 F.
N. et M^e Bonnier
Tél. : 804-72-81 après 18 h.

Animaux

Élevage amateur chère beaux chats BOULEDOGUE français, meute LCP toulousaine, victor. (1) 638-34-14 - (1) 728-88-83.

Antiquités

A vendre très beau BAHUT BAS DE SACSISTE régn. Montpeller, début XVII^e porcelaine et cuivre à l'époque sculptural, damoiseaux peints. Tél. pour R.V. 233-10-86.

Bijoux

ACHAT OR
pièces or et argent or dentiers, bijoux anciens ou modernes, bijoux africains.
DE 60 à 250 F le g L'EMERALDE
2 bis, rue Malar, PARIS-7. Téléphone : 705-60-95.

25, rue Louis-Léger PARIS-2^e, M^e OPERA. Téléphone : 742-40-82 et 2, bd Beaumarchais, PARIS-11^e. Téléphone : 627-56-39.

ACHAT OR
BIJOUX ANCIENS
PAUL TREVAL, 324-47-77, 38, rue du Colisée, 75008 Paris. Téléphone : 750-84-43.

ACHAT OR
BIJOUX ANCIENS
PAUL TREVAL, 324-47-77, 38, rue du Colisée, 75008 Paris. Téléphone : 750-84-43.

ACHAT OR
BIJOUX ANCIENS
PAUL TREVAL, 324-47-77, 38, rue du Colisée, 75008 Paris. Téléphone : 750-84-43.

ACHAT OR
BIJOUX ANCIENS
PAUL TREVAL, 324-47-77, 38, rue du Colisée, 75008 Paris. Téléphone : 750-84-43.

ACHAT OR
BIJOUX ANCIENS
PAUL TREVAL, 324-47-77, 38, rue du Colisée, 75008 Paris. Téléphone : 750-84-43.

ACHAT OR
BIJOUX ANCIENS
PAUL TREVAL, 324-47-77, 38, rue du Colisée, 75008 Paris. Téléphone : 750-84-43.

ACHAT OR
BIJOUX ANCIENS
PAUL TREVAL, 324-47-77, 38, rue du Colisée, 75008 Paris. Téléphone : 750-84-43.

ACHAT OR
BIJOUX ANCIENS
PAUL TREVAL, 324-47-77, 38, rue du Colisée, 75008 Paris. Téléphone : 750-84-43.

ACHAT OR
BIJOUX ANCIENS
PAUL TREVAL, 324-47-77, 38, rue du Colisée, 75008 Paris. Téléphone : 750-84-43.

ACHAT OR
BIJOUX ANCIENS
PAUL TREVAL, 324-47-77, 38, rue du Colisée, 75008 Paris. Téléphone : 750-84-43.

ACHAT OR
BIJOUX ANCIENS
PAUL TREVAL, 324-47-77, 38, rue du Colisée, 75008 Paris. Téléphone : 750-84-43.

ACHAT OR
BIJOUX ANCIENS
PAUL TREVAL, 324-47-77, 38, rue du Colisée, 75008 Paris. Téléphone : 750-84-43.

ACHAT OR
BIJOUX ANCIENS
PAUL TREVAL, 324-47-77, 38, rue du Colisée, 75008 Paris. Téléphone : 750-84-43.

ACHAT OR
BIJOUX ANCIENS
PAUL TREVAL, 324-47-77, 38, rue du Colisée, 75008 Paris. Téléphone : 750-84-43.

ACHAT OR
BIJOUX ANCIENS
PAUL TREVAL, 324-47-77, 38, rue du Colisée, 75008 Paris. Téléphone : 750-84-43.

ACHAT OR
BIJOUX ANCIENS
PAUL TREVAL, 324-47-77, 38, rue du Colisée, 75008 Paris. Téléphone : 750-84-43.

ACHAT OR
BIJOUX ANCIENS
PAUL TREVAL, 324-47-77, 38, rue du Colisée, 75008 Paris. Téléphone : 750-84-43.

ACHAT OR
BIJOUX ANCIENS
PAUL TREVAL, 324-47-77, 38, rue du Colisée, 75008 Paris. Téléphone : 750-84-43.

ACHAT OR
BIJOUX ANCIENS
PAUL TREVAL, 324-47-77, 38, rue du Colisée, 75008 Paris. Téléphone : 750-84-43.

Cuisine

PROMOTION KITCHENETTE (kitchen + cuisine + meuble + frigo + réfrigérateur) en 1 mètre, 2.500 F. PARIS SAINT-DENIS, 21, rue de l'Arche-Grégoire, Paris-9^e - ouvert le samedi - Tél. 233-44-44.

Fourrures

Vente Manteau et veste peaux de veau, fourrure. Taille 42-44. Prix à débattre. Téléphone : 208-31-35.

Literie

MATELAS
DE DEUX CHOSES L'UNE :
Ou vous achetez un matelas de grand luxe à 3.500 F ou vous achetez un matelas de grand luxe à 1.800 F. (deux pièces, 140 cm).

La PLAZA est un matelas de grand luxe GARANTI 8 ANS qui de plus assure à vos meubles un climat idéal.

Par exemple : - le 120 cm : 2.558 F. - le 140 cm : 2.888 F.

Sommiers et dessous de lit, couvertures, oreillers, couettes.

Votre sommeil mérite cette visite.

CAP 37, rue de Charente 75015 PARIS. Téléphone : 307-01-01.

Maroquinerie
SOLIE sur PRIX de GROS
20 à 30 % sur gros matériel. 272-18-88.

Mode
« L'HOMME »
HABILLE LES HOMMES ACTUELLEMENT SOLID. 77, rue de la République, 75011 PARIS. Téléphone : 607-51-06. M^e MARC DORRIS.

Vidéo
CAMERA 7
SUPER-PROMO CASSETTES VHS. INTACH.

3 heures : 80 F - 750 F les 10. 2 heures : 72 F - 680 F les 10.

7, rue La Fayette 75008 Paris. 674-84-43 - 280-28-12.

Sécurité
BLINDEZ VOS VITRES
SECURITY-FIL est un film polymère qui s'applique sur vos vitres existantes et leur confère une résistance de 2 à 3 fois supérieure à celle des vitres ordinaires.

SECURITY-FIL est un film polymère qui s'applique sur vos vitres existantes et leur confère une résistance de 2 à 3 fois supérieure à celle des vitres ordinaires.

SECURITY-FIL est un film polymère qui s'applique sur vos vitres existantes et leur confère une résistance de 2 à 3 fois supérieure à celle des vitres ordinaires.

SECURITY-FIL est un film polymère qui s'applique sur vos vitres existantes et leur confère une résistance de 2 à 3 fois supérieure à celle des vitres ordinaires.

SECURITY-FIL est un film polymère qui s'applique sur vos vitres existantes et leur confère une résistance de 2 à 3 fois supérieure à celle des vitres ordinaires.

SECURITY-FIL est un film polymère qui s'applique sur vos vitres existantes et leur confère une résistance de 2 à 3 fois supérieure à celle des vitres ordinaires.

SECURITY-FIL est un film polymère qui s'applique sur vos vitres existantes et leur confère une résistance de 2 à 3 fois supérieure à celle des vitres ordinaires.

SECURITY-FIL est un film polymère qui s'applique sur vos vitres existantes et leur confère une résistance de 2 à 3 fois supérieure à celle des vitres ordinaires.

SECURITY-FIL est un film polymère qui s'applique sur vos vitres existantes et leur confère une résistance de 2 à 3 fois supérieure à celle des vitres ordinaires.

SECURITY-FIL est un film polymère qui s'applique sur vos vitres existantes et leur confère une résistance de 2 à 3 fois supérieure à celle des vitres ordinaires.

SECURITY-FIL est un film polymère qui s'applique sur vos vitres existantes et leur confère une résistance de 2 à 3 fois supérieure à celle des vitres ordinaires.

SECURITY-FIL est un film polymère qui s'applique sur vos vitres existantes et leur confère une résistance de 2 à 3 fois supérieure à celle des vitres ordinaires.

capitaux propositions commerciales

سنة ١٤٠٤

Le Monde

société

LA FRANCE FACE AU TERRORISME ET AU SÉPARATISME

CORSE : les menaces contre les enseignants « continentaux » s'inscrivent dans une campagne de déstabilisation

De notre correspondant

Bastia. — Tragique coïncidence : au moment où un enseignant « continental » s'en va, menacé de mort par l'ex-F.L.N.C., un enseignant corse meurt, lui, en posant une bombe au nom du même F.L.N.C. L'acte révélateur, mercredi 11 janvier, sous le choc de cette double image qui suggère mieux que toute autre les lignes de fracture traversant la société insulaire.

Le corps d'Estienne, 34 ans, quarante-six ans, ancien professeur en Algérie et fonctionnaire au lycée d'Ajaccio, a été reconnu par sa femme, qui avait averti la police de sa disparition. Sympathisant du Mouvement corse pour l'autodétermination (M.C.A.), M. Estienne, après les différentes occupations du bâtiment central de la ville, par les étudiants nationalistes, avait été déplacé dans son service.

Mercredi matin, l'enseignant du lycée d'Ajaccio, Otavi, cachait mal sa stupeur à l'annonce de l'assassinat du professeur de l'École d'Ajaccio. D'autant que la journée précédente avait été marquée dans toute l'académie de Corse par une très forte mobilisation autour du départ de M. Marc Tenevin, professeur agrégé de géographie au lycée Fesch d'Ajaccio, menacé de mort par l'ex-F.L.N.C. parce qu'il est « continental ».

Après une journée d'ajaccio, l'appel des différents syndicats, très largement suivi à Ajaccio et à Bastia, près de cinq cents personnes se sont rendues sur le port d'Ajaccio à la manifestation prévue pour le départ de M. Tenevin. Celui-ci, pourtant, « éprouvé physiquement et nerveusement », selon ses propres termes, n'a pu supporter « l'émotion causée par un départ public ». Il avait préféré quitter la Corse inconsciemment mardi matin avec sa femme et ses trois enfants en prenant l'avion pour Marseille.

L'absence de M. Tenevin à la « manifestation de départ » a sans doute donné au rassemblement un ton plus politique : la « corse des enseignants », défendue par certains syndicats — comme le SGEN-C.F.D.T. et les partis nationalistes, a été dénoncée par la FEN, de même que le P.C.F., toujours hostile à tout

adhérent, n'est pas étrangère à cette riposte. Il faut dire que l'action du commissaire Broussard, la dissolution de la Consulte des comités nationalistes (C.C.N.), les erreurs stratégiques des indépendantistes dans l'affaire Orsani et vis-à-vis du mouvement culturel, ont plus nettement isolé les partisans de la violence qui spéculent sur la reprise de la répression et l'échec du statut particulier.

La nouvelle campagne contre les enseignants continentaux s'inscrit donc dans une stratégie de déstabilisation qui frappe avant tout un milieu très sensible et dont les réactions ont des conséquences immédiates. La Corse, relativement paisible depuis trois mois, a de nouveau la fièvre, cycle inépuisable, mais qui s'épuise.

DOMINIQUE ANTONI.

Une déclaration de M. Max Gallo. — A propos du départ de Corse de M. Marc Tenevin, le porte-parole du gouvernement, M. Max Gallo, a déclaré mardi 10 janvier qu'il s'agit d'une affaire grave, inacceptable, intolérable, mais difficile à maîtriser, car la liberté individuelle de l'individu doit être prise en compte.

De manière générale, le gouvernement, a dit M. Gallo, n'acceptera jamais que l'autorité de l'Etat soit mise en cause par une minorité qui choisit la violence, l'attentat, le chantage, pour imposer à une région française des choix qu'elle a condamnés.

Inculpation du père de Jean-Marc Leccia. — M. François Kuitel, juge d'instruction à Ajaccio, chargé du dossier de l'affaire Orsani, a inculpé, mardi 10 janvier, Grégoire Leccia, le père de Jean-Marc Leccia, et de « séquestration de personnes ». Grégoire Leccia, qui a été écroué, avait été interpellé à Paris le 31 décembre, ainsi que plusieurs de ses proches, dont son amie et celle de son fils (le Monde du 4 janvier). Cette inculpation est la vingtième prononcée dans l'affaire Orsani.

PAYS BASQUE : une quinzaine de réfugiés sont expulsés ou assignés à résidence

De notre correspondant

Arrestation de conférenciers d'Iparretarrak

Pour sa deuxième conférence de presse, prévue pour le mardi 10 janvier à 19 h 30, l'organisation clandestine basque Iparretarrak (1) a sans doute vu trop grand : sept journalistes, invités pour la plupart par téléphone, alors que le Pays basque grouillait de policiers tentant, depuis le matin, d'intercepter des réfugiés.

Le fourgon transportant les représentants de la presse en lien inconnu

a été intercepté par la police à la sortie de Bayonne. Les journalistes ont été relâchés après quatre heures de vérifications. Cinq militants basques ont été interpellés sur les lieux et placés en garde à vue. Aucun d'entre eux n'est recherché par la police dans le cadre d'attentats commis en Pays basque.

PHILIPPE ETCHÉVERRY.

(1) Iparretarrak, né en 1972, a à son actif le meurtre de deux C.R.S. (Saint-Etienne-de-Baigorri, mars 1982) et d'un gendarme (Léon, août 1983), ainsi que de nombreux attentats principalement dirigés contre des symboles du terrorisme.

Les éloges de la presse espagnole

De notre correspondant

Madrid. — La satisfaction est évidemment de mise à Madrid après les mesures prises, mardi 9 janvier, à l'encontre de militants basques espagnols. Si le ministère de l'Intérieur maintient un silence prudent, les médias, par contre, toujours prompts à voir dans le « sanctuaire français » la cause principale, voire unique, du problème basque, abondent cette fois en éloges à l'égard de Paris.

Pour Radio-Nacional, « la France semble enfin s'être réveillée de sa léthargie face à un terrorisme dont elle a maintenant pris conscience, qui lui porte également préjudice ». El País (centre gauche) considère que « cette opération contre l'ETA marque un changement de climat dans les relations entre Paris et Madrid » et remarque : « Le 20 décembre, François Mitterrand avait assuré que la France ne permettrait pas d'activités illégales de l'ETA sur son territoire et s'était montré impressionné lorsque Felipe Gonzalez lui avait expliqué que trois cents membres des forces de sécurité espagnoles ont été assassinés ces dernières années ».

ABC (conservateur), qui titre en première page : « ETA : le début de la fin », observe dans un éditorial : « L'action entreprise par la France aura des conséquences décisives, mais les actions du terrorisme ne prendront pas fin pour autant automatiquement. L'ETA risque de se maintenir dans un activisme résiduel qui peut se manifester dans des actions de violence plus graves encore ».

Pueblo (pro-gouvernemental) affirme que « le gouvernement français, pour la première fois, a concrétisé avec des faits ses déclarations sur sa volonté de combattre le terrorisme », mais souligne que « l'infrastructure de l'ETA en France ne se limite évidemment pas à une quinzaine de personnes ».

Même Diario 16 (libéral), qui se signale généralement par une francophilie militante, remarque : « L'action de la police française contre l'ETA signifie un profond changement qualitatif dans le comportement du pays voisin ».

Th. M.

Menaces

La Corse a habitude de donner à ses braves rappels de son existence. Quelques mois de sommeil pendant lesquels l'île fait mine d'oublier ses tourments, et puis, subitement, comme un feu couvant à l'abri, la peur et la violence se libèrent pour une nouvelle période.

Le déclencheur, cette fois ? Vraisemblablement l'arrestation, le 31 décembre à Miami, de Jean-Marc Leccia, le « cadet » de Porto-Vecchio, qui la justice soupçonne d'avoir été l'instigateur de l'enlèvement du militant nationaliste Guy Orsani. Nous ne sommes pas en Corse, mais nous savons que Leccia pourrait élargir l'une des « affaires » les plus troubles de la Corse et déstabiliser des thèses dont le choc échoise l'île : un règlement de comptes entre mafieux ou un feuilleton politico-police auquel l'Etat serait mêlé. Après six mois d'ignorance et de confusion, la Corse s'était assoupie. Voilà qu'elle se réveille.

Le F.L.N.C. a bien mesuré les conséquences qu'impliquait le retour en Corse de Jean-Marc Leccia. Le mouvement séparatiste a toujours affirmé que le gouvernement avait organisé la « liquidation » du militant Guy Orsani avec la complicité active de troupes insulaires. Il a accusé M. Joseph Francini, secrétaire d'Etat à la Sécurité publique, et a revendiqué, en septembre, l'assassinat de Pierre-Jean Messimi, secrétaire général de la Haute-Corse, dénoncé par les nationalistes comme l'un des artisans de l'enlèvement. Dans n'importe quel autre point de l'Hexagone, un tel soupçon aurait fait sourire. Là, il a provoqué la peur et fait douter de l'Etat.

Mais il suffirait que Jean-Marc Leccia émette la thèse d'un règlement de comptes entre bandes rivales pour que la Corse fasse une autre lecture de l'affaire Orsani et se découvre un courage

nouveau à opposer au séparatisme.

Des révolutions sont-elles en cours ? La Corse, « les jours de pluie », se tord et donne un écho à ce qui, hier encore, restait sans effet. Ainsi, M. Marc Tenevin, qui s'est embarqué mardi pour Marseille, n'est pas la première enseignant continental à quitter l'île, chassé par les bombes et les lettres de menace. Une dizaine de membres de l'éducation nationale ont demandé leur mutation depuis plusieurs mois pour les mêmes raisons, et l'actualité d'hostilité des séparatistes à l'égard des continentaux n'égale pas, loin de là, le degré de violence de l'hiver 1982-1983.

Rendu public, amplifié par les enseignants d'Ajaccio et les parents d'élèves, le départ de M. Tenevin cristallise les peurs insulaires et a mobilisé les velléités de résistance de la Corse à ses maux. La classe politique, les moyens d'information vont dans le même sens. L'île va battre le rappel de ses vertus et de ses bonnes volontés, après des mois d'impuissance et de silence gêné.

C'est vraisemblablement ce que le F.L.N.C. cherche à empêcher par une nouvelle campagne de violence. Si une bombe, mardi, n'avait pas tué un plasticien, l'île aurait été secouée par une véritable « nuit bleue » et on fait état, dans les milieux politiques, des menaces d'attentats, voire d'assassinats visant certains hauts fonctionnaires, peut-être même sur le continent.

Le traumatisme causé par les soupçons séparatistes autour de l'affaire Orsani a été tel que le F.L.N.C., pour maintenir sa pression, peut se croire contraint de franchir encore un degré dans l'escalade de sa « guerre » à la France.

PHILIPPE BOGGIO.

SPORTS

LE TRAGE AU SORT DU CHAMPIONNAT D'EUROPE DE FOOTBALL

Le trage au sort du championnat d'Europe de football a eu lieu, mardi 10 janvier à Paris.

MARDI 12 JANVIER

France-Danemark, à Paris (groupe 1).

MERCREDI 13 JANVIER

Belgique-Yugoslavie, à Lens (groupe 1).

JEUDI 14 JANVIER

R.F.A.-Portugal, à Strasbourg (groupe 2).

Roumanie-Espagne, à Saint-Etienne (groupe 2).

SAMEDI 16 JANVIER

France-Belgique, à Nantes (groupe 1).

Danemark-Yugoslavie, à Lyon (groupe 1).

DIMANCHE 17 JANVIER

R.F.A.-Roumanie, à Lens (groupe 2).

Portugal-Espagne, à Marseille (groupe 2).

MARDI 19 JANVIER

France-Yugoslavie, à Saint-Etienne (groupe 1).

Danemark-Belgique, à Strasbourg (groupe 1).

MERCREDI 20 JANVIER

R.F.A.-Espagne, à Paris (groupe 2).

Portugal-Roumanie, à Nantes (groupe 2).

AMERICAN IN V.O. AT THE AMERICAN CENTER
261, RD RASPAIL - 75014 PARIS
833.67.28

DU 2 JANVIER AU 24 MARS 84
ENGLISH FOR EVERYBODY
SESSION D'HIVER

SESSIONS TRIMESTRIELLES TOUTE L'ANNEE

SESSIONS INTENSIVES
• EN SEMAINE SUR 15 JOURS
• LE WEEK-END (VEN. + SAM.), SUR UN MOIS

LEARN TO SPEAK AMERICAN
COURS DANS LA JOURNÉE, LE SOIR ET LE SAMEDI

PRÉPARATION AU T.O.E.F.I.

TENNIS

LE TOURNOI DES MAÎTRES A NEW-YORK

Noah dans le tourbillon américain

Une surface relativement lente et des balles assez lourdes n'ont pas empêché le néo-américain John Kriek et l'Espagnol José Higueras de conclure rapidement leur premier match de Tournoi des maîtres. Devant quelque dix mille spectateurs, mardi 10 janvier, au Madison Square Garden, ils ont respectivement éliminé en deux manches l'espagnol américain Jimmy Arias (7-6, 6-4), et le numéro un argentin José-Luis Clerc (6-2, 6-3).

En quart de finale, Kriek rencontrera le numéro un mondial, John McEnroe, et Higueras sera opposé au vainqueur du Grand prix 1983, Mats Wilander. Mercredi, le champion de Roland-Garros, Yannick Noah, devra, pour se part, affronter, au premier tour, le Tchécoslovaque Tomáš Šmíd, qu'il a battu huit fois au cours de leurs neuf précédentes rencontres.

De notre envoyé spécial

New-York. — Saynèbe, devant l'entrée des artistes du Madison Square Garden, mardi après-midi, quelques heures avant le coup d'envoi officiel du Tournoi des maîtres : en surdimensionnement, Yannick Noah sort d'un ascenseur. Trois journalistes sont venus prendre de ses nouvelles : grimace. Le champion de Roland-Garros n'a rien à déclarer. Il s'éloigne, la mine exodée.

Yannick Noah, qui pleurnichait il y a quelques semaines à tous les micros, qui était ses états d'âme en conférences de presse, n'a plus rien à dire. En fait, il a tout dit, crânement, la veille, lors de la présentation du Tournoi : on le fait « chier ». Donc, il boude, ou plutôt - il fait la gueule.

En partant pour New-York, il croyait avoir mis un océan entre lui et son tracassin : la presse. Or, il s'est vite vu posé le pied depuis deux jours aux Etats-Unis qu'il était déjà assailli par les journalistes. Une star du tennis, vingt-trois ans, millionnaire en dollars, et en proie au désespoir sur les bords de la Seine, cela fait un bon papier. Bref, Noah retrouve les problèmes qu'il croyait fuir. Et à New-York comme à Paris, ses heures et malheurs font les gros titres des rubriques sportives.

Alois, il s'éloigne encore un peu plus, coupe d'autres amarrages. Adieu la sympathie. Pour interviewer Noah qui roule dans de belles voitures, mais qui ne veut pas qu'on en

parle, qui est coiffé rasta, mais qui croit que cela ne se voit pas, qui parle à tort, mais qui ne veut pas être compris de travers, il faudra désormais prendre un numéro d'ordre chez son agent.

L'obligation de gagner

Noah semble pris dans un tourbillon qui engloutit tout sous de la hiérarchie des valeurs. La sienne tient seulement aux résultats qu'il obtient sur le court, à cette impérieuse obligation de gagner. Or, il est plus difficile de rester au sommet des classements que d'y accéder. José-Luis Clerc en a été la vivante illustration, mardi soir. La veille, Higueras l'a balayé en une petite heure. Triste pour l'Argentin qui occupait, il y a deux ans, la cinquième place au classement A.T.P. (rang qui est actuellement celui de Noah) ; il était promis aux plus hautes destinations. Mais après une série impressionnante de victoires, il est apparu dans chaque grande occasion avec une énergie de plus en plus vacillante. Inconsistant dans les tournois majeurs, Clerc s'enfonçait doucement dans les classements. Fin, aimable, cultivé, aimant la vie, il a beaucoup réfléchi quand il est devenu le numéro un argentin. Il y a eu un malheureux divorce entre la tête et les jambes. Un beau thème de réflexion pour Noah.

ALAIN GRAUDO.

GANGSTERS

A LA MIE DE PAIN

Lionel Cardon, et son sens des médias, a-t-il fait école ? On a pu le croire, mardi 10 janvier, au début de la prise d'otage de la rue Cailleux (Paris-13). Les deux malfaiteurs, qui s'étaient emparés, en fin d'après-midi, de cinq otages dans un cabinet médical, intervenaient sur les ondes, dialoguant avec les journaux : « Les prises d'otages, disait l'un d'eux à une radio, je les ai suivies. Ils ne me feront pas marron. » Sur les lieux, les voisins, les policiers de la brigade de recherche et d'intervention, dont certains, caméras à la main, qui prenaient place, M. Laurent Devens, substitut du procureur de la République, qui avait déjà négocié avec Lionel Cardon : le spectacle s'annonçait bon, le journaliste de radio demandait la « 21 heures ».

Les « méchants », pourtant, ne furent pas à la hauteur. La police les décrit - Paul Fleury, trente ans, et Pascal Gendreau, vingt-six ans - comme de petits proxénètes habitués à dévaliser foyers et personnes âgées. L'idée même d'attaquer sans arme à feu un modeste cabinet médical en y prenant un rendez-vous sous leur propre nom donne la mesure de leur envergure.

Dès lors, le jeu de la police fut relativement facile : les deux malfaiteurs acceptèrent, trois heures après, de libérer leur plus précieux otage, un nourrisson de deux mois, et furent capturés lorsqu'ils s'approprièrent à prendre possession de la B.M.V. qui avait été avancée dans la rue selon leurs exigences. Le premier fut coincé dans l'escalier de l'immeuble au moment où le second était immobilisé par des policiers qui descendirent en vrappage jusqu'à la fenêtre du cabinet médical.

On fit alors donner la meute : cinquante photographes tenus jusqu'à l'écart durant l'autorisation de faire ériger leurs flashes dans la nuit froide sur les deux malfaiteurs qu'on embarquait : deux ombres, deux « gangsters à la mie de pain » (Léo Ferré).

NICOLAS BEAU.

technique
PICARD
avancée

1 CLE + 1 CODE
PROTECTION
RENFORCÉE

SOCIÉTÉ

LA PRESSE ET L'ASSASSINAT DU LIEUTENANT-COLONEL NUT

Longo Maï contre la rumeur

Les rumeurs naissent, voilà tout ! 1983 en a offert une. Acteur principal, un vrai espion, muet cependant puisqu'il a été assassiné le 15 février : le cadavre du lieutenant-colonel Bernard Nut, responsable de la D.G.S.E. - le contre-espionnage français - dans le Midi est retrouvé dans l'arrière-pays nigéri. Affaire privée, « piste bulgare », hypothèse italienne... rien ne transparait de l'enquête. Mais, deux mois plus tard, le 18 avril, sans que l'on en sache jamais la source, nait dans les médias une « nouvelle piste » : avant sa mort, apprend-on, l'agent secret s'intéressait à une « étrange communauté », installée bien près du plateau d'Albion et de ses missiles nucléaires, la coopérative de Longo Maï, située à Limans (Alpes-de-Haute-Provence).

Des détails ? A l'aise ! Sur les dernières pages de l'agenda du lieutenant-colonel se trouvaient, « griffonnées à la hâte », assure-t-on, des indications sur la communauté et un itinéraire autour du triangle Nice-Digne-Limans. Les mystérieux coopérateurs, précisait-on, possèdent une « flottille d'avions légers », capables de survoler le plateau stratégique. Ils reçoivent des visiteurs « à gros cigares », dont le consul soviétique de Marseille, qui sera, dit la rumeur,

expulsé début 1983 parmi les quarante-sept espions du K.G.B. ou présumés tels. « Visiteurs soviétiques et appel aux terroristes », résume l'hebdomadaire *Minute*. Le 23 avril, qui titre en couverture : « Secte ou nid d'espions ? ». La piste fut pourtant rapidement brouillée, le temps pour les enquêteurs de faire savoir qu'ils ont « appris toutes ces déclarations par la presse ». Qu'importe ! L'hypothèse était une aubaine politique puisque le président de l'Association coopérative européenne Longo Maï, dont le siège est à Bâle (Suisse), n'est autre que M. François Bouchard, fils du secrétaire d'Etat à l'environnement, M^{me} Hugues Bouchard.

Longo Maï n'a pas apprécié et, s'estimant diffamé, demandait, les 9 et 10 janvier, devant la dix-septième chambre correctionnelle de Paris, présidée par M^{me} Jacqueline Clavary, des explications à quatre journaux, *Minute*, *Présent*, *Paris-Match* et *Nouvelle Solidarité*, organe du Parti ouvrier européen (P.O.E.). Elle resta sur sa faim. Seul témoin cité par les défenseurs des publications, un photographe indépendant, M. Michel Serret, il raconte une visite à la ferme de Longo Maï, en mai 1983, aux côtés d'une journa-

CARNET DU Monde

Mariages

- M. et M^{me} Charles VAILLE, M. et M^{me} Georges CHABOD, sont heureux de faire part du mariage de leurs enfants

Dominique et Daniel, qui a été célébré à Paris, dans l'intimité, le jeudi 29 décembre, 69, boulevard Beaumarchais, 20, rue Henri-Rochette.

Décès

- M^{me} Aline Colin, son épouse, M. et M^{me} Pierre Colin, ses enfants, M. et M^{me} Michel Colin, ses petits-enfants, ont le deuil de faire part du décès de

Antoine COLIN, servent, le 8 janvier 1984, dans sa quatre-vingt-troisième année.

L'inhumation a eu lieu dans l'intimité familiale au cimetière de Livry-Gargan. Cet avis tient lieu de faire-part. 8, rue du Fresnoir, 93190 Livry-Gargan, 68, boulevard Soult, 75012 Paris, 54, rue Saint-Georges, 75009 Paris.

- M^{me} André Faloux, son épouse, Docteur Juliette Faloux et Fernand Grunvalsky, Jean et Monique Faloux, ses enfants, Anne Faloux, sa sœur, Toute la famille et ses amis, ont le deuil de faire part du décès de

docteur André FALOUX, servent le 8 janvier 1984, dans sa soixante-troisième année.

L'inhumation aura lieu le vendredi 13 janvier 1984, à 10 h 30, au cimetière du Père-Lachaise, à Paris-20. Cet avis tient lieu de faire-part. 4, avenue Médéric, 92360 Meudon-la-Forêt, 6, rue des Roisiers, 75004 Paris, « Les Quinze », 83440 Callian.

- Kristina Laval, Eric, Joël et Evelyne Laval, Marcelle Tardieu et ses enfants, Les journalistes et la rédaction de France-Culture et France-Musique ont le deuil de faire part du décès de

Guy LAVAL, journaliste, décédé le 7 janvier 1984, dans sa cinquante-et-unième année.

L'inhumation aura lieu le jeudi 12 janvier 1984 au cimetière du Père-Lachaise.

Cet avis tient lieu de faire-part.

- Cherbouy, Carven, M^{me} Jean Le Barbauchon, son épouse, M. Bernard Le Barbauchon, M. et M^{me} Marc Le Barbauchon, M^{me} Elizabeth Le Barbauchon, ses enfants, Emmanuelle et Benoît Le Barbauchon, Anne-Elizabeth et Eric Paglietti, Corvi, ses petits-enfants, Toute sa famille, font part du décès de

M. Jean LE BARBAUCHON, servent le 5 janvier 1984.

La cérémonie religieuse a été célébrée à l'église Notre-Dame-du-Vin de Cherbouy dans l'intimité familiale suivie de l'inhumation au cimetière de Carven, le 7 janvier 1984.

Cet avis tient lieu de faire-part.

30, rue de l'Alme, Cherbouy, 19, villa Aublet, 75017 Paris, 57, rue Montebello, Cherbouy, 101, boulevard de Vézir, Rameux.

Mariages

- M. et M^{me} Jean-Daniel Marzolf, Hilde et Vincent, ses enfants et petits-enfants, M. et M^{me} Jean Weill, leurs enfants et petits-enfants, Ses sœurs, beaux-frères et neveux, Ses cousins et cousines, Et ses fidèles amis, ont le très grand plaisir de faire part du décès, survenu le 9 janvier 1984, dans sa quatre-vingt-troisième année, de

M^{me} Jean MARZOLF, née Marcelle Weill.

Les obsèques auront lieu dans l'intimité, le 14, square Danton, 75013 Paris, 22, rue Erickson-Chamria, 67000 Strasbourg.

- Le général d'armée Jean Simon, commandeur de la Légion d'honneur, compagnon de la Libération, croix de guerre 1939-1945 (deux citations), médaillé de la Résistance, dont les obsèques auront lieu le jeudi 12 janvier, à 10 h 15, à Dardilly-le-Bas.

M^{me} Henri MONTFORT, commandeur de la Légion d'honneur, compagnon de la Libération, croix de guerre 1939-1945 (deux citations), médaillé de la Résistance, dont les obsèques auront lieu le jeudi 12 janvier, à 10 h 15, à Dardilly-le-Bas.

M^{me} Henri MONTFORT, commandeur de la Légion d'honneur, compagnon de la Libération, croix de guerre 1939-1945 (deux citations), médaillé de la Résistance, dont les obsèques auront lieu le jeudi 12 janvier, à 10 h 15, à Dardilly-le-Bas.

M^{me} Henri MONTFORT, commandeur de la Légion d'honneur, compagnon de la Libération, croix de guerre 1939-1945 (deux citations), médaillé de la Résistance, dont les obsèques auront lieu le jeudi 12 janvier, à 10 h 15, à Dardilly-le-Bas.

M^{me} Henri MONTFORT, commandeur de la Légion d'honneur, compagnon de la Libération, croix de guerre 1939-1945 (deux citations), médaillé de la Résistance, dont les obsèques auront lieu le jeudi 12 janvier, à 10 h 15, à Dardilly-le-Bas.

- Le pasteur et M^{me} Roger Parnetier, Le colonel et M^{me} Jean Desgais, Anne-Marie, Jean-Pierre, Christine, Guybécac, Et leurs familles, ont le grand plaisir de faire part du décès de

M^{me} Isabelle PELOUX, ancienne épouse de la Cinéma, le 6 janvier, aux Bordes-sur-Arize (Ariège).

Monsieur dit : « Je suis venu pour que les hommes aient la vie et qu'ils l'aient en abondance. » (Jean, 10-18.)

- Montebello (82), On nous prie de faire part du décès de

colonel Paul REYNET, le 4 janvier 1984, à l'âge de quatre-vingt ans.

Selon la volonté du défunt, la cérémonie religieuse a été célébrée dans la plus stricte intimité familiale au cimetière de l'hopital de Montebello.

Pendant sa longue et pénible maladie, tout particulièrement l'affectionnait le veston de la Sainte Bible :

« Quand le soir fut venu, Jésus dit : « Prenez sur l'autre rive... »

29, rue Emile-Pouillon, 82000 Montebello.

- M^{me} Louis Robais et ses enfants, ont le deuil de faire part du décès de

M. Louis ROBIAIS, la cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 12 janvier 1984, en l'église Notre-Dame de Chalon (71), à 10 h 30, suivie de l'inhumation au cimetière de Carrières-sur-Seine (78).

Remerciements

- M^{me} Dominique Alas Luquetas, ses fils Morgan, Et toute la famille, très touchés par les nombreuses marques d'affection et de sympathie qui leur ont été témoignées lors du décès de

M. Dominique ALAS LUQUETAS, et dans l'impossibilité d'y répondre individuellement, vous prient de bien vouloir trouver ici l'expression de leurs remerciements unanimes et sincères.

- M^{me} Roger Cadieu, Toute sa famille, Et la compagnie aérienne U.T.A., très touchés des nombreuses marques de sympathie qui leur ont été témoignées lors du décès de

M. Roger CADIEU, prient de trouver ici l'expression de leurs sincères remerciements.

Communications diverses

- L'Association des grands-parents pour la paix et la liberté cherche des personnes qui, ayant connu la guerre et la pacifique précédente, sont prêtes à dialoguer avec les jeunes des lycées et collèges pour résister aux mensonges faits actuellement à l'Europe et à ses libertés.

Ecrire à G.P.F., 127, rue Notre-Dame-des-Champs, 75006 Paris.

Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions de « Carnet du Monde », sont priés de joindre à leur envoi de carte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

Faits divers

Les acharnés

De notre envoyé spécial

Depuis trois ans et demi, M. Fernand Vogne vit un véritable cauchemar. Le 13 janvier prochain, le tribunal de Thonon-les-Bains (Haute-Savoie) pourrait ajouter aux maux de ce petit patron, âgé de trente-huit ans, en prononçant la liquidation de biens de sa société commerciale, qui, spécialisée dans la vente d'appareils de traitement de l'air, emploie cinq personnes près d'Annecy.

Annecy. Une histoire de tous... exemplaire. Ubu et Kafka se riant de Descartes. Tout commence le 3 août 1980. Ce dimanche-là, M. Vogne se trouve à Longchaumois, une bourgade du Jura où il a passé son enfance, où réside une grande partie de sa famille - il a six frères et sœurs et où il se recueille souvent en recueillant sur la tombe de son père. Comme souvent, l'été, il part à la cueillette des champignons, dans les bois environnants, au lieu-dit Les Adrets. Heu-raux, tel l'innocent cantonnier de Fernand Reynaud, l'année précédente - en mai 1979 - il a enfin réalisé un rêve : créer sa propre entreprise, CO-SECURIT (la vente, déjà, d'appareils de purification de l'air), après quinze ans de travail dans les assurances. Les affaires ne marchent pas trop mal : 170 000 F de bénéfice net au cours du premier trimestre 1980. Il a une femme charmante, qu'il associe à l'entreprise, et un fils de dix ans. Une vie sans histoire.

Et puis, tout dérape. Ce dimanche-là, trois cambriolages mirifiques sont commis dans le secteur des Adrets : 1 400 F de bijoux de fantaisie chez un directeur d'école, 800 F en espèces dans une ferme, et, surtout, le vol, chez une personne âgée, d'un coffre-fort, contenant un louis d'or, cinq timbres de 500 F et quelques autres papiers. L'enquête s'oriente « naturellement » vers les normands de la région. Mais, le dimanche suivant, 10 août 1980, le coffre-fort, qui a été forcé, est retrouvé en bordure d'une route forestière. On y décou-

vre la photocopie d'une reconnaissance de dette de 10 000 F, signée... Fernand Vogne. Les gendarmes de Mores, Saint-Claude et Douvaine mènent l'enquête. Un témoin rapporte qu'à l'heure des cambriolages, il a vu « circuler » dans les parages un break CX blanc, immatriculé en Haute-Savoie - la voiture de M. Vogne - transportant à l'arrière « une forme cubique » (en fait, les sièges de cette ancienne ambulance étaient relevés). Plus d'hésitation possible : des gendarmes en civil et à bord d'un véhicule banalisé vont appréhender en Suisse - où il est alors en démarchage - l'Archange Lupin aux géroles. Quelle prise !

« Qui, dit ingénument M. Vogne aux représentants de l'ordre, avec ses faux airs du comédien-poisson Philippe Avron, j'ai un break CX blanc, j'ai une adresse le 3 août. Qui, je dois 10 000 F à M. X... » Les quarante-huit heures de garde à vue lui semblent longues, pour dissiper une méprise évidente. Soudain : il est présenté à un juge d'instruction de Lons-le-Saunier, M. Louis Garbet - qui exerce aujourd'hui à Besançon - particulièrement connu, dans la région, pour son zèle répressif.

« Ce juge, raconte le petit patron annecien, ne m'a posé que trois questions : qu'avez-vous fait le dimanche matin 3 août ? Comment étiez-vous habillé ? Qu'avez-vous mangé le dimanche midi ? Textuel, je vous le jure... » Intime convaincu : M. Vogne est incarcéré, le 28 août 1980 au soir, à la maison d'arrêt de Lons-le-Saunier. Essayant, à son échelon, de remuer ciel et terre, soutenu par une femme, un fils, une famille éperdue. Avocats (impédés, des semaines d'avoir accès au dossier), procédures multiples. Des sept demandes de mise en liberté refusées. Tout cela pour une accusation - sans preuves - de trois vols de quatre sous. Mais M. Garbet n'en démord pas : il tient le coupable.

La lutte contre l'analphabétisme en France

(Suite de la première page.)

Constant l'ampleur du mal, les membres du groupe de travail se sont davantage attachés à en comprendre les mécanismes qu'à désigner des coupables. Apprendre à lire ne dépend pas uniquement de l'école. Le décalage culturel entre l'environnement familial et le système scolaire est parfois immense, au point de rendre impossible l'accès à l'écrit. Il existe des familles - et pas seulement d'immigrés - où n'entre jamais un imprimé. Si radio et télévision occupent souvent l'après-midi, le rapport, on ne sait dans quelle mesure, ils donnent ou non envie d'apprendre.

Un minimum de savoir-lire

« Les illettrés sont exclus parce qu'ils ne peuvent lire, mais aussi, ils ne peuvent lire parce qu'ils sont exclus », souligne le rapport. En tout cas, l'illettré est exclu. Exemple : un manutentionnaire engagé pour emballer des verres et licencié au bout de quinze jours, quand l'em-

ployeur s'est aperçu qu'il ne pouvait noter le nombre de verres contenus dans son carton.

L'analphabétisme condamne « une partie de la société à la situation d'assistance », affirme le rapport. S'appuyant sur les actions menées par différentes associations et par plusieurs ministères, il formule des propositions : dégager les moyens de la formation de formateurs, développer le réseau des bibliothèques, utiliser les ressources de l'informatique pour l'apprentissage de la lecture. « Il s'agit moins d'afficher des intentions à caractère spectaculaire, écrivent les auteurs, que de procéder par étapes rigoureusement établies. »

CHARLES VIAL

« Un Jaguar s'écrase. - Un avion d'essai au sol Jaguar, de la base de Toul, s'est écrasé, mardi 10 janvier, dans la région de Damblain (Vosges), au cours d'un vol d'entraînement. Le pilote, dont l'identité n'a pas été révélée, a été tué sur le coup. »

Les soldes sont actuellement chez Burberrys

Burberrys

8, bd Malesherbes - Paris 8^e

CELINE PARIS

SOLDES

Couture • Maroquinerie • Chaussures

Foulards • Cravates

Jeu 12 Janvier

Vendredi 13 Janvier

Samedi 14 Janvier

de 9 h 30 à 13 h et de 14 h 30 à 18 h

3, av. Victor-Hugo - 24, rue François I^{er} - 58, rue de Rennes

CELINE PARIS

SOLDES

Couture • Maroquinerie • Chaussures

Foulards • Cravates

Jeu 12 Janvier

Vendredi 13 Janvier

Samedi 14 Janvier

de 9 h 30 à 13 h et de 14 h 30 à 18 h

3, av. Victor-Hugo - 24, rue François I^{er} - 58, rue de Rennes

CELINE PARIS

SOLDES

Couture • Maroquinerie • Chaussures

Foulards • Cravates

Jeu 12 Janvier

Vendredi 13 Janvier

Samedi 14 Janvier

de 9 h 30 à 13 h et de 14 h 30 à 18 h

3, av. Victor-Hugo - 24, rue François I^{er} - 58, rue de Rennes

هَذَا مِنْ الْأَصْلِ

TELEX

قصة من الامم

DES « AVIONS RENIFLEURS »

Le mythe du sourcier

(Suite de la première page.)
C'est-à-dire pas des papiers dignes de confiance, à commencer par M. Antoine Pinay ? N'aurait-il pas offert de procéder gratuitement à des essais sur des zones déjà explorées (et connues des spécialistes) dont les résultats, de par leur qualité et leur précision, seraient « singuliers », selon le rapport Gicquel, les dirigeants du groupe ?

Aussi, au cours des mois suivants, les techniciens d'ELF-Aquitaine eurent-ils tendance à travailler avec M. de Villégas et ses collaborateurs comme ils l'auraient fait avec des techniciens d'une société de la notoriété de Schlumberger, trouvant en quelque sorte normal de leur laisser l'entière initiative des tests.

Il faut se rappeler les circonstances de l'époque. Le groupe ELF s'était plus beaucoup de gisements à exploiter. Il avait été créé dix ans auparavant par le général de Gaulle pour soustraire la France à l'emprise des grandes sociétés étrangères (avec qui la Compagnie française des pétroles (C.F.P.) était soupçonnée d'entretenir des liens de complicité). Sa dot était de 100 millions d'Algérie qu'un petit groupe de chercheurs français, sous la direction énergétique de M. Pierre Guillaumat, grand commis de l'Etat, autonome et patriote intrapartisan, avait brillamment découverts.

Mais le gouvernement d'Alger rompait les accords conclus précédemment. En 1970, nationalisant l'Algérie et les autres gisements d'hydrocarbures du Sahara, ERAP allait aussi, pour des raisons politiques, être privé de ses permis d'exploitation en Irak. Le groupe voyait avec consternation lui échapper la chance de profiter de la hausse du prix du pétrole et de s'enrichir, obsession constante, au rang des grandes sociétés anglo-saxonnes. A la rivalité avec les grandes compagnies américaines et anglaises (ou anglo-hollandaises), s'ajoutait une haine sourde et fratricide avec l'autre groupe français Total (C.F.P.).

Autant le groupe de M. Guillaumat, l'inspirateur de ce que la gauche avait appelé, pendant les années 60, « le national pétrolier », était raide et cassant dans ses rapports avec l'autre (ce qui explique, au moins en partie, ses déboires algériens), autant le groupe Total, fort d'une longue tradition de ses relations internationales, apparaissait souple, proche des habitudes de pensée et des usages des grands businessmen du pétrole.

Ce dont rêve tout pétrolier

Voilà qu'on propose à M. Guillaumat, ce dont rêve toute compagnie, comme dit un propos professionnel, à savoir un procédé propre à alléger le coût exorbitant des recherches pétrolières. Comment refuser à un chef d'entreprise le droit à l'erreur ? Ce droit est inséparable de ce que le rapport Gicquel appelle le

« risque industriel » pour en déterminer aussitôt les limites : « Un tel pari, si pari il y a, doit s'entourer du maximum de garanties possibles, réunir tous les renseignements disponibles, à un moment donné, de la science et de la technique afin que le risque pris soit raisonnable et en tout cas raisonnable. Sinon c'est jouer à la roulette et s'en remettre au pur hasard. »

Une société d'Etat, n'ayant de comptes à rendre qu'à d'autres fonctionnaires et à des hommes politiques eux-mêmes souvent issus de l'administration (et des mêmes grandes écoles), était-elle, plus qu'une autre, susceptible de tomber dans le piège ? L'observateur d'actions privées est sans doute sous-commodité, comme tendrait à le prouver le fait que très tôt le dossier des avions renifleurs ait été retiré à ELF-Aquitaine, où l'Etat n'est que majoritaire, pour être confié à la holding ERAP, dont le capital appartient à 100 % à la puissance publique.

La bête d'Exxon

Cela dit, on pourrait trouver des exemples de sociétés privées, y compris les plus prestigieuses, qui se sont laissées séduire dans des conditions fort voisines. Il y a quelques années, EXXON a perdu quelque 600 millions de dollars, et peut-être davantage, en prenant possession d'une société qui se vantait d'avoir inventé un appareil propre à économiser l'énergie. Il fut reconnu par la suite que la société en question avait été abusée pendant plusieurs années par les tricheries des prétendus inventeurs. EXXON poursuivait les auteurs de la supercherie en justice, ce qui — et c'est là une différence notable — le groupe ERAP n'a pas fait avec la Fessima, dans la crémation douteuse d'éclosoires politiques, qui ont tout de même eu lieu. L'explication de la « naïveté » des responsables d'EXXON, comme, donnait dans son numéro d'octobre 1981 la revue Fortune, était que les dirigeants pétroliers ont finalement des connaissances industrielles relativement faibles et qu'ils ont une mentalité de « joueurs ».

Le syndrome du gap technologique

M. Pierre Guillaumat, qui, dans une lettre publique, vient de déclarer, non sans panache, qu'il assumait toute la responsabilité de l'affaire, ne mérite pas le reproche d'ignorance, ce plutôt qu'un joueur, il s'est montré, sous sa vie durant, un entrepreneur intrépide sachant calculer les risques. Aussi convient-il, pour essayer de rendre compte de sa décision et surtout de l'obstination qu'il a mise à prolonger l'expérience pendant plusieurs années, d'invoquer d'autres raisons, en dehors du fait qu'aucun de ses dévoués collaborateurs n'osaient exprimer devant lui les doutes qu'il pouvait avoir.

Un certain climat intellectuel régnait à l'époque en France, propice à ce genre de décision. Les socialistes, qui en dénoncent les effets, continuent aujourd'hui, dans une certaine mesure, à l'entretenir. Il n'est pas question de mettre en doute l'importance de la recherche scientifique et technique. Il va de soi qu'un pays a tout intérêt à posséder et si possible à fabriquer lui-même, au moins en partie, le matériel le plus élaboré. Il n'empêche que des ouvrages superficiels, comme le *Deft américain*, écrit par M. Jean-Jacques Servan-Schreiber en 1967, sont de nature à nourrir des illusions et à inspirer des décisions hâtives. On vivait encore en France, au milieu des années 70, dans l'obsession du « gap technologique » et du « gap managérial », comme si les retards supposés de notre pays, vis-à-vis des Etats-Unis notamment, étaient cumulatifs (alors que l'expérience montre que le progrès technique se répand très vite, et que ses détenteurs n'ont pas longtemps le pouvoir d'en empêcher la diffusion).

Le devoir, pour un responsable de l'industrie, paraissait être de ne laisser passer à aucun prix une occasion de combler l'écart dont le pays, certes souffrait, sinon même, quand cela paraissait possible, de se donner une sérieuse avance. En soi, un tel réflexe est salutaire. Il devient dangereux quand il se transforme en confiance aveugle et ingénue dans la toute-puissance de la technique. Ainsi, naît l'engouement pour les gadgets.

L'aspect défense nationale que semblait présenter le procédé V.S.D. était une raison supplémentaire pour entourer toute l'affaire d'un secret absolu. Il est un fait que le secret implique le plus souvent une abdication de l'esprit critique, ne serait-ce que parce que la vérification d'une expérience multiple les risques de sa divulgation et qu'en conséquence on se donne des excuses pour y renoncer. Le secret devient facilement un jeu auquel il est aussi difficile de se soustraire qu'au goût inné du mystère, d'où les attitudes plus ou moins infantiles qu'il inspire. Le rapport fait état du climat de véritable terreur dans lequel ont été poursuivies les expériences et les recherches qui auront coûté plus de 700 millions de francs au groupe pétrolier en l'espace de trois ans.

Une vieille fascination

La fascination pour ceux qui sont réputés être capables de détecter les richesses du sous-sol ne date pas d'aujourd'hui. MM. de Villégas et Bonandier se sont comparés, comme ces soursouffles des vieilles campagnes qui refusent de faire partager le secret de leur talent réel ou supposé aux autres. Le philosophe Bachelard va plus loin dans son interprétation de « l'art de découvrir les sources cachées, les nappes d'eau souterraines ». (C'est aussi par la recherche de l'eau en Espagne que nos inventeurs avaient commencé leur

carrière.) Après avoir rappelé la légende grecque selon laquelle, pour défendre la fille de Danaë contre l'attaque d'un satyre, Poséidon avait lancé son trident dans une roche d'où avaient jailli trois filets, qui sont devenus la fontaine de Lerne, Bachelard ajoutait : « On le voit, la baguette du sourcier a une bien vieille histoire. Elle participe aussi à une bien vieille et bien simple psychologie. Au dix-huitième siècle, on l'appelle souvent la verge de Jacob. Son magnétisme est masculin... » Existe-t-il une aventure plus virile que la moderne exploration pétrolière ?

L'injustice veut qu'un rapport comme celui de la Cour des comptes cite un certain nombre de personnages dont le nom est désormais associé, dans l'esprit du public, au scandale qu'il s'agit de dévoiler. Or il ne suffit pas d'avoir participé à une opération de ce genre pour qu'il s'ensuive une responsabilité certaine. Plusieurs des techniciens dont parle le rapport Gicquel sont les mêmes hommes qui, au cours des dernières années, ont découvert et contribué à exploiter les gisements d'Afrique noire (Guinée, Gabon, Angola), ainsi que ceux de la mer du Nord qui font aujourd'hui du groupe ELF la société française la plus rentable. Les techniciens d'ELF-Aquitaine ont pu se laisser entraîner dans une aventure peu glorieuse, il n'empêche que le groupe français est aujourd'hui à la tête de la technologie internationale pour ce qui concerne, par exemple, les procédés de forage horizontal, que plusieurs pays étrangers exploitent déjà sous brevet avec succès.

PAUL FABRA

UNE NOTE DES CADRES D'ELF-AQUITAINE

Un groupe de cadres d'ELF-Aquitaine a rédigé une note adressée à M. Michel Foucault, président d'ELF-Aquitaine, dans laquelle les signataires affirment leur soutien à la direction générale du groupe. Selon ses auteurs, cette note circule dans le groupe afin d'être signée par les membres du personnel d'ELF.

Ce texte indique notamment : « Les développements publics de cette affaire (...) portent un tort considérable à ELF-Aquitaine (...), tant à court terme qu'à long terme. »

« Dans l'immédiat, (...) le crédit de notre entreprise ne peut être qu'atteint (...) il s'agit de son crédit moral, de son crédit financier, il s'agit aussi et surtout de notre crédibilité technique (...). A plus long terme, dans un monde où les zones d'exploration possibles se raréfient et deviennent d'accès plus difficile, nous avons entrepris un effort de redéploiement et de recherche scientifique qui vise à nous faire vendre notre technologie pour, notamment, maintenir le niveau d'activité de nos équipes. Le fait que cette affaire ne soit encore que modérément couverte de succès à ce jour illustre la difficulté de l'entreprise (...). »

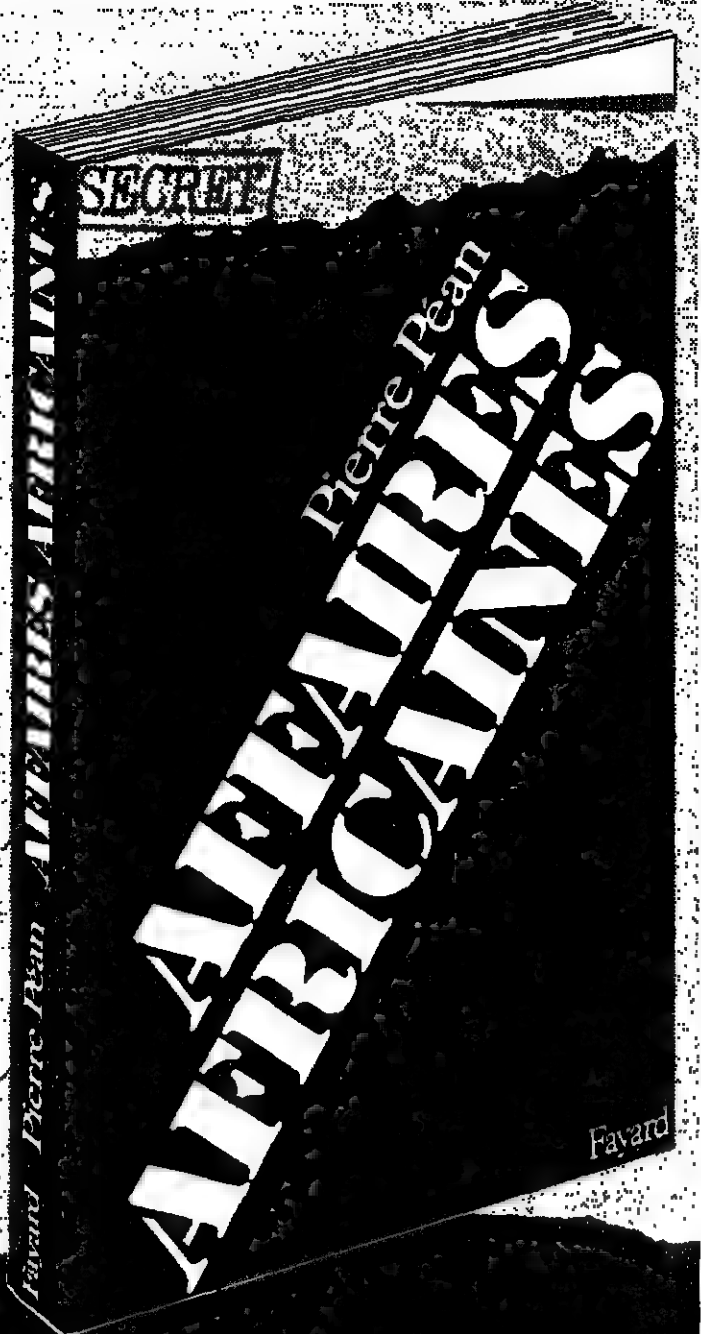
« Il est insupportable de voir se développer une opération de désengagement grotesque qui fragilise un des rares secteurs d'activité performants porteurs de développements et d'emplois. »

« Il est possible que des erreurs aient été commises au cours de ces expérimentations : c'est la risque inhérent à toute tentative novatrice. (...) L'appréciation d'ensemble de cette opération relève de votre compétence et de celle du conseil d'administration (où figurent, aujourd'hui comme hier, des représentants du gouvernement). »

« L'objectivité de notre point de vue ne peut être mise en cause, aucun des signataires de cette note n'ayant évidemment été associé à ce projet. (...) Nous souhaitons que l'exploitation de ce dossier ne vienne pas troubler la sérénité nécessaire à l'établissement de la vérité profonde et des enseignements qui en seront dégagés dans le seul intérêt du groupe et de la nation. »

L'AFRIQUE DU SUD AVAIT PERDU 35 MILLIONS DE FRANCS EN 1973 ET 1974

Pretoria (A.F.P.). — Le gouvernement sud-africain a reconnu mardi avoir perdu environ 35 millions de francs français en recourant sans succès à « une technique nouvelle » de détection d'hydrocarbures, à la suite d'informations le présentant comme l'une des victimes de l'affaire des « avions renifleurs ». Dans un communiqué, le directeur général au sein du ministère des affaires minières et de l'énergie, M. Sarel du Plessis, a indiqué que la technique « non spécifiée » avait été louée, en 1973 et 1974, à une compagnie européenne dont il a tu le nom.



Le livre de Pierre Péan constituera un électrochoc pour ceux qui rêvaient, en mai 1981, de « moralisation » et de « nouvelle coopération » en ce qui concerne le continent noir.

Libération

Ce livre mérite la croix des braves. Sa seule parution constitue un succès. Il faut croire que ce livre est particulièrement sulfureux et qu'il en raconte de gratifiantes sur Bongo, sur ses proches, sur ses barbouzes, sur les Français qui l'ont servi jadis, qui le servent aujourd'hui et qui se servent, au passage.

Le Canard Enchaîné

Une enquête minutieuse, des documents irréfutables, quelques révélations sur l'« affaire Luong » ou sur les réseaux et groupes de pression qui s'agitent dans l'entourage présidentiel gabonais : il n'en faut pas davantage pour que la publication de ce livre en France risque de faire entrer les relations franco-gabonaises dans une période de turbulences.

Le Matin

Un bouquin à la dynamite.

Sud Ouest

« L'affaire » Péan rebondit par l'attitude même des autorités gabonaises.

La Croix

350 pages - 79 F

FAYARD

Création d'une commission d'enquête parlementaire et d'une mission d'information financière

M. Pierre Joxe, président du groupe socialiste de l'Assemblée nationale, a annoncé, mardi 10 janvier, la création prochaine d'une commission d'enquête parlementaire et d'une mission d'information de la commission des finances sur l'affaire des « avions renifleurs ».

La commission d'enquête ne peut être constituée avant le début de la session ordinaire de printemps du Parlement. En revanche, la mission d'information de la commission des finances, composée vraisemblablement de sept membres, devrait être constituée dès l'ouverture de la session extraordinaire, sans doute le 24 janvier.

Une telle mission d'information a des pouvoirs moindres que ceux d'une commission d'enquête parlementaire. Celle-ci peut, notamment, demander à toute personnalité qu'elle jugerait utile d'entendre de venir devant la commission. Les personnes ainsi convoquées ne peuvent, en principe, se dérober. Les membres de la commission sont tenus au secret. La représentation des groupes politiques de l'Assemblée est assurée à la proportionnelle dans la commission.

Alors que la mission d'information de la commission des finances peut continuer ses travaux en cas de poursuites judiciaires, la commission d'enquête ne peut, dans une telle éventualité, continuer les siens. Néanmoins, M. Joxe a précisé que le champ d'action de la commission d'enquête serait défini « de façon à

ne pas interférer » avec d'éventuelles poursuites judiciaires.

M. Joxe a indiqué que les députés socialistes sont « catégoriques », mais résolus. « Nous prenons cette affaire au sérieux, mais sans nous énerver », a dit le président du groupe socialiste. M. Joxe a précisé que la création de cette commission d'enquête s'inscrit dans le cadre du contrôle parlementaire sur les finances publiques, puisqu'il s'agit de faire la lumière sur un « détournement de fonds à caractère public ». « Nous avons eu, pendant la discussion budgétaire, à expliquer en substance M. Joxe, trop de longues discussions pour des amendements portant sur quelques dizaines de millions de francs pour que les députés socialistes ne s'interrogent pas sur la destination de ces cinq cents millions. »

M. Joxe a estimé que les conditions dans lesquelles s'était effectué le choix scientifique de la technique des « avions renifleurs », ainsi que l'utilisation des sommes en cause, méritaient un « examen approfondi ». « Nous allons également », a-t-il ajouté, inciter les rapporteurs de la commission des finances et tous les rapporteurs compétents à s'informer pour savoir ce qui s'est passé et ce qui est advenu de l'argent. A la fin de la session ordinaire d'automne, les députés communistes avaient déjà demandé la constitution d'une commission d'enquête parlementaire sur ce sujet. La commission, a précisé M. Joxe, « siégera le temps qu'il faudra. »

DES « RENIFLEURS » DANS LES LANDES ?

La demande était sérieuse : la municipalité d'Aire-sur-Adour (Landes) a sollicité le conseil régional de la région de l'ouest d'une subvention destinée à financer le survol de son territoire par des avions munis de caméras infrarouges susceptibles de détecter les dépenseuses de chaises basses, autrement dit des avions « renifleurs ».

La similitude avec l'affaire des avions renifleurs a provoqué, mardi 10 janvier, l'absence des conseillers généraux landais, dont le président n'est autre que M. Henri Emmanuelli. Le secrétaire d'Etat au budget a même lancé : « Et si on trouve du pétrole, on le garde ! »

Réunion du P.F.N. à Bordeaux. — L'annonce de l'organisation, le jeudi 12 janvier à Bordeaux, dans une salle municipale d'une réunion publique organisée par le P.F.N. (Parti des forces nouvelles, extrême droite) a provoqué une vive polémique. Une demande d'interdiction, formulée samedi 7 janvier par le parti communiste, a été suivie de plusieurs communiqués indignés émanant du parti socialiste, des syndicats C.G.T., C.F.D.T. ou F.N. et d'organisations de lutte contre le racisme ou d'anciens résistants, tandis que la mairie de Bordeaux se retranchait derrière l'impossibilité pour elle de refuser une salle à une organisation, fût-elle d'extrême droite, ayant une existence légale. Plusieurs organisations et partis ont appelé à une manifestation, jeudi soir, devant le centre Jean-Moulin, musée de la Résistance à Bordeaux, à proximité de la salle où doit se tenir la réunion du P.F.N. — (Corresp.)

TELEX PARTAGE
ETRAVSEVICE TELEX • 347.21.32

POLITIQUE

L'ATTITUDE DU P.C. ET LA POLEMIQUE AVEC LE MAIRE DE PARIS

Ligne de défense

Le comité central du parti communiste, qui doit se réunir les 17 et 18 janvier, sera l'occasion, pour les dirigeants du P.C.F., de préciser leur politique, dans ce que M. Georges Marchais a présenté, mardi 10 janvier, comme « une période décisive pour la gauche ». Les communistes expriment, à cet égard, une position de principe : les mutations industrielles ne doivent pas se traduire par une augmentation du chômage — et une préoccupation — la gauche tout entière doit réagir aux attaques dont leur parti est l'objet.

M. Philippe Herzog, membre du bureau politique du P.C.F., qui accompagnait chez le premier ministre M. Marchais, et M. André Lajoinie, à Paris, à l'occasion d'une visite de courtoisie, ont développé lors de la rencontre P.S.-P.C.F. du 1^{er} décembre dernier, la gauche, a-t-il expliqué en substance, ne mène pas une politique industrielle à la hauteur des problèmes que pose la crise ; elle fait trop de cas d'un marché international incertain, ne protège pas assez le marché intérieur et ne tient pas assez compte de la nécessité d'accomplir les mutations indispensables sans sacrifier personne.

Ce discours est, en quelque sorte, la ligne de défense des communistes, soumis au débat public sur la possibilité d'une gestion de gauche en période de crise économique. Les socialistes, bien représentés par M. Laurent Fabius, ont pour souci de montrer, à la fraction de l'électorat de gauche qui se recrute chez les cadres, que l'alliance P.S.-P.C.F. ne bloque pas l'entreprise de modernisation nécessaire, les communistes cherchant, à l'inverse, à rassurer leur propre électorat sur les conséquences que cette modernisation aura pour lui. Cela les conduit à se démarquer des orientations qu'ils perçoivent ou soupçonnent chez leurs alliés.

M. Marchais a réaffirmé, mardi, que les communistes entendent assurer leur part de responsabilité dans cette « période difficile » et qu'ils ne songent donc pas à quitter le gouvernement. Dès lors, leur politique réelle se situe dans la critique. M. Charles Fiterman, en présentant ses vœux à la presse, a déclaré à son ministre, « formellement opposés », dans un discours sur la méthode que doit suivre la gauche pour « assurer la progression du pays ». Le ministre a opposé « l'adaptation à la conjoncture », qu'il aurait pratiquée, selon lui, les anciens dirigeants de l'Etat, et l'« effort continu » de modernisation, « pensé sur le moyen et la long terme », qu'a entrepris la gauche, en concertation avec les forces syndicales.

Cette synthèse s'est traduite aussi dans les propos tenus par les dirigeants du P.C.F. à l'Hôtel Matignon, lorsqu'ils ont reconnu, par exemple, que la méthode suivie dans le conflit Talbot avait permis au gouvernement d'obtenir de la direction de P.S.A. plus que ce qui aurait été d'une négociation entre celle-ci et les syndicats. L'appréciation des responsables du P.C.F. rejoint, ainsi, celle des dirigeants de la C.G.T. et témoigne d'une cohérence dans la démarche suivie par les communistes dans cette affaire.

Le traitement des problèmes posés par les basses d'emplois successifs convient également aux communistes, qui ont exprimé l'accumulation de conflits semblables à celui de Talbot. Leur préoccupation prioritaire est, à tout prendre, le pouvoir d'achat plutôt que l'emploi, la défense et l'amélioration du statut de ceux qui demeurent dans les entreprises ayant plus d'importance pour l'avenir que les combats épuisants visant à sauver des emplois que l'on sait condamnés.

Mais plus encore qu'au maintien du pouvoir d'achat, les communistes sont sensibles à la démarche du gouvernement. Celle-ci doit, à leurs yeux, témoigner d'un rapport de forces avec le patronat. Les partisans de la gauche doivent percevoir que « leur » gouvernement est capable d'imposer ses conditions aux détenteurs du pouvoir économique. Etant donné ce raisonnement à la lutte des idées, les communistes devraient être appuyés dans leur dénonciation de ce qu'ils considèrent comme une campagne coordonnée contre eux, dans les médias, et inspirée par la droite. Il n'est pas sûr que les socialistes s'accordent avec cette conception extensive de la solidarité majoritaire.

PATRICK JARREAU.

REÇU PAR LE PREMIER MINISTRE

M. Marchais souligne la nécessité de « faire participer les travailleurs et leurs organisations syndicales » aux mutations industrielles

M. Pierre Mauroy a reçu, à déjeuner, mardi 10 janvier, MM. Georges Marchais, secrétaire général du P.C.F., André Lajoinie, membre du secrétariat du comité central, président du groupe communiste de l'Assemblée nationale, Philippe Herzog, membre du bureau politique du P.C.F., M. Charles Fiterman, ministre des transports, membre du secrétariat du comité central du P.C.F., devait, initialement, participer à ce déjeuner (le Monde du 11 janvier), mais l'hôtel Matignon avait décidé de faire de cette rencontre la première d'une série de consultations des partis de la majorité (le P.S. et le M.R.G. seront reçus, de la même façon, par le premier ministre). Dès lors, la présence du ministre des transports ne se justifiait plus.

Après ce déjeuner, M. Marchais a indiqué que les dirigeants du P.C.F. avaient exprimé au premier ministre le souci que la solution des « problèmes que pose le développement des technologies » ne doive « absolument pas entraîner une augmentation du nombre des chômeurs », mais, au contraire, qu'elle « se traduise par des créations d'emplois ». Le secrétaire général a souligné la nécessité de « faire participer » à ces transformations « les travailleurs et leurs organisations syndicales ».

M. Marchais a ajouté : « L'entreprise que nous avons eu à déjouer dans une atmosphère de gravité, de franchise, de sérieux, d'esprit de responsabilité. Nous considérons en effet (...) que nous sommes dans une période décisive pour la gauche (...) ».

Pour ce qui concerne la cohésion de la gauche, que personne ne se fasse d'illusions : les communistes sont bien décidés à prendre toute leur part de responsabilité au gouvernement, au Parlement et dans le pays pour réussir, pour atteindre les objectifs en faveur desquels les Français et les Françaises se sont prononcés ».

Le secrétaire général a insisté sur « le maintien du pouvoir d'achat ». Il a indiqué, enfin, que la délégation du P.C.F. avait « très fortement attiré l'attention du premier ministre sur le caractère et les objectifs de la « violente campagne anticommuniste » qui vise à « obtenir le départ des ministres communistes ».

ESTIMANT QUE « LA FRANCE N'EST PAS SI MALADE QU'ON VEUT BIEN LE DIRE »

M. Fiterman s'en prend avec vigueur à MM. Chirac et Montand

« Je souhaite continuer ». En présentant, mardi 10 janvier, ses vœux à la presse, M. Charles Fiterman a clairement affirmé sa détermination de donner au ministère des transports, bien qu'il ait le sentiment « d'être en face d'une offensive visant à mettre en cause la participation des communistes au gouvernement ». Mais il en a aussi profité pour rappeler avec vigueur ce qu'il considère comme le rôle de la gauche, à être ministre, il n'en est pas moins ministre politique et qu'aucun des événements actuels touchant à la vie publique ne le laisse indifférent.

« La France n'est pas si malade qu'on veut bien le dire », a affirmé M. Fiterman, qui s'en est pris aussitôt à l'opposition : « Je ne vois pas que les responsables qui nous ont précédés soient particulièrement bien placés pour s'élever en donneurs de leçon. Selon le ministre des transports, leur politique a abouti à beaucoup d'inégalités, d'injustices ».

Pour M. Fiterman, « il n'y a pas de fatalité de la croissance zéro », mais, à l'inverse, le ministre n'accepte pas « n'importe quelle modernisation sauvage. Pas question, donc, de s'engager à grands frais dans des productions « qui ne correspondent pas à la nécessité », ni de ne prendre en considération qu'une rentabilité financière limitée dans l'espace et dans le temps. Et pas question, non plus, d'une croissance qui aggraverait les inégalités : M. Fiterman ne veut pas « d'une France à deux vitesses, de la marginalisation d'une partie des gens de ce pays » ; en particulier, « tout dérapage du chômage serait inacceptable ». Et il a porté un jugement sévère sur la « reprise » aux Etats-Unis, que l'on vante, alors qu'il y a encore là-bas 10 millions de chômeurs ».

Le ministre a ensuite examiné quelques dossiers précis, et d'abord celui de Talbot, pour accuser la direction de P.S.A. de porter « une responsabilité essentielle » dans la situation présente. Il y a eu chez Talbot « des carences de gestion dont on paie aujourd'hui les conséquences », a dit M. Fiterman, pour qui « la direction s'obstine, en voulant perpétuer des relations sociales d'un autre âge et en ne voulant pas établir de dialogue social ». A propos des événements des dernières semaines, il a fait deux mises au point : d'une part, la C.F.D.T. a été traitée comme la C.G.T. dans la phase de discussion de recherche d'une solution au problème Talbot ; d'autre part, « tout comme Jack Ralite », M. Fiterman a « toujours été partisan d'une négociation avec les syndicats ».

Le ministre s'en est ensuite pris à M. Jacques Chirac et à ses déclarations anticommunistes. « M. Chirac est insupportable quand il parle de fascisme rouge », a-t-il dit. Cette affirmation ne mérite que le mépris. Mais le langage de M. Chirac est dangereux. Il n'hésite pas à donner un label de respectabilité, à cautionner, les forces d'extrême droite. C'est un calcul qui peut être extrêmement dangereux, et pas seulement pour les communistes. M. Fiterman a encore estimé que, par ses propos, le maire de Paris « met en cause sa prétention, son

Les communistes réagissent très vivement aux accusations de « fascisme rouge » lancées par le président du R.P.R.

Une quarantaine d'élus communistes et d'anciens résistants membres ou proches du P.C.F. se sont présentés mardi 10 janvier, vers 15 heures, devant le bureau du maire de Paris, à l'Hôtel de Ville, pour demander à M. Chirac de retirer les propos qu'il avait tenus, dimanche soir, au « Club de la presse » d'Europe 1, et notamment l'accusation de « fascisme rouge » qu'il avait lancée contre les communistes (1). Parmi ces protestataires, dont certains arboraient au revers de leur veston leur médaille d'ancien combattant, on remarquait MM. Guy Ducoloné, vice-président de l'Assemblée nationale, Henri Rol-Tanguy, compagnon de la Libération, Louis Bailloir, conseiller de Paris, M^{me} Marie-Claude Vaillant-Couturier et Madeleine Vincent.

M. Chirac, absent de l'Hôtel de Ville, prévenu de cette « visite », a fait savoir qu'il ne recevrait personne sous le « menace », mais qu'il examinerait toute demande d'audience qui lui serait régulièrement présentée. Les protestataires ont quitté l'Hôtel de Ville en indiquant qu'ils considéraient que les propos de M. Chirac étaient « une calomnie odieuse et intolérable », ajoutant : « Nous ne laisserons pas plus longtemps à un de ceux qui ne répugnent pas à l'alliance avec les fascistes déclarés, qui relèvent aujourd'hui la tête, la possibilité de continuer impunément cette sale besogne contre notre parti ».

Au même moment, M. Max Gallo, porte-parole du gouvernement, déclarait : « M. Chirac se trompe d'époque. Doit-on, comme aux pires heures de l'histoire nationale, affirmer qu'il y a en France des électeurs qui sont des nationaux et d'autres des non-Français parce qu'ils votent communiste ? ».

M. Charles Fiterman, ministre des transports, avait estimé, le matin : « C'est l'agression la plus violente et la plus insupportable à l'égard des communistes français. Nous nous sentons touchés dans le fond de nous-mêmes par une telle accusation. Quand on sait ce que les communistes — avec les gaullistes d'ailleurs, mais il y a beau temps que M. Chirac n'est plus gaulliste — ont fait pendant la guerre, quand on sait le prix qu'ils ont payé et quand on sait combien le souci de la justice de faire progresser notre pays dans tous les domaines, de la dignité humaine, fait partie de leur démarche permanente, spontanée, une telle affirmation ne mérite que le mépris, le dégoût. Cela dit, j'avoue que le langage de M. Chirac est dangereux, parce qu'en fait, il est encore pour des objectifs politiques, il n'hésite pas à donner, si c'est possible, un label de respectabilité, à cautionner des forces d'extrême droite (...) ». C'est un calcul, je le répète, extrêmement dangereux et pas seulement pour les communistes. L'expérience historique

montre que qu'il en advient si par malheur de telles tentatives se développent. Je pense que le langage de M. Chirac ne fait que le discréditer, et met en cause sa prétention, son aptitude à parler au nom de ce pays, et au nom des Françaises et des Français ».

Enfin, M. Georges Marchais, reçu par le premier ministre, mardi, a déclaré, après cet entretien : « Est-ce qu'il ne convient pas de répliquer à cette violente campagne anticommuniste dont l'objectif est évident : essayer d'obtenir le départ des ministres communistes ? ».

(1) M. Chirac avait déclaré au « Club de la presse » du 8 janvier : « Quant au danger de fascisme, il existe en France à cause du parti communiste. L'Internationale fasciste aujourd'hui — comme ses dangers en France — elle est rouge, elle n'est pas brune ! Vous n'avez qu'à voir ce qui se passe dans tous les pays étrangers contrôlés par les communistes pour savoir cette affirmation. Je préfère de beaucoup m'entendre ou m'écouter, ou dont il n'est pas question, naturellement, avec des gens d'extrême droite, qui, en moi, sont des nationaux, plutôt que de m'entendre ou de m'écouter avec des communistes, qui, eux, représentent pour les libertés des hommes, pour leur dignité, un véritable danger et un véritable fascisme. Si vous voyez aujourd'hui la plupart des intellectuels de gauche dénoncer le fascisme communiste, ce n'est pas par hasard : c'est simplement l'observation des faits qui les conduits à cette conclusion évidente ».

M. Chirac veut restaurer son image de « battant » pour enrayer les défections au sein du R.P.R.

Dans l'entourage du maire de Paris, on estime que la « visite » impromptue d'une « délégation » du P.C. à l'Hôtel de Ville justifie, a posteriori, les craintes exprimées par M. Chirac sur les « dangers du comportement des communistes ». On relève aussi que la réaction du P.C. a été d'autant plus vive que le président du R.P.R. avait réaffirmé son anticommunisme d'une manière extrêmement ferme.

La fermeté ainsi exprimée par M. Chirac correspond, toutefois, à celle de sa réprobation à l'égard de l'ensemble de la politique du gouvernement et à la vigueur de sa mise en cause de M. Mitterrand. Déjà, dans l'entretien qu'il nous avait accordé le mois dernier (le Monde du 14 décembre 1983), M. Chirac avait tenu à dissiper tout soupçon de consensus entre lui et le chef de l'Etat en quel-

que domaine que ce soit. Ses déclarations au « Club de la Presse » du 8 janvier ont confirmé cette attitude.

Ce n'est pas la première fois que M. Chirac reproche aux socialistes d'avoir conclu une « alliance contre nature » avec les communistes. Cette dénonciation fut l'un des thèmes constants de toutes les campagnes électorales qu'il a conduites depuis 1976.

Pourtant présumer que les paroles de M. Chirac dépassent sa pensée lorsqu'il affirme préférer s'entendre avec des « gens de l'extrême droite », qui, eux, sont des « nationaux », plutôt qu'avec les communistes ? Sûrement pas.

Tout en réduisant l'idéologie droite et en écartant l'éventualité d'un accord électoral national avec le Front national, notamment pour le scrutin européen de juin, le président du R.P.R. s'est en réalité surtout

adressé à ceux qui sont de plus en plus sensibles aux arguments développés par les critiques de l'extrême droite. Au sein même de l'U.D.F. et du R.P.R., ces séries commencent à exercer leur séduction (le Monde du 11 janvier). Si dans les consultations perdues les candidats de l'extrême droite trouvent des électeurs dans les rangs habituels de la gauche, et même de l'extrême gauche, ils recrutent également au sein des formations de l'opposition.

M. Jacques Chirac, dont l'opposition n'a pourtant jamais été tiède, se trouve donc contraint de durcir son discours. Afin d'éviter que les défections ne se transforment en déroute dans les rangs de l'opposition, le président du R.P.R. doit retrouver son image de « battant » sans pour autant donner prise au reproche d'être un « agité ». Il est vrai que ce grief lui était naguère adressé par M. Giscard d'Estaing, qui n'occupait plus aujourd'hui le même emploi dans la distribution de la robe à l'effluve, malgré son habitude à saisir l'occasion de revenir en scène que lui offre l'affaire ELF-ERAP.

Dans la politique entre le maire de Paris et les communistes, l'escalade des accusations va vite faire oublier qu'il en est la responsabilité initiale. M. Chirac, en tout cas, va se présenter comme la cible principale de la vindicte des amis de M. Marchais. Mais il cherche aussi à prendre garde de rebouter une clientèle électorale qui se défie des enclos et qu'il effraie les effets de mention. Il espère également séduire ceux qui, tout en refusant la rigueur et la révolution, admettent que certains changements sont nécessaires dans la société. Voie étroite et accidentée mais que M. Chirac semble bien décidé à explorer jusqu'au bout.

ANDRÉ PASSERON.

Le projet de loi foncière examiné au conseil des ministres

- Contrôle renforcé des cumuls
- Assouplissement du statut du fermage

Le projet de loi foncière que devait adopter le conseil des ministres, ce 11 janvier, comporte deux séries de mesures, l'une relative à un meilleur contrôle des structures des exploitations agricoles, l'autre au statut du fermage.

Le champ du contrôle, en premier lieu, sera étendu. Y seront soumis les extensions souhaitées par des personnes susceptibles de prendre leur retraite. Une nouvelle rédaction de la loi d'orientation foncière de 1980 devrait permettre de soumettre également au contrôle les exploitations à partir d'un seuil minimum, égal à une S.M.L. (surface minimum d'installation). Le texte innové aussi dans la mesure où les démembrements d'exploitation (au-delà d'une S.M.L.) seront soumis à examen. Le candidat à l'attribution d'une terre ne devra plus obligatoirement présenter une attestation de propriétaire signifiant son accord, ce qui permettra de multiplier les candidatures. Le commissaire de la République, en cas de difficultés locales, aura la possibilité de créer une commission cantonale, permettant aux professionnels agricoles de prendre le recul quand le conflit foncier est patent.

Le projet de loi prévoit encore une modification de procédure : jusqu'ici le tribunal administratif lorsqu'il annule une décision en matière foncière, disait aussi quelle autre solution était à adopter. Il devrait désormais se contenter d'annuler et de renvoyer les parties à la recherche d'un nouveau compromis.

Autre mesure encore : pour s'inscrire en tant qu'exploitant agricole à la Mutualité sociale agricole (M.S.A.), il faudra être en règle vis-à-vis de la législation foncière. Enfin, la commission des structures départementales, qui a à connaître de ces questions de contrôle des ca-

mula, des agrandissements comme désormais des démembrements, pourra avoir accès à certaines informations détenues par la M.S.A., après avis de la commission informatique et de libertés.

Le projet de loi réaffirme dans sa seconde partie le caractère de droit public du statut du fermage. Il tend à rendre plus difficile les détournements de ce statut par le biais des « ventes d'herbes ». Il donne aussi une plus grande autonomie de décision au fermier en matière d'échanges amiables de parcelles, d'investissements et de changement d'affectation du fonds (retrouvailles de prairies par exemple). Plusieurs articles visent une meilleure protection du fermier face aux reprises abusives. Ce sera au propriétaire d'apporter la preuve qu'il remplit les conditions nécessaires pour avoir le droit de reprendre une exploitation à son fermier. Jusqu'ici, c'était au fermier d'apporter la preuve inverse.

Le texte prévoit encore plusieurs possibilités de conversion du métayage en fermage mais en exclut le caractère systématique dans la mesure où, dans les régions viticoles notamment, le métayage est une réalité sociale qui demeure d'actualité. Cette conversion sera possible désormais, même avec un bail à long terme, et quand, après neuf années, le bailleur n'aura pas rempli ses obligations. Une demande de conversion ne pourra être une cause de rupture de bail.

Au total, ce projet de loi, qui n'a rien à voir avec une grande réforme foncière telle que le gouvernement avait pu l'envisager en 1981, constitue pour une large part une « loi de confort », rendant plus efficace en d'autres

● « Table ronde » au ministère de l'intérieur. — A l'occasion d'une « table ronde » qu'il avait organisée pour s'entretenir avec les présidents des conseils généraux, M. Gaston Deffore, ministre de l'intérieur et de la décentralisation, a indiqué, mardi 10 janvier, à propos des finances départementales, que « le compte d'avances permettant de verser des acomptes sur le produit de la vignette sera complété par le versement d'acomptes mensuels au titre des crédits inclus dans la dotation générale de décentralisation ». Il a précisé que le gouvernement a décidé « de verser à titre exceptionnel deux douzièmes de ces crédits dès le 15 janvier afin de faciliter la mise en place des nouvelles compétences ». Le ministre de l'intérieur a envisagé la réunion d'une nouvelle « table ronde », consacrée aux transferts qui interviendront en matière d'éducation en 1985.

Lisez
LE MONDE
diplomatique

ARTS ET SPECTACLES

« Prénom Carmen »

UN FILM DE JEAN-LUC GODARD

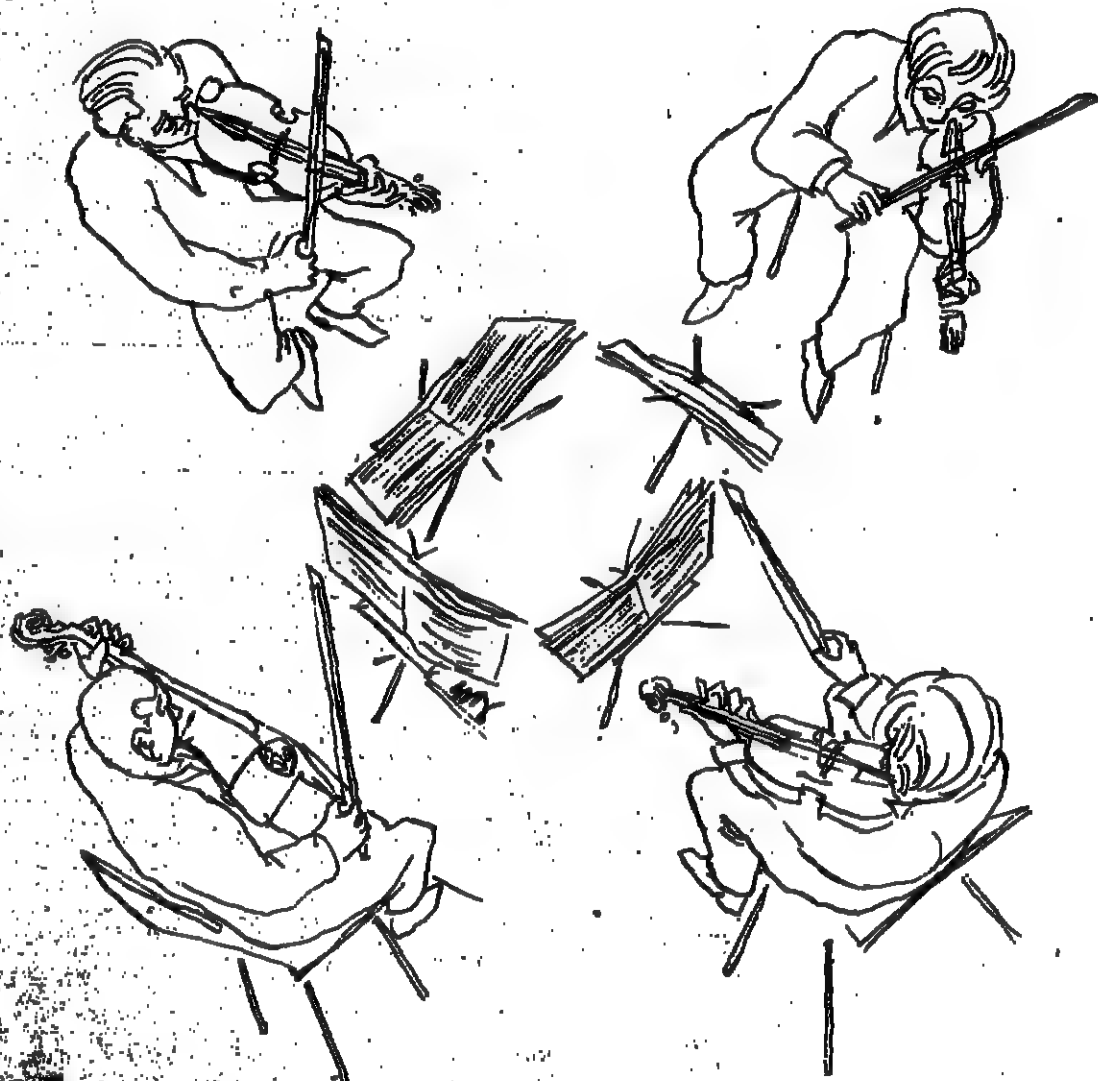
B IEN des gens encore, éclairés, qui savent s'émouvoir d'un texte, d'une sculpture, d'une pièce de théâtre, d'une musique, insupportables pour des sensibilités moins exercées, restent réfractaires à Godard. Au cinéma, ils veulent être distraits d'eux-mêmes par des histoires et des personnages, qui vont les faire rêver, rire, pleurer. Ils y cherchent des plaisirs d'enfance, et un film n'aurait pas le droit de leur casser ça, d'être moderne en suscitant une jubilation différente.

Un film de Jean-Luc Godard, c'est à la fois l'enfance du cinéma, l'enfance de l'art, et son contraire, un progrès limite qui procède par négations.

Dans *Prénom Carmen*, chaque image est une surprise, et elle n'est jamais inférieure à son qui lui est dévolu. L'ensemble de ces images et l'ensemble de ces sons constituent la plus belle composition, le plus beau montage, qu'il nous ait été donné de voir depuis longtemps. Mais comme d'habitude, tous les éléments classiques (récit, présences, paroles, matériel de la réalité) sont minés, rompus, ajustés par un génie destructeur. Voilà ce que beaucoup ne sont pas prêts à recevoir : le cinéma en mille morceaux.

Pourtant, *Prénom Carmen*, Lion d'or du Festival de Venise, est un film de Godard simple, dont les métaphores sont plus accessibles que celles de *Pasion* (1), par exemple, et ce qu'il nous dit des hommes et des femmes passe par une histoire connue. Cela, outre la présence bouleversante de Godard lui-même, outre l'effet de beauté qui se passe très bien, si on le souhaite, de sens et de connaissance, devrait élargir la communauté des godardiens, et venir à bout d'archaïques malentendus. — Cl. D.

(1) Sorti en avant-première générale à Madrid, au cinéma Alhambra, le film a tourné en trois semaines plus d'une trentaine de fois.



Pourquoi refilmer la mer ?

U N film de Godard est comme une absorption de drogue : il fait marcher la tête, chauffe et glace le sang. Des archétypes deviennent des irrégularités. Un hold-up, une scène d'amour, une prise d'otages : du déjà-vu refilmer par Godard devient du jamais-vu. Pourquoi filmer la mer de haut, et deux corps de travers, et un orchestre par-dessus ?

Chaque plan n'est pas figure de style, mais figure d'évidence. Le film se crée à chaud, au fur et à mesure qu'il est tourné, monté, puis se re-créé dans le vif au fur et à mesure qu'il est regardé et écouté par chaque spectateur. Godard poursuit la voie amorcée dans *Pasion* et fait sienne cette règle de Brasseur qui dit, à peu près, qu'il est risqué de faire écouter de la musique au cinéma sans montrer en même temps l'instrument qui le produit.

Godard filme la musique, sa phrase, ses séquences, ses frottements, ses battements, son souffle, son chuchotement, sa transe, son élan, son rythme de corde et d'archet, jouissance et souffrance. Par là il fait voir le cinéma, car la phrase du cinéma est parole. Faire le point, synchroniser, désynchroniser, mettre en scène, contraindre, se jouer des mots et des images pour faire des tableaux animés — pleins d'âme, — perpétuer la tragédie et la joie d'un cinéma désespérément pur. Dans son propre massacre, Godard reste un artiste de la Renaissance.

HERVÉ GUIBERT.

Comment ça va, oncle Jean ?

Q UATRE univers, quatre thèmes sont imbriqués dans *Prénom Carmen*. Il y a un metteur en scène fou (Jean-Luc Godard), réfugié dans un hôpital comme à l'hôtel, et assisté d'une infirmière fidèle. Il a les gestes d'un aveugle qui se repère au son et au toucher. Il dit : « Il faut fermer les yeux au lieu de les ouvrir », blotti contre un énorme appareil à cassettes.

dans le film, le fou à lunettes est un voyant et un clairvoyant.

Il y a des truands. Par l'intermédiaire de Carmen, ils utilisent le metteur en scène. Carmen rend visite à son oncle Jean à l'hôpital. Il fait croire que des copains à elle entreprennent un documentaire. Il prête ce dont les autres ont besoin, notamment son appartement de Trouville.

Le film permet à oncle Jean de faire un film, mais, au bout du compte, il ne peut pas « tourner dans ces conditions ».

Ils se rencontrent pendant la casse, à la banque : Carmen et Joseph, le gendarme. Après la fusillade, ils luttent, et leur corps à corps s'allonge. Ils s'embrassent. Ils fuient ensemble à Trouville, et Godard demande à ses acteurs une pantomime des sentiments : « Attirez-moi », dit Carmen à Joseph, qui l'attire à lui. Ils sont jeunes, animaux et violents, ils s'aiment et se repoussent. Leur propre âme leur est inconnue.

Joseph (Jacques Bonnaffé), cheveux couleur feu, a une élasticité de chat. Carmen (Maruschka Detmers) a un visage étonnamment nu, une bouche offerte sans grâce. Les images les plus obscures du film, ce ne sont pas celles qui montrent les sexes, mais la sexualité : les doigts d'oncle Jean en gros plan sur cette bouche et les doigts furtifs de Jacques Villaret qui ramènent à ses lèvres le contenu d'un petit pot de nourriture pour bébés.

Aussitôt après cette image-là (scène de w.c. sur l'autoroute), on repart à l'air pur, on rejoint les musiciens qui habitent toute la première partie du film, disparaissent quand le drame est noué et reviennent lors du dénouement, intégrés alors aux trois autres mondes, réunis pour le tournage. Ils travaillent des quatuors de Beethoven (constance de Godard), répètent le scénario incroyablement compliqué de la musique, dont les fils tisseront le concert parfait, et qui renvoie au travail du cinéma.

Claire (Myriem Roussel) est violoniste dans ce quatuor, c'est la

femme sage du film, celle par qui arrivent les phrases de Beethoven : « Agis, au lieu de demander », « Montre la puissance, des-til ». Nous ne sommes pas nos propres maîtres ». Ancienne amie de Joseph, elle était déjà (pauvre Joseph) trop différente de lui.

Pauvre oncle Jean, l'exclu de la profession. Pauvre Joseph, le paysan égaré. L'un et l'autre amou-

voula la violer, il sera impuissant.

Qui est Carmen, pour Jean-Luc Godard, et Anne-Marie Miéville, sa scénariste ? Une femme libre ? Plutôt une femme dangereuse, qui impose ses désirs et diffère ceux des autres. Sans la grandeur de la Carmen Jones d'Otto Preminger, que Godard salue de temps à autre, cette Carmen-là est une étour-

« La communication, c'est ce qui bouge ; quand ça ne bouge pas, c'est la pornographie. Une image ou un son bougent non parce qu'ils représentent le mouvement, ou son absence, mais parce qu'ils ont à leur disposition, et après ça il y a quelque chose. Il se trouve que, de quelque chose, c'est des femmes et des hommes, et entre eux il y a la télévision, des cartes postales, des lettres d'amour, des mandats télégraphiques, des S.O.S., du cinéma, c'est-à-dire des moyens de communication. Savoir communiquer, c'est se poser la question des moyens. Par exemple, si je veux demander à ma bien-aimée, en vacances, des nouvelles d'elle postale. Mais si je n'ai pas en poche de quoi acheter le timbre, tous mes grands mots d'amour resteront lettre morte.

« Faire du cinéma ou de la télévision, techniquement, c'est envoyer vingt-cinq cartes postales par seconde à des millions de gens, soit dans le temps, soit dans l'espace, ce qui ne peut être qu'irréel. Personne n'en a les moyens, sauf ceux qui sont à la fois tout le monde et personne, c'est-à-dire, par exemple, en France, l'O.R.T.F., Thomson ou Publicis.

« Notre problème, donc, n'est plus tellement d'avoir des idées neuves, ou vieilles, c'est simplement d'en avoir, de pouvoir en avoir, et de vouloir ce pouvoir. » (1975. *Le Monde*.)

JEAN-LUC GODARD (Propos recueillis)

reux de Carmen, l'un et l'autre perdus, provoqués, rejetés. Oncle Jean est déjà fou, pas de problème, il est ailleurs. Mais Joseph, lui, se débat contre la folie, se débat quand Carmen le laisse des journées entières, sans dire où elle va, si chère, sans dire ce qu'elle fait, si occupée, et le nourrit de « demain », de « peut-être ». Il

aussi le film : scintillement lent d'un flot de voitures, ligne de fuite d'un métro aérien, Beethoven, les voix et les bruits déferlants de la vie sont orchestrés, agissent sur nous comme le flux et le reflux des images.

Au fond du désespoir de Joseph surgit une chanson de Tom Waits, tandis que la main du jeune homme caresse l'écran d'un téléviseur depuis longtemps désert : Carmen n'est pas encore rentrée. Si la musique est élégance, élévation, cette séquence-là, c'est le puits du malheur. Comment ça va, aujourd'hui, demande toujours Jean-Luc Godard dans ses films. Comment ça va, aujourd'hui, Jean-Luc Godard ? Pas très bien, semble-t-il.

Godard n'est pas fou, mais à force d'être dans le cinéma du commerce, et en dehors, il a une existence impossible. « Être, être », murmure oncle Jean en s'endormant.

Godard, individu qui dit des choses drôles, et qui a mis quelques plaisanteries dans *Prénom Carmen* (comme le hold-up), ne nous annonce là que des catastrophes. Il s'engage dans un personnage de metteur en scène qui souffre, et ne réalise plus rien, il se montre vieux dans un monde qui engendre Carmen et Joseph ou la coexistence désastreuse, un monde où les jeunes sont des voleurs.

Mais, bien sûr, l'oncle Jean, c'est une fiction, puisque le film est là, et *Prénom Carmen*, objet d'art, poème, partition, c'est un documentaire sur la peur, sur l'impuissance à l'état de cauchemar.

CLAIRE DEVARRIEUX.

★ Voir les films nouveaux.

« Le devoir des artistes est de dresser des ambassadeurs dans la planification. »

(1965. *Le Monde*.)

« ... Quand on est en face d'une convention, deux attitudes sont possibles : ou bien la rejeter pour trouver du neuf, ou bien retourner à sa source, pour retrouver l'idée qui, à l'origine, n'était pas conventionnelle : c'est ce que j'essaie de faire. »

« ... Au cinéma, je me sens plus solidaire des savants que des artistes : il y a un principe d'incertitude ; des techniques particulières, oui, mais pas de lois générales. Et dans l'homme lui-même : ce qui m'intéresse en lui, c'est ce moment d'incertitude où il va aller quelque part ; il faut le saisir là, à l'instant de la mutation et de la décision. »

(1967. *Revue d'esthétique*.)

« Il n'y a que des moyens de communication ; mais il n'y a plus de communication. [...] On doit se demander : est-ce qu'on peut se servir de quoi, et pourquoi ? »

(1980. *Le Monde*.)

« Mûr, je parle de travers. Picasso disait : « Je cherche la pire ». On l'a toujours compris de travers. En fait, il disait : « Je cherche le meilleur. » Il voulait dire : « Je cherche la possibilité de découvrir. » Christophe Colomb aussi a cherché le pire à un moment donné. »

(1982. *Le Monde*.)

JEAN-LUC GODARD (Propos recueillis)

qu'il tient dans ses bras. Sur sa machine à écrire, le malade obstiné a tapé : « Mal vu, mal dit. »

Godard l'a expliqué une fois de plus à Venise, lors de sa conférence de presse : « Il n'y a aucune invention dans le cinéma. On ne peut que regarder et tâcher de mettre en ordre ce qu'on a vu... si on a pu bien voir. » On le verra

Un tournage est prévu sous la direction de l'oncle Jean, cela fera diversion au cours d'une prise d'otages. L'opération est financée par un hold-up. « On est des professionnels », répondra invariablement le chef de la bande (Christophe Odent) pour rassurer le metteur en scène. Ils sont les voleurs professionnels du ci-

DÉCEMBRE CULTUREL A OUAGADOUGOU

Parades pour une révolution

UNE légère brume, comme une fumée blanche, un petit brouillard bas couvrant ce qui semble être à cette heure matinale un moutonnement inné d'arbres verts, un bois immense. Regard trompeur. Du dixième étage de l'hôtel Silmande - béton ocre et verres teintés - à cinq kilomètres de la capitale, face au lac artificiel, tout devient irréel : la famine qui sévit dans le Sahel, et la révolution loi. Les kalachnikovs flambant neufs, l'agitation des C.D.R. (comités de défense de la révolution) dans les quartiers, toute cette énergie qui se développe au rythme des slogans ou des banderoles agitées par le vent dans les rues (pour un cinéma au service de nos peuples), « Non à l'aliénation culturelle », « Seuls les artistes à l'école du peuple servent le peuple » en même temps que cette animation continue caractéristique d'Ouagadougou : la rue des vélos à l'heure de sortie des bureaux, les tout petits commerces, la chaleur, la poussière. La propriété plus grande des rues témoigne de l'activité des C.D.R.

Largement annoncée plus d'une semaine à l'avance à la radio et à la télévision, la Semaine nationale de la culture n'est pas née du 4 août. L'idée en est venue avant, sous le C.S.P. (Comité du salut du peuple), mais le chef de l'Etat, le jeune capitaine progressiste Thomas Sankara a tenu à lui donner un éclat particulier (même si elle reste modeste). On peut s'en étonner, dans un pays en proie aux pires maux du tiers-monde.

« C'est la première manifestation organisée par le gouvernement depuis le 4 août, nous explique Prosper Kompaore, directeur des affaires culturelles. Ce festival, totalement à la charge du gouvernement - la journée d'ouverture a été organisée et payée à Ouagadougou, pourrait devenir annuel et se tenir ensuite chaque fois dans une ville de province différente. Malgré la conjoncture difficile - les problèmes de subsistance - que traverse le pays, la Semaine traduit donc que le gouvernement entend donner à la culture, place que ne lui avaient pas donnée les régimes antérieurs : la culture comme levier pour la mobilisation populaire. »

Bals populaires

Dans un petit bureau où sont entassées pêle-mêle peintures, sculptures de bois et de bronze, Prosper Kompaore, visage fin d'intellectuel, nous rappelle les principes définis dans le discours d'orientation politique du C.N.R. (discours du 2 octobre) : « La culture doit se mettre au service de la révolution, elle doit être démocratique, nationale, populaire. » Il nous parle du manque d'infrastructure jusqu'à présent, de ce qui a été fait déjà et de ce qui est en train, la mise en place de correspondants culturels régionaux, la construction d'un théâtre national (première pierre posée le jour de l'ouverture du festival) et la politique en faveur des musiciens. Pas mal de choses, sifflamment.

Mais quelle est la frontière entre l'invité et la pression, le conseil et l'intimidation, l'aide et le dirigisme, le soutien au régime et le « priorisme » ? On en voit bien le danger déjà. Pour Prosper Kompaore, le limite est claire - puisque le chef de l'Etat l'a été. Il ne s'agit pas de chanter le mot révolution, nous dit-il : « Le mot révolution n'est pas révolutionnaire en soi, de même en littérature. » Il s'agit de manière profonde d'être au service du peuple, plus préoccupé de la vie sociale, et de faire un travail soigné.

Ce qui se passe chez les musiciens illustre assez précisément les deux versants du fil du rasoir. La révolution du 4 août a réveillé brus-

L'Etat voltaïque n'a pas fini le 11 décembre, jour anniversaire de la proclamation de la République. Le Conseil national de la Révolution et le gouvernement révolutionnaire ont fait savoir que cette date ne signifiait « aucun événement de l'histoire de la Haute-Volta, encore moins de l'histoire de la lutte de son peuple », mais « un choix fantaisiste du pouvoir colonial et de ses vassaux voltaïques ».

La population, qui a été incitée à réfléchir ce jour-là sur vingt-trois années d'indépen-

quement une profession endormie faite d'une politique, comme il y en a eu par exemple pour le cinéma. Pour la première fois des musiciens se sont réunis, ont réfléchi sur leur métier, leur droit, ont pris des initiatives. Après l'élan des années 60, où l'on a assisté à une floraison de groupes modernes, on a constaté peu à peu une baisse de la recherche musicale. Les musiciens modernes voltaïques pechent dans l'ensemble par un manque de professionnalisme, par un excès de sentimentalisme et par une hésita-

tion entre les modèles extérieurs : reggae, funky, rocky (il faut tout de même citer des groupes comme celui de Georges Ouedraogo).

La décision prise par l'Etat - qui ne fut pas du goût de tout le monde - de fermer les boîtes de nuit a paradoxalement été un stimulant pour les artistes. L'Etat les a remplacés par les « bals populaires », qui reprennent en réalité ce qui existait déjà dans les bars et les petits restaurants, comme il y en a tant à Ouagadougou, où l'on mange brochettes ou poulet pimenté en écoutant un orchestre. L'Etat en a élargi

dance, a été appelée à suivre avec la plus grande vigilance les deux manifestations culturelles qui se sont succédé le même mois.

La deuxième session ordinaire des ministres africains chargés du cinéma a rassemblé pendant deux jours une quinzaine de ministres (ou délégués), cinéastes et responsables du C.I.D.C. (Consortium interafricain de distribution cinématographique) dans une partie serrée sur l'avenir du cinéma en Afrique.

La Semaine nationale de la culture a suivi aussitôt après, réunissant pour la fin de l'année quelques huit cents artistes - chanteurs, musiciens, danseurs, sculpteurs, peintres, écrivains, poètes - venus des quatre coins du pays.

Une vaste confrontation, la première du genre en Haute-Volta, et qu'il faut restituer dans le contexte du processus révolutionnaire en cours.

Le pratiqué (jusqu'au couvre-feu de 23 h) et les C.D.R. organisant, eux aussi, des bals dans les quartiers (ils organisent également des projections de films pour accompagner ces « veillées » qui durent toute la nuit et où l'on fait de la formation politique en buvant thé ou café).

Au cours d'un séminaire impulsé par la direction des affaires culturelles, et qui a réuni une quarantaine de participants, les musiciens ont fait des propositions concrètes - détaxation des instruments de musique, création d'un institut national des arts, d'une agence voltaïque de spectacles, de studios d'enregistrement, insertion de la musique dans le programme scolaire, droits d'auteur... - qui vont être discutés en conseil des ministres.

« C'est la première fois qu'il y a une union », dit Mustapha Thiombiano, compositeur, acteur, revers, après treize ans passés à Los Angeles, au volant d'une voiture qui porte en énormes lettres le nom de son groupe (et société) « J'm'en fous ». « On a fait un grand concert pour la révolution, et il n'y a jamais

eu tant de monde, c'était Woodstock ! » « Une vraie saison des pluies, c'est comme un gracieux soudain, on a les couleuvres franches », nous décrit en termes lyriques Toffia, qui, lui, revêt d'Italie. Avec d'autres - Abdoulaye Cissé (prix Découverte 83 de Radio France internationale), Lossen Zorome, Michel Somo - ils parlent de leur propre changement, d'un « élan », tout en s'inquiétant - un peu - de la tendance à chanter trop facilement le mot révolution pour passer à la radio (d'où une lassitude déjà de pas mal d'auditeurs). Les musiciens projettent une tournée de quinze jours à l'intérieur du pays à la fin du mois de janvier pour participer à leur manière à la Caisse de solidarité du Sahel.

La Semaine nationale de la culture a commencé très officiellement par une parade comme on en voit les jours anniversaires de l'indépendance dans tous les pays d'Afrique. Fantasia de la cavalerie traditionnelle, groupes folkloriques, masques de la province de Sissili (pour purifier la ville), troupes de théâtre, écoles primaires, cinéastes (avec leur matériel), ont défilé, prouessant et dansant au son des flûtes, des hochets et des tambours, face aux tribunes garnies d'uniformes militaires et de bou-bous amples.

Dans un pays où l'on compte une soixantaine de langues (et avant d'être bilingue, il est impossible de faire venir tout le monde, cela fait les choix ? Une quarantaine de groupes de musique et de danse ont été sélectionnés (dix-neuf traditionnels, treize modernes, huit chorales), une quinzaine de troupes de théâtre : huit cents artistes en tout qui se sont produits chaque soir dans une Maison du peuple surchauffée.

Couchers de soleil

Si l'on en juge par ce qu'on a vu au début de ce festival, l'émulation et la compétition sont nécessaires. Il y a beaucoup de bons groupes, vivants, chaleureux, élégants ou drôles, surtout parmi les groupes traditionnels (des petites filles incroyables, bourrées d'énergie, les Cadettes de Tiébété, ont attaché des crins de poney à la queue, il manque en général un petit quelque chose, le sens parfait de l'ensemble, la mise en spectacle, obligeant sur scène. On ne trouve pas, en Haute-Volta, de musiciens modernes de la dimension d'un Fela, d'un Alkanogbe.

Les expositions ont permis de voir de belles pièces traditionnelles. Le Musée national avait sorti quelques-unes de ses œuvres, d'habitude empaquetées : des merveilleuses chaises longues Houde en bois recourbés, des escabeaux Gouary, des cruches, des greniers, des admirables serrures, des poteaux de chef, des masques rituels. A l'hôtel de ville, une exposition de peintures et de sculptures faisait voler pêle-mêle les inévitables couchedes de soleil, le capitaine Sankara au sommet d'une falaise avec la foule montant derrière, toutes sortes de tableaux naïfs (peu commentés), mais, en sculpture, il faut absolument citer Kabre Koudougou-Pierre et Gère Tinga (très créateurs mais d'inspiration traditionnelle). François Daman et Bambara Yacoubou, et remarquer la naissance d'une sculpture sur bronze. Une école ?

Après les expositions sur l'art culinaire, sur l'art vestimentaire, les débats sur l'art et la culture, les animations dans les quartiers (la charge des C.D.R.), il restait à parler de beaucoup de choses encore, dont le grand concours de poésie : six cents poèmes envoyés. Ils seront édités dans une Anthologie du festival.

CATHERINE HUMBLLOT.

Huis clos pour le cinéma africain

TENDUS. Au bord de la rupture. Visages fermés à la cérémonie de clôture de la deuxième session ordinaire des ministres africains chargés du cinéma. Quelle crise encore avec le cinéma africain en général et avec le C.I.D.C. (Ciprofilm) en particulier ?

Déjà, l'an dernier, les débats avaient été délicats (le Monde du 8 mai 1982). Réunis à nouveau pour examiner les comptes, éplucher les dossiers, élaborer une nouvelle stratégie pour le C.I.D.C. (Ciprofilm), les ministres (ou leurs délégués), les différents responsables de l'organisme panafricain, ont échangé des propos cette fois... presque violents, mais à huis clos. Seules les résolutions finales ont été rendues publiques.

Créé en 1974 à Benin par dix chefs d'Etat de l'OCAM, mais opérationnel en réalité depuis 1979, le Consortium interafricain de distribution du cinéma (C.I.D.C.) s'était donné pour tâche de rationaliser et de contrôler un marché cinématographique désordonné et largement dominé par les sociétés étrangères, avec un objectif second : produire des films. Les enjeux, les intérêts et les idéologies s'affrontent bien sûr dans cette nécessaire « entreprise de décolonisation des écrans ». Les pressions étrangères, le manque de conscience de certains gouvernements, l'instabilité des régimes, le perpétuel écart entre les paroles et les actes (cotisations non réglées, entre autres), la bureaucratie... il faut composer avec une « réalité ingrate », comme dit le directeur du C.I.D.C., M. Ousseini Inoussa, conjurer des paramètres différents : le Bénin et la Haute-Volta par exemple, ont rationalisé leur circuit d'exploitation et de distribution, tandis que le Niger, qui n'a pas de société nationale, joue le jeu d'un intérêt national, et qu'en Côte d'Ivoire, pays qui n'a accordé que peu d'intérêt au cinéma, on trouve un exploitant privé (1) à l'avant-garde de toute l'Afrique et qui achète personnellement au C.I.D.C.

Malgré toutes ces difficultés, le C.I.D.C. (Ciprofilm) a réussi à mettre en place un réseau de distribution sur dix Etats (les fournisseurs soit totalement, soit en partie). Au début de l'année 1981, il a

créé un bureau d'achat à Paris (nommé à titre transitoire un responsable français), qui a acquis un stock de droits et copies de films au meilleur coût, et il dispose d'un portefeuille d'une soixantaine de films africains. En juillet 1983, il a inauguré, à Ouagadougou, une unité de montage (16 mm et 35 mm) avec un plan de production. Que se passe-t-il alors ?

C'est à la fois sur la gestion du C.I.D.C., sur le bureau de Paris et sur les relations du C.I.D.C. avec la puissante Société d'importa-

Paris, et rappelé les objectifs politiques fixés au départ : l'exclusivité de l'exportation et de l'importation de films, la promotion du cinéma africain, la création de sociétés nationales. C'était toucher là à quelques points sensibles et qui allaient être développés ensuite.

La Sonavodi (Société nationale d'exploitation voltaïque du cinéma), qui joue le jeu de la solidarité, dit-elle, en se fournissant entièrement auprès du C.I.D.C., se plaint du mauvais choix des films. A quoi le C.I.D.C. répond que la

C.I.D.C., ont accusé le SIEDEC de faire cavalier seul et de changer l'objectif du C.I.D.C. Selon eux, non seulement le Sénégal ne verse pas sa cotisation (ce qui est vrai) mais le SIEDEC achète directement les films (au lieu de les louer) au C.I.D.C. (Paris) pour les diffuser ensuite sur son secteur (Mali, Guinée, Mauritanie). C'est là deux poids deux mesures : le SIEDEC a été invité à rentrer dans le rang. A quoi celle-ci a répondu qu'il était impossible pour elle de revenir en arrière et que le SIEDEC existait avant le C.I.D.C. ; elle a un stock de quatre mille films (plus que le C.I.D.C.) qui font partie de son patrimoine ; les implications économiques d'une telle mesure seraient telles que cela ne peut se faire ; c'est la Sonavodi en d'autres de faire comme elle, d'avoir le même dynamisme. Le SIEDEC aide d'une autre manière le C.I.D.C., et peut prouver effectivement qu'en matière de promotion du cinéma africain elle est un modèle.

Les résolutions, au nombre de seize, ont été détaillées. Outre des modifications de structure de l'organisme (et un plus grand contrôle) et d'autres mesures relatives à l'amélioration des films, à des perspectives de production, à la création de politiques fiscales favorables au cinéma africain, les ministres ont nommé un responsable africain à la tête du bureau de Paris (décision précipitée, selon certains, qui craignent de voir affecter par un changement brutal la crédibilité difficilement acquise) et ont décidé de lancer un appel en direction du Sénégal « en vue d'améliorer, dans le sens de l'esprit de solidarité de la Convention, les rapports entre le C.I.D.C. et le SIEDEC ». On en est là.

G. M.



tion, de distribution et d'exploitation cinématographique (SIEDEC) sénégalaise qui ont porté les plus vives critiques. A l'ouverture du séminaire, le ministre de l'information voltaïque, M. Adams Touré, après avoir évoqué les sérieux problèmes de trésorerie des deux organismes (C.I.D.C. et Ciprofilm) et rappelé que certains membres n'étaient « toujours pas à jour de leurs cotisations », avait dénoncé la « structure coloniale » du bureau de

faute en incombant aux Etats et aux sociétés en retard de paiement (avec plus d'argent, le C.I.D.C. pourrait acheter des films non seulement en plus grand nombre, mais de meilleure qualité). L'organisme panafricain reproche aussi à la société (et à d'autres) de ne pas faire un travail de promotion pour les films africains.

La Haute-Volta et le Bénin, qui ont nationalisé donc tous deux leur circuit d'exploitation pour en confier la programmation au

(1) M. Ibrahim Sylla, jeune panafricain passionné de cinéma et gestionnaire efficace, a décidé d'adhérer personnellement au C.I.D.C., bien que son pays n'en soit pas membre. Il possède un complexe de six salles à Abidjan (sur la trentaine qui existent) revendues totalement par le C.I.D.C. Il diffuse, ce qui est tout à fait exceptionnel en Afrique, des films africains six mois sur douze (ailleurs, à peine un ou deux films par mois) et les rentabilise grâce à un travail de promotion en publicité, camionnettes avec haut-parleur, invitations, etc.

MAISON DES ARTS
ANDRÉ MALRAUX
CRETEIL

du 10 au 26 janvier

O'Neill Une Lune Pour les Desherités

mise en scène : Laurence Février

Place Salvador Allende tél. 899.94.50

Piano *****
ORCHESTRE DE CHAMBRE DE L'EUROPE

Dir. et sol. : **MAURIZIO POLLINI**

Musert
mardi 24 janvier

Récital
VLADIMIR ASHKENAZY

Schubert - Schumann
mardi 31 janvier

PLEYEL tel. 563-98-73

COMPAGNIE MORIN-TIMMERMAN

La mère Confidente
DE MARIVAUX

LA RESSERRE Théâtre de la Cité Internationale
du 10 janvier au 18 février
Rue de la République, 52-53-54

Le Théâtre ÉDOUARD-VII nous informe qu'à la suite de certains impératifs les représentations de **MADEMOISELLE JULIE** ont pris fin le **mardi 10 janvier**.

Réunion des musées nationaux

m Hommage à Raphaël

RAPHAEL dans les collections françaises
RAPHAEL et l'art français

Grand Palais jusqu'au 13 février 1984

Autour de **RAPHAEL** dessins et peintures

Louvre, Pavillon de Flore jusqu'au 13 février 1984

RAPHAEL

Grand Palais jusqu'au 13 février 1984

مكتبة الامم المتحدة

DES ARTS

Des relations culturelles privilégiées avec la France mais menacées

Les relations culturelles entre l'Espagne et la France sont privilégiées, car elles demeurent d'une constance exemplaire, au milieu des conflits ou des malentendus. D'une façon générale, on peut dire que le bilan, tout en étant positif, accuse certaines faiblesses qui peuvent à la longue entraîner un possible effacement. Elles sont le fruit d'un rapport de voisinage, de liens étroits de nombreux siècles entre les deux peuples, d'une parenté étroite de civilisation. Elles doivent contribuer à favoriser la prise de conscience de l'Europe du Sud par l'appartenance des deux pays à une même trajectoire historique, et donner ainsi une partie de la réponse à la crise posée par la nouvelle distribution de la culture à l'échelle du monde.

Pour établir des relations il est nécessaire de communiquer. Le français en Espagne a toujours occupé une place de choix, et c'est avec une certaine inquiétude que l'on voit sa primauté disparaître au profit de la langue anglaise. De récentes statistiques indiquent que certaines régions abandonnent presque complètement l'étude de notre langue (Pays basques); que dans certains secteurs de l'enseignement (enseignement privé, enseignement professionnel), le français est en perte de vitesse d'une façon dramatique. Si notre langue se maintient dans l'enseignement secondaire de l'Etat, les statistiques ne doivent pas pour autant faire illusion, car la pyramide des pourcentages des élèves apprenant le français est renversée: les enfants qui commencent leurs études secondaires se tournent désormais vers l'anglais.

Une langue de prestige

Face à la montée de la langue anglaise, le français a cependant un certain avantage d'histoire: le rayonnement culturel de notre pays continue d'être très fortement apprécié dans le péninsule ibérique. Par ailleurs, la prochaine et très souhaitable entrée de l'Espagne dans le Marché commun doit ouvrir un champ d'échanges commerciaux, politiques et sociaux considérables entre ce pays et l'Europe, et la langue naturelle, pour ce faire, doit dans une grande mesure être le français.

Cette situation préoccupante, parfois alarmante, n'est pas celle de l'espagnol en France, qui est devenu la première des deuxième langues avec des effectifs touchant plus de 43 % des élèves. La langue espagnole est dorénavant reconnue en France comme une langue internationale, et son rayonnement, tant par l'Espagne que par l'Amérique latine, monte

chaque jour davantage de Français à l'étudier. Mais l'espagnol est aussi et surtout une langue de culture, de grand prestige: la création littéraire la plus fameuse et la plus riche de ces dernières années ne s'est-elle pas faite en espagnol (le roman latino-américain)? Les pouvoirs publics ont bien compris en France l'avenir de la langue de Cervantes et de Neruda en augmentant de façon spectaculaire le nombre de postes mis au concours de recrutement (CAPES, agrégation) depuis 1981.

Il convient donc de soutenir et de développer la politique de diffusion des deux langues, surtout dans la perspective d'une plus étroite collaboration entre les deux pays dès que l'Espagne sera intégrée pleinement dans l'Europe.

Ce que l'on entend d'ordinaire par relations culturelles se résume aux échanges artistiques, c'est-à-dire aux expositions, aux concerts, aux tournées de théâtre. De ce point de vue, les échanges sont tout à fait satisfaisants. La France est présente dans toutes l'Espagne par des expositions de haute qualité telle par exemple celle du Centre Pompidou, actuellement présentée dans la ville de Valence, ou des expositions très ambitieuses comme celles qui sont en train de se préparer sur la jeune peinture française ou sur la jeune peinture espagnole.

D'autres expositions, dont on parle beaucoup, permettraient un échange entre les impressionnistes français et la peinture noire de Goya.

La musique suit la même voie et les rapports sont aussi bons. Si les grands orchestres français peuvent donner des concerts en Espagne, il en est de même pour la musique espagnole, qui est présente en France par ses créateurs les plus prestigieux. Le compositeur Luis de Pablo est un habitué de notre pays, où il a réalisé certaines de ses plus belles œuvres.

Il est cependant regrettable de constater que la chanson populaire ne connaît pas le même succès. La France connaît Julio Iglesias, mais ignore l'extraordinaire variété de l'Espagne dans ce domaine, tandis que la chanson française a pratiquement disparu depuis une dizaine d'années, ne restant que par la voix de certaines grandes personnalités, Yves Montand, Moustaki, Juliette Gréco. Les relations doivent s'intensifier dans ce secteur si l'on veut que les échanges culturels ne soient pas une affaire d'élites.

Quant au théâtre, au cinéma, à la télévision, ce sont des domaines dans lesquels les relations devraient être particulièrement intenses. Certaines troupes fran-

çaises vont avec régularité dans les festivals de théâtre espagnol: Valladolid, Bilbao, Madrid, Barcelone, Saint-Sébastien, Valence, Murcie, reçoivent chaque année des productions qui viennent de Paris ou de certaines capitales de provinces françaises importantes dans la création théâtrale. Du côté français, le Festival d'Avignon a reçu des troupes telles que « Els Comediants » de Catalogne, dont l'invention et le sens profond du théâtre ont été unanimement reconnus.

Un décret de protection contesté

Les échanges cinématographiques posent des problèmes de façon plus complexe. En effet, les échanges culturels disparaissent bien souvent derrière des raisons de type purement commercial. C'est peut-être pour cela que le cinéma d'outre-Atlantique a progressivement effacé sur les écrans espagnols les productions européennes, dont le cinéma fait partie. Un récent décret de protection du cinéma espagnol provoque aussi quelque inquiétude dans les milieux internationaux quant à la pénétration du marché espagnol par le cinéma européen. Du côté français, le cinéma espagnol se porte bien dans les milieux d'art et d'essai, qui apprécient la créativité cinématographique espagnole dont Carlos Saura serait le chef de file, suivi de metteurs en scène tout à fait remarquables et très jeunes encore, parmi lesquels on peut citer Manuel Gutiérrez Aragón, José Luis Garci, José Luis Borau, etc.

La télévision, pour sa part, passe en Espagne un grand nombre de téléfilms et de productions venant d'outre-Atlantique. Il est rare, en France, de voir présente l'Espagne sur les chaînes de télévision. En Espagne, l'inverse est plus fréquent, mais c'est une présence qui a plutôt tendance à disparaître qu'à devenir plus active. Il serait bon dans ce domaine-là, comme dans celui du cinéma, de pouvoir envisager une politique commune beaucoup plus efficace de collaboration et de coproductions.

Ce tableau serait loin d'être complet si l'on n'évoquait pas, dans le cadre des échanges culturels et scientifiques, les premiers constituant un chapitre privilégié des relations entre l'Espagne et la France. Elles touchent tous les domaines, de l'administration à l'agriculture, en passant par la médecine et les différentes écoles d'ingénieurs. La collaboration scientifique, technique et technologique a pour conséquence directe la compréhension mutuelle entre les chercheurs, les

techniciens et les savants. Ce secteur est privilégié avec un budget important.

Le bilan de cet ensemble de contacts et d'échanges entre les deux pays est somme toute assez positif, le courant passe, les voyages se font, même si l'on assiste à une dégradation de l'enseignement de la langue française en Espagne et si celle-ci est accompagnée d'une détérioration de l'image de la France dans ce pays. Les moyens de communication, la presse écrite en particulier, saisissent régulièrement les deux griefs que l'Espagne a contre la France (l'entrée dans le Marché commun et le problème basque) pour donner de notre pays une image négative dont l'écho est très perceptible au niveau de l'homme de la rue.

La révolution des médias, qui a pour conséquence la suppression de la notion traditionnelle d'espace, enlève à la proximité géographique le rôle déterminant qu'elle pouvait avoir, dans le passé, dans les échanges culturels.

Sur ce plan, l'évolution de l'Espagne a été extrêmement significative. La culture espagnole pendant tout le franquisme a pu se définir comme une évolution entre la culture autoritaire d'Etat et une contre-culture, culture d'opposition, culture souterraine, qui s'est développée depuis les années 50 jusqu'à la mort de Franco, prenant chaque jour une place plus importante. Après 1976, l'absence de la censure ainsi que celle de l'objet contre lequel on créait ont provoqué un moment d'interrogation qui a ouvert une sorte de vide très riche de possibilités et de suggestions qui, depuis deux ou trois ans, commence à se peupler de créations très variées et de premier ordre (plus particulièrement au cinéma).

La France a joué un grand rôle dans l'évolution culturelle espagnole de ces quarante dernières

années. Elle avait une réputation et une image très positives, car elle était le lieu où l'on pouvait jouir de la liberté d'expression et de réunion, qui faisait cruellement défaut de l'autre côté des Pyrénées. Avec la démocratie recouvrée à partir de 1975, l'Espagne cesse de voir dans la France le pays de l'exil, et la France n'a peut-être pas su à ce moment-là transmettre à l'Espagne son appui profond, dans la marche exemplaire que le peuple espagnol entreprenait.

La France disparaît donc progressivement du champ culturel espagnol à partir des années 75-76, alors que d'autres présences beaucoup plus fortes sont en train de s'affirmer. La culture devient progressivement une culture de type anglo-saxon par la diffusion de la musique, qui conquiert les jeunes, ainsi que par la toute-puissance des industries multinationales de la culture, qui proposent des programmes de télévision variés et attractifs.

La conscience méditerranéenne

Nous nous trouvons donc dans une période où les relations culturelles entre l'Espagne et la France risquent de s'espacer, si un certain nombre de mesures ne sont pas prises, mesures qui doivent porter essentiellement sur la coopération et la collaboration dans le domaine de la télévision et du cinéma, et favoriser, à moyen terme, un programme culturel commun.

N'est-il pas souhaitable que l'Espagne et la France aient une action à mener ensemble sur le plan européen? Pourquoi ces pays de l'Europe du Sud ne redeviendraient-ils pas un des foyers culturels les plus importants du continent comme ils le furent à d'autres époques? Un projet existe pour remettre l'Europe en marche sur les tradi-

tionnels chemins de Saint-Jacques, autour du thème de la musique.

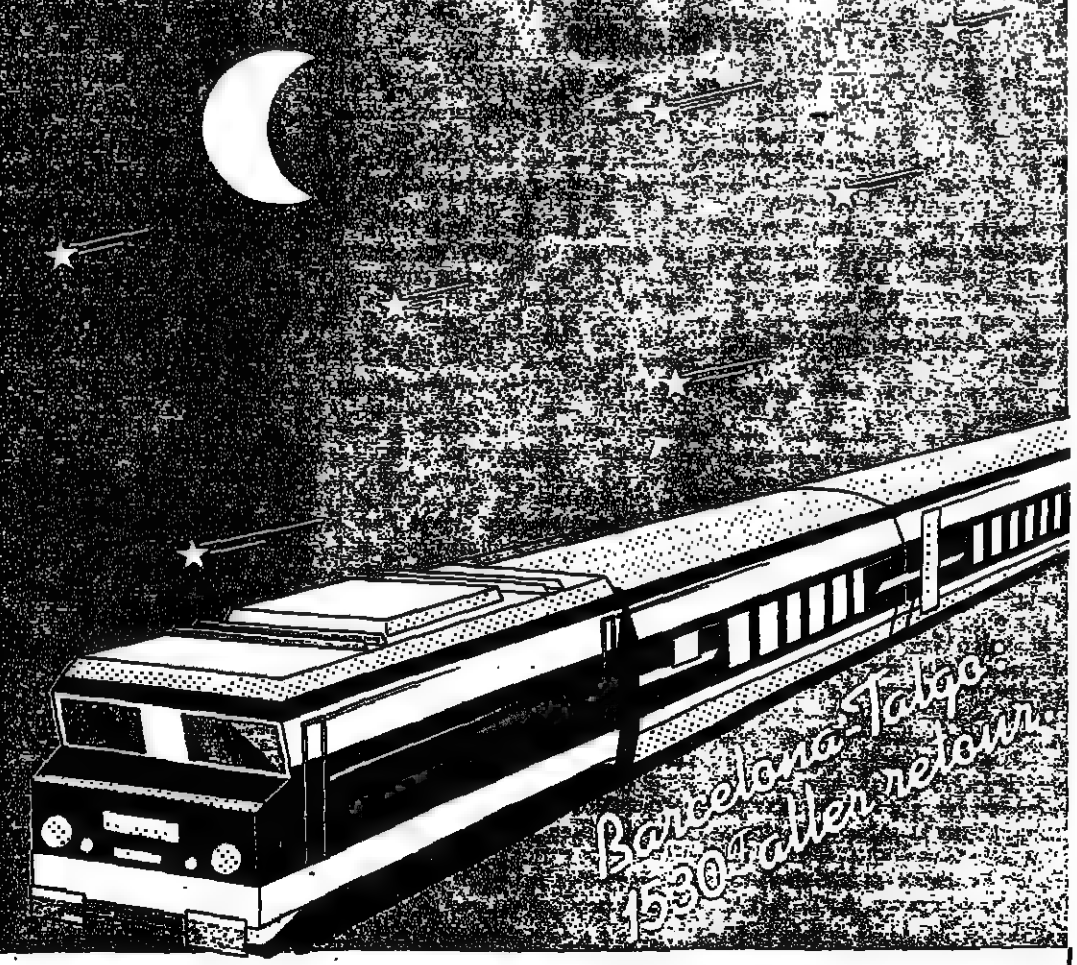
Par ailleurs, l'Espagne et la France peuvent jouer un rôle déterminant dans la prise de conscience culturelle de la Méditerranée. Au moment où l'UNESCO doit ouvrir un bureau pour les affaires méditerranéennes à Rome, l'Espagne et la France doivent être les promoteurs privilégiés d'institutions tendant à faire renaitre la conscience méditerranéenne et la préparer à affronter son avenir.

L'Andalousie, symbole de la réunion des civilisations de la rive sud et de la rive nord, est le lieu de rencontre idéal pour réfléchir sur les projets qui furent évoqués à Hydra, sur la création en Méditerranée. Une université de la Méditerranée vient de voir le jour à Valence. Elle s'appuie sur la participation des régions riveraines, opération dans laquelle l'Espagne et la France ont un rôle moteur.

Il serait vain de croire que nous nous trouvons dans une période où les signes négatifs doivent l'emporter sur les signes positifs. L'on se doit aujourd'hui de considérer ces relations culturelles comme la pressante remise en cause d'un certain nombre de clichés, d'images d'Epinal, dont chacun des deux pays est porteur sur l'autre. La France d'aujourd'hui doit voir l'Espagne comme la dixième puissance industrielle du monde. La nécessaire amitié qui doit unir ces deux peuples peut favoriser la création en Europe. L'Espagne, par des liens historiques et fraternels avec l'Amérique latine, la France, par ses prolongements dans la francophonie, représentent une partie très importante de la population du globe. Il y a là un défi culturel à relever et que chacun des deux pays se doit, dès aujourd'hui, de préparer.

LUCIEN CASTELA.

Paris-Barcelone à tête reposée.



Vous partez à deux en Espagne? Avec le Barcelons Talgo, la SNCF vous y emmène en une nuit, tranquillement, en voiture-lit double 1^{re} classe. Aller: Paris 21 H 00 - Barcelone 8 H 33, retour: Barcelone 21 H 20 - Paris 9 H 00, pour 1830 F* par personne. La SNCF s'occupe des formalités de douane et vous arrivez en pleine forme. L'Espagne en train, c'est voyager à tête reposée. **SNCF** * prix au 11.84

LE TRAIN DU BON TEMPS A BON PRIX.

GRUPE des COMPAGNIES d'ASSURANCES

LA UNION ET LE PHENIX ESPAGNOL

Incendie, Accidents, Automobile, Risques Divers, Assurances de Personnes, Réassurance.

LE PHENIX ESPAGNOL

pratique l'assurance Vie



La 1^{ère} Compagnie EN ESPAGNE connaît bien LA FRANCE

Elle y travaille depuis 1864.

57-59, rue de l'Arcade 86, Bd. Haussmann 75380 PARIS - CEDEX 08 294-96-96

Les instituts français vitrines et lieux de rencontre

Ce n'est pas seulement le rôle de vitrine de la culture française au sud des Pyrénées qu'entendent jouer les six instituts français installés en Espagne (1). A cette fonction traditionnelle, ils ajoutent celle de constituer un lieu de rencontres entre intellectuels et artistes des deux nations et de refléter l'évolution culturelle du pays qui les accueille.

Dépendant directement du ministère des relations extérieures à Paris (contrairement aux Alliances françaises, qui sont de droit local), les instituts français partagent leurs activités entre l'enseignement (deux mille élèves à Barcelone, mille sept cents à Madrid) et les manifestations culturelles les plus variées. L'enseignement qu'ils dispensent concerne tous les niveaux, depuis l'apprentissage élémentaire de la langue jusqu'au DEUG, préparé, pour les instituts de Madrid et de Barcelone, en collaboration avec l'université de Toulouse. Des cours spécialisés, telles l'étude du français commercial ou celle de la civilisation française, sont suivis par un public généralement d'âge mûr.

Sans doute est-ce l'institut de Barcelone dirigé actuellement par M. De La Campagne qui a joué dans l'histoire culturelle de l'Espagne le rôle le plus important. A l'époque du franquisme, c'est là que les représentants d'une culture catalane alors réprimée purent à la fois se réunir et exposer leurs thèses en public. Les peintres passant alors pour non conformistes y trouvèrent un accueil favorable (Antoni Tàpies y fit ses premières expositions). De nombreux cercles, regroupés par disciplines artistiques ou intellectuelles, se réunissaient régulièrement à l'institut et y invitaient des personnalités françaises souvent considérées comme subversives.

Les circonstances politiques ayant changé, l'institut français de Barcelone a cessé d'être l'un des lieux d'expression privilégiés de la culture catalane pour devenir l'instrument de son ouverture vers l'extérieur. Les « tables rondes » et les débats y réunissent à la fois des intellectuels français et catalans, tandis que les expositions de peintures y

sont permanentes. Ce sont bien souvent les thèmes réputés les plus ardue (philosophie et psychanalyse, par exemple) qui attirent le public le plus nombreux.

L'institut français de Barcelone s'est développé sur un terrain favorable : la traditionnelle francophilie de l'intelligentsia catalane. Celui de Madrid n'avait pas cette chance. Il lui a fallu, d'une part, combler le handicap dû au retard culturel que Madrid a longtemps présenté par rapport à sa rivale méditerranéenne. Et, de l'autre, donner de la France, à travers sa culture, une image plus séduisante que celle liée aux problèmes politiques épineux qui subsistent entre les deux pays.

L'institut de Madrid, dont le directeur est le très dynamique Pierre Labbé, y est parvenu en deux étapes. D'abord en invitant des personnalités françaises de haut niveau : plus d'un professeur du Collège de France est venu y dispenser durant ces dernières années. A la notion quelque peu étroite de culture au sens classique, l'institut a ensuite substitué un concept plus ample, abordant les problèmes sociologiques de la France contemporaine : une série de manifestations (films, conférences et débats) consacrées au phénomène de mai 1968 à Paris a rencontré un grand succès.

L'institut tente aujourd'hui de toucher un public nouveau, jusqu'ici étranger aux manifestations culturelles. C'était une nécessité dans une ville comme Madrid, où l'accès à la culture a paru pendant très longtemps l'apanage d'un cercle très réduit. Une semaine de manifestations sur le féminisme en décembre, une autre en projet consacrée à la fusée Ariane et incluant la présence de personnalités scientifiques, s'inscrivent dans le cadre de cette nouvelle philosophie. L'institut français de Madrid semble de cette manière s'assurer un créneau correspondant davantage aux caractéristiques culturelles de la ville hôte.

THIERRY MALINAK.

(1) Ceux de Madrid, Barcelone, Valence, Séville, Bilbao et Saragosse.

Parfois humbles toujours actives les « Alliances »

En octobre 1983, évoquant les manifestations organisées à l'occasion du centenaire de l'Alliance française, J.-P. Péronel-Hugot ne résistait pas au plaisir de sortir quelques clichés jaunis de l'album de famille de la « vieille dame du boulevard Raspail », avant de signaler que ses cours touchent quelque trois cent mille étudiants dans le monde (le Monde du 19 octobre 1983).

Certes, il existe, cet « univers de vieux messieurs décorés, de cocoricos mondains et de médailles commémoratives », mais l'image du centenaire était peut-être celle des vétérans, aujourd'hui privilégiés, qui avaient pu s'offrir le voyage, et l'Alliance française, dans cent deux pays, témoigne d'une autre réalité.

Comme celle de l'Espagne, où trente-cinq centres reçoivent quelque sept mille étudiants de tous âges et où les deux ou trois médailles commémoratives et décorations remises en 1983 sont peu de chose, comparées au nombre des conférences, expositions, concerts et spectacles variés donnés dans la même période et organisés, selon le cas, avec les ressources locales, l'aide de l'ambassade de France, de l'Alliance française de Paris ou d'organismes locaux officiels ou privés.

On sont les « cocoricos mondains » dans ce programme de début d'année de telle « Alliance » de Catalogne qui organise un cycle des films de Jean Grémillon, une conférence d'André Laurens et une série de débats sur la politique comparée des gouvernements socialistes en Espagne et en France ?

Ici, nulle trace de ces « puissances fleuries ». Ailleurs, elles ne sont pas plus présentes. Voyagez en Espagne, de Vitoria à Malaga, de Carthagène à La Corogne, de Gérone à Badajoz, vous rencontrerez l'Alliance française, multiple, souvent humble mais toujours active. Dans ce pays divers, l'Alliance a vu ses structures évoluer au gré de l'histoire récente. Centralisée sous le franquisme, elle est aujourd'hui en voie de fédération ; déjà s'affirment les identités régionales, et il devient impossible d'englober sous une même définition les alliances des Asturies, de Catalogne ou de Galice. Elles ont pourtant en commun de donner des cours de français et d'essayer quotidiennement, comme les autres « Alliances » du monde, d'établir un dialogue international qui nous dira peut-être comment on peut être Persan.

YANNICK JEZEQUEL.

Le Monde
RÉALISE CHAQUE SEMAINE
UNE SÉLECTION HEBDOMADAIRE
spécialement destinée à ses lecteurs résidant à l'étranger
Exemplaire spécimen sur demande

A la recherche d'une nouvelle génération d'intellectuels

Il serait injuste de ne pas reconnaître que les socialistes espagnols au pouvoir se sont efforcés, autant qu'ils l'ont pu, de promouvoir la culture sous toutes ses formes. L'expérience des maires de gauche, quatre ans avant la victoire du P.S.O.E. aux élections législatives d'octobre 1982, avait déjà été tout à fait positive dans ce domaine.

Sous la direction des maires socialistes, les rues et l'environnement citadin ont retrouvé un visage plus jeune, les activités culturelles ont reçu un élan nouveau. Le débat a été engagé et les espoirs offerts.

Malgré les inconvénients d'un dirigisme qui lui est inhérent, ce précédent était considéré comme de bon augure et comme une esquisse de ce que le parti socialiste pourrait réaliser lorsqu'il serait au pouvoir, dans ce domaine. Une année d'expérience offre des signes contradictoires de la compréhension de son rôle dans la culture et dans son projet de nouvelles formes de vie en commun.

Du point de vue de la culture dite établie, l'élan donné par le gouvernement de Felipe Gonzalez aux activités artistiques et à la création intellectuelle a été valable. La musique, les arts plastiques, l'activité littéraire, le thé-

âtre, le cinéma, ont connu des progrès impossibles à ignorer, les représentations d'opéras se sont multipliées à Madrid, un effort a été fait pour redonner à la zarzuela un genre proprement espagnol, l'intérêt populaire pour le jazz a grandi ainsi que pour les expositions, on assiste à une revalorisation évidente des prix littéraires et de la présence culturelle espagnole à l'étranger. Le secteur cinématographique est réorganisé. De ce point de vue, le bilan ne peut être plus positif pour le gouvernement.

Toutefois, on ne peut pas oublier non plus le maintien d'une télévision de monopole public sans qualité ni crédibilité ni l'absence d'une politique de recherche scientifique. Il est vrai que l'absence même d'auteurs et de créateurs dans de nombreux domaines, les faiblesses héritées du franquisme et les faibles éducatives rendent encore plus difficile l'apparition d'un mouvement véritablement cohérent et solidaire dans ces domaines.

On ne peut pas encore parler d'une nouvelle génération d'intellectuels espagnols, bien qu'on assiste aux balbutiements et aux efforts réalisés à contre-courant d'une Université affaiblie et d'une société encore trop accrochée aux formes traditionnelles de compréhension de la culture.

Je mentionne brièvement le problème de fond auquel le P.S.O.E. a apporté peu de réponses nouvelles : le maintien de critères tout à fait dépassés, fondés en grande partie sur la prédominance des mêmes noms, le même système de prix, de distinctions et de cadeaux, le même défilé monotone d'honneurs courtois qui entravent la critique et éloignent un certain nombre d'intellectuels dignes d'un changement.

Tout cela a été perçu pourtant par bon nombre d'électeurs socialistes comme un véritable changement culturel et non pas seulement comme l'occupation des institutions traditionnelles par la gauche. En étant bienveillant envers le gouvernement, on peut d'ailleurs dire qu'il administre correctement l'héritage du passé, avec honnêteté et même une certaine efficacité. Mais il n'a pas transformé les structures intellectuelles et culturelles qui justifient sa présence et son maintien au pouvoir. C'est-à-dire que le « changement » socialiste concerne plutôt la purification des formes traditionnelles d'exercice du pouvoir. Il n'affecte pas la nature même du pouvoir ni le réseau sur lequel il s'appuie.

Coincés entre le besoin de soutenir le premier gouvernement de

gauche stable qui ait existé dans toute l'histoire de l'Espagne et le refus de devenir l'instrument de ce même pouvoir qui exhibe les vices et les défauts que l'on attribue exclusivement à la droite conservatrice. Les intellectuels espagnols se trouvent dans une situation inconfortable. Ils doivent ou renoncer à leur utopie ou être accusés d'être des agents déstabilisateurs. C'est pourtant de la capacité qu'auront ces mêmes intellectuels d'échapper au piège subtilement tendu par l'appareil du parti gouvernemental ou par la nouvelle classe politique que dépend en grande partie le vrai changement, déjà évident dans de nombreux aspects de la vie politique mais encore peu visible dans les nouvelles méthodes d'analyse de la réalité.

On dira avec raison que la crise culturelle profonde qu'exprime la situation ainsi décrite n'est ni nouvelle ni seulement espagnole ; elle s'inscrit dans une désorientation générale de la culture européenne. Mais c'est une maigre consolation. Les effets négatifs pour l'expérience socialiste en Espagne et pour la consolidation démocratique de ce pays ne tarderont pas à apparaître.

JUAN LUIS CEBRIAN,
directeur du Journal EL PAIS.

POUR CEUX QUI NE CONNAISSENT PAS SEAT.

La réputation de Seat ne date pas d'hier.

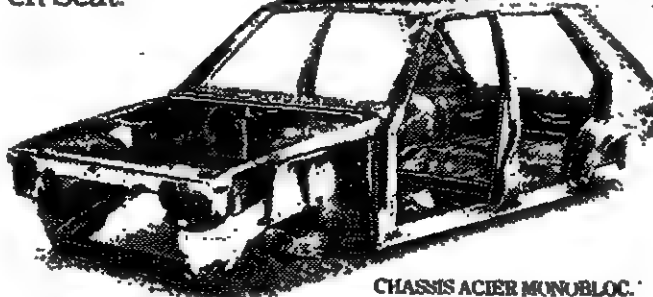
Tout a commencé quand la première Seat est sortie, en mai 1953, de notre usine de Barcelone.

30 ans après, avec plus de 5 millions de voitures produites, Seat est le premier constructeur espagnol et le 7ème constructeur d'Europe.

LEUROPE A L'HEURE ESPAGNOLE.

Aujourd'hui, vous pouvez partout profiter de la qualité et de la fiabilité Seat : nous avons mis en place un réseau européen de plus de 2.000 concessionnaires et agents où vous pourrez acheter et faire entretenir votre Seat.

En France, avec déjà plus de 100 concessionnaires, mais aussi dans 9 autres pays d'Europe, vous ne serez jamais seul, en Seat.

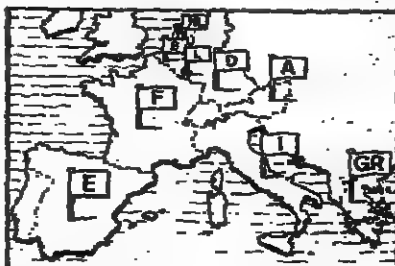


CHASSIS ACIER MONOBLOC.

FIABILITE EN SERIE.

Nous espérons qu'il ne vous arrivera jamais de foncer dans un mur avec votre voiture. Nous, nous le faisons très souvent. Ces collisions nous permettent de contrôler la sécurité passive de nos voitures.

Un autre test : l'eau salée, pour lutter contre la corrosion. En une semaine, nos voitures prennent plus de « bains de mer » qu'elles n'en prendront dans toute leur vie.



UN RESEAU EUROPEEN.

Le résultat : un procédé exclusif de cathodisation, et une garantie 6 ans anti-corrosion sur tous nos modèles.

L'ESPAGNE ARCTIQUE.

Pour tester la tenue de route des Seat, nous avons les autoroutes et les routes sinueuses d'Espagne. Pour tester la résistance à la chaleur, nous avons les étés espagnols. Mais comment tester l'effet des hivers suédois sur le démarrage des Seat ?

Simple : nous enferrons une voiture dans un congélateur géant que nous réglons sur -30°. Après 24 heures, nous essayons le radiateur, le dégivrage, et faisons une série de contrôles « temps froids ». Tout doit être parfait.

Pour que vous puissiez compter sur votre Seat par tous les temps.

Mais il est un test bien plus important que tous les autres : la valeur.

Nous sommes persuadés que nos voitures offrent le meilleur rapport qualité prix.

Comparez notre équipement standard à celui de nos concurrents et vous découvrirez aisément que la Seat Ronda est l'une des voitures les plus généreuses d'Europe.

LE PLUS DUR DE TOUS LES TESTS.

Même avec l'équipement le plus sophistiqué, il y a un test que nous ne pouvons mener, un détail que nos spécialistes ne peuvent vérifier : votre opinion sur les Seat.

Nous avons testé les Seat. Maintenant, c'est votre tour.

lectuels

De Lorca à « La Luna », cinquante ans de littérature

La démocratie est arrivée en Espagne à un moment politique difficile. En effet, lorsque Franco meurt, le monde occidental est frappé par la plus grave crise économique qu'il ait connue depuis la fin des années 20. La récession générale favorise le protectionnisme dans tous les domaines. Cela est vrai aussi pour les échanges culturels.

En fait, bien avant 1975, le régime franquiste avait dû déjà se soumettre à une influence des productions culturelles plus ou moins traditionnelles. Tout de suite après la guerre civile et la deuxième guerre mondiale, la dictature avait bien essayé d'imposer un modèle culturel totalitaire. Mais en vain. Franco avait gagné la guerre, mais il perdit plus tard la bataille sociale, et il a perdu aussi assez rapidement la bataille culturelle.

On peut dire que dès la fin des années 50, la littérature espagnole avait cessé d'être franquiste, même si le régime avait pu avoir un moment l'illusion que les écrivains seraient à sa botte.

On peut dire qu'il y a eu une littérature espagnole sous et pendant le franquisme, mais à aucun moment il n'y eut de littérature, digne de ce nom, que l'on ait pu qualifier de franquiste.

Cela est évident, si l'on recherche les noms que la langue et obscure étape franquiste a légués à l'histoire du point de vue littéraire. Les grands poètes d'avant la guerre civile ou ceux qui commençaient de l'être au début du conflit ont conservé tout leur prestige. Ce sont ceux de la génération de « l'année 1927 », et parmi eux Juan Ramón Jiménez et Vicente Aleixandre ont été les deux derniers Espagnols à obtenir le prix Nobel de littérature. Vicente Aleixandre a même symbolisé en un sens le retour de l'Espagne à la démocratie, tandis que Juan Ramón a été l'exemple même d'une certaine pérennité de la poésie espagnole en dépit du franquisme.

La génération de la guerre civile

Après Becquer, le romantisme éternel, le poète le plus lu, le plus aimé, le plus admiré, a été bien sûr Federico García Lorca. Federico a été le symbole et la victime d'une tentative d'assassinat de la littérature espagnole pendant la guerre civile. N'oublions pas Antonio Machado, le plus grand de la poésie espagnole de tous les

temps. Il est mort lui aussi en exil peu après la fin de la guerre civile. Il est enterré dans la petite ville française de Collioure à quelques kilomètres seulement des Pyrénées.

Machado et Lorca ont tellement marqué la poésie espagnole pendant la guerre civile et pendant les années noires qui ont suivi qu'aujourd'hui, même alors que nous avons retrouvé toute la liberté démocratique, ce sont eux qui demeurent vivants dans le public et qui influencent encore les poètes contemporains. Ces dernières années, les plus grandes récompenses ont été attribuées aux survivants de cette génération : Jorge Guillén, Damaso Alonso, Gerardo Diego et Rafael Alberti, qui ont reçu le prix Cervantes, la plus grande distinction des lettres hispaniques créée précisément avec le retour de la liberté.

D'autres figures plus ou moins oubliées attirent de nouveau l'attention du lecteur. Par exemple, le grand José Bergamín disparu en 1983. Un homme qui s'était engagé jusqu'à la fin de ses jours. Il a été obligé de se réfugier au Pays basque après avoir passé la plus grande partie de sa vie à se battre contre le franquisme. Autre disparu notable, Blas de

Otero, chef de file d'une poésie politique engagée. Mais c'est Gabriel Celaya qui continue à bénéficier des plus grandes faveurs du public.

A cette génération de poètes particulièrement engagés ont succédé, dans les années 50, des poètes que leur rigueur a conduits à l'exigence. Par exemple, José Ángel Valente, Claudio Rodríguez, dernier Prix national de littérature en poésie, Carlos Barral, aujourd'hui romancier, Angel González et Jaime Gil de Biedma très en cour parmi les jeunes loups de l'avant-garde poétique.

Une nouvelle sensibilité

A la fin des années 50, et alors que la bataille culturelle était perdue pour le franquisme, un mouvement, qui s'est appelé les *novísimos*, a rassemblé un groupe de jeunes poètes qui rejetaient la littérature politique engagée et qui se tournaient vers la recherche d'un certain esthétisme. Parmi ce groupe, les plus notables ont été, et continuent d'être dans une grande mesure, Pere Gimferrer, un Catalan qui a fait de très bonnes choses dans sa langue et qui vient de se révéler comme un

très bon romancier. Félix de Azúa, Guillermo Carnero, Antonio Martínez Sarrion et quelques autres comme Luis Antonio de Villena, Antonio Colinas ou encore Jaime Siles.

Les nouvelles structures d'autonomie mises en place dans les régions espagnoles par le gouvernement central ont favorisé l'apparition de nouveaux groupes d'un certain intérêt. C'est le cas, par exemple, en Andalousie, où a surgi le mouvement dit de la « nouvelle sensibilité » d'inspiration baroque, mais très tourné et inséré dans les réalités locales. Parmi eux Antonio Carvajal, Luis García Montero et Javier Egca et les membres de l'ancien groupe *Castico de Cordoue*, qui s'élevaient dans les années 50 contre les règles et le dogmatisme de la poésie politique. Les poètes féminins ont fait leur apparition de manière spectaculaire, affirmant leurs propres revendications, particulièrement dans les domaines de l'érotisme : c'est le cas d'Ana Rossetti, de Clara Janés ou de Blanca Andreu.

Mais il faut bien admettre que la poésie d'aujourd'hui n'a pas atteint, et de loin, le niveau de celle des années d'avant la guerre civile. Elle n'exprime pas non plus l'exigence morale de ceux qui ont immédiatement précédé la vague actuelle. Elle s'appuie sur des œuvres connues et se déplace dans ce contexte nouveau des autonomies régionales ou des initiatives culturelles municipales. Il s'agit donc d'un mouvement poétique plutôt restreint, comme c'est le cas après tout dans la plupart des pays du monde développé, mais c'est pourtant une poésie capable de déchaîner des passions et de multiples petites querelles suivies avec ferveur par des cercles de jeunes initiés.

Le rock andalou

Dans ces cercles, qui se qualifient eux-mêmes de « *postmodernidad* » (l'après-modernité), on se concentre parallèlement sur la musique qui oscille entre l'exploitation industrielle et la recherche d'un nouveau populisme. Même le rock devient andalou. On accepte et on modifie les modes venues d'ailleurs. On fabrique des chansons iconoclastes et démythificatrices.

Mais la poésie n'entraîne pas l'argent. C'est un peu différent pour la musique et la peinture. C'est le marché qui impose sa loi. Mais il se heurte au désir de destruction qui inspire nos meilleurs jeunes créateurs qui se battent avec acharnement contre l'industrialisation de la culture, un phénomène qui a réussi ailleurs en Occident, mais qui n'y est pas encore complètement parvenu en Espagne. En un sens, notre sous-développement nous permet encore certaines possibilités de libération et d'exploration.

L'industrialisation culturelle obtient des résultats plus probants dans le domaine du roman. Cela mérite une observation. L'Espagne, on l'ignore trop souvent, est le cinquième pays producteur de livres sur le marché occidental, avant la France. Les maisons d'édition espagnoles ont publié en 1982 trente mille titres, et de ce point de vue notre pays occupe une place importante sur le marché. L'édition en Espagne est solide. Elle a une longue tradition. Elle bénéficie d'une expansion naturelle en Amérique latine.

Les droits d'auteurs dans le monde hispanique sont généralement conclus pour la totalité du marché de langue espagnole, c'est-à-dire pour l'Espagne et toute l'Amérique latine. Un éditeur espagnol dispose d'un marché potentiel de trois cents millions de lecteurs. Mais il faut tenir compte évidemment du sous-développement, de l'analphabétisme, de la dispersion, des crises économiques et financières qui affectent l'Amérique latine.

Pratiquement, le Mexique et l'Argentine ont fermé leurs portes à l'édition espagnole. Paradoxalement, l'Espagne est aussi le pays de moindre consommation de papier par habitant du monde occidental. Le tirage moyen des trente mille titres publiés chaque année est faible. Cette situation

favorise la progression de l'industrie culturelle anglosaxonne, alors que l'influence traditionnelle de la France dans l'édition et la traduction est en train de disparaître.

La découverte de la littérature de l'exil a coïncidé avec le retour de la démocratie. Des auteurs mal connus sont maintenant publiés normalement : Guillén, Alberti, J. Sender, Max Aub, le Catalan Merce Rodoreda, Francisco Ayala et Juan Gil Albert. Mais les grands succès de librairie se font sur des noms bien connus, et Camilo José Cela reste bien entendu le plus grand. Ces dernières années ont vu également le sacre définitif des membres de la génération réaliste du milieu du siècle, avec des prix nationaux décernés à Carmen Martín Gaité et Jesús Fernández Santos, les succès de Juan Marsé et de Juan García Hortelano. Juan Goytisolo n'a pas, de son côté, obtenu, avec son dernier roman *Paysage pour après la bataille*, le même succès qu'avec ses romans précédents.

L'apparition du féminisme

De tous les mouvements qui ont surgi en littérature depuis la restauration de la démocratie, il convient d'insister sur la littérature dite « féministe », qui se consacre au statut de la femme dans la nouvelle Espagne. Rosa Montero et la Catalane Montserrat Roig sont sans doute les deux auteurs les plus remarquables de ce point de vue, celles aussi que le public connaît le mieux. Mais il serait injuste de ne pas mentionner Lourdes Ortiz, Esther Tusquets ou Christina Fernandez Cubas.

C'est une littérature réaliste, si décrite par ailleurs en raison de la plus grande liberté des mœurs. Car le réalisme est en train de disparaître sous l'avalanche d'un nouveau populisme littéralement préfabriqué, par exemple dans le genre du « roman noir » ou du « polar » qui connaît un boom exceptionnel. Les derniers best-sellers, en Espagne même, concernent des récits souvent rapides ou simplistes qui cultivent indirectement la nostalgie du franquisme. On devrait réfléchir à cela. De ce point de vue, la nostalgie est toujours ce qu'elle était.

Que dire des nouveaux auteurs ? Francisco Umbral alterne des chroniques journalistiques avec des récits très subjectifs. Leopoldo Azanot n'en finit pas de rechercher ses sources. Juan José Millas a produit un très bon roman, *la Vision de l'étouffé*. Alvaro Pombo, auteur de poésies et de romans, a obtenu le prix Heraldo pour *le Héros des marseilles de Marsard*. Eduardo Mendoza a obtenu un triomphe en 1975 avec *la Vérité sur l'affaire X Savolta*. Jesús Ferrero, l'un des représentants les plus intéressants de l'« après-modernité ».

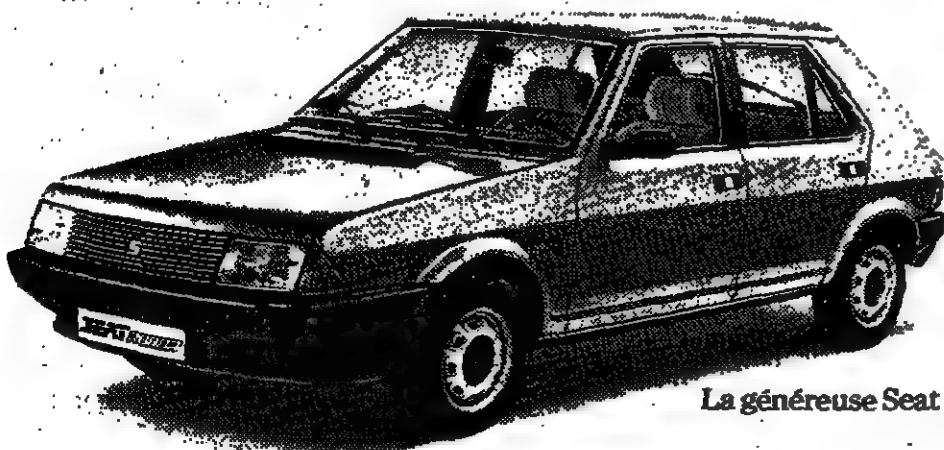
Le débat est dans la rue

En fait, le débat intellectuel et littéraire est descendu dans la rue. L'Université a déçu tout le monde, mais tout le monde veut s'en emparer. Les idées s'installent dans les journaux, ce qui favorise la divulgation mais abaisse la qualité. La radio relaie le boom de la presse sur son déclin. On fait aussi de la littérature à la radio, pas toujours bonne mais désinvolte. Des revues littéraires disparaissent mais d'autres surgissent comme *La Luna de Madrid*. Exemple type de recherche d'une contre-culture qui s'efforce de trouver une nouvelle approche. Elle réussira peut-être lorsqu'elle osera intégrer ce qu'il y a eu de vrai et d'efficace dans le passé.

En Espagne, l'imagination donne l'impression d'avoir conquis le pouvoir mais, pour le moment du moins, elle n'a pas trouvé grand-chose. On ne l'entend guère. L'imaginaire se dilue trop souvent dans le gratuit et l'inutile. Mais la réalité espagnole finira par s'imposer sur tant de rêves éphémères et bédonistes.

RAFAEL CONTE.

POUR CEUX QUI CONNAISSENT.



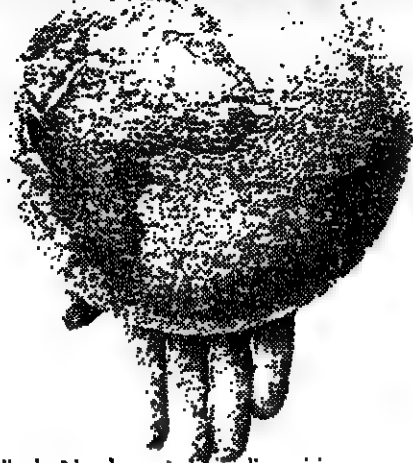
La généreuse Seat Ronda

SEAT

CONSTRUITE AVEC FERTÉ, CONDUITE AVEC PLAISIR.

IMPORTATEURS:
AUTRICHE: IBERICAR IMPORT/EXPORT S.N.B. TEL: 222 741 52.
ALLEMAGNE: EURO ALTO IMPORT/EXPORT S.N.B. TEL: 06142 0930.
FRANCE: SUNALTO S.A. TEL: 3 037 42 62.
PAYS-BAS: NIBHART CAR B.V. TEL: 023 339 172.
ITALIE: REMPUELLER IMPORT/EXPORT S.P.A. TEL: 02 30013.
GRÈCE: IBERIA COMMERCIAL & INDUSTRIAL S.A. TEL: 1 943 3414.
ISRAËL: SEAN LTD. TEL: 4 173 011.

Exportateurs, augmentez vos chances.



Le Crédit du Nord met à votre disposition :

- ses 600 agences en France,
- son infrastructure à l'étranger : succursales à Londres et New York, filiales de services spécialisés et correspondants, Crédit du Nord Belge,
- les départements techniques de sa Direction des Affaires Internationales.

En Espagne :

• Intertinsa, société de services, filiale du Crédit du Nord
 Directeur : Jean-Michel Ayello
 Internacional Financiera e Industrial S.A.
 Paseo de la Castellana, n° 56 - Madrid - 1
 Tel. : (341) 413.57.11 - Telex : 42082 IFIN - E

Crédit du Nord

La presse et l'héritage d'Ortega y Gasset

Il serait erroné de croire que l'avènement de l'ère de l'audiovisuel et de l'information rapide assurée par la radio ont privé la presse écrite de son importance. Bien que parfois menacée au niveau local par les stations de radio, elle continuera à jouer son rôle, irremplaçable, surtout dans le domaine du commentaire. La radio et la télévision peuvent certes donner des opinions, mais ne sont pas à même de les créer, car un article original exige un degré de concentration et de réflexion que seule sa lecture peut assurer.

Cette fonction du journal est particulièrement appréciable dans des pays comme la France et l'Espagne. *Le Monde* et *El Sol*, le premier de manière permanente, le second durant sa période de parution (décadence de la Restauration, dictature du général Primo de Rivera, installation de la République) ont joué un rôle décisif pour façonner l'opinion dans leur pays respectif.

Le journal madrilène, avec la maison d'édition Espasa-Calpe et la revue culturelle et philosophique *Revista de Occidente*, ont constitué les instruments à travers lesquels ce grand intellectuel que fut Ortega y Gasset a exercé son autorité. Même si celle-ci ne fut peut-être pas aussi décisive qu'on

a pu le dire, elle a en tout cas beaucoup contribué à créer, dans les milieux intellectuels, un état d'esprit favorable à l'instauration de la République. S'agissant d'un travail d'équipe, le rôle personnel d'Ortega n'en était pas moins indéniable.

Le passage du franquisme au nouveau régime démocratique, qui s'est déroulé sans la moindre « rupture » révolutionnaire, n'a pas bénéficié d'une participation appréciable des milieux intellectuels. La prise de position de l'Eglise (exprimée dans l'homélie du cardinal Enrique y Tarancon lors du couronnement du roi) et, plus encore, la prise de position de l'armée (reconnaissant le roi), dès la mort du général Franco, comme son chef suprême, l'attitude politique du monarque, aidé de manière efficace par certains anciens collaborateurs du franquisme : tels furent les facteurs déterminants. C'est seulement un an après la mort de Franco qu'apparaît le journal *El País*, dont le président a été depuis le début Jose Ortega Spottorno, fils d'Ortega y Gasset, et dont les fondateurs furent tous des « orteguistes » purs. Mais, rompant avec son projet initial, ce journal devint rapidement la véritable « intellectualité collective » de l'après-franquisme.

El País procède certainement de l'« orteguisme », mais davantage dans son sens sociologique qu'idéologique. Son inspiration ne provient plus directement de la position politique d'Ortega. Le pouvoir journalistique en son sein est passé des mains des propriétaires à celles de ceux qui font effectivement le quotidien. Contrairement à *El Sol*, essentiellement destiné aux classes dirigeantes et qui survivait économiquement grâce à la publication conjointe d'un autre journal de grand tirage, *El País*, se lit dans toute l'Espagne et bénéficie du tirage le plus important du pays. En outre, son influence est de loin supérieure au cadre de ses lecteurs. Comment expliquer ce succès ? *El País* a pu à la fois bénéficier de l'héritage de l'« orteguisme » et du prestige socio-culturel qui y était attaché, et affirmer son indépendance vis-à-vis de lui. Ce qui explique la diversité idéologique de ses collaborateurs.

Continuateur, avec quelques petites concessions çà et là, de la tradition d'*El Sol*, il y ajoute le radicalisme, au sens actuel du terme, sans connotations socio-économiques. Son image contraste avec celle d'autres journaux nés, eux aussi, au début de l'après-franquisme, tels *Diario-16*

ou *El Periodico*. Tandis que ces derniers représentent un type de journalisme plus vif et plus alerte, destiné à faire concurrence aux autres médias, *El País* a décidé de s'ajuster plus strictement au modèle de la culture écrite et à cette fonction de « formateur d'opinion » dont nous parlions antérieurement.

El País met un point d'honneur à affirmer son indépendance vis-à-vis de tous les partis politiques et de toutes les doctrines. Mais il doit également veiller à un autre type d'indépendance, qui consiste à éviter de se transformer en une véritable institution. L'« intellectualité collective », tout comme l'intellectuel individuel, doit être

toujours éveillée, disponible et ouverte. Elle implique également que la fonction intellectuelle conserve la primauté sur la fonction économique. Un journal qui croit trop rapidement risquer de voir en son sein l'autorité intellectuelle céder progressivement le pas face aux détenteurs de la propriété économique agissant comme groupe de pression ou d'intérêt. Si c'est vrai que l'intellectuel ne peut vivre librement suspendu dans l'atmosphère, il est toujours dommage de voir une entreprise culturelle risquer de se transformer en une entreprise économique.

JOSÉ LUIS L. ARANGUREN,
 (philosophe et essayiste).

Le village andalou de Lijar a enfin signé la paix avec la France

C'EST une nouvelle guerre de Cent Ans qui a pris fin en 1983. L'Etat français, représenté par son consul à Malaga, et le village de Lijar, en la personne de son maire, M. Diego Sanchez Cortes, ont solennellement signé en octobre un traité de paix qui a mis fin à un siècle et seize jours d'hostilités. Précédée d'une messe, la cérémonie s'est déroulée au son de l'orchestre municipal sur la grand-place de Lijar, rebaptisée, pour la circonstance, place de la Paix.

C'est le 14 octobre 1983, en effet, que les autorités municipales de Lijar, un village de six cents habitants situé à une cinquantaine de kilomètres d'Almería, avaient déclaré la guerre à la France à la suite du traitement apparemment peu respectueux qui avait été réservé au roi d'Espagne Alphonse XII lors de sa visite à Paris. Les archives de la ville évoquent en termes outragés le comportement de la « misérable populace appartenant à la nation de France ».

Malgré sa longueur, le conflit ne semble pas avoir été particulièrement meurtrier, ce qui a facilité la réconciliation. La plupart des habitants de ce village perdu dans la montagne n'ont, certes, jamais vu de Français de leur existence. Mais certains jusqu'au boutistes n'en étaient pas moins opposés à toute capitulation. C'était notamment le cas du facteur qui a confié à la presse espagnole sa colère de voir signer la paix, alors que les paysans français ramenaient sur les routes du Midi les charrettes des carrións espagnols.

La majorité des habitants, toutefois, considéraient que le temps de la guerre est passé. Ils espèrent surtout que la publicité apportée à leur village par la cérémonie incitera dorénavant les touristes français descendant vers la Costa del Sol et qui ignoraient jusqu'ici l'existence de Lijar : d'y faire désormais un crochet. La paix des braves a été signée, l'ennemi d'hier peut devenir le consommateur de demain.

Bonnet

— ÉQUIPEMENT ET MATÉRIEL POUR L'INDUSTRIE HOTELIÈRE.
 — FROID INDUSTRIEL ET VITRINES RÉFRIGÉRÉES POUR L'ALIMENTATION.

BONNET IBERICA, S.A.

Etudes et projets
 Calle de Ercio, 67 - Madrid - 28 - Espagne
 Tél. 256.50.33 - 256.46.78 - Telex 25678 BONT-E

PARIS-MADRID EN AIRBUS

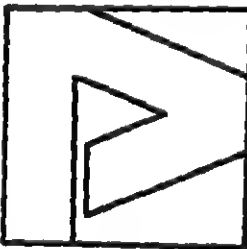
RAPIDE 1 H 50 DE VOL
 LUXUEUX EN PREMIERE CLASSE
 TRADITIONNEL EN CLASSE TOURISTE

2 vols quotidiens :
 Orly-Sud Madrid : 12h05 - 20h15
 Madrid Orly-Sud : 9h15 - 17h25

Consultez votre agence de voyages ou le service réservations d'IBERIA, tel. : 723 00 23.

IBERIA

BANCO POPULAR ESPAÑOL



770 SUCCURSALES EN ESPAGNE
 SUCCURSALES EN FRANCE

PARIS, 116, rue du Faubourg St. Honoré
 PARIS, 145, rue de la Pompe
 PARIS, 22, rue Saint-Augustin
 PARIS, 16, avenue de la République
 BÉZIERS, 36, avenue Gambetta
 BORDEAUX, 2, rue de Bègles
 GRENOBLE, 25 bis, cours Berriat
 LYON, 1, cours Gambetta
 MONTPELLIER, 14, Boulevard du Jeu de Paume
 NEUILLY, 9 rue de L'Eglise
 NIMES, Square Antonin
 SAINT-DENIS, 25, rue Auguste-Delaune
 VILLEURBANNE, 135 - 137, cours Emile Zola

CREDIT LYONNAIS: PARTOUT DANS LE MONDE

EN ESPAGNE depuis 1875.

MADRID
 P. de la Castellana, 35
 Tel. 419.95.14 - 419.90.04 (91)

AGENCES URBAINES
 Velazquez, 75 - Tel. 431.58.20
 Oranien, 31 - Tel. 456.15.12
 Carraced de San Jerónimo, 22
 Tel. 429.14.26
 Goya, 66 - Tel. 431.25.64

BARCELONE
 Londres, 102-104
 Tel. 200.03.11 (93)

AGENCES URBAINES
 Pau Claris, 70 - Tel. 301.86.04
 Muntaner, 45 - Tel. 212.22.50
 Dr. Ferrer, 43-45 - Tel. 204.62.11

BILBAO
 Alameda de Rebollos, 35-A
 Tel. 442.27.59 (94)

SAINT-SEBASTIEN
 Arda de la Libertad, 3
 Tel. 42.35.33 (943)

SEVILLE
 Arda de la Constitución, 18
 Tel. 21.36.06 (954)

VALENCE
 Pza. Alfonso el Magnánimo, 14
 Tel. 322.26.56 - 322.35.27 (96)

VIGO (Représentation)
 Polanco Sang n°1
 Platero - Otiliana 104
 Tel. 22.83.55



Affaires Internationales
 16, rue du 4 Septembre,
 75002 PARIS.
 Tél. 295.70.00
 Telex : 612400 CRED



EUROPARTENAIRES - BANCO DI ROMA - BANCO HISPANO AMERICANO - COMMERZBANK - CREDIT LYONNAIS.

L'adhésion à la C.E.E. : risques et avantages

A l'occasion du centenaire de la chambre de commerce de Barcelone s'est tenu un débat réunissant le président de la Fédération des chambres de commerce et de très nombreux participants. Nous avons pris conscience, en écoutant les uns et les autres, des tensions et des difficultés qui doivent être surmontées si l'on veut aboutir à un résultat positif.

En 1983, malgré les réalisations du Marché commun, le rêve s'est dissipé : on parle de non-Europe. « Les trente glorieuses » ont cédé la place au découragement. Notre vision se limite à des discussions stériles, à des excédents encombrants : montagnes de beurre, fleuves de lait, tonnes d'acier. Pour comble d'infortune, des problèmes budgétaires et des problèmes de trésorerie viennent se surajouter à toutes ces difficultés.

Dans ce décor incertain, comment se présente la dernière étape de l'élargissement, c'est-à-dire l'entrée de l'Espagne et du Portugal dans le Marché commun ? Le problème est posé officiellement depuis les années 60, les négociations se poursuivent depuis 1979.

Je voudrais d'abord esquisser un bilan des craintes et des difficultés, au regard des espoirs et des avantages.

Il faut s'attendre pour les Douze à une aggravation de la concurrence, donc du chômage en plus, à court et à moyen terme, dans l'industrie et dans l'agriculture. Comment ne pas rappeler que nos amis espagnols souffrent d'un taux de chômage de plus de 17 %, soit le double de celui de la France ?

Si les deux pays candidats s'ajoutent aux dix pays membres, une augmentation des capacités est à prévoir. A titre d'exemple, l'Espagne est le septième exportateur mondial d'acier, et, malgré ses efforts de réduction de son appareil de production sur le site de Sagunto, elle exporte environ 5 millions de tonnes. Des problèmes analogues se posent dans le textile, la chaussure, la construction navale, et dans le très délicat secteur de la pêche. Pour l'agriculture, des inégalités profondes risquent d'apparaître de plus en plus entre les productions du nord de l'Europe et celles du Sud.

Depuis les origines de la Communauté, il y a un « contraste car-

tain entre la relative sécurité dont jouit l'agriculture de l'Europe du Nord et la concurrence sauvage, qui est la loi des agriculteurs du Sud ». Il paraît donc souhaitable d'amorcer une meilleure organisation des marchés pour le vin, les fruits et légumes, l'huile d'olive. La politique agricole commune devra être adaptée à la prise en compte de l'agriculture méditerranéenne.

Autres difficultés à prévoir : les revendications des pays tiers déjà associés ou non au Marché commun. On peut presque par avance dresser la liste des pays qui s'estimeront lésés par l'achèvement de l'Europe. Tout regroupement s'accompagne de mécontentements mais aussi de risques. Aujourd'hui, les principaux bénéficiaires des ventes agricoles à l'Espagne sont les Etats-Unis, l'Argentine et le Brésil. Demain, leur place sera en partie réduite au profit de la C.E.E. : il y aura là plus qu'un simple changement de fournisseur, si l'on considère les relations qui se veulent privilégiées entre l'Espagne et l'Amérique du Sud.

Il est probable que la Tunisie, pays associé et ami de la Communauté européenne, verra ses pro-

blèmes économiques s'accroître, sachant que, pour 80 %, ses exportations d'huile d'olive sont vendues actuellement en Europe. Pour la Tunisie, si demain la place est prise par la péninsule ibérique, les débouchés de substitution seront difficiles à trouver.

L'élargissement peut faire naître bien d'autres craintes : l'incertitude sur le financement du budget communautaire, qui obscurcit la perspective de nouvelles adhésions, l'aggravation probable du grippage institutionnel et du processus décisionnel dans une Communauté à douze et, enfin, des problèmes régionaux qui ne trouveront par forcément leur solution dans un ensemble plus large. Les comparaisons Nord-Sud y apparaîtront encore plus éclatantes. Le Mezzogiorno cessera d'être un problème italien. Avec l'Europe du Sud, la population plus défavorisée, représentera 15 % de la population totale du Marché commun, et sa croissance démographique ne cessera de faire augmenter ce pourcentage.

La position géographique de la péninsule ibérique est indispensable à la construction européenne. Baignée par l'Atlantique et la Méditerranée, elle est un trait d'union entre l'Europe, l'Afrique et l'Amérique. L'Espagne bénéficie d'une façade maritime de 5289 kilomètres. Le climat de l'Europe du Sud peut être, dans l'avenir, un facteur important de la vie économique.

Le déplacement du centre de gravité des Etats-Unis vers l'Ouest et le Sud-Ouest souligne que rien n'est jamais complètement figé à l'échelle d'un continent : les hommes, l'industrie, les activités, se déplacent progressivement, et cela malgré les déchirements imposés par le déplacement des familles.

La démographie de la Méditerranée est un autre facteur d'importance pour l'Europe. Le rapport entre les pays du nord de cette région et ceux du sud est en train de s'inverser : le Nord stagne, le Sud se développe et dispose d'atouts : pétrole d'Afrique du Nord, gaz, phosphate. La Communauté ne peut donc que concevoir les thèmes du dialogue euro-arabe de l'avenir et doit envisager une politique méditerranéenne avec la péninsule ibérique.

Le maintien de la situation créée par le traité de 1970 comporterait de graves inconvénients. De mauvaises habitudes ont été prises, qui sont susceptibles de disparaître avec l'entrée des pays candidats. A titre d'exemple, l'Espagne dispose d'avantages tarifaires beaucoup plus élevés que ceux qu'elle a, pour sa part, concédés à la Communauté européenne.

Le système douanier favorise l'entrée dans la C.E.E. de très nombreuses importations en provenance de la péninsule ibérique ; le commerce franco-espagnol est très favorable à l'Espagne. En 1981, le déficit de la France était de l'ordre de 2 milliards de francs, il a doublé en 1982, et, en 1983, il pourrait atteindre 6 milliards de francs. Ce point doit être rappelé, et notre pays ne mérite peut-être pas toutes les critiques qui lui sont adressées.

L'adhésion devrait permettre de régulariser une situation apparemment seulement favorable à l'Espagne, car elle n'incite pas sa jeune et dynamique industrie aux meilleurs choix de spécialisation industrielle.

L'augmentation des débouchés agricoles et industriels est le résultat à attendre de l'élargissement de l'Europe. Alors que les pays du

Nord connaissent une certaine saturation de leur marché, ceux du Sud apportent une demande potentielle dynamique. Ils devraient donc exercer un effet d'entraînement pour l'actuelle Communauté économique européenne. Ce surplus de marché ne sera réel que si l'Espagne et le Portugal peuvent financer leurs importations par des exportations et s'ils bénéficient d'avantages équilibrés.

Au-delà des problèmes à court terme, les pays d'Europe apparaîtront plus complémentaires que concurrents.

Le débat sur l'adhésion comporte deux dangers : l'enthousiasme facile, voire démagogique, qui ne prendrait pas en compte les difficultés et les complexités du dossier ; le report continu de l'échéance susceptible de conduire à l'enlèvement et aux désillusions.

L'esprit du traité de Rome va au-delà d'une simple union douanière, c'est une communauté : ce qui exige dans les négociations une largeur de vue particulière, dépassant le point de vue économique. Perdre cette occasion serait s'engager dans des solutions alternatives contre l'Europe elle-même.

Nous devons apporter notre contribution pour que cesse l'incertitude et pour améliorer les relations entre l'Europe et la péninsule ibérique. Une négociation sérieuse et rapide apparaît donc nécessaire pour tous.

Jean Monnet avait raison de dire : « L'Europe se fera dans les crises et elle sera la somme des solutions apportées à ces crises. »

XAVIER DE VILLEPIN,
Président de l'Union
des chambres de commerce
et d'industrie françaises
à l'étranger.

« Pas à n'importe quel prix... »

SELON M. Carlos Ferrer, président de la Confédération espagnole des organisations d'entreprise (C.E.O.E.), les chefs d'entreprise espagnols sont favorables à l'adhésion à la C.E.E., « mais pas à n'importe quel prix ».

C'est un sportif qui dirige les patrons espagnols. De son passé de champion de tennis, Carlos Ferrer a conservé le sillonisme jévillien. Grand et svelte, ancien membre de l'équipe espagnole de Coupe Davis en 1954, se Cassini, au sourire éclatant, porte la cinquantaine avec élégance. Il est l'image même de la réussite. Président de l'entreprise pharmaceutique Ferrer International qu'il a créée, le patron des patrons espagnols est aussi président du Banco europeo. « J'ai donc toutes les raisons de vouloir l'entrée de l'Espagne dans le Marché commun », lance-t-il. Mais, s'il estime que l'adhésion entraînera une modernisation et une plus grande compétitivité des entreprises de son pays, M. Ferrer ne cache pas son inquiétude devant les condi-

tions de l'intégration de l'économie espagnole dans l'économie communautaire. Il rejette les propositions de la commission européenne selon laquelle l'Espagne devrait atteindre, pour les produits industriels, un désarmement douanier moyen d'environ 30 % dans un délai de douze mois à partir de l'adhésion. « La C.E.O.E. a toujours été favorable à ce que l'intégration se fasse à travers une période transitoire de dix ans. En nous proposant deux mois au plus, on nous paralyse de nos exportations agricoles pendant quatre ou cinq ans, on nous fait clairement sentir qu'on ne veut pas de nous dans la Communauté... »

Des pans entiers de l'industrie espagnole s'effritent : la sidérurgie et les chantiers navals traversent une crise, grave, et avec 2,3 millions de demandeurs d'emploi, l'Espagne atteint un taux de chômage de 17 %, le plus élevé de l'O.C.D.E. Cependant, M. Carlos Ferrer pense que son pays peut jouer un rôle actif dans

le peloton de tête des pays industrialisés. « Nous avons plus de difficultés que les autres à surmonter la crise, car il nous a fallu faire face à une profonde réforme des institutions et des structures après le changement politique. Mais l'Espagne vit aujourd'hui sa révolution industrielle. En 1950, 49 % de la population travaillait dans l'agriculture. Le chiffre est passé à 17 % en 1983. Nous sommes en ce moment dans une phase intermédiaire à mi-chemin entre la société industrielle et celle où la technologie prime. Je crois vraiment que l'Espagne peut être compétitive dans une situation économique plus ouverte sur l'extérieur. »

Pour le patron des patrons espagnols, la difficulté d'adaptation à la reconversion industrielle, qui connaît certains secteurs classiques est due à l'héritage du franquisme, responsable, selon lui, de la rigidité en matière d'emploi. « Les entreprises doivent pouvoir s'adapter à la révolution économique si elles veulent survivre. Et cela implique une plus grande flexibilité de l'emploi. Le gouvernement en est persuadé, mais il n'ose pas prendre des mesures de réduction de la main-d'œuvre existante... »

M. Carlos Ferrer se trouve à la tête de la C.E.O.E. depuis sa création en 1977. Apparemment, il s'accommode plutôt bien du gouvernement de M. Felipe Gonzalez. Il le dit, du moins : « L'arrivée d'un gouvernement socialiste a un peu changé la situation mais pas tellement. Depuis notre première réunion avec le gouvernement, le 10 novembre 1982, les relations sont fluides. Elles restent essentiellement placées sur un plan professionnel, mais depuis plus d'un an on s'y tient. »

Avec les syndicats, le patronat espagnol poursuit sa politique d'accords salariaux commencée en 1979 avec l'élaboration du statut des travailleurs. A l'époque, seul le syndicat socialiste, l'Union générale des travailleurs, avait ratifié l'accord. Depuis, des négociations ont abouti, parfois même avec les commissions ouvrières d'inspiration communiste. Les négociations entreprises récemment en vue de l'accord salarial pour 1984 n'aboutiront probablement pas, d'après M. Ferrer. « La politique d'austérité décidée par le gouvernement qui veut limiter l'inflation à 8 % porte aussi sur les salaires. L'augmentation sera bloquée à 6 1/2 %. Mais les syndicats demandent plus, et l'on s'achemine vers une rupture. Malgré tout, cette politique de concertation patronat-syndicats est unique dans l'histoire de l'Espagne et représente un apport fondamental pour la stabilité de la démocratie. »

Propos recueillis par
CHRISTIAN LUC PARBON.

UN EXEMPLE D'EFFICACITE BANCAIRE INTERNATIONALE

BNP EN ESPAGNE

LE GROUPE BNP



BNP ESPAÑA, S.A.

Groupe Banque Nationale de Paris

47 SUCCURSALES ET AGENCES BANCAIRES

- Agence Centrale : Calle Genova 27 MADRID Tél. 419.21.27
- Agence de Barcelone : Calle Entenza 321 BARCELONE Tél. 321.59.00
- Filiale : Crédito, crédit différé - crédit immobilier



BANQUE NATIONALE DE PARIS

Succursale de Madrid : Calle Genova 27 MADRID Tél. 419.21.27



CONSEJO ESPAÑA, S.A.

Filiale Groupe BNP

Rapprochements, fusions, vente de sociétés, cession et prise de participations. Conseil en investissements. Assistance à l'implantation (juridique, fiscale...).
Calle Genova 27 6° Madrid
Téléphones : 404.54.88/404.55/404.56/404.57
Calle Ledesma 10 bis 4° - 4. Bilbao
Téléphones : 424.97.32/424.97.40.



EUROFIP S.A.

Filiale de la BNP et du BANCO CENTRAL

- Promoleasing S.A.
- Promoción de Sociedades Industriales y Comerciales, S.A.

Escompte, financements immobiliers et industriels à court, moyen et long terme. Prises de participations. Toutes opérations financières et de crédit LEASING.

Calle Serrano 87 - Madrid
Téléphone : 404.53.12

BANQUE NATIONALE DE PARIS

Siège Social : 16, boulevard des Italiens, 75009 PARIS
Tél. : 244.45.46 - Téléc. : 280 605

CRÉDIT AGRICOLE, BANQUE DE L'AGRO-ALIMENTAIRE

Pour l'Espagne

Bureau de Représentation

Castellana 91
Madrid 16 - Espagne
Tél. : 456.14.64 - Téléc. : 43611

Membre du groupe Unico



CRÉDIT AGRICOLE

91/93, Bd Pasteur 75015 Paris - Tél. : 323.52.02
Téléc. : 203.555 - Swift AGRI FR PP Cable : CACREDI

La France premier client

NOTOIREMENT instables au plan politique, les relations franco-espagnoles sont, en revanche, plus solides dans le domaine économique. La polémique souvent virulente entre les deux pays à propos de l'entrée de Madrid dans la C.E.E. ou du problème basque n'empêche pas la France d'être à la fois le premier client et le troisième fournisseur (après les États-Unis et la R.F.A.) de l'Espagne. L'implantation de l'industrie et de la banque fran-

çaises au sud des Pyrénées est très ancienne, et le volume des investissements qu'y effectue notre pays (près de 700 millions de francs en 1983) se situe par importance en troisième position, après ceux de la R.F.A. et des États-Unis.

Les chiffres du commerce bilatéral sont tout à l'avantage de Madrid. Pendant des décennies, les échanges furent favorables à la France, mais, depuis 1977, la tendance s'est inversée. Le déficit,

depuis, n'a cessé de se creuser aux dépens de Paris, de manière lente mais régulière. Il atteignait 3,9 milliards de francs pour les dix premiers mois de 1983, le taux de couverture, du côté français, équivalant à 82 % (contre 83,5 % pour la même période de 1982). Au-delà de ce déséquilibre, les échanges bilatéraux, très diversifiés (1), présentent un caractère particulièrement dynamique, puisque, de janvier à octobre 1983, les exportations de la France vers l'Espagne ont augmenté de 16,5 % et ses importations de 18,7 % par rapport aux dix premiers mois de 1982.

C'est dans le domaine agricole que le désavantage enregistré par Paris est le plus sensible, puisque le taux de couverture, dans ce secteur, est à peine de 17 % en 1983. Divers facteurs expliquent ce phénomène. La compétitivité de l'agriculture espagnole est indéniable pour certains produits, tels les fruits, les légumes et le vin, même si elle est due tout autant à l'insuffisance des mécanismes de protection des prix qu'à des éléments d'ordre climatique.

Par ailleurs, le maintien de mesures protectionnistes du côté espagnol, s'apparentant parfois à un véritable contingentement, ne permet pas à la France d'exploiter son avantage au sud des Pyrénées pour d'autres denrées agricoles qu'elle produit à meilleur prix. L'entrée de l'Espagne dans la C.E.E. aurait à cet égard deux effets opposés. Elle présenterait indéniablement des effets négatifs pour les régions qui, comme le Languedoc-Roussillon, restent très dépendantes de la vigne ou des fruits et légumes. Mais elle contraindrait par ailleurs l'Espagne à ouvrir davantage son marché aux produits agricoles étran-

gers, offrant ainsi de nouvelles perspectives aux paysans français.

Dans le domaine industriel, la France enregistre également un léger déficit dans ses échanges avec l'Espagne, malgré le retard technologique accumulé par celle-ci durant ces dernières décennies. L'accord commercial de 1970 entre Madrid et la C.E.E. n'y est pas pour rien. Signé à une époque où l'industrie espagnole n'apparaissait pas encore comme une rivale à craindre, elle a permis à celle-ci de se développer à l'abri de barrières protectionnistes, tandis que les pays de la Communauté lui ouvraient largement leurs portes. Maintenant que l'Espagne est devenue la dixième puissance industrielle du monde, le maintien (jusqu'à l'adhésion à la Communauté) de l'accord de 1970 la place dans une situation privilégiée par rapport aux Dix et, tout particulièrement, à sa voisine du nord.

L'implantation de l'industrie française au sud des Pyrénées contribue également, de manière paradoxale, à désavantager Paris dans ses échanges avec Madrid. Si les filiales espagnoles d'entreprises françaises furent d'abord créées pour se développer dans un marché particulièrement protégé, elles se sont par la suite largement réorientées vers l'exportation... à destination de leur pays d'origine notamment. Le phénomène est particulièrement remarquable pour l'industrie automobile : dans ce secteur, le déficit pour notre pays a été en 1983 de 1,5 milliard de francs, dû en majeure partie aux exportations vers la France réalisées par les filiales espagnoles de Renault, Peugeot-Talbot et Citroën. Tel est sans doute le prix à payer pour que la présence industrielle française, déjà la plus ancienne, se maintienne également parmi les plus importantes.

Six cents millions d'hispanophones en l'an 2000

VERS les années 2010, la population du monde atteindra les six milliards cinq cents millions. Les langues romanes seront alors parlées par un milliard deux cents millions d'hommes.

Ces chiffres sont un défi pour les langues espagnole et française : celui de défendre leurs essences culturelles et leurs structures de civilisation face à la langue dominante en Occident.

Les langues-véhicules de compréhension internationale sont en nombre très réduit, probablement inférieur à la douzaine.

Entre l'an 2000 et 2010, un nombre d'hommes qui peut être évalué à 600 millions parlera espagnol ; le portugais sera parlé par 240 millions et le français par 370 millions, suivis de l'italien et du roumain réunis avec 85 millions.

Nous pouvons nous faire une idée de ce que sera du point de vue de l'éducation, de la science et de la culture, le monde des années 2010. Les deux grands pays que Tocqueville voyait se partager la domination du monde, la Russie et l'Angleterre, représentent deux immenses aires linguistiques, et leurs langues se consolident au plan international. Ces circonstances créent un climat favorable à l'union de toutes les personnes et de tous les pays qui parlent des langues romanes.

Ceux-ci doivent concentrer toutes les possibilités d'union, particulièrement l'Espagne et la France, pays qui sont d'authentiques chefs de file, tant

par leur nombre d'habitants que par leurs langues respectives, et qui doivent assumer la responsabilité de créer des instruments efficaces pour l'union et le dialogue, contribuant ainsi à faire évoluer et influencer une culture adaptée aux graves problèmes que devront affronter les hommes au cours des prochaines années.

Quelques faits significatifs montrent que la lutte pour le pouvoir des superpuissances est aussi, dans un de ses aspects et non pas le moins significatif, une lutte culturelle.

Entre l'urgence et la nécessité, entre la possibilité et l'utopie, les Espagnols et les Français ont pris conscience de ce problème. Depuis 1975, l'Association espagnole des amis de la langue française, dans le comité directeur de laquelle se retrouvent quelques-uns des plus remarquables intellectuels, artistes et professionnels espagnols, a milité pour une meilleure compréhension entre tous ceux qui parlent les langues romanes et plus spécialement entre l'Espagne et la France.

De même, la création de l'Association française pour la diffusion de l'espagnol a été la première et importante démarche dans ce sens, et l'on doit envisager de nouvelles manifestations culturelles à caractère international qui unissent les deux pays sur des sujets touchant à la défense des cultures de deux peuples ainsi qu'à celle de leurs langues.

LUIS LAMANA DE HOYOS.

Ressources humaines sélection de dirigeants et cadres

Alain de la Touraille José del Campo
EGOR ESPANA
Castellana, 51. Madrid 1
Tél. (1) 410 51 94 - Téléc. 46 607

PARIS LYON NANTES TOULOUSE MILANO PERUGIA ROMA DUISSELDORF LONDON MADRID MONTREAL



FILIALE DU GROUPE
ASSURANCES GÉNÉRALES DE FRANCE

AGF SEGUROS, S.A. Albacete, 5-Madrid, 27-ESPAÑA
Téléc. 403 88 00 Tél. 403 46 210

GROUPE BANCO EXTERIOR D'ESPAGNE...

DE LA RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE D'ALLEMAGNE... DE FRANCE... DU CHILI... DE BELGIQUE... DES PAYS BAS... D'ITALIE... DU ROYAUME-UNI... DU GUATEMALA... DU PANAMA... D'ARGENTINE... DU PÉROU... DU BRÉSIL... DU PARAGUAY... DE COLOMBIE... DU VENEZUELA... DE GUINÉE ÉQUATORIALE... D'ÉQUATEUR... DE BAHRÉIN... DU MEXIQUE... D'URSS... DU PORTUGAL... D'ÉGYPTÉ... DES ÉTATS-UNIS... DE BOLIVIE... DE SINGAPOUR... DE SUISSE... D'URUGUAY... DES ÎLES CAYMAN... DU MONDE.



GROUPE BANCO EXTERIOR
La banque sans frontières



BANCO EXTERIOR-FRANCE
16, Rue de la Chaussée d'Antin
75009-PARIS

(1) Ils correspondent toutefois, pour 25 % environ du total, à quatre secteurs : agro-alimentaire, automobile, chimique et sidérurgique.

La chambre de commerce franco-espagnole de Paris, 17, boulevard Malesherbes (17^e), dispose d'une documentation complète, et constamment mise à jour, sur les problèmes économiques, financiers, commerciaux et juridiques. Tous ceux qui s'intéressent au marché espagnol, à quelque titre que ce soit (exportation, importation, création de filiales, cession de brevets, assistance technique) peuvent trouver des conseils et des appuis utiles.

De la nostalgie à l'espoir

(Suite de la page 5.)

C'est pourtant de loin le meilleur ouvrage de l'ancien combattant du FOUU à Barcelone et sur la front d'Aragon. Négligence révélatrice, car la guerre civile et ses déchirements internes n'a pas été un simple « accident » espagnol, mais bien universel.

Près de neuf ans après la mort de Franco, l'Espagne hésite entre une certaine nostalgie et l'espoir. Nostalgie des « jours tranquilles » du franquisme qui se revivront jamais, car le monde de cette fin de siècle n'a plus aucun rapport avec celui des années 50. Espoir d'une explosion culturelle authentique qui n'a pas de toute évidence coïncidé avec l'instauration des libertés. Bien des intellectuels espagnols attendaient autre chose. L'Espagne cède elle aussi devant les modes faciles du monde anglosaxon. Elle a accepté dans ses rues les punks et les « gays ». Elle est envahie par le rock, les séries télévisées médiocres, une littérature de gare. Les peintres échappent en partie à cette morosité, et des signes indiquent qu'une renaissance culturelle et scientifique pourrait réellement s'amorcer. C'est vrai dans le cinéma, un théâtre effervescent et encore brouillon ; surtout la soif de savoir est évidente et ardente. Seuls, des matures à penser de la taille des « anciens » attendent de faire leur entrée.

MARCEL NIEDERGANG.

LA SOCIÉTÉ GÉNÉRALE EST EN ESPAGNE. POUR VOUS.

Depuis plus de 60 ans...
la Société Générale est présente en Espagne.
Par sa filiale,
la Société Générale de Banque en Espagne.

Elle est prête
à vous accueillir et à vous aider :

— à MADRID
Genova 26 (tél. 435.66.44)

— à BARCELONE
Plaza de Cataluña 20 (tél. 317.13.82)

— dans ses 19 autres Agences.



**SOCIÉTÉ GÉNÉRALE
DE BANQUE EN ESPAGNE**

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE

Direction des Affaires Internationales
Secteur Europe
29, boulevard Haussmann - 75009 PARIS
Tél. 298.45.91.

AMÉRIQUES

Argentine

L'ARRESTATION DU GÉNÉRAL BIGNONE, ANCIEN CHEF DE L'ÉTAT

« Vous vous souvenez de nous ? »

De notre correspondant

Buenos-Aires. — « Vous vous souvenez de nous ? » Le général Reynaldo Bignone, accompagné de son avocat, M. Lucas Lennon, qui fut ministre de la justice durant le gouvernement militaire, réagit à peine le pas. « Steinberg et Garcia, ça ne vous rappelle rien ? » Cette fois, le dernier président du processus de réorganisation nationale militaire (1) s'arrête. Son visage pâlit. Il fut quelques secondes les deux hommes qui l'interpellent et murmure un « oui, oui », avant de s'engouffrer dans le palais de justice. Il est 15 heures, le mardi 10 janvier. Quatre heures et demie plus tard, le juge d'instruction, M. Carlos Oliveri, ordonne la détention et la mise au secret du général Bignone.

L'ancien président de la nation est, après l'amiral Eduardo Massera, le deuxième haut dignitaire du régime militaire à être détenu. Mais, dans son cas, les chefs d'accusation sont beaucoup plus graves que ceux retenus contre l'ancien commandant en chef de la marine : privation illégale de liberté et faux témoignage, entre autres.

Le 15 décembre dernier, M. Carlos Oliveri, un magistrat qui fut le premier à établir que l'un des corps enterrés clandestinement dans un cimetière de la banlieue de Buenos-Aires était co-

lui d'un disparu, avait inculpé le général Bignone. La cour d'appel a confirmé, le mardi 10 janvier, le jugement rendu en première instance. Elle a estimé que « l'enquête, qui a buté contre d'énormes difficultés, a permis de prouver l'utilisation de moyens matériels et humains appartenant au collège militaire de la nation durant la lutte contre la subversion et, en conséquence, la responsabilité de celui qui en assumait la direction ».

L'affaire évoquée plus haut remonte à 1976. Le 10 août, Luis Pablo Steinberg, qui fait son service au collège militaire, à la tête duquel se trouve alors le général Bignone, est enlevé devant la porte de son domicile et poussé dans un véhicule par un groupe de personnes fortement armées. Puis, le 12 août à minuit et demi, six hommes en uniforme pénètrent dans l'appartement de Luis Daniel Garcia, qui accomplit, lui aussi, son service au collège militaire et appartient, comme Luis Pablo Steinberg, à la Fédération des Jeunes Communistes. Ils se précipitent sur Garcia, lui bandent les yeux et lui attachent les poignets. Ils essaient également d'emmener son épouse Laura, qui attend un enfant, mais celle-ci parvient à s'enfuir dans la cui-

sine. Les cris de Laura obligent les ravisseurs à décamper. Au bas de l'immeuble, deux voitures attendent, une 404 et une camionnette Ford, les mêmes qui ont emporté, deux jours auparavant, Steinberg.

Les familles des victimes présenteront plusieurs demandes d'habeas corpus, qui, comme pour les autres disparus, ne donneront aucun résultat. Lorsque, en 1979, le père de Luis Daniel Garcia est enfin reçu par le général Bignone, il apprendra que son fils est mort et que « les vainqueurs n'ont pas de comptes à rendre ».

En 1980, le juge d'instruction, M. Carlos Oliveri, décide d'ouvrir une enquête et cite à comparaître plusieurs dizaines de personnes, dont le général Bignone. Ce n'est qu'en décembre 1982 que le magistrat obtiendra ce qui lui a été systématiquement refusé jusqu'alors : la liste de ceux qui accompagnaient leur service en même temps que Steinberg et Garcia, ainsi que la liste des élèves du collège militaire.

Le témoignage de trois recrues fut décisif. L'une d'elles, M. Carballo, raconte avoir vu des centaines de prisonniers allongés dans un hangar, les mains enchaînées à un câble et gémissant de

douleur. Parmi eux se trouvait Luis Pablo Steinberg. M. Carballo assure avoir reconnu le visage de son camarade au moment où celui-ci suppliait une infirmière d'apaiser ses souffrances. « Est-ce que tu es une « session » (séance de torture) aujourd'hui ? » « Oui », répondit-il. « Alors je ne peux rien faire. La seule chose que je te conseille, c'est de ne rien boire. »

L'arrestation de l'ancien président de la nation signifie-t-elle que justice sera rendue ? Le nouveau code de justice militaire, qui a été approuvé la semaine dernière par la Chambre des députés et doit être examiné dans les prochains jours par le Sénat, prévoit, en effet, que les « accusés » commis par les forces de sécurité durant la lutte contre la subversion seront soumis aux juridictions militaires. Bien qu'un appel soit prévu devant les tribunaux civils compétents, on comprend que les avocats des familles des disparus se déclarent inquiets.

JACQUES DESPRÉS.

(1) Le général Bignone a été désigné par ses pairs pour succéder au général Galtieri après la malheureuse équipée des Malouines, en juin 1982. Il est demeuré chef de l'Etat jusqu'à la passation des pouvoirs au président élu, M. Raul Alfonsin, le 10 décembre dernier.

Canada

M. TRUDEAU A REMANIÉ SON GOUVERNEMENT

(De notre correspondant.)

Montréal. — Le premier ministre canadien, M. Trudeau, a remanié, mardi 10 janvier, son gouvernement, pour la quatrième fois en seize mois. Un ministère d'Etat à la jeunesse a été créé pour tenter de trouver des solutions à un chômage dont le taux s'élève à près de 20 % chez les jeunes. Il a été confié à M^{me} Céline Hervieux-Payette.

M. Jacques Olivier devient ministre d'Etat à la condition physique et au sport amateur, en remplacement de M^{me} Hervieux-Payette. M. William Rompkey, qui avait été démis de ses fonctions lors d'un remaniement précédent, se voit confier le ministère d'Etat aux mines, qui n'avait plus de titulaire depuis la démission, en août dernier, de M. Roger Simmonds, à la suite de son inculpation pour fraude fiscale.

Ce nouveau remaniement n'a pas en lui-même de signification politique, mais il a relancé les rumeurs persistantes sur la démission prochaine de M. Trudeau, que le premier ministre lui-même prend un malin plaisir à alimenter. — B. L.G.

Etats-Unis

LA MORT D'UNE EMPLOYÉE D'UNE USINE ATOMIQUE

« Le mystère Silkwood »

Correspondance

Washington. — Karen Silkwood a-t-elle été une sorte de Jeanne d'Arc de l'âge nucléaire, traquée et finalement tuée par ses employeurs, ou bien une jeune femme instable et mythomane, victime des barbituriques dont elle faisait une grande consommation ? La question est de nouveau débattue après la projection de *Silkwood*, avec Meryl Streep dans le rôle principal, un film qui n'éclaircit pas ce qu'on a appelé l'affaire, ou plutôt « le mystère Silkwood ».

Karen Silkwood est morte le 13 novembre 1974 au volant de sa voiture, alors qu'elle allait rencontrer un journaliste new-yorkais pour l'informer, preuves en main, de l'insuffisance criminelle des mesures de sécurité prises à l'usine de recyclage du plutonium où elle travaillait. Dix ans après sa mort, la controverse rebondit. Les syndicats la considèrent comme une sorte d'héroïne tombée au service d'une bonne cause, dont la conscience sociale s'était éveillée au spectacle des agissements d'une entreprise capitaliste rapace.

Le film de Mike Nichols projette l'image d'une jeune femme de vingt-huit ans, qui abandonne ses trois enfants, jure, fume et partage ses faveurs avec un jeune homme et une amie lesbienne. Son geste favori de défi est de dévoiler un sein nu. Karen Silkwood apparaît cependant comme un personnage sympathique, qui brave ses supérieurs, mais aussi ses camarades de travail, pour s'engager dans le syndicalisme militant : « Un impératif moral », dit-elle en fouillant dans les dossiers confidentiels de l'entreprise.

Peut-être par crainte d'un procès en diffamation, Mike Nichols reste très prudent : il laisse seulement entendre que les négatifs, révélateurs de défauts de fabrication, ont été délibérément retouchés par un contremaître qui, craignant d'être accusé

de complicité, contaminé ensuite au plutonium la maison de Karen. Mais le film n'apporte pas de réponse claire aux détracteurs de la jeune femme, qui pensent qu'elle s'était délibérément exposée aux radiations de plutonium pour attirer l'attention du grand public sur les dangers que couraient les employés de Kerr-McGee.

Le film contredit également des doutes sur les circonstances de la mort de l'héroïne. D'une part, il indique que l'accident d'auto fatal a été provoqué par les phares éblouissants d'une voiture mystérieuse qui suivait Karen. Mais, dans le générique final, on rappelle que les documents saisis par la police ne contenaient aucune indication sur des agissements « coupables » de Kerr-McGee. Et surtout que l'autopsie de Karen avait révélé un haut niveau de tranquillisant et d'alcool dans son sang. « Un simple accident d'auto », avait conclu la police.

Bref, le mystère subsiste... Ce qui est indiscutable, c'est que, entre 1970 et 1975, cinq cent soixante-quatre cas de contamination avaient été enregistrés dans l'usine Kerr-McGee, et le contrat des employés touchés ne fut jamais renouvelé (pour des raisons d'économie, dit la compagnie). En 1979, un tribunal imposa aussi à la compagnie plus de 10 millions de dollars de dommages-intérêts pour les héritiers de Karen Silkwood, en compensation de la contamination et de la destruction de sa maison. La compagnie ayant fait appel, le Cour suprême aura prochainement à statuer sur le montant définitif de l'indemnité. En attendant, la légende Silkwood continue et le mystère s'épaissit...

HENRI PIERRE.

La sous-alimentation n'est pas un problème permanent affirme une commission officielle

Correspondance

Washington. — Après trois mois d'enquête, la commission spéciale créée en août par le président Reagan pour étudier le problème de la faim a conclu qu'il n'y avait pas de preuves confirmant l'existence d'une « famine effrénée » aux Etats-Unis, comme l'ont affirmé certains groupes de défense des économiquement faibles. Tout en soulignant qu'il y avait peu de cas permanents, la commission admet cependant que beaucoup de personnes sont, à l'occasion, sous-alimentées, mais l'insuffisance d'alimentation n'est pas assez prolongée pour poser des problèmes de santé.

Les conclusions de la commission

ont été accueillies avec hostilité par les militants des groupes intéressés à la défense des sous-alimentés, et le sénateur Kennedy a déclaré qu'elles étaient « une insulte pour les Américains qui mangent à la soupe populaire ». Cependant, anticipant la réaction d'indignation, la commission est revenue sur sa proposition initiale de couper largement dans les programmes fédéraux d'assistance. Son idée centrale est que ces programmes doivent être insérés sous la forme d'une allocation fédérale dont les Etats assument la distribution selon les besoins locaux. Cette recommandation a été mal accueillie par les gouvernements des Etats, qui considèrent que l'assistance alimentaire doit être de la responsabilité de l'Etat fédéral. En fait, ils ne tiennent pas à assurer une gestion délicate de nature à mécontenter certaines catégories d'électeurs. Les militants des groupes de défense des sous-alimentés soulignent également que la faim est un problème de la compétence de l'Etat fédéral.

La commission recommande que les sans-abri et toute personne ayant droit aux allocations en espèces bénéficie automatiquement de bons d'alimentation qui permettent de s'approvisionner en profitant de réductions. Enfin, la commission a renoncé à sa proposition de réduire les subventions fédérales aux organisations charitables locales. De même est-elle revenue sur son intention de compter toutes les personnes vivant sous le même toit comme membres d'une seule famille. La formule aurait permis de réduire les allocations.

Toutefois la commission envisage d'accorder un abattement fiscal aux producteurs faisant don de leurs surplus alimentaires. « Une nouvelle mesure en faveur du business, c'est bien ce dont les affamés ont besoin », ont ironisé les défenseurs des sous-alimentés.

H. P.

• SIX MOIS DE PRISON POUR MENSONGE AU CONGRES. — Une ancienne responsable de l'Agence américaine pour la protection de l'environnement, M^{me} Rita Lavelle, a été condamnée, lundi 9 janvier, à six mois de prison et 10 000 dollars d'amende pour avoir menti au Congrès à propos de sa gestion d'un fonds destiné au nettoyage de déchets chimiques. M^{me} Lavelle, qui encourait une peine maximum de vingt ans, est le premier haut fonctionnaire de l'administration de M. Reagan à être condamné en justice. — (A.F.P.)

Suriname

Le lieutenant-colonel Bouterse affronte une grave crise politique et sociale

Confronté depuis trois semaines à une grave crise de confiance de la République, M. Chen A. Sen, fréquemment considéré comme le garant d'une future évolution démocratique. Tout en reprenant ostensiblement le contrôle, le lieutenant-colonel Bouterse favorisait une radicalisation de la révolution. Des conseillers cubains arrivés à la fin de 1981, prenaient une place grandissante dans la vie publique.

Les tentatives de coups d'Etat se succédaient, jusqu'à celle, réelle ou mythique, qui justifia, le 8 décembre 1982, la « nuit des longs couteaux » de Paramaribo : quinze personnalités modérées de premier plan, anciens ministres, leaders syndicaux, avocats, journalistes, étaient exécutées sommairement. Moins de deux mois plus tard, l'ancien numéro deux des forces armées, le commandant Roy Horb, était arrêté et retrouvé pendu dans sa cellule.

Alors que le Suriname semblait se diriger vers une radicalisation « révolutionnaire », les Etats-Unis intervenaient à la Grenade. Dans les quarante-huit heures, le lieutenant-colonel Bouterse annonça le renvoi de l'ambassadeur cubain, M. Osvaldo Cardenas, influent personnage à Paramaribo, puis celui d'une centaine de conseillers cubains. Ce revirement soudain avait été favorisé, semble-t-il, par un mélange de gestations militaires et d'intervention diplomatique du Brésil.

C'est la survie même du régime Bouterse qui est en jeu, après le défi qui lui a lancé le 19 décembre la modeste classe ouvrière surinamaïenne.

J.-P. C.



BON DE COMMANDE « Emplois Cadres » numéro :

NOM PRÉNOM
 ADRESSE
 CODE POSTAL VILLE
 NOMBRE D'EXEMPLAIRES x 7 F (Frais de port inclus)

Commande à faire parvenir avec votre règlement au « Monde », Service de la vente au numéro
 5, rue des Italiens, 75427 PARIS CEDEX 09.

Votre commande vous parviendra dans les plus brefs délais.

مركز الاموال

مقدار من الاميل

MONNAIE FORTE



Doyle Dane Bernbach, V.A.G. France S.A. 02600 Villet-Cotevets. Tél. 96.08.03.

Quand une monnaie résiste aux aléas de l'économie, quand elle garde sa valeur contre vents et marées, quand elle se revend facilement, on dit que c'est une monnaie forte. Et on sait qu'elle constitue un bon placement. Vous avez investi dans une Volkswagen ? Alors, ne vous inquiétez donc pas. Vous avez su admirablement placer votre argent. Non seulement vous avez su choisir une

voiture qui vous servira très efficacement, mais aussi une voiture que vous pourrez revendre facilement (pour acheter une autre Volkswagen bien évidemment !). Parce qu'elle est robuste. Parce que sa réputation de sobriété et d'économie d'entretien n'est absolument pas usurpée. Parce que son avance technologique l'empêche d'être démodée. Parce qu'elle

garde sa cote malgré le temps qui passe. En un mot, parce qu'une Volkswagen d'occasion inspire la même confiance que si elle était flambant neuve. Ne vous étonnez pas d'être sollicité à la suite de votre petite annonce proposant une Volkswagen de seconde main ! Sur le marché, les monnaies fortes sont toujours très, très demandées.

VOLKSWAGEN, C'EST TOUJOURS POUR LONGTEMPS



هكذا من الاصل

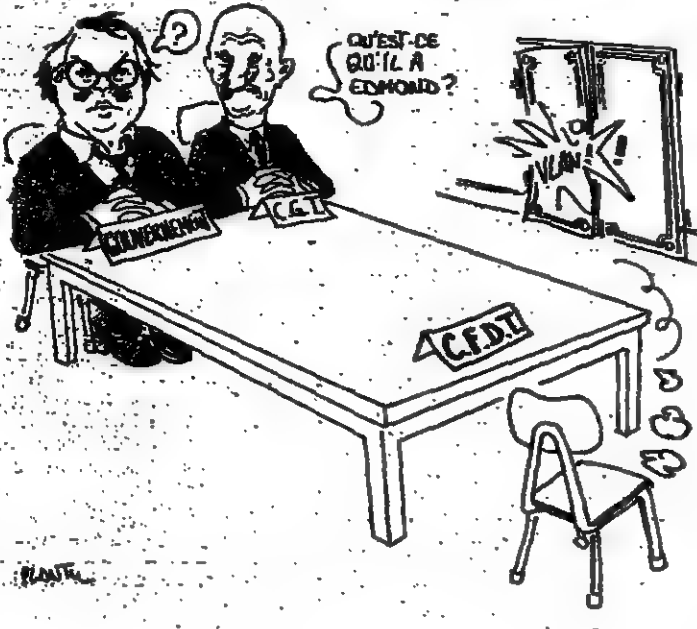
قضايا العمل

Le Monde économie

Les déclarations de M. Edmond Maire provoquent de vives réactions

M. Krasucki : des calomnies pour faire passer des mesures contraires aux intérêts des travailleurs

M. Henri Krasucki, en nom du bureau confédéral de la C.G.T., a fait, le 10 janvier, à la presse, la déclaration suivante : « Aujourd'hui, Edmond Maire s'est livré à une véritable agression contre la C.G.T. sur les deux chaînes de télévision, qui ont fait ainsi des facilités exceptionnelles au secrétaire de la C.F.D.T., après avoir déjà fait preuve depuis plusieurs jours d'une partialité choquante. Edmond Maire, utilisant la prétexte du conflit Talbot, entre-tient la confusion pour faire oublier l'attitude de la C.F.D.T. durant la lutte des travailleurs de Poissy. La violence du ton et les moyens utilisés témoignent que le propos dépasse de très loin Talbot et l'automobile. Cela s'inscrit dans une campagne visant à dédoubler l'offensive patronale contre le pouvoir d'achat, l'emploi, des travailleurs et les chances d'une politique industrielle, sociale et dynamique, et à convaincre les travailleurs d'accepter les conséquences de réduction d'emplois, de dégraissages d'effectifs, d'abandons de production prisés, comme inévitables. »



Dessin de PLANTU.

de grands problèmes sont posés aux travailleurs et au pays. La C.F.D.T., ces derniers mois, n'a cessé de prôner la croissance zéro, de minimiser l'importance de la feuille de paie. Elle persiste aujourd'hui dans l'affirmation de l'existence de suraffectifs dans l'automobile, la sidérurgie, la construction navale, le charbon, dans l'industrie en général, en même temps que, sur le terrain, elle n'hésite pas à pratiquer la pire surenchère, tout en étant particulièrement discrète sur les responsabilités du patronat. (...) Le bureau confédéral de la C.G.T. invite ses organisations à faire la clarté auprès des travailleurs sur le contenu des diverses manœuvres en cours contre la C.G.T. »

La C.F.T.C. : assez de psychodrame

M. Jean Borzard, président de la C.F.T.C., a réagi à la déclaration de M. Krasucki. « Les réalités suffisent, assez de psychodrame. La C.F.T.C. n'a jamais embrassé Pierre Mauroy sur la bouche, elle n'a donc pas à lui faire de scène de ménage et à se comporter en amoureux bafoués. Il est absurde d'entendre aujourd'hui les réactions d'Edmond Maire, qui publie tout simplement le nombre des responsables C.F.D.T. placés dans les cabinets ministériels et son refus antérieur des restructurations illustré par

Radio-Cour et Acter dans la sidérurgie Lorraine. Hier, comme aujourd'hui, ce sont les réalités qui comptent et non les larmes C.G.T.-C.F.D.T. dans les allées du pouvoir. »

M. André Bergeron, secrétaire général de F.O., a affirmé, à l'issue d'une entrevue avec M. Delors, « qu'il fallait parler avec tous les syndicats et que tout comportement différent ne pouvait entraîner que des complications supplémentaires. (...) A l'avenir, il faudra que le gouvernement ne renouvelle pas ce comportement. Il n'y a pas de solutions durables aux problèmes si on ne prend pas le temps de consulter les principaux intéressés. »

M. BÉREGOVOY : il faut des syndicats responsables qui ne changent pas de discours en cours de route

M. Pierre Bérégovoy, ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, a souligné à un déjeuner

des Amis de la République qu'il fallait des syndicats responsables qui ne changent pas de discours en cours de route. Les syndicats tiennent un langage d'autant plus responsable qu'ils seront traités par l'Etat et les chefs d'entreprise comme des interlocuteurs responsables. (...) Nous passons notre temps à discuter, à négocier. (...) Il ne faut pas, malgré les difficultés de l'heure de l'affaire Talbot, que l'on néglige ce qui a été fait. 1983 a été calme dans le paysage social, plus que 1982. Moi, je n'ai pas les grandes déclarations, les petites phrases. Je trouve que l'on doit bien accomplir la mission qui vous a été confiée. On m'a dit qu'il y avait un porte-parole et qu'il ne fallait pas ajouter à la cacophonie. (...) Ceux qui font le mieux en général sont ceux qui parlent le moins. »

M. GALLO : il n'y a pas de syndicat privilégié

M. Max Gallo, porte-parole du gouvernement, a déclaré qu'il n'y a pas de syndicat privilégié et que le gouvernement n'a pas d'attaché syndical. L'autonomie syndicale par rapport au gouvernement et aux partis politiques paraît la condition d'une bonne négociation. (...) Il n'y a pas d'autre culture dominante au gouvernement que celle qui vise à préserver les hommes en favorisant les mutations indispensables. »

M. Jean Popereau, pour le P.S., a qualifié d'« affabulation » les propos de M. Maire selon lesquels le gouvernement veut assécher l'autorité du P.C.F. et de la C.G.T. pour faire revenir les travailleurs dans le rang. « Que M. Edmond Maire, s'il est déclaré souffrir qu'on s'explique avec lui, quand, à notre avis, nous pensons que les dirigeants communistes se comportent avec un certain réalisme dans l'affaire de Talbot, nous le disons. Les changements d'Edmond Maire n'y changeront rien. Il faut qu'il ne perde pas ses nerfs et que chacun accepte les critiques de l'autre. Nous examinons avec grand sérieux ce qu'il a dit : nous ne disons pas que tout ce qu'il a dit est à rejeter, loin de là. Mais de grâce qu'il nous entende aussi. »

Les licenciés de Talbot bénéficieront d'une priorité à l'embauche dans la région parisienne

Commencée à 15 heures mardi 11 janvier à la préfecture des Yvelines à Versailles, la réunion tripartite entre les pouvoirs publics, les représentants de la direction et ceux des syndicats de l'usine Talbot de Poissy, qui devait permettre de débattre la mise en œuvre concrète des dispositions d'accompagnement des 1 905 licenciements, s'est achevée après huit heures de discussion. Plusieurs décisions ont été arrêtées :

● Les emplois libérés en région parisienne seront réservés en priorité aux salariés licenciés de Talbot pendant une durée suffisamment longue pour que les travailleurs mis en formation puissent en bénéficier.

● En ce qui concerne la formation, les salariés qui auront choisi cette formule pourront effectuer des stages relevant de l'A.E.P.A. (Association de formation professionnelle des adultes) d'une durée de six à neuf mois. Ils recevront une indemnisation égale à leur salaire antérieur. En ce qui concerne le choix de la formation, la totalité des mille neuf cent cinq licenciés devront être consultés avant le 16 janvier.

● Les salariés mis en chômage technique depuis lundi recevront 50% de leurs rémunérations au titre du chômage partiel.

Le problème de l'aide au retour des travailleurs immigrés a été abordé, le gouvernement proposant un système axé sur le volontariat pour une allocation-rentier fixée en moyenne à 40 000 F mais « révisable » en hausse ou en baisse selon les cas. Sur ce point, les deux syndicats ont posé avec force plusieurs prérequis (maintien des droits acquis, notamment en matière de retraite, formation réelle en vue d'une réinsertion au pays d'origine, etc.), soulignant qu'un tel dispositif dépendra d'accords bilatéraux qui n'existent pour l'instant qu'à l'état embryonnaire. La C.G.T., notamment, a réclamé une « formation à deux volets ». Pour les immigrés qui accepteraient de regagner leur patrie, cette formation serait assortie de garanties d'emploi en cas d'accords bilatéraux ainsi que de contrats d'embauche dans les entreprises françaises implantées au pays d'origine, ou de crédits à long terme pour la création d'entreprises.

A l'issue de ces travaux, la C.G.T., qui souhaite la réintégration de « ceux qui ne seraient pas intéressés par les dispositions du plan social » et le recours au volontariat pour ceux « qui seraient d'accord pour s'y inscrire », a estimé que la réunion avait permis d'apporter des « améliorations », même si certains points restent à éclaircir. Elle a regretté la décision de la direction de ne pas faire évacuer les forces de l'ordre avant la fin de la reprise totale du travail.

La C.S.I. a salué « cette réunion positive et la volonté des pouvoirs publics de traiter le dossier Talbot en priorité ».

La C.F.D.T., enfin, a regretté que sur chaque point abordé « on n'ait noté que de bonnes intentions, sans voir leur contenu ». Elle a demandé des engagements écrits et regretté que le directeur du travail ait rejeté sa demande de mettre au chômage partiel total pendant trois mois les licenciés en attendant d'y « voir clair dans le plan social de Talbot ». Elle a cependant noté une réelle volonté de la direction de réintégrer une cinquantaine de cas sociaux licenciés (salariés proches de la retraite, pères de famille nombreux...).

La rentrée s'est effectuée sans incident vers 7 heures à l'usine Talbot. Quelque sept mille cinq cents salariés convoqués par la direction — soit environ la moitié de l'effectif — se sont présentés aux portes de l'usine où le service de garde avait été renforcé avec un sévère filtrage des cartes d'entrée. Groupes compacts, O.S. immigrés, mais aussi agents de maîtrise et de techniciens chargés de remettre en marche les chaînes de fabrication. Celles-ci ont commencé à fonctionner sur la ligne des Samba. Auparavant un meeting avait été organisé par la C.F.D.T. dans le local du comité d'établissement. Une autre concentration de travailleurs, extrêmement brève avait eu lieu au B 3 devant les chaînes de montage. Quelques dizaines de militants y participaient. La section C.F.D.T. a expliqué ses positions après la négociation tripartite de mardi et convoqué ses adhérents à la manifestation prévue ce même mercredi à 17 H 30 devant le siège du C.N.P.F., avenue Pierre-1^{er}-de-Serbie à Paris.

La réforme de l'assurance-chômage

(Suite de la première page.)

Ceux-ci, toutefois, seront soumis à une « surcotation » à partir du plafond de la Sécurité sociale (8110 F au 1^{er} janvier 1984), qui représentera un effort supplémentaire de 0,27 % à 0,41 % du salaire brut.

Le C.N.P.F., qui souhaitait disposer d'un système d'assurance parfaitement autonome dans sa gestion, et équilibré dans son financement, a obtenu satisfaction. L'accord prévoit que le dispositif, valable à compter du 1^{er} avril 1984 — une phase de transition étant prévue après le 31 janvier, — pourra fonctionner pendant deux années. Les dépenses devraient s'élever à 43 milliards de francs pour des recettes qui atteindraient les 43,5 milliards. Mais, pour ce faire, la cotisation des seuls salariés devra augmenter de 0,20 %, à ajouter au 1,72 % qu'ils supportent déjà. Les cotisations patronales, en revanche, seront inchangées.

Quelques satisfactions d'avoir signé un tel accord, qui met fin à une longue

guerre d'incertitude et préserve le futur système d'un déficit chronique, les délégations F.O., C.G.C. et C.F.T.C. demeurent inquiètes. Outre qu'elles se préoccupent du sort des chômeurs qui sont rejetés vers la solidarité, elles reconnaissent que le nouveau dispositif entraîne une baisse des prestations. Elles regretteront, également, de n'avoir pu améliorer les durées d'indemnisation pour les chômeurs de cinquante à cinquante-cinq ans.

La C.F.D.T. et la C.G.T. partagent cette appréciation, mais se sont montrées plus critiques. Ainsi, M. Pierre Héritier faisait observer que pour un salarié gagnant 5000 francs et mis au chômage à cinquante ans, la perte en indemnités s'élevait à neuf mois de salaire brut. Mécontentes du sort réservé aux travailleurs à statut précaire et de la diminution de l'allocation minimale, les deux organisations ont mis en parallèle « l'avantage obtenu » par la C.G.C., avantage auquel elles ne s'étaient toutefois

pas réellement opposées. L'acceptation par le C.N.P.F. d'un minimum fixé à 60 % du salaire antérieur assure 3139 francs d'indemnités supplémentaires à un chômeur qui gagnait trois fois le plafond de la sécurité sociale, par exemple.

Cependant, il aussi, les positions sont nuancées. La C.G.T. et la C.F.D.T. reconnaissent que, par rapport aux propositions d'origine du C.N.P.F., bien des progrès ont été faits au cours de la nuit de négociations. Elles n'écarteront pas, sans le dire clairement, la possibilité de signer l'accord après avoir obtenu toutes les garanties nécessaires de la part de l'Etat, ou encore de rejoindre plus tard la nouvelle UNEDIC qui, d'ailleurs, changera de nom.

Il y a, dans cette démarche, le souci de ne pas abandonner un organisme partiel. Les signataires eux-mêmes prennent bien soin de laisser ouverte cette possibilité, et M. Yvon Chouard, à sa sortie de la réunion, s'est attaché à faire les louanges de tous les négociateurs.

Ce désir d'aboutir à l'unanimité s'explique. Un accord de cette importance, intéressant des centaines de milliers de chômeurs, à l'aube d'une année assemblée par la perspective de restructurations industrielles, ne peut être signé par trois seules organisations syndicales, au risque de présenter rapidement un danger politique et social.

Tous, semble-t-il, l'ont compris et, parfois, en ont joué. Le gouvernement, de son côté, qui a paru soutenir les efforts de conciliation de F.O., semblait, à l'annonce de l'accord, se féliciter d'une telle issue et ne désempa pas de voir la C.G.T. et la C.F.D.T. rejoindre les autres organisations. Mais il lui faudra maintenant répondre aux exigences des négociateurs et peut-être découvrir qu'il a beaucoup à perdre en reprenant à sa charge les chômeurs abandonnés par le régime d'assurance.

ALAIN LEBLAUME.

Sous-entendus...

En lançant le 10 janvier son nouveau « pavé » contre le gouvernement mais aussi contre le P.C., la C.G.T., et le P.S., M. Edmond Maire a tenté d'unir l'unité contre lui. De M. Popereau et M. Bérégovoy, chacun y est allé de son coup, et de son sous-entendu pour répondre aux accusations de la C.F.D.T. M. Maire, qui a reçu le renfort de M. Pflanz, a qualifié de « mensonge » l'affirmation selon laquelle le gouvernement n'aurait négocié pour Talbot qu'avec la C.G.T., répétant que celle-ci n'avait été, comme la C.F.D.T., qu'informée. Malgré le soutien qu'elle a apporté à sa section de Poissy, la Confédération ne se trouve pas davantage épargnée par les militants « contestataires » et pour une autre démarche syndicale » qui ont jugé le 10 janvier que malgré « une prise de position officielle sans faille », l'appui confédéral n'avait été que minimal ne s'étant pas accompagné d'une « mobilisation de masse ».

Quant à la ligne communiste, elle parle de « triste alliance » contre les salariés de Talbot regroupant le P.C., le P.S. et les directions de la C.G.T. et de la C.F.D.T. Curieusement, seul M. Bergeron s'est abstenu de critiquer M. Maire.

La réaction la plus attendue était évidemment celle de la C.G.T. et elle n'a pas tardé. M. Henri Krasucki convoquant une conférence de presse dès mardi soir, d'abord pour ne pas laisser le monopole de l'expression dans les médias à M. Maire, ce qui a provoqué un regrettable incident avec les télévisions. Mettant en avant « l'unanimité » du bureau confédéral, le secrétaire général de la C.G.T. a procédé plus par questions et sous-entendus, voulant observer ainsi une certaine retenue. « Je ne souhaite pas, a-t-il lancé, que la C.F.D.T. se situe réellement dans le camp de ceux qui veulent le retour en arrière. S'interrogeant pour savoir « quel est le véritable jeu que mène la C.F.D.T. », il a ajouté : « J'ai une

petite idée sur la question mais je la laisse posée. Je ne souhaite pas l'affrontement. » M. Krasucki veut que les travailleurs eux-mêmes s'interrogent avec vigilance sur « les actes réels » de chaque organisation entre celles « qui prône l'autorité » et celle « qui lutte avec les travailleurs », mais sa « petite idée » apparaît en transparence derrière toutes ses déclarations. Avec avoir insisté sur le fait que la C.F.D.T. n'avait pas besoin de « courtoisie de transmission » puisque ses militants « peuplent les cabinets ministériels », il a critiqué « cette façon qu'a la C.F.D.T. de router les mécanismes [qui] masquent en fait son discours réel sur l'autorité, la gestion de la crise et les sureffectifs ».

En parallèle, en sous-entendus, la C.F.D.T. a été ainsi implicitement accusée d'apporter sa pierre à l'offensive des « forces de la réaction » qui veulent « déstabiliser » le gouvernement, une thèse que M. Krasucki avait déjà développée en 1980 dans son livre, « Syndicats et unité ». M. Gérard Gaumé, secrétaire de la C.G.T. et membre du comité directeur du P.S., a été plus loin dans le sous-entendu en se demandant si « on ne s'en prend pas à la structure même à la composition du gouvernement ».

Que M. Popereau, pour le parti socialiste, ait participé à ce concert contre M. Maire ne surprendra pas les dirigeants cédés. En revanche, ils risquent de s'interroger sur l'attitude des membres du gouvernement. Peut-on dire, comme M. Gallo, que le gouvernement n'a pas d'adversaire syndical et laisse entendre, comme l'a fait M. Bérégovoy sans la nommer, que le sens des responsabilités de la C.F.D.T. laisse à désirer ?

MICHEL NOBLECOURT.

(1) Les militants « contestataires » ont présenté le numéro 1 de leur revue « Alternative syndicale » (B.P. 262-75222).

| SITUATION ACTUELLE | | | | | | SITUATION NOUVELLE | | | | | | | |
|---|-----------------|---|--------------|-----------------------------|--------------|--------------------|--------------------|---|-----------------------------|--------------|----------------|--|--|
| Trente mois de travail au cours des douze derniers mois | | 37,80 F par jour + 42 % du salaire antérieur pendant trois mois | | | | | | 30 F par jour + 30 % du salaire antérieur avec un minimum de 72 F par jour pendant trois mois et une seule fois tous les deux ans | | | | | |
| | | Allocation de base | | Allocation de fin de droits | | Durée maximale | Allocation de base | | Allocation de fin de droits | | Durée maximale | | |
| | | Durée initiale | Prolongation | Durée initiale | Prolongation | | Durée initiale | Prolongation | Durée initiale | Prolongation | | | |
| 6 mois de travail au cours des 12 derniers mois | Moyen de 50 ans | 9 mois | 9 mois | 9 mois | 6 mois | 21 mois | 6 mois | 3 mois | 6 mois | 3 mois | 15 mois | | |
| | Plus de 50 ans | 9 mois | 6 mois | 9 mois | 6 mois | 21 mois | 6 mois | 6 mois | 9 mois | 6 mois | 21 mois | | |
| 12 mois de travail au cours des 24 derniers mois ou 6 mois de travail au cours des 12 derniers mois, si le salarié a cotisé pendant 10 ans au cours des 15 dernières années | Moyen de 50 ans | 12 mois | 9 mois | 12 mois | 12 mois | 36 mois | 12 mois | 6 mois | 12 mois | 6 mois | 36 mois | | |
| | Plus de 50 ans | 21 mois | 12 mois | 15 mois | 12 mois | 45 mois | 15 mois | 15 mois | 15 mois | 12 mois | 45 mois | | |
| 24 mois de travail au cours des 36 derniers mois | De 50 à 55 ans | 36 mois | 12 mois | 15 mois | 15 mois | 60 mois | 18 mois | 12 mois | 15 mois | 12 mois | 45 mois | | |
| | Plus de 55 ans | 36 mois | 12 mois | 15 mois | 15 mois | 60 mois | 24 mois | 18 mois | 18 mois | 12 mois | 60 mois | | |

AFFAIRES

La guerre mondiale de la communication

II. - Le choc de la déréglementation

par ÉRIC LE BOUCHER et JEAN-MICHEL QUATREPOINT

Les États-Unis ont déclaré une guerre industrielle et technologique au Japon et, accessoirement, à l'Europe. Les industries de la communication en sont le champ de bataille principal. Dans un premier article, Eric Le Boucher et Jean-Michel Quatrepoint ont décrit les grandes lignes de la stratégie industrielle qui appuie cette offensive américaine (le Monde du 11 janvier).

Tout comme les voies maritimes ou les axes routiers furent à l'origine du développement du commerce de marchandises, les réseaux électroniques deviennent l'élément moteur des échanges mondiaux de l'information. Chaque appareil, du robot au micro-ordinateur, du magnéto-scope à la machine de traitement de texte, se connecte aux réseaux pour ne plus être qu'un élément - un « terminal » - d'un système global innervant la société. À côté du classique téléphone, il faut construire d'autres réseaux pour les liaisons entre ordinateurs et les liaisons d'images vidéo. Quelle forme leur donner ? Qui doit les bâtir ? A qui en confier la gestion ? Faut-il élargir les monopoles des administrations publiques du téléphone à l'ensemble des communications ? Autant de questions essentielles pour la société de demain. Autant de questions auxquelles ont déjà répondu les Américains.

Le 1^{er} janvier 1984, American Telephone and Telegraph a été démantelé. Fruit de multiples réflexions, cette décision globale a pu surprendre. A.T.T., la plus importante société du monde, n'avait-il pas fait du téléphone américain l'un des meilleurs de la planète ? Pourquoi briser cette puissance en pleine guerre contre le Japon ? A.T.T. depuis un siècle, malgré son statut d'entreprise privée, jouissait d'une sorte de concession de « service public » du téléphone avec un quasi-monopole reconnu par l'Etat (80 % des abonnés américains).

À la vérité, les télécommunications ne constituent pas le seul secteur dont l'administration Reagan a

modifié les lois. Les transports et les banques ont également subi une « déréglementation » (deregulation) semblable. L'abandon des monopoles ou quasi-monopoles contrôlés ou concédés par l'Etat et le retour à la concurrence, c'est-à-dire à la régulation « par le marché », concrétisent une volonté politique générale de Washington. Mais les télécommunications ont un rôle bien spécifique dans le redéploiement de l'économie américaine, et dans la guerre industrielle engagée contre le Japon et l'Europe.

Démanteler A.T.T. et rétablir la concurrence sur les réseaux, ce n'est pas seulement briser l'étendard de la libre entreprise. Déréglementer les communications aux États-Unis, c'est d'abord donner un coup de fouet à l'ensemble des industries américaines et les inciter à partir à la conquête du monde extérieur. A.T.T., attaqué sur ses terrains de chasse, n'a-t-il pas, depuis, signé un accord avec Philips et pris 25 % d'Olivetti ? C'est ensuite accroître la compétitivité de toutes les grandes entreprises américaines en provoquant une baisse des coûts de transmission de l'information qui représentent une part croissante dans leurs comptes d'exploitation.

Un modèle exportable

L'arrivée de nouveaux concurrents - des « common carriers » comme M.C.I., G.T.E.-Sprint, I.T.T. ou U.S. Telephone sur les liaisons intercontinentales (1) va effectivement provoquer une baisse des tarifs « longue distance » au profit des entreprises qui en sont les grandes utilisatrices. En revanche, les tarifs des communications locales vont augmenter au détriment des particuliers. Le modèle « déréglementé » qu'adoptent les États-Unis consiste donc, en définitive, à ne plus accepter que les entreprises, forces vives de la guerre économique, paient pour les particuliers. Déréglementer les communications, c'est enfin offrir une référence nouvelle et séduisante au monde entier.

À l'origine, ce nouveau modèle américain ne semblait pas destiné à l'« exportation ». Idéologues, les stratèges de l'équipe Reagan vont vite se rendre compte de l'arme que constitue la déréglementation dans la guerre économique, et faire du protectionnisme. Et ce avec un argument de poids.

Avec le démantèlement d'A.T.T., le marché américain est désormais « ouvert » - du moins en théorie - à la concurrence internationale. Les fabricants étrangers des matériels de télécommunications pourront y vendre leurs équipements. Les investisseurs non américains pourront même prendre des participations dans les nouvelles sociétés gestionnaires de réseaux. Ainsi, France-Cable, filiale des P.T.T. français, a-t-elle investi 20 millions de dollars dans la société Argo, un de ces « common carriers » qui prolifèrent en concurrence avec A.T.T.

« Nous ouvrons notre marché, vous devez faire de même », expliquent donc les États-Unis dans toutes les instances internationales. « Non seulement les P.T.T. ne doivent plus réserver leurs commandes aux industriels nationaux, mais leur rôle doit être limité et la concurrence établie sur la transmission de l'information et les nouveaux services qui y sont attachés. » L'offensive politique de Washington a déjà obtenu des premiers succès.

En Grande-Bretagne, Mme Thatcher a suscité la création de Mercury, société concurrente de British Telecom, dont, d'autre part, les actions, pour 31 %, seront vendues en Bourse. Le changement implique une considérable libéralisation du droit de connexion, et celui d'offrir des services télématiques à valeur ajoutée, selon Dan Schiller (2) qui précise : « Beaucoup d'utilisateurs espèrent que cette initiative va se répandre comme une trainée de poudre au reste de l'Europe. »

De fait, l'idéologie de la déréglementation gagne du terrain. L'opposition en France a inscrit la libéra-

sation des télécom à son programme. En R.F.A., en Belgique, les milieux libéraux ont souligné les vertus. Au Japon, l'organisation patronale Keidanren (le C.N.P.F. japonais) préconise la création d'une entreprise concurrente de N.T.T. (Nippon Telephone and Telegraph) et appuie divers amendements aux lois sur les télécommunications. Les monopoles des télécommunications internationales (monopole d'A.T.T. et des P.T.T. pour les câbles sous-marins et de l'organisation Intelsat pour les liaisons par satellites) sont contestés (le Monde du 24 septembre 1983). M.C.I., par exemple, propose aux P.T.T. européennes une connexion à son réseau longue distance aux États-Unis. S.B.S., filiale d'I.B.M. à 33 %, fait des « expériences » avec Tecom 1, le satellite de télématique des P.T.T. français, et a même proposé d'en assurer la gestion. Bref, le modèle américain essaim...

Le jeu des grandes entreprises

L'exportation en est facilitée par ceux qui en tirent profit : les grandes entreprises. « Les firmes multinationales qui ont des activités réparties dans le monde entier vont faire pression pour obtenir partout les avantages (baisse des tarifs) qu'elles ont obtenus aux États-Unis (3). » Les réseaux n'ayant pas de frontières, les objectifs des utilisateurs sont coordonnés : la libéralisation des monopoles des P.T.T., le droit de connexion, la baisse des tarifs. Ces « utilisateurs » - essentiellement des firmes multinationales - sont regroupés en Grande-Bretagne au sein d'une Telecommunications Managers Association (T.M.A.) qui a joué un rôle essentiel dans le vote de la nouvelle loi. En Australie, pays à la limite des sphères d'influence américaine et japonaise, une campagne contre l'Australian Post Office s'est développée en 1981 et 1982 et est devenue un enjeu politique (4).

On retrouve dans onze pays des associations similaires d'« utilisateurs » : en R.F.A. (Deutsche Telekom « v »), en Belgique (Belgian Telecommunications Managers Association), en Suisse (Association suisse des utilisateurs du téléphone), en Australie (ATUG), en Norvège, au Japon et en France (Association française des utilisateurs du téléphone et des télécommunications (AFUT)).

Nombre de ces associations d'origine « consumériste » existaient depuis longtemps (T.M.A. a été créée en 1958, et l'AFUT en 1969). Elles représentaient au départ les petits usagers en difficulté face aux P.T.T. pour des raisons de délais ou de facture, par exemple. Mais, comme l'AFUT, elles ont créé plus récemment des groupements de grands utilisateurs de réseaux. Ont-elles été « payées » par les multinationales ? Elles semblent en tout cas ignorer que la déréglementation avantage les grands utilisateurs aux dépens des petits.

Ces onze associations sont regroupées au niveau mondial au sein d'INTUG (International Telecommunications Users Group). Ses représentants ont formé le conseil d'administration dont le président est M. Weiss, d'autre part directeur des télécommunications de la société américaine d'informatique Data General Europe. « INTUG regroupe plus de dix mille entreprises utilisatrices dans le monde », selon M. Weiss.

Une trentaine de multinationales, surtout américaines, sont en outre, depuis 1981, membres observateurs au conseil d'administration d'INTUG, dont Shell, Citibank, Rank Xerox, American Express, Lloyds Bank, Merrill Lynch, McGraw Hill et I.B.M. Europe. « Ces entreprises dépensent des millions de dollars par an en télécommunication. Elles dépendent de la qualité des réseaux nationaux et internationaux. Elles ont donc un très grand intérêt à la promotion d'une liberté de choix des équipements et à la recherche de tarifs qui tiennent compte des dernières avancées techniques », peut-on lire dans la brochure de présentation de l'INTUG.

D'une pierre deux coups

Selon M. Weiss, « l'association représente ses membres au sein des organisations internationales : l'Union internationale des télécommunications (U.I.T.), agence des Nations unies qui fixe les réglementations mondiales, et la C.C.I.T.T. (Comité consultatif international téléphonique et télégraphique), le conseil technique de l'U.I.T. ». INTUG a huit permanents au C.C.I.T.T., et travaille aussi en liaison avec la Chambre de commerce internationale (I.C.C.). La stratégie est subtile. Ces groupes de pression, dans leurs différents livres blancs sur les télécom, ne remettent pas en question l'existence des P.T.T. ni le pouvoir des États : les P.T.T. doivent conserver les « services de base » (le téléphone), mais les terminaux et les services avancés de télématique « n'ont pas les caractéristiques du monopole et relèvent donc logiquement de la concurrence » (5).

L'INTUG réclame l'ouverture d'une conférence internationale sur la libéralisation des P.T.T. « en dehors de l'U.I.T., jugée « trop technique », - dont c'est traditionnellement le rôle. Un représentant français des P.T.T. précise : « La réalité est que les États-Unis se méfient désormais de l'U.I.T. comme de

toutes les agences de l'ONU jugées trop tiers-mondistes. Ils ont quitté l'UNESCO, accusée de vouloir un nouvel ordre mondial de l'information. C'était l'aspect du contenu. Pour ce qui est du contenant, les télécommunications, les Américains s'interrogent sur l'U.I.T. et surtout sur le C.C.I.T.T., accusé d'être trop favorable aux P.T.T. européens. » La conférence pourrait avoir lieu à l'O.C.D.E., beaucoup plus ouverte aux thèses libérales.

Que la communication « déréglementée » réponde aux besoins immédiats des grands « utilisateurs » n'est pas contestable. Qu'elle soit dotée d'une légitimité économique globale l'est plus. D'une part parce que les petits utilisateurs souffriraient, comme c'est le cas aux États-Unis, les concurrents prêts à « écraser » les liaisons les plus rémunératrices du marché laissant les autres en jachère. Ainsi, pour renouer l'intel sur les liaisons intercontinentales au-dessus de l'Atlantique, il faudrait à priori cette organisation des surplus financiers qu'elle redistribue aux pays du tiers-monde et mettrait son existence en péril, les pays du Sud se retrouvant sans moyens de communication. D'autre part, les industries européennes seraient beaucoup à perdre à la disparition du bouclier de protection que sont les P.T.T.

À travers leur offensive politique, les États-Unis font, sur le terrain industriel, d'une pierre deux coups. Les multinationales utilisatrices, en militent pour l'exportation de la déréglementation, cherchant à obtenir des avantages sur le coût des transmissions pour elles-mêmes. Contenant la légitimité économique des monopoles des P.T.T., elles font aussi le jeu des entreprises américaines d'équipements électroniques et de services. Car les télécommunications sont un des rares domaines du secteur public générateur de profits et de commandes substantielles aux industries nationales. Une partie de cette manne une fois « libérée » pourrait être captée par les firmes américaines. Et notamment par I.B.M.

I.B.M. est membre de tous les groupes utilisateurs clés plus haut (T.M.A., AFUT...) et de l'INTUG. La multinationale suit très attentivement les travaux sur les réseaux de l'Institut international de normalisation (ISO) à Genève. Le président (chairman) du comité technique n° 97 qui couvre l'ensemble de l'électronique est M. Rankine, salarié d'I.B.M. Dans les délégations de tous les pays, y compris le Japon, on estime que 30 % des experts sont des salariés d'I.B.M. « Aucune autre société n'est autant représentée à l'ISO », Abandonner le contrôle des États sur les communications, ne serait-ce pas tomber sous celui d'I.B.M. ?

Prochain article :

I.B.M. VILLE SUR VOUS.

- (1) A.T.T. est éclaté en sept sociétés régionales qui conservent un monopole local et une filiale nationale qui garde le nom d'A.T.T. pour les liaisons intercontinentales où la concurrence est établie.
- (2) Telecommunications and Government, Dan Schiller, Able Publishing Corporation, New Jersey, 1982.
- (3) Dan Schiller, op. cit., p. 119.
- (4) Lire à ce sujet The Phone Book, retraçant l'histoire récente des télécommunications australiennes et les « pressions » pour leur déréglementation, par Ian Reinecke et Julianne Schmitz, Penguin Book, Melbourne, 1983.
- (5) International Chamber of Commerce, The Liberalization of Telecommunications, Needs and Limits, Document n° 373-21/1 Rev. 2.

JOURNÉES DE LA FRANCOPHONIE

NANCY 19 ET 20 JANVIER 84

UNE CRÉATION

ICN

INSTITUT COMMERCIAL DE NANCY
4, rue de la Ravinelle, 54000 Nancy tél. (8) 335.22.82

EXPOSITION DE TAPIS D'ORIENT

DU 7 AU 28 JANVIER 1984

-20% + CREDIT GRATUIT* (9 MOIS)
SUR TOUS LES TAPIS D'ORIENT

Les tapis des mille et une nuits sont exposés au BHV. Découvrez les trésors comptueux de Chine, d'Iran, d'Inde, d'Afghanistan, du Pakistan. Une collection exceptionnelle de tapis anciens, des exemplaires uniques tissés à la main, vendus avec leur certificat d'authenticité. Le BHV assure aussi le nettoyage, la garde et la restauration des tapis d'Orient : devis sur demande. À notre exposition, Chine au 2^e étage, large choix de tapis chinois.

* À PARTIR DE 2000 F D'ACHATS, 20% COMPTANT APRÈS ACCEPTATION DU DOSSIER CRÉDIT COFINOGA. INTÉRÊTS PRIS EN CHARGE PAR LE BHV.

AU BHV RIVOLI (5^e étage rayon tapis)

(Publicité)
SOCIÉTÉ NATIONALE D'EXPLOITATION ET DE DISTRIBUTION DES EAUX (S.O.N.E.D.E.)

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL

Alimentation en eau potable des localités du NORD-OUEST TUNISIEN

FOURNITURE DE CANALISATIONS

La Société Nationale d'Exploitation et de Distribution des Eaux (S.O.N.E.D.E.), lance un appel d'offres international pour l'acquisition de tuyaux et pièces spéciales.

Le présent appel d'offres est divisé en TROIS (3) LOTS indépendants.

LOT 1 : Fourniture de tuyaux en PVC S.O.N.E.D.E. à MEGRINE de 69 kilomètres de conduites et pièces spéciales en fonte de diamètre compris entre 100 mm et 400 mm.

LOT 2 : Fourniture de tuyaux en PVC S.O.N.E.D.E. à MEGRINE de 26,5 kilomètres de conduites en béton précontraint de 400 mm et 600 mm de diamètre ainsi que les pièces spéciales afférentes.

Ces appels d'offres s'inscrivent dans le cadre du projet N° 3 financé par la Banque Africaine de Développement (BAD).

Les fournisseurs qui désirent participer à ces appels d'offres pourront se procurer le dossier d'appel d'offres auprès de la S.O.N.E.D.E. au Service Préparation des marchés contre paiement de la somme de DEUX CENTES (200 D.T.U.) DINARS payable en espèces ou par chèque barré au nom de la S.O.N.E.D.E.

Les offres doivent parvenir à la S.O.N.E.D.E. sous pli recommandé avec accusé de réception ou être remises au bureau d'ordre de la S.O.N.E.D.E. sis au 23, rue JAWAHAR-LAL NEHRU MONTELEURY (TUNIS) contre reçu au plus tard le 17 février 1984 à 10 heures.

L'ouverture des plis aura lieu le même jour à 11 heures.

هذا من اصل

AFFAIRES

ÉQUIPÉE DE PISTES MAGNÉTIQUES

La nouvelle carte à mémoire va prendre son essor dans les banques

Ce coup-ci, c'est bien vrai : neuf ans après son invention par un Français, M. Moreno, et au terme de trois ans d'hésitations et de discussions, la carte à mémoire va prendre son essor. Or ? Dans le domaine bancaire, grâce à un mariage avec la carte classique, à bandes magnétiques, qui facilitera l'acclimatation du nouvel instrument, destiné, dans l'avenir, à remplacer partiellement le chèque, et qui permettra une transition pendant les dix prochaines années.

On savait que la décision était imminente, mais c'est un communiqué du groupement Carte-bleu, gestionnaire de l'essentiel des cartes françaises à usage commercial (quatre millions), qui a donné officiellement le feu vert le 9 janvier 1984 (le Monde du 11 janvier 1984). Une formule de carte mixte, comprenant à la fois des pistes magnétiques et une mémoire électronique, va être expérimentée commercialement à Blois, et sera vraisemblablement distribuée à plusieurs centaines de milliers d'exemplaires d'ici à la fin de l'année. De couleur bronze, elle sera fournie au fur et à mesure du renouvellement des anciennes cartes et en priorité dans les régions équipées en automates électroniques (un million de minitel fin 1984 en Ile-de-France, Picardie, Ile-de-France, Basse-Normandie, Nord-Pas-de-Calais, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Alsace et Lorraine) et en publicités à cartes à mémoire (trois mille). En outre, deux mille terminaux points de vente (T.P.V.) seront installés chez les commerçants.

On connaît le principe de la carte à mémoire, ou carte à « puces » (Smart Card chez les Anglo-Saxons). Elle contient dans son épaisseur un microprocesseur complet comportant une unité de calcul et une mémoire de stockage, le tout de la taille d'un angle, permettant à la fois l'identification du porteur d'une façon confidentielle et inviolable, et l'enregistrement d'un certain nombre de données : transactions à la banque ou chez les commerçants (100 à 200 au maximum par carte), position du compte bancaire, dossier médical du porteur, etc.

De grands espoirs avaient été placés au départ dans cette invention française, susceptible d'applications dans les domaines les plus divers, l'identification des personnes notamment. Elle était de nature à révolutionner la « monétique », à savoir l'industrie de la monnaie et du paiement électronique, dont l'ambition est de se substituer au chèque (4 milliards émis annuellement en France), instrument lourd et générateur de manipulations coûteuses (de 3 F à 12 F par unité). De fortes réserves, toutefois, étaient exprimées par les banques qui utilisaient déjà des cartes à pistes magnétiques pour le retrait d'espèces dans

de nombreux distributeurs (DAB), pour des opérations dans des guichets automatiques (GAB) et pour le paiement des achats chez les commerçants (essentiellement le groupement Carte-bleu, qui réunit deux cent dix banques).

Avance technologique

Il s'agissait, pour elles, de ne pas décider trop vite des investissements fort coûteux et de rester prudentes devant un investissement nouveau, dont le prix restait incertain. Désireuses de valider rapidement l'avance technologique française dans la « monétique », la Direction générale des télécommunications (D.G.T.) au ministère des P.T.T. relança le jeu en 1979 en prenant deux initiatives : création d'un Groupement d'intérêt économique (G.I.E.) carte à mémoire, comprenant tous les réseaux bancaires, commerciaux et mutualistes, dotés de 30 millions de francs ; lancement, à partir de début 1983, de trois expérimentations de carte, pendant dix huit mois, par trois constructeurs sélectionnés après appel d'offres : Bull, à Blois, et Flicon-Schlumberger, tous deux actionnaires de la société innovatrice chargée d'exploiter le brevet Moreno, et Philips, à Caen.

Moins de 20 F

Parallèlement, les discussions se poursuivaient au sein du G.I.E. En juin, son président, M. Le Corre, directeur général des Banques populaires, fut remplacé par M. Louis-Noël Joly, appelé un an auparavant par M. Mayoux, P.-D.G. de la Société générale, à diriger l'information de cette banque. Cette nomination avait son importance, car M. Joly, qui avait occupé le même poste à la Caisse nationale du crédit agricole pendant dix ans, succédait à M. Pierre Lhermitte, adversaire déclaré de la carte à mémoire. Dès la fin de septembre 1983, M. Joly relança les négociations sur la carte à mémoire. Faisant état du succès des expérimentations en cours (les cartes IPSO), déjà perceptibles, et tenant compte de la nécessité absolue de ne pas éparpiller des investissements coûteux dans le futur, tout en amortissant convenablement les dépenses déjà engagées, M. Joly proposait l'émission d'une carte mixte, à « puce » et à « pistes », assurant la transition entre les deux systèmes. Un accord de principe avec le groupement Carte-bleu fut réalisé fin octobre et concrétisé comme on l'a vu, au début de 1984, pour adopter le prototype Bull, expérimenté à Blois, et en généraliser l'application.

Techniquement, la nouvelle carte comprendra quatre pistes : T 2 (identification et code secret), T 3 (solde hebdomadaire maximum), le tout pour les distributeurs de billets ; ISO 2 (pour identifier les banques émettrices), ISO 3 (pour enregistrer les soldes des opérations). A ces « pistes » s'ajoutera la « puce », le tout coûtant moins de 20 F.

L'avantage d'incorporer une « puce » réside essentiellement dans la sécurité, à la fois pour la banque et pour les porteurs : un plafond peut être établi pour les opérations, qui nécessitent, par ailleurs, la composition du code secret du porteur sur le terminal. En cas de vols, très fréquents actuellement, les dégâts sont limités, ou même supprimés.

Cet accord ne règle pas toutes les difficultés, tant s'en faut. Si les banques populaires, les caisses d'épargne et les chèques postaux ont adhéré à la carte-bleu, le Crédit national et surtout le Crédit agricole, jaloux de son identité avec ses 6 millions de cartes, discutent encore. Le « banque verte » a même proposé, unilatéralement, une expérience en Bretagne. Tout le problème est celui de la « neutralisation » et de la banalisation des terminaux, qui devront pouvoir utiliser toutes les cartes sans porter les couleurs d'aucun réseau.

Les pouvoirs publics suivent la négociation avec impatience, car l'enjeu est énorme aussi bien en France (4 milliards de francs par an pour la « monétique ») que pour l'étranger : Bull et Philips viennent d'annoncer des négociations sur la fameuse « puce ».

FRANÇOIS RENARD.

EN BREF

Affaires

PENNZOIL S'OPPOSE DEVANT LA JUSTICE AU RACHAT DE GETTY OIL PAR TEXACO

Pennzoil, petite société pétrolière texane qui avait des visées sur Getty Oil, a porté plainte, le jeudi 10 janvier, auprès d'un tribunal de Wilmington dans le Delaware, contre l'opération de Texaco (le Monde du 10 janvier). Pennzoil avait signé un accord la semaine passée avec le principal actionnaire, M. Gordon Getty, fils du fondateur de Getty Oil, pour le rachat de la totalité du capital au prix de 112,50 dollars l'action, avant que Texaco, troisième compagnie des Etats-Unis, lance une O.P.A. pour 125 dollars l'action.

Pennzoil a demandé au juge de prendre un arrêt préliminaire interdisant aux principaux propriétaires de vendre leurs titres à Texaco. La société demande également que Getty Oil soit contraint d'honorer son premier accord ou de lui verser des indemnités. Une clause de cet accord prévoyait qu'en cas d'offre supérieure, Pennzoil recevrait 8 millions d'actions nouvelles. Les dirigeants de Getty Oil ont fait savoir que cet accord préliminaire n'avait pas de valeur légale.

Automobile

GENERAL MOTORS RÉORGANISE SES STRUCTURES

General Motors, premier constructeur mondial d'automobiles, a décidé de modifier profondément ses structures. Depuis sa création, il y a soixante-quinze ans, par acquisitions successives, G.M. était divisé par marques : Chevrolet, Pontiac, Buick, Oldsmobile et Cadillac - produisant en vendait sa propre gamme de véhicules. Pour éliminer les concurrents internes et mieux lutter contre l'offensive japonaise, les activités en Amérique du Nord de G.M. seront désormais réorganisées autour de deux divisions : l'une pour les petits modèles et l'autre pour les grosses cylindrées.

La première division, qui sera dirigée par M. Reuss, actuel directeur de Buick, regroupera Chevrolet, Pontiac et G.M.-Canada et sera responsable du projet Saturn de fabrication d'une petite voiture très compétitive.

La seconde, confiée à M. Stempel, actuel patron de Chevrolet Motors, regroupera Buick, Oldsmobile et Cadillac, les différentes marques et réseaux de vente conservant leurs noms.

« Equipements automobiles français en R.D.A. - Renault livrera à partir de 1985 des équipements et un support technologique à la R.D.A. pour l'usine de moteurs Diesel de IFA Motorenwerke à Nordhausen. De son côté, Citroën fournira à partir de 1985 d'autres équipements destinés à la fabrication de pièces mécaniques pour ces moteurs.

AGRICULTURE

LES NÉGOCIATIONS EUROPÉENNES

Des ministres sans pouvoir réel

Bruxelles (Communautés européennes). - Rassérénés par les professions de foi européennes unanimes de ses collègues, par le souci manifesté par tous de sortir la Communauté de la crise, M. Rocard s'est montré plutôt optimiste, mardi, à l'issue de la réunion des ministres de l'agriculture des Dix, qu'il venait pour la première fois de présider. L'abandon de la procédure spéciale, décidé en juin au sommet de Stuttgart, qui attribuait un rôle accru aux ministres des affaires étrangères et des finances, et le retour aux procédures normales qui confient aux ministres de l'agriculture le soin d'étudier les dossiers de l'Europe verte, ont sans doute contribué à convaincre le conseil que les conditions étaient réunies pour que les travaux repartent d'un bon pied.

Sans mettre en doute la détermination des ministres, il faut constater cependant qu'en dépit du changement de méthode leur liberté de manœuvre n'a depuis vingt ans jamais été aussi limitée. M. Rocard a certainement raison d'affirmer qu'il y a encore beaucoup à faire pour examiner comment appliquer de façon efficace un système de stabilisation de la production laitière, comment résorber au moindre coût politique les montants compensatoires monétaires ou encore comment appliquer aux autres produits que le lait et les céréales l'effort de rationalisation de la politique agricole commune (PAC) qu'es-

De notre correspondant

tement nécessaire les dix gouvernements membres.

Les ministres de l'agriculture pourront s'adonner avec énergie à ce rôle d'auxiliaires zélés. Mais l'essentiel leur échappe. M. Rocard a répété, mardi, que « les négociations finales demeurent globales », que, compte tenu de l'épuisement des ressources communautaires, les Dix étaient bien obligés de traiter tous les problèmes ensemble. Cela revient à dire que les ministres de l'agriculture ne sont pas en état de prendre des décisions sur la réforme de la PAC, que celle-ci est subordonnée à un arrangement d'ensemble, et en particulier à un accord sur la contribution britannique. Cela présente l'avantage pour les agriculteurs de retarder le moment où il faudra absorber les potions amères. Mais c'est un cercle vicieux.

Une voie possible

En l'absence, d'une part, d'une remise en ordre des marchés agricoles, laquelle se traduirait par des économies, d'autre part, d'un feu vert à l'augmentation des ressources, les ministres ne peuvent pas débiter utilement des ajustements de prix à appliquer en 1984-1985. La Commission européenne, qui, apparemment, se résigne à la contrainte budgétaire comme un état de fait impossible à changer, s'ap-

prête à proposer des relèvements tout à fait insignifiants. On parle d'une hausse moyenne de 1 %. Les ministres de l'agriculture peuvent jouer ce jeu et commencer à critiquer des propositions qui, pour raison budgétaire, se font, selon toute probabilité, en contradiction avec les orientations en matière de revenu agricole définies par le traité de Rome. Mais, faute de moyens, leur débat sera sans conclusion envisageable.

En l'absence d'un accord d'ensemble, la seule voie possible serait de rompre la contrainte budgétaire, de faire appel à des contributions communautaires et nationales supplémentaires, et substantielles, pour permettre au marché commun agricole de fonctionner dans des conditions normales. Mais agir dans ce sens serait en réalité prendre acte de la crise et en tirer les conséquences. Espérant un règlement politique d'ensemble, on proclame pas encore que la contrainte budgétaire telle qu'elle existe est politiquement insupportable et qu'il serait dangereux d'imposer aux agriculteurs des mesures de rationalisation draconiennes en même temps qu'un gel des prix. Les ministres ont peut-être raison de jouer ainsi la modération et de parler sur un accord, mais le fait est qu'une telle attitude limite considérablement la portée de ce qu'ils peuvent eux-mêmes entreprendre.

PHILIPPE LEMAITRE.

LA CRISE DU PORC EN BRETAGNE

Les pouvoirs publics portent plainte après les dégâts causés à Quimper

Les manifestations d'éleveurs bretons de porcs ont continué le 10 janvier : à Redon (Ille-et-Vilaine), environ cent-cinquante agriculteurs, se réclamant de la fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles (F.D.S.E.A.) du Morbihan, ont déboulonné les rails de la ligne Paris-Quimper, interrompant le trafic, qui n'a été rétabli qu'en fin d'après-midi. Deux camions danois ont par ailleurs été interceptés et conduits à Châteaufort du Faou (Finistère), où se tenait la « vente au cadran » fixant le cours du porc ; la viande qu'ils contenaient a été brûlée. Un autre camion danois, intercepté en Loire-Atlantique, a dû, pendant trente-six heures et plus de 300 kilomètres, accomplir un périple de préfecture en préfecture, avant d'être libéré mardi de son escorte syndicaliste par la police, dans la région parisienne.

Le commissaire de la République de la région de Bretagne, à la demande du ministère de l'agriculture, a déposé une plainte contre X à la suite des dégâts commis à Quimper (Finistère) lors de l'occupation, la semaine dernière, de la direction départementale de l'agriculture.

Dans un communiqué, le ministre de l'agriculture a annoncé qu'il avait demandé aux caisses du Crédit agricole d'accroître la mise en place des mesures prises en juillet dernier en faveur des investissements et qu'il étudierait avec les professionnels les modalités de la création d'un « fonds de prêts » aux éleveurs pour faire face à leurs difficultés de trésorerie. Toutefois le ministre indique que « la dégradation de la conjoncture qui motive l'inquiétude des producteurs ne saurait cependant légitimer les abus qui ont été commis ces derniers jours ».

« Strict contrôle aux frontières. - En dépit des difficultés financières de la C.E.E., la Commission de Bruxelles semble décidée à prendre des mesures pour raffermir les cours du porc. Elle devait proposer ce 11 janvier au comité de gestion l'octroi d'aides au stockage privé. Par ailleurs, pour contribuer à ramener le calme sur le marché ainsi que dans la rue, la Commission a décidé d'interdire les importations en provenance des régions des Pays-Bas, de Belgique, de R.F.A. et d'Italie contaminées par la peste porcine. Des contrôles vétérinaires vont être instaurés à cette fin aux frontières, et il devrait s'ensuivre en France un ralentissement sensible des livraisons en provenance de ces pays. - (Corresp.)

Social

LA CONFÉDÉRATION EUROPÉENNE DES SYNDICATS REÇUE À L'ÉLYSÉE

Une délégation de la C.E.S. (Confédération européenne des syndicats), conduite par son président, M. Georges Debutte, et à laquelle participaient MM. Edmond Maire et André Bergeron, a été reçue, le 9 janvier à l'Élysée, par M. François Mitterrand.

Pendant que la France exerce la présidence de la Communauté européenne, la C.E.S. souhaite que « soient réalisés un certain nombre d'objectifs d'emploi, notamment par la réduction de la durée du travail », a rappelé M. Debutte, en ajoutant que, après « les échecs des conseils européens de Stuttgart et d'Athènes, le moment est venu de prouver que l'Europe peut et doit vivre ».

La délégation de la C.E.S. a insisté sur l'obligation, pour tous les pays européens, de mener ensemble « une nouvelle politique industrielle et une politique de l'emploi ». Sinon, a ajouté M. Debutte, « nous risquons de devenir dépendants et même décadents ».

« Retraites à soixante ans : protestation des artisans. - Les caisses artisanales de retraites (Cancava) ont décidé de bloquer l'appel des cotisations de retraite, augmentées d'un point (soit 7,75 %) par le gouvernement depuis le 1^{er} janvier 1984. Elles demandent que les artisans puissent bénéficier de la retraite à soixante ans aux mêmes conditions que les salariés : ils ne le peuvent que pour les annuités versées depuis 1973. Le principe avait été admis lors des « tables rondes » qui ont eu lieu avec les partenaires sociaux au début 1983, mais n'a pas été appliqué. Les caisses des commerçants (Organic) avaient déjà protesté en novembre dernier.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

| | COURS DU JOUR | UN MOIS | DEUX MOIS | SIX MOIS |
|-----------|---------------|------------------|------------------|------------------|
| | + les + sans | Rep. + ou dép. - | Rep. + ou dép. - | Rep. + ou dép. - |
| S.E.U. | 8,6400 | 8,6400 + 175 | + 335 | + 375 |
| S. can. | 6,9004 | 6,9001 + 125 | + 255 | + 385 |
| Yen (100) | 3,2770 | 3,2766 190 | + 210 | + 260 |
| D.M. | 3,2652 | 3,2651 + 160 | + 175 | + 310 |
| Fr. (100) | 2,7157 | 2,7154 + 145 | + 125 | + 250 |
| F. (100) | 15,0000 | 15,0139 + 210 | + 305 | + 455 |
| P.S. | 3,2623 | 3,2623 + 290 | + 315 | + 550 |
| L. (100) | 5,0406 | 5,0407 - 190 | - 160 | - 350 |
| S. (100) | 12,6500 | 12,6500 + 263 | + 320 | + 530 |

TAUX DES EURO-MONNAIES

| | 9 1/4 | 9 3/4 | 9 7/16 | 9 13/16 | 9 9/16 | 9 15/16 | 9 7/8 | 10 1/4 |
|-----------|--------|--------|--------|---------|---------|---------|---------|---------|
| S.E.U. | 5 3/8 | 5 3/8 | 5 5/8 | 6 | 5 11/16 | 6 1/16 | 6 1/8 | 6 1/2 |
| Fr. (100) | 5 5/8 | 6 1/8 | 5 3/4 | 6 1/8 | 5 13/16 | 6 3/16 | 6 1/16 | 6 7/16 |
| P.S. | 10 1/2 | 11 1/2 | 10 1/2 | 11 1/2 | 10 1/2 | 11 1/2 | 11 1/2 | 12 |
| F. (100) | 3 3/8 | 3 3/8 | 3 3/8 | 3 3/8 | 3 3/8 | 3 3/8 | 3 3/8 | 3 3/8 |
| L. (100) | 15 | 16 | 15 5/8 | 16 3/8 | 15 3/4 | 16 3/4 | 16 5/8 | 17 5/8 |
| S. (100) | 9 1/8 | 9 1/2 | 9 3/16 | 9 5/16 | 9 1/4 | 9 5/8 | 9 1/2 | 10 |
| S. (100) | 11 7/8 | 12 3/8 | 12 3/8 | 12 3/8 | 12 3/16 | 12 3/16 | 12 3/16 | 12 3/16 |

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

SECTEUR PUBLIC

M. Fabius menace...

« Messieurs les P.-D.G. des entreprises nationalisées, vous devez équilibrer vos comptes en 1985, sinon nous nous passerons de vous. »

M. Fabius parle clair. La menace - qui ne s'applique pas aux P.-D.G. des groupes sidérurgiques, pour qui l'échec est réponsé - est précise. Le ministre de l'industrie et de la recherche avait déjà eu l'occasion d'affirmer que les comptes des firmes nationalisées du secteur concurrentiel devaient « sortir du rouge » en 1985, mais c'est la première fois qu'il menace publiquement de limogeage.

La philosophie du ministre est simple : les patrons sont autonomes dans leur gestion, et la « bureaucratie zézillonne »

qu'avait dénoncée le président de la République l'an passé (M. Chevènement était encore ministre), doit être bannie... dans la mesure du possible, toutefois, puisque les prix industriels restent surveillés par l'administration et la liberté des suppressions d'emplois limitée.

En contrepartie, les P.-D.G. seront jugés à l'heure dite, sur un seul critère : le profit. S'exprimant devant le club Projections des réalités économiques et sociales, M. Fabius devait préciser d'autre part qu'il était favorable à la publication d'informations sur l'affectation des sommes du Fonds industriel de modernisation (F.I.M.) et que 800 000 à 800 000 emplois seront créés dans l'électronique en France d'ici à 1990.

Faites des étincelles en anglais!

COURS TRIMESTRIELS le 2 janvier 1984 INSCRIPTION IMMÉDIATE

ILC INTERNATIONAL LANGUAGE CENTRE 20 passage Dauphine 75006 Paris - Tél. 325.4137



UNE CARTE UN TÉLÉPHONE COLFA VOLONTÉ 608.19.19

Tout est Express - le Sport à la carte

INFORMATIONS « SERVICES »

LA MAISON

Réparateur de pendules anciennes

Héritée du siècle dernier, ou achetée à prix élevé lorsqu'elle est d'époque, une pendule qui ne marche plus est un objet sans âme. Pour redonner vie à ces carrels d'antan, quelques horlogers se sont spécialisés dans leur réparation.

Christian James est l'un d'eux. Elevé par un grand-père suisse et horloger, il a manifesté très jeune des dons pour la mécanique de précision. Après une formation classique dans une école d'horlogerie, et des années de travail traditionnel, il s'est consacré à la renaissance des pendules anciennes. Aujourd'hui, à quarante ans, Christian James éprouve toujours la même joie lorsque se remet en marche un mouvement sur lequel il a travaillé souvent tard dans la nuit. Il se sent alors en communauté avec l'artisan d'autrefois qui l'a monté.

Toutes les époques défilent dans son atelier. Ses clients (dont beaucoup d'antiquaires du village suisse tout proche) lui apportent aussi bien des pendules Louis XV, Louis XVI ou Empire que 1925, dernière vogue du moment. S'il est amoureux de tous les témoignages du passé, il a une prédilection pour les pièces singulières, telle cette pendule astronomique Napoléon III, avec calendrier perpétuel et carillon sur timbre, qui lui a demandé tant d'heures de travail. De cette pendulette en forme de bateau de pêcheur, qu'il suppose avoir été créée par un amateur à des fins de jeu.

« Il est presque toujours possible, explique Christian James, de réparer une pendule ancienne, sans la dénaturer. Mais y intro-

duire un mouvement moderne la déprécie à jamais. » Lorsqu'un démontage et un nettoyage soigneux des rouages ne suffit pas, il faut reconstituer le mécanisme, dans le respect des techniques de l'époque. Pour y parvenir, Christian James achète des vieilles pendules (aux Pucés ou chez des brocanteurs) et il les désosse pour récupérer les pièces qu'il reforge.

Rien n'est standard dans ces réparations très spéciales : tout doit être ajusté mécaniquement, avec la plus grande précision. Les ressorts cassés et les pignons déformés sont changés, les axes des roues - ovalisés par l'usage - sont refaits, les aiguilles arrachées sont remplacées par d'autres, de la même époque, récupérées sur des « épaves » de pendules. Et après des heures d'un travail minutieux, loupé sur l'œil, vient le plaisir de constater que la pendule fonctionne de nouveau.

Christian James répare également les montres anciennes. Plus exposées aux accidents que les pendules (car elles tombent et se cassent), les montres ont aussi une mécanique plus délicate à remettre en état. « On me soumet, dit-il, beaucoup de cas désespérés ; mais j'arrive à sauver la plupart. » Réparée avec des pièces récupérées sur des lots achetés au poids, une montre ancienne marchera encore de nombreuses années.

Automates et tableaux animés reçoivent, eux aussi, les soins de cet artisan passionné par son métier de restaurateur de mécanique de précision.

JANY ALJANE.
★ Christian James, 73, boulevard de Grenelle, 75015 Paris. Tél. : 579-58-84.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du 11 janvier :

DES DÉCRETS

● Relatif au dépôt et au placement des fonds des sociétés mutualistes et des caisses autonomes mutualistes.

● Portant statut du personnel des offices créés au titre de l'article premier de la loi du 6 octobre 1982 relative à la création d'offices d'intervention dans le secteur agricole et à l'organisation des marchés, du personnel des offices d'intervention et de régulation du marché du sucre et du personnel de l'Agence centrale des organismes d'intervention dans le secteur agricole.

PARIS EN VISITES

VENDREDI 13 JANVIER

« Turner », 18 heures, Grand Palais (M° Angot).
« Turner », 15 h 15, Grand Palais (Approche de l'art).
« La crypte de Notre-Dame », 14 h 30, entrée (Art et promenade).
« L'Opéra », 14 heures, hall (Ars confondues).
« La maison de Victor Hugo », 15 h 15, 6, place des Vosges (M° Halles).

● Modifiant les dispositions de l'article D. 517-1 du code du travail fixant le taux de compétence en dernier ressort du conseil de prud'hommes.

● Fixant le montant de la redevance relative à l'agrandissement des producteurs et négociants en bois et plants de vigne pour 1983.

UN ARRÊTÉ

● Relatif au casier des contraventions de circulation.

UNE DÉCISION

● Relative à l'application du régime des prix des produits pétroliers.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 3622

1 2 3 4 5 6 7 8 9
I
II
III
IV
V
VI
VII
VIII
IX
X
XI

HORIZONTALEMENT

I. Met à plat ou donne du mordant. II. Parfois lourd à porter bien que fait légèrement. III. Manque donc autant de retenue que de tenue. - IV. Même l'envers peut être pris pour l'endroit. Toujours très attendu. - V. On le donne toujours de bon cœur. Préposition. -

Édité par la S.A.R.L. Le Monde

Gérant : André Laurens, directeur de la publication
Anciens directeurs : Hubert Bouve-Méry (1944-1983) Jacques Fauvet (1983-1982)

Imprimerie de « Monde » 5, rue de Valenciennes PARIS-IX

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.

Commission paritaire des journaux et publications n° 57 437.

ISSN : 0395-2037

VI. Jumelles que l'on met à tier. Assura donc la défense. VII. Ancienne panne de moteur. Nid d'aigle. - VIII. Saint. Se dit quand rien ne nous dit. Fleuve. IX. Tempère le jeu. - X. Plus vieux que jamais. On a beau l'aimer, elle nous quitte toujours. - XI. Sont donc concernées par certaines mesures.

VERTICALEMENT

1. Arrangement peu satisfaisant. - 2. Agrandit le cercle de nos connaissances autant que celui de nos amis. - 3. Certains le prennent pour fumer. On le montre en partant. - 4. L'homme d'une caverne. Celui qui touche au celui qui est touché. - 5. Abréviation religieuse. Cela n'a pas grande importance. - 6. Ce n'est pas tout. - 7. Boîte à poudre. Une côte appétissante. - 8. Dans le Loiret et sur la Loire. Cela n'est que demi-mal. En ligne. - 9. Préposition. Nous accueillent chaleureusement ou de la manière la plus sombre.

Solution du problème n° 3621

Horizontalement

I. Lessivage. - II. Impératif. - III. Quote. RAF. - IV. Ni. Cère. - V. Orteil. DQ. - VI. Réarmer. - VII. Inn. Ail. - VIII. Stentor. - IX. Tes. Etête. - X. Es. Préter. - XI. Tares.

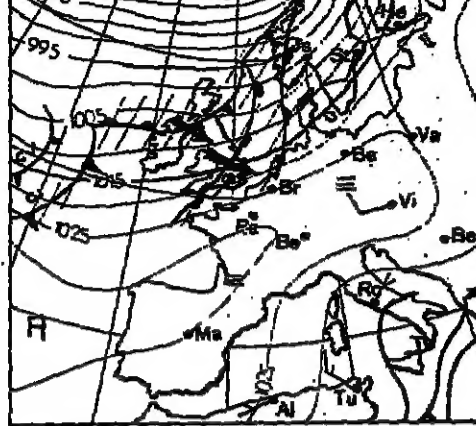
Verticalement

1. Liquoristes. - 2. Énu. Reutes. - 3. Spontanés. - 4. Seier. Pi. - 5. Ire. Imtera. - 6. Va. Clé. Oter. - 7. Atre. Rareté. - 8. Giard. Tes. - 9. Effeuiller.

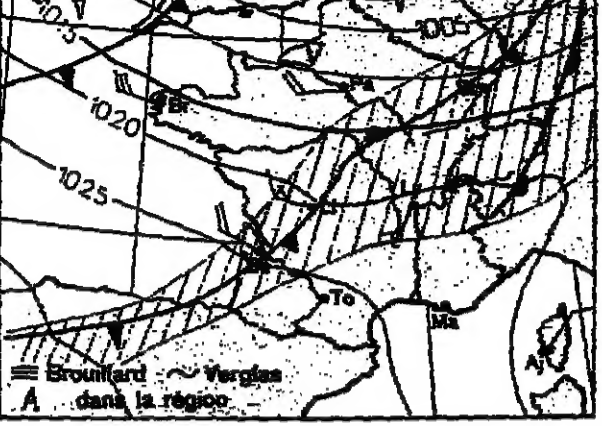
GUY BROUTY.

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 11.1.84 A 0 h G.M.T.



PRÉVISIONS POUR LE 12.1.84 DÉBUT DE MATINÉE



Évolution probable du temps en France entre le mercredi 11 janvier à 0 heure et le jeudi 12 janvier à minuit.

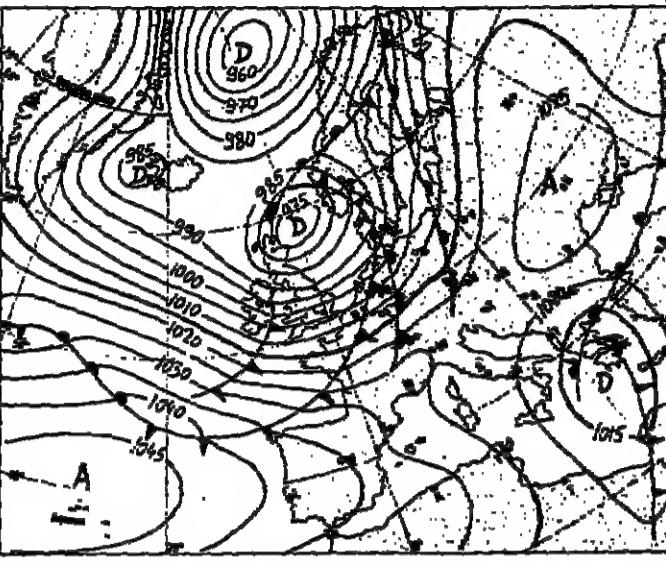
L'air doux et humide qui abordait mercredi matin les régions proches de la Manche va s'étendre progressivement à tout le pays, mais il sera suivi jeudi d'air plus froid et instable, surtout localisé sur les régions de l'Est ; une nouvelle zone pluvieuse atteindra jeudi soir la Bretagne.

Jeudi, une zone de temps couvert et pluvieux, située le matin des Pyrénées au nord des Alpes et au Jura (avec de la neige au-dessus de 1 200 à 1 500 mètres), se déplacera vers la Méditerranée en perdant de son activité. Le temps sera plutôt maussade sur les régions méditerranéennes, où le vent du Nord soufflera assez fort. Sur les autres régions, l'instabilité observée dès le matin sur le nord-ouest se localisera l'après-midi de la Manche orientale au nord du Massif Central et au nord des Alpes, avec des averses de neige au-dessus de 500 mètres environ. L'instabilité s'atténuera fortement sur les régions de l'Ouest, où les nuages redeviendront abondants, et quelques pluies seront observées le soir sur la Bretagne. Le vent de nord-ouest soufflera encore très fort le matin sur la région du Nord-Ouest, pouvant même atteindre le coup de vent en Manche. Les températures, encore négatives le matin du sud du Massif Central au sud des Alpes, s'élèveront au cours de la journée à 8 degrés près des côtes atlantiques, 5 à 10 degrés sur les régions méditerranéennes, 2 à 5 degrés ailleurs.

La pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était, à Paris le 11 janvier à 7 heures, de 1024,7 millibars, soit 768,6 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 10 janvier ; le second, le minimum de la nuit du 10 au 11 janvier) : Ajaccio, 12 degrés et 0 ; Biarritz, 1 et - 3 ; Bordeaux, 2 et - 4 ; Bourges, 1

PRÉVISIONS POUR LE 12 JANVIER A 0 HEURE (G.M.T.)



en 0 ; Brest, 10 et 9 ; Cam, 9 et 8 ; Cherbourg, 9 et 8 ; Clermont-Ferrand, 3 et - 6 ; Dijon, 4 et - 5 ; Grenoble, 6 et - 5 ; Lille, 4 et 4 ; Lyon, 3 et - 4 ; Marseille-Marguange, 6 et - 5 ; Nancy, 2 et - 3 ; Nantes, 10 et 6 ; Nice-Côte d'Azur, 12 et 2 ; Paris-Le Bourget, 7 et 3 ; Paris-Montsouris, 6 et 2 ; Pau, 4 et - 4 ; Perpignan, 8 et 3 ; Rennes, 9 et 6 ; Strasbourg, 3 et - 4 ; Toulon, 3 et 1 ; Toulouse, 3 et - 3 ; Pointe-à-Pitre, 20 et 19.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 15 et 4 degrés ; Amsterdam, 5 et 5 ; Athènes, 17 et 12 ; Berlin, 1 et - 3 ; Bonn, 6 et 1 ; Bruxelles, 5 et 4 ; Le Caire, 19 et 9 ; Les Canaries, 19 et 14 ; Copenhague, 0 et - 1 ; Dakar, 21 et 16 ; Djibouti, 15 et 9 ; Gênes, 3 et - 1 ; Jérusalem, 14 et 4 ; Lisbonne, 11 et 2 ; Londres, 11 et 10 ; Luxembourg, - 1 et - 2 ; Madrid, - 7 et - 4 ; Moscou, - 2 et - 4 ; Nairobi, 26 et 14 ; New-York, 8 et - 4.

★ Renseignements et inscriptions, avant le 15 février, auprès de l'U.E.R.-47, université de Paris-I, 12, place du Panthéon, 75231 Paris, Cedex 05.

EN BREF

CHAUFFAGE

FEU DE TOUT BOIS. - Le Centre technique du bois (C.T.B.) vient de publier un cahier sur le chauffage au bois vendu 27 F. Il s'efforce de répondre à diverses questions : quel est le meilleur bois de chauffage ? Comment le stocker ? Quel appareil choisir ? Comment l'entretenir ?... C.T.B., 10, avenue de Saint-Mandé 75012 Paris.

COURS DE LANGUES

LANGUES D'O.C. - L'Institut parisien occitan de la région parisienne organise des cours d'occitan dans divers dialectes : gascon, provençal, languedocien, limousin. Autres activités : des cours de danse, des conférences, des « taulejades » où l'on danse et l'on se restaure et une fête occitane, le 20 janvier avec un concert et un bal.

★ L.E.O.-R.P., 14, rue de Nanteuil, 75015 Paris. Tél. : N. Borne, 289-22-31.

ÉQUIPEMENTS

MAISONS RÉGIONALES À CRÉTEIL. - Le marché de La Brèche, à Créteil (Val-de-Marne), connaît des difficultés dues à la proximité du centre commercial Créteil-Soleil. La ville va le reprendre en régie directe pour mieux maîtriser son animation. Elle met cet équipement à la disposition des maisons régionales pour qu'à tour de rôle elles viennent y promouvoir les produits de leur terroir. L'expérience devrait durer de six mois à un an.

★ L.E.O.-R.P., 14, rue de Nanteuil, 75015 Paris. Tél. : N. Borne, 289-22-31.

EXPOSITIONS

SAVANTS. - A l'occasion du cinquantenaire anniversaire de la mort d'Emile Roux et d'Albert Calmette, l'Institut Pasteur présente une exposition rappelant l'œuvre et la vie des deux grands pasteurs dont les travaux contribuent à juguler la diphtérie et la tuberculose.

★ Jusqu'au 11 février dans la galerie de l'Institut Pasteur, 25, rue de Docteur-Roux, 75015 Paris, de 14 heures à 17 h 30 sauf dimanches et veilles de fêtes.

FORMATION

DRIT INTERNATIONAL. - L'université de Paris offre une formation simultanée en droit français et en droit anglais, sanctionnée par des diplômes français (maîtrise) et

anglais (LL.B.) de des étudiants de classe terminale, de lettres supérieures ou première supérieure, et de première année de droit qui connaissent parfaitement l'anglais.

★ Renseignements et inscriptions, avant le 15 février, auprès de l'U.E.R.-47, université de Paris-I, 12, place du Panthéon, 75231 Paris, Cedex 05.

LISTES ÉLECTORALES

CONTROLES ET RECOURS. - Le Centre d'information civique rappelle que, comme chaque année, les électeurs peuvent vérifier l'inscription de leur nom sur les listes électorales affichées actuellement dans les mairies. En cas d'omission ou de réalisation abusive, ils ont jusqu'au 20 janvier inclus pour déposer une réclamation au greffe du tribunal d'instance.

★ Centre d'information civique, avenue des élections, 242 bis, boulevard Saint-Germain, 75007 Paris. Tél. : 544-14-17.

SALON

DES ARTISTES CHEZ BALTARD. - Le pavillon Baltard à Nogent-sur-Marne (Val-de-Marne) accueillera son premier Salon des beaux arts et de l'antiquité du 19 au 23 janvier. Les organisateurs mettront gratuitement à la disposition des jeunes artistes d'Île-de-France la galerie surplombant la salle afin d'y présenter leurs œuvres.

★ Tous les jours de 10 heures à 20 heures. Entrée : 15 F. Renseignements : Expositions 770-91-80.

TABLES RONDES

MORT ET DIGNITÉ. - L'Association pour le droit de mourir dans la dignité (A.D.M.D.), l'association Plaisance 14^e et les Petits Frères des pauvres rassemblent une table ronde sur cette question. Des médecins hospitaliers, généralistes, psychiatres, biologistes, des prêtres et des pasteurs animeront ensuite les carnavals où seront abordés cinq points : le sens de la mort dans la vie sociale, la maîtrise de sa propre mort, la mort et les enfants, la position des éthiciens religieux devant la souffrance et la mort, l'accompagnement des mourants à la maison et à l'hôpital. Samedi 14 janvier, à 14 h 30, salle Martin-Luther-King, 28, rue Olivier-Noyer, 75014 Paris.

UN NOUVEAU CHÉQUIER C.C.P.

Un nouveau modèle de carnet de chèques C.C.P. va être progressivement mis en circulation. « Plus sûr, plus simple et plus universel », a annoncé M. Louis Mexandeau, ministre délégué chargé des P.T.T.

Le nouveau chéquier, du même format que les carnets bancaires, sera d'abord distribué dans la région nantaise (400 000 personnes).

Par la suite, ce carnet sera disponible à Rennes en mars (300 000 comptes), à Bordeaux (500 000), Toulouse (350 000) et à Strasbourg (170 000) en avril, puis à Paris (1,6 million) et à Orléans (600 000) en octobre prochain.

Ce nouveau carnet ne comprend plus d'avis de débit. Un relevé continuera d'être adressé au détenteur pour chaque opération.

Appel aux créateurs

DEUXIÈME BIENNALE DES MÉTIERS D'ART

Le Centre international de recherche, de création et d'animation (C.I.R.C.A.) organise, en juillet, août et septembre, à la Chartreuse de Villeneuve-lès-Avignon, la deuxième Biennale des métiers d'art. Le titre de cette manifestation, « Création et haute technologie », rend compte de l'évolution de la notion de « métier d'art ».

A cette occasion, un appel aux créateurs est lancé aux artisans d'art, plasticiens, facteurs d'instruments, ingénieurs, techniciens et personnes morales qui conviendront au sein du rapport technologie-création. Les candidats devront présenter un projet personnel inédit qui s'inscrive dans l'un des quatre grands axes de la Biennale (expérimentation, création, nouvelles rencontres, recherche et création). La sélection se fera selon deux critères : haute technicité, force esthétique et poétique. Clôture des candidatures le 16 janvier.

★ C.I.R.C.A., la Chartreuse, B.P. 36, Villeneuve-lès-Avignon. Tél. : (96) 25-25-46.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



EUROCIC
Société d'investissement à capital variable (SICAV)
groupe cic

L'assemblée générale ordinaire des actionnaires d'EUROCIC, réunie le 9 janvier 1984 sous la présidence de M. Renaud Segalen, a approuvé les comptes de l'exercice clos le 30 septembre 1983 ainsi que les résolutions qui lui ont été soumises.

Elle a décidé la mise en paiement d'un dividende de 570 F assorti d'un impôt déjà payé au Trésor de 31,35 F, ce qui porte le revenu global à 601,35 F.

RICOH COMPANY, Ltd

Résultats de la société mère pour le premier semestre 1983 (1^{er} avril - 30 septembre 1983)

Au cours de cette période marquée par la faible croissance de la consommation intérieure japonaise et la persistance de la baisse des investissements industriels et immobiliers, Ricoh a concentré ses efforts sur le lancement de nouveaux produits.

La société a procédé, par ailleurs, à une quatrième émission d'obligations convertibles non garanties pour un montant de 20 milliards de yen.

Le chiffre d'affaires s'est élevé à 186,9 milliards de yen contre 143,6 milliards de yen pour le premier semestre de l'exercice précédent (+ 19 %).

Le résultat d'exploitation s'établit à 13,04 milliards de yen (+ 45,7 %).

HITACHI

Résultats consolidés du premier semestre 1983 (1^{er} avril - 30 septembre 1983)

Chiffre d'affaires : + 8 % - bénéfice net : + 11 %

HITACHI Ltd a enregistré au cours du premier semestre l'achèvement du 30 septembre 1983 une progression du bénéfice net consolidé de 11 % et des ventes de 8 % par rapport à la même période de l'exercice précédent.

Le bénéfice net par action a progressé de 9 % atteignant 28,01 yen.

Les ventes sont passées de 1931 milliards de yen à 2091 milliards de yen. La contribution la plus importante à cette progression a été fournie par le secteur de l'électronique. Le très bon comportement des principaux produits, tels les semi-conducteurs et les systèmes de traitement de l'information, a permis à l'ensemble du secteur de progresser de 23 %.

Les secteurs des gros équipements électriques et des produits de consommation ont augmenté de 8 % et 6 % respectivement. Dans les secteurs des équipements industriels et des autres produits, la faiblesse de la demande a affecté les ventes qui n'ont pu dépasser le niveau atteint au cours de la même période de l'exercice précédent.

Les ventes à l'étranger, électroniques et produits de consommation, ont progressé de 4 %, s'élevant à 589 milliards de yen, soit 28 % du total des ventes.

17,70 F par action (avoir fiscal non compris).

Les 219.399 actions nouvelles émises dans le cadre de la récente augmentation de capital, portant jouissance à compter du 1^{er} juillet 1983, recevront donc un acompte de 8,85 F par action.

Compte tenu de l'échéance réglementaire afférente à la clôture de l'exercice de capital, les actions seront mises en paiement le 2 mars 1984.

Lors de sa réunion du 4 janvier, le conseil d'administration a décidé du paiement d'un acompte sur dividende de

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

IDÉES

2. **PARLER FRANÇAIS** : « Pour l'Europe des langues », par Philippe Lallier-Berthoulet; « Les moyens d'une politique linguistique », par Roger Fajardie.
- LU : En avant, margo !, de Jean Sur.

ÉTRANGER

3. **DIPLOMATIE** : La visite de M. Zhao Ziyang à Washington va-t-elle favoriser le développement des relations bilatérales.
- 3-4. **AFRIQUE** : TUNISIE : le président Bourguiba a-t-il discuté la préfecture de police de Tunis.
- KENYA : un « traître » bien embarrasé.

4. PROCHE-ORIENT

- 5 à 12. **ESPAGNE** : 13. **EUROPE** : Grèves de la faim en Pologne et en U.R.S.S.
14. **ASIE** : 15. **AMÉRIQUES** : ÉTATS-UNIS : la mort d'une employée d'une usine atomique.

POLITIQUE

- 16-17. Les prolongements de l'affaire des avions renfloués.
18. L'attitude du P.C. et la politique avec le traité de Paris.
- Le projet de loi fondant le conseil des ministres.

ARTS ET SPECTACLES

19. **Préface** : Carnet, de Jean-Luc Godard.
20. **Décembre culturel** à Ouagadougou.
21. **Traditions conjugales**, de David Jones.
22. **FORMES** : 23. **SELECTION** : 24. Programmes des expositions.
25. **COMMUNICATION** : Europe 1 prête pour la télévision.
- L'A.F.B. et la sponsoring télévisé.

SOCIÉTÉ

31. La France face au terrorisme et au séparatisme.
32. La presse et l'assassinat du colonel Niz.

ÉCONOMIE

33. Les réactions aux déclarations d'Edmond Malin.
- 34-35. **AFAIRES** : « La guerre mondiale de la communication », de Eric La Boucher et Jean-Michel Quatrepoint.

36. AGRICULTURE

- RADIO-TÉLÉVISION (28)** : **INFORMATIONS** : « SERVICES » (36) : « Journal officiel » ; Météorologie ; Mots croisés.
- Annuaire classés (29-30) ; Carnet (32) ; Programmes des spectacles (25 à 27) ; Marchés financiers (37).

Le numéro de « Monde » daté 11 janvier 1984 a été tiré à 468 242 exemplaires

SOLDES D'HIVER

le bazar à tissus, le plus chic, le plus grand, le plus étonnant.

TISSUS « COUTURE » et « DÉCORATION »

RODIN

36, CHAMPS-ÉLYSÉES - PARIS

Mini-copieur personnel tout papier

Cartouche d'encre incluse
Chez Duriez 6 950 F (t.c.)

NOUVEAU CANON PC 10 : le plus fiable, le plus petit, le moins cher des copieurs tout papier.

Aucun entretien • 5 couleurs changeables, instantanément • Toutes pièces essentielles changées avec la cartouche d'encre • Poids 19,8 kg • Dim. 41 x 47 x 18 cm • Vous l'emportez à la Bibliothèque (Nationale ?) • Autre modèle PC 20 : Alimentation automatique à répétition • Prix Duriez 7 950 F t.c. • 112, bd St-Germain, Odéon.

A B C D F G H

RÉUNION PROCHAINE A PARIS DU GROUPE DES CINQ

La France demandera que le F.M.I. reprenne ses allocations de D.T.S.

Contrairement à ce qu'on affirmait certaines dépêches d'agences, le ministre français de l'économie et des finances n'a pas annoncé officiellement que se tiendrait à Paris, le 12 février, une réunion des ministres des finances du groupe informel dit « des Cinq » (États-Unis, France, R.F.A., Grande-Bretagne, Japon). Mais il est plus probable que cette réunion aura bien lieu à cette date et que son objet sera de préparer la session du comité intermédiaire (organe politique) du Fonds monétaire international, qui se réunira à Washington, soit en avril, soit en mai.

M. Jacques Delors a bien l'intention à cette occasion de plaider en faveur d'une reprise des émissions de droits de tirage spéciaux par le Fonds monétaire. Un nouvel argument mis en avant par le ministre français sera que la demande de dollars de la part des pays en voie de développement est, parmi d'autres, un facteur qui explique la hausse de la devise américaine. Une nouvelle allocation, sans doute triennale, de droits de tirage spéciaux serait, selon la Rue de Rivoli, de nature à répondre au moins partiellement aux besoins de liquidités exacerbées par l'insuffisance de l'offre de dollars sur le marché. M. Delors ne précise pas

encore le montant de l'allocation qu'il a en tête. Selon les statuts du F.M.I., les droits de tirage spéciaux doivent être distribués entre les membres de cette institution au prorata de leurs quotas-pays. Mais rien ne pourrait empêcher que les pays industrialisés décident, sur une base volontaire et contractuelle, de prêter au Fonds monétaire une partie au moins des allocations leur revenant afin de permettre à ce dernier soit de financer des prêts supplémentaires aux pays sous-développés, soit de bonifier le taux d'intérêt qu'il réclame aux emprunteurs. Or il est précisément question que le Fonds monétaire, qui s'est engagé à verser un taux d'intérêt plus élevé aux pays auprès desquels il emprunte lui-même des ressources, augmente le taux de ses prêts.

Bien que Paris constate avec regret que les engagements pris à Williamsburg de veiller ensemble à un meilleur fonctionnement des marchés des changes n'aient pas été suivis d'effet, M. Delors continue à estimer que des actions concertées en vue de s'opposer à la hausse désordonnée du dollar seraient opportunes. Le fait que depuis la visite de M. Reagan du 9 au 12 novembre 1983 à Tokyo, le yen ait cessé de s'affaiblir apparaît un signe encourageant tendant à montrer qu'un effort de stabilisation n'est pas nécessairement voué à l'échec.

PLUS DE 7 MILLIARDS DE FRANCS DE PRÊTS BONIFIÉS POUR LES ARTISANS EN 1984

Le montant total des prêts spéciaux à l'artisanat sera de 7,2 milliards de francs cette année. Ils seront accordés dans la limite de 45 % à un taux très bonifié de 9,45 %, et pour le reste à un taux de 12,45 %. Cette décision doit être annoncée ce mercredi 11 janvier, par le Conseil du crédit à l'artisanat, qui sera réuni sous la présidence de M. Michel Crépeau, ministre du commerce et de l'artisanat. On estime à environ 13 milliards de francs, chaque année, l'ensemble des investissements engagés par les entreprises artisanales.

L'an dernier, l'État avait offert à ce secteur 7,20 milliards de francs aussi en prêts spéciaux. Environ 6 milliards de francs seulement ont été « consommés ». Deux raisons, au moins, expliquent cette « prudence » des artisans pour investir : la crise économique et aussi le fait que cette « ligne de crédits » a été officiellement ouverte à la fin de mai seulement.

Il se confirme qu'un livret d'épargne artisanale (LEA) devrait être proposé à partir de l'automne prochain. Il permettra aux souscripteurs, après plusieurs années d'épargne, de financer jusqu'à 1 million de francs d'investissements, en récupérant les économies (et les intérêts) déposées sur le livret en bénéficiant, aussi, d'un prêt professionnel à des conditions attractives.

Sept Allemands de l'Est figurent au nombre des victimes. La cause de l'accident n'a pas été déterminée, ajoute l'agence, sans donner plus de détails sur la nationalité des autres passagers.

LA GALERIE DE LA TABLE BASSE

RIONEL

89, av. Paul-Doumer - 15^e (La Muette) 527.87.59

REMISE 20 % en COMMANDE AVANCEE

soldes NICOLL

la tradition anglaise

à Paris, 29 rue Tronchet, depuis 1820

les soldes Tunmer

vêtements de week-end
automne-hiver

Tunmer

La mode pour le sport

5, place Saint-Augustin - Paris 8^e

LES PRIX DES MÉDICAMENTS VONT AUGMENTER DE 2 %

Sur instruction du premier ministre, les prix des médicaments remboursés par la Sécurité sociale vont augmenter de 2 %, en principe le 1^{er} février prochain, si les textes d'application sont publiés avant le 18 janvier. Les firmes pharmaceutiques pourront moduler cette hausse à l'intérieur de leurs gammes de produits, à la condition expresse que les majorations n'excèdent pas 10 %.

Programmée en juillet 1982, puis repoussée au 1^{er} octobre suivant, retardée ensuite pour préserver l'indice des coûts de la vie, la hausse conjoncturelle des produits pharmaceutiques est enfin accordée. Au nom de la lutte contre l'inflation, les firmes pharmaceutiques n'avaient été autorisées l'an dernier qu'à procéder à des augmentations faibles (3,5 % le 15 février, 5 % au total pour les entreprises ayant souscrit à la politique conventionnelle du gouvernement, soit à l'époque, 40 % de la profession). Ce retard dans le ajustement des tarifs avait soulevé un tollé de protestations, les industriels ayant fait valoir la baisse dangereuse de leur rentabilité, leurs besoins croissants d'investissements pour la recherche, et surtout la très faible part des médicaments dans l'indice des prix.

Les chefs d'entreprises appréhendent, de cette année, une deuxième hausse — 4,5 à 5 % — leur sera accordée. — A.D.

MORT DE L'ARCHITECTE ANGLAIS FREDERICK GIBBERD

L'architecte anglais Frederick Gibberd est mort à Londres le lundi 9 janvier. Il était âgé de soixante-seize ans.

Frederick Gibberd est l'un des plus importants architectes anglais de sa génération. Particulièrement fécond, on lui doit la réalisation de nombreux bâtiments qui ont marqué le paysage de l'architecture anglaise de l'après-guerre. Il est notamment l'architecte de l'aéroport Heathrow de Londres, de la cathédrale de Liverpool, de nombreuses installations industrielles et agricoles ainsi que d'innombrables de bureaux.

Cet architecte compte aussi une œuvre d'urbanisme de premier plan. Il est le concepteur en 1947 de la ville nouvelle de Harlow, près de Londres. A l'époque c'était un modèle : contrainte d'habitation en unités de voisinage entourées de vastes espaces verts, selon la tradition utopique d'Ebenzer Howard. Mais aussi, avec la séparation des fonctions habitat-travail par zones spécialisées, selon Le Corbusier, d'avant-garde à l'époque, mais critiquée par la suite.

Né à Kenilworth (Warwickshire) en 1908, formé à l'école d'architecture de Coventry et de Birmingham, Gibberd fut influencé à ses débuts, aux années trente, par F. York, l'un des pionniers de l'architecture moderne anglaise. Au-delà d'une architecture solide et sans fioritures, qui sur le tard a souffert de la trop grande dimension de son agence, Frederick Gibberd montrait un attachement particulier au dessin du paysage et des jardins, attachement bien anglais.

● **Espionnage industriel** : 3 millions de dollars pour I.B.M. — I.B.M. a obtenu une indemnité de 3 millions de dollars dans le cadre de la procédure engagée contre la société américaine N.S.C. (National Semiconductor Co.) pour espionnage industriel, a annoncé le 9 janvier un porte-parole d'I.B.M. Le règlement obtenu devant une cour fédérale met fin à seize mois de litiges. I.B.M. avait décidé de poursuivre en justice Hitachi Ltd, la première société d'électronique du Japon, ainsi que la N.S.C. et trois autres compagnies qu'elle accusait d'espionnage industriel. — (A.F.P.)

RIGUEUR ECONOMIQUE ET COHESION SOCIALE

le rapport du 4^e symposium de l'I.G.S. est paru un document essentiel pour comprendre et agir en 1984

Duriez et Co.

P. BERGGOVY • Y. CHOTARD
M. GRADU • P. NETTER
S. PISAR • etc.

I.G.S. tel. : 723.72.94

Les sommaires de janvier

● LE MONDE DIPLOMATIQUE : nouvelles chasses, vieilles sorcières

En cette période de tensions internationales, l'exploitation frénétique de l'anticommunisme et de l'antisovietisme invite à faire un rapprochement avec la « chasse aux sorcières » qui marque les années d'après-guerre, lorsque des communistes, déjà, siégeaient au gouvernement. Tel est le thème d'un article de Claude Julien, qui montre comment les syndicats devaient naturellement le rôle privilégié de cette croisade.

Avec un grand reportage sur le Maroc, à l'heure de tous les risques, par Ignacio Ramonet, le même numéro présente un ensemble d'articles sur l'Afrique du Sud (« Les arrière-cours de l'apartheid ») et deux analyses

● LE MONDE DE L'ÉDUCATION : électronique et informatique, les formations efficaces

L'électronique, l'informatique, tout le monde en parle. S'agit-il d'une mode ou d'un phénomène profond qui va révolutionner le paysage industriel, économique et familial ? Faut-il y croire ou se tenir réservé ? Le gouvernement et les futurologues semblent, pour une fois, d'accord : l'avenir passe par ces secteurs, et la France se lance dans une politique industrielle et de formation ambitieuse. Qu'en est-il vraiment ? Où est l'avenir de l'emploi ? Quelles sont les formations efficaces ? Le Monde de l'éducation ouvre le dossier et analyse, par niveau — C.A.P., B.E.P., bac, B.T.S., D.U.T., licences, maîtrises, doctorats, diplômes d'ingénieur — le profil du marché et les formations performantes.

● DOSSIERS ET DOCUMENTS : la décentralisation, la Bretagne

La décentralisation, présentée à plusieurs reprises comme « la grande affaire de ce moment », a été menée avec vigueur et persévérance depuis l'arrivée au pouvoir de la gauche, en mai 1981. Elle est désormais largement entamée, même si les élus locaux ne sont pas devenus encore aussi largement « maîtres et responsables » que le souhaitent notamment MM. Defferre et Mauroy. Un dossier de quatre pages rassemblé sur la base de la documentation du Monde par Patrick Evens, professeur d'histoire et de géographie au lycée de Bondy, et présenté par François Grosrichard, analyse les nouvelles dispositions législatives et réglementaires et montre les difficultés d'application d'une

● LE MONDE DE LA MUSIQUE : le disque, du passé au futur

Le disque a sa légende. Elle se nomme Abbey Road. C'est là, dans les studios britanniques de La Voix de son maître, que Karajan et les Beatles, Elisabeth Schwarzkopf et Kats Busch, bédorent leur empire de vinyle. Équipés depuis cinquante ans des techniques de prise de son les plus sophistiquées, modernisées sans discontinuer par quatre générations d'ingénieurs inventifs, ce temple de l'enregistrement intelligent garde tout son prestige à l'ère du Compact Disc, comme le démontre un grand reportage publié par le Monde de la musique dans son numéro de janvier.

C'est à Abbey Road que le jeune Yehudi Menuhin vécut dans les années 30 ses premières séances d'enregistrement. Aujourd'hui âgé de soixante-sept ans, le plus grand violoniste vivant évoque dans une longue interview ses soixante années de carrière et mesure ses vieux rêves humanitaires à l'aune de l'infamie réelle.

Et puis, on peut aujourd'hui se constituer grâce au Compact Disc une discothèque qui ne connaît ni l'usure ni la fragilité, le Monde de la musique publie un banc d'essai qui permet de choisir, entre les neuf modèles les plus performants, la platine à lecture laser du futur.

★ Le numéro : 18 F.

● **Mgr Glomp au Vatican** : Mgr Glomp, primat de Pologne, quittera Varsovie, le 16 janvier, pour une visite d'une semaine au Vatican, ainsi que la N.S.C. et trois autres compagnies qu'elle accusait d'espionnage industriel. — (A.F.P.)

communiqué avait exprimé le souhait « d'un développement ultérieur des contacts » entre Varsovie et le Saint-Siège. M. Jozef Wleciak, vice-ministre des affaires étrangères a indiqué, mardi, au cours d'une conférence de presse, que la Pologne était favorable à l'établissement de relations diplomatiques avec le Vatican.

PIANO: LE BON CHOIX

● Location à partir de 220 F par mois.

● Vente à partir de 329,72 F par mois* (Crédit souple et personnalisé).

● Le plus vaste choix : 25 marques, plus de 200 modèles exposés. Service après-vente garanti.

Fournisseur du Conservatoire National Supérieur de Musique et du Théâtre de l'Opéra

hamm

La passion de la musique.

135-139 rue de Rennes, 75006 Paris - Tél. 544.38.66. Parking à proximité